State of the state of the

a gray for

garage design was to dis-

海南市建 计扩充

E. S. Physics

g + 1850 112±12±24°

The market and the

A Commence

Attentat contre le restaurant parisien

The manufacture of the same and the same of the same o

le Grand Véfour

La grande lessive

The second second

The second second second

. . . . : //: ==

was a function

20 17 grap 1172

11 11 11 11 11 11 11 11 11 11

The many transfer and the second of the ment

DERNIÈRE ÉDITION

LIRE PAGE 5



3,80 F

MARDI 27 DÉCEMBRE 1983

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 THEY MONDPAR 650572 I C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél.: 246-72-23

Washington contre l'UNESCO

La polémique s'envenime entre Washington et l'UNESCO. Selon un responsable du département d'Etat, les Etats-Unis devraient en effet officiellement annoncer d'ici an 31 décembre leur décision de se retirer de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture - la plus conune, sous son sigle d'UNESCO, des agences de l'ONU. Mais, conformément aux statuts de l'Organisation. cette décision ne prendrait effet qu'à la fin de 1984; il restera done douze mois avant que la rupture ne soit consommée.

C'est en fait une épreuve de force qui s'engage car le but de Washington, qui contribue pour un quart au budget de l'UNESCO, est de faire pression sur elle pour l'amener durant ce délai à infléchir une politique iugée systématiquement « hostile aux forces de la liberté, et certainement any Etats-Unis ».

La crise qui s'ouvre convait depuis neuf ans, depuis que l'Organisation avait exclu es 1974 l'Etat d'Israël de son groupe européen et l'avait privé de son aide culturelle sons l'accusation d'avoir altéré par des fouilles la « physionomie historique de Jérusalem ». Cette mesure avait été levée au bout de deux ans, mais avait fait scandaie, car elle était ressentie aux Etats-Unis comme le signe d raffiement de l'Organisation aux thèses politions, des pays d tiers-monde les plus radicaix, et du bloc soviétique.

Ce sentiment s'était ensuite trouvé conforté par les efforts entrepris par l'UNESCO pour définir les règles d'un « nouvel ordre mondial de l'information » tendant à contrebalancer l'influence prédominante des grandes agences de presse occidentaies. Cette volonté d'ordre, à l'échelle mondiale, souteure par des Etats où la liberté de la presse n'existe pas, avait valu à l'UNESCO de nouvelles critiques sur sa conception de la culture.

A l'exaspération de l'administration Reagan s'était ajoutée l'indignation des milieux libérany, anssi hostiles à l'actuel président qu'à la définition, par des Etats rarement démocratiques, de la fonction et des devoirs des journalistes. Fin juin, le département d'Etat avait entrepris un « examen approfondi » de l'appartenance des Etats-Unis à l'UNESCO. Le

Sa décision est d'autant moins Surprenante qu'elle exprime un agacement plus général des milieux conservateurs américains envers l'ONU et ses différentes organisations, auxquelles ils reprochent à la fois de lourdes dépenses, dont les Etats-Unis supportent largement le poids, et des votes souvent contraires à la politique de Washington, L'ambassadeur à PONU, M= Kirkpatrick, avait, début octobre, résumé d'une phrase ce sentiment en déclarant : « Les pays qui out les votes ne paient pas la note, et ceux qui paient la note n'ent pas les votes. »

Des affrontements et des bombardements ont éprouvé la capitale libanaise

avant qu'un nouveau cessez-le-feu n'intervienne

postes français soient évacués pour que Noël se déroule à Beyrouth au son du canon. Ce repli, face à la banlieue sud (chite) de la capitale. opéré dans le cadre d'un regroupement du contingent français et suivi de l'évacuation d'une autre position le lendemain, à Beyrouth-Ouest, rue le Verdun, a pu paraître intempestif, la veille de Noël, aux Libanais, particulièrement aux chrétiens.

Personne ne conteste ici, pour autant, que la France, malgré le harcèlement dont ses soldats sont Pobiet, est des quatre pays membres de la force multinationale le seul qui ne doane pas l'impression d'avoir des troupes en instance de départ. L'effet et la cause se confordant. c'est sans doute la raison pour laquelle son contingent est plus visé que les autres. C'est également parce qu'il est le seul présent dans la ville, à la fois aux côtés de l'armée libanaise, à certains de ses barrages et dans de nombreux postes qui bien que protégés par des murs de terre, restent vulnérables aux camions suicides, ainsi que l'a montré l'attentat de mercredi dernier.

Le ministre de la défense. M. Charles Hernu, venu avec le chef

'AU JOUR LE JOUR Droit de réponse

Le professeur Tryphon Tournesol, de Moulinsart (Belgique), nous adresse la

«Le porte-parole du gouvernement français, M. Max Gallo, a cru bon de mêler le nom de Tintin, donc le mien, à l'affaire des avions renifleurs. Je vous prie de faire savoir à l'opinion française que je n'ai jamais, ni de près ni de loin. trempé dans cette ridicule his-

mise au point suivante :

toire.

 Mes recherches, connues dans le monde entier, ont depuis des décennies été couronnées de succès. Les appétits qu'elles ont suscités l'attestent amplement. J'indique que je poursuivrai, dans l'heure qui suivra, toute personne qui tentera de contribuer à l'abaissement de mes inventions. >

p.c.c. BRUNO FRAPPAT.

A LA CIVETTE (1") - TARATIÈRE ODÉON (8") - POT A TABAC (8")

TABAC GEORGE-V (8") - AU SIAMOIS (8") - PARIS OPÉRA (9") - LA TABAGIE (15")

TABAC LEMAIRE (184 - BOUTIQUE 22 (184) - TABAC PALAIS DES CONGRÈS (174)

à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. - Il a suffi que denx d'état-major, le général Lacaze, partager le Noëi des troupes françaises an Liban, et leur manifester, selon ses propres termes, la solidarité de la nation, a personnellement supervisé la mise en place du nouveau dispositif de sécurité : ce qui explique, sans la justifier, qu'elle ait été entreprise aussi vite ou, du moins pour les Libanais, à contretemps.

La population est d'ailleurs tiraillée entre des sentiments contradictoires, s'inquiétant de tout repli de la force multinationale, mais craignant tout autant les effets ravageurs des attentats qu'elle suscite pour le voisinage de ses postes, surtout en ville, les charges explosives augmentant en proportion des fortifications protégeant les contingents.

Commentant ce point, M. Hernu a déclaré: . Je ne sais pas si les troupes françaises font peur, mais je sais que les terroristes voudraient que les civils aient peur de nos soldats. Ce n'est pas encore le cas, mais c'est certainement un objectif recherché (...) Que serait-il advenu au Liban si le contingent français n'était pas là ?»

LUCIEN GEORGE. (Lire la suite page 3.)

Noël de guerre La mort du peintre Joan Miro

Fabuliste de notre temps, il avait créé un monde à lui une sorte d'histoire imaginaire de l'infiniment petit



Le peintre espagnol Joan Miro est mort le dimanche 25 décembre, à Palmade-Majorque, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

par ANDRÉ FERMIGIER

Avec Miro disparaît le dernier grand peintre de l'entredeux-guerres et le dernier de ces artistes infatigables, fous de peinture, féconds jusqu'en leurs derniers jours, dont le premier demi-siècle a été prodigue. Înattendue, délicieuse d'incongruité, très voulue et parfois animée d'ambitions un peu trop grandes pour lui, mais toujours originale et d'une désarmante fraîcheur, l'œuvre de Miro occupe une place à part, unique dans l'art contemporain.

Miro a inventé la peinture poétique, branché son pinceau sur l'inconscient, créé un monde à lui, le · miromonde », comme on a dit, où les rêves des promiers âges donnent la main aux cauchemars d'Œdipe, un monde qui est une sorte d'histoire imaginaire de l'infiniment petit, de l'atome primordial, de la nature, de la vie antérieure, à l'usage de ceux qui refusent les apparences et l'ordre de la création. Miro n'a pas laissé de mythes, bien que toute son œuvre allât dans ce sens, mais il a été le sabuliste de notre temps.

Il a exprimé ce qui restait en nous tons d'enfance, dit, avec souvent beaucoup de force, nos tumultes et nos peurs, et, s'il lui est arrivé de regarder de facon un peu indiscrète la peinture de ses contemporains, c'est moins par défaut d'inspiration que par-malice de bon ouvrier qui prend son bien où il le trouve et sait toujours se remettre en question. La plus étonnante réussite de Miro est peut-être de ne pas s'être laissé dévorer par le grand méchant loup qu'était le plus illustre de ses compatriotes, et l'on a pu écrire qu'il était « le seul artiste qui a réussi à prendre autant qu'il le voulait à Picasso sans tomber dans l'imitation ou le plagiat ..

Miro était catalan. Comme Picasso (né à Malaga, mais formé dans la Catalogne de 1900). Comme Dali, Comme Gaudi, auguel son œuvre sculpté doit beaucoup et dont les incroyables folies architecturales ont fait de Barcelone la seule ville où l'imagination ait jamais pris le pouvoir. Il est né en 1893, il arrive à Paris en 1917, s'intéresse au cubisme, fait la connaissance de Picasso. Comme l'on voudrait qu'un récit nous ait été laissé de cette première rencontre! Miro débarquant chez Picasso, cela fait penser à une souris pénétrant dans la cage aux fauves et pas très rassurée sur son sort. Car rien n'était moins impressionnant, plus fragile en apparence, que la personnalité physique de

(Lire la suite page 7.)

que espagnol. Les négociations

entreprises par le gouvernement de

M. Felipe Gonzalez se sont soldées

par un échec, et seuls quelques

dizaines de « repentis » ont accepté

de déposer les armes. Aussi, comme

par réflexe, les « contre-terroristes :

se manifestent à nouveau. A

Bayonne, dans les milieux de réfu-

fixe avec précision la date de cette

le 19 octobre, jour où a été retrouvé

au Pays basque espagnol, le coros

d'un policier, le capitaine Martin

Barrios. Ce jour-là, l'ETA avait

La semaine suivante, deux réfu-

giés basques installés à Bayonne.

losé Antonio Lasa, âgé de vingt et

un ans, et José Ignacio Zabala, âgé

de vingt ans, disparaissaient sans

laisser de trace, manifestement

· transportés » de force de l'autre

poussé le bouchon trop loin.

côté de la frontière.

nouvelle campagne de représailles

comme du côté des autorités, on

La traque des réfugiés basques

LES ACTIONS DE COMMANDOS ESPAGNOLS DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Bayonne. - Impossible de se méprendre sur la nature de la menace qui inquiète le Pays basque français. L'agression est des plus explicites, d'une précision déià véri-

liée au moins une fois. En libérant, le 14 décembre, le fils d'un réfugié espagnol. M. Alfonso Segundo Marey, enlevé dix jours plus tôt, le mystérieux Groupe anti-terroriste de libération (GAL) avait clairement annoncé ses intentions. Des mots terribles conclusient son communiqué de

revendication: . Vous aurez bientôt

des nouvelles du GAL. » Moins d'une semaine plus tard, le 19 décembre, le serveur d'un café bayonnais, Juan Ramon Oniedera,

membre présumé de l'organisation séparatiste ETA, était assassiné par plusieurs tueurs qui parvenaient à prendre la fuite. Le communiqué tombait peu après. Le GAL se rendait responsable de cet autre crime, et comme s'il voulait forger, de messages en actions, une chaîne de

De notre envoyé spécial

représailles, il ponetuait à nouveau sa revendication : - ... bientôt des nouvelles du GAL ».

Un enlèvement, une menace, un meurtre, une autre menace, le Pays basque français prend très au sériénx ces annonces et redoute une nouvelle victime parmi les Espagnols réfugiés dans les Pyrénées-Atlantiques, . Tout peut arriver, estime le sous-préfet de Bayonne, M. Alain Jézéquiel, tout est possible. Ils peuvent frapper n'importe où. » « Ils », ce sont les « commandos de la mort » venus d'Espa-

En cette fin d'année, l'Euskadinord retrouve le climat particulier de tension frontalière qu'elle avait connu par vagues successives, par exemple de 1975 à 1978 et de 1978 à 1981, quand les gouvernements successifs de Madrid avaient choisi de faire payer, au nord, les opérations terroristes déclenchées au sud des Pyrénées.

Droit de suite

· Nous sommes en présence d'un procédé à la fois radical et simpliste », répètent policiers et magistrats français. Simpliste, en effet : en vertu d'un droit de suite non inscrit dans les règlements internationaux, la police madrilène fait poursuivre, au-delà de la frontière, par des commandos, les Abertzale (patriotes) qu'elle ne sait pas arrêter entre Bilbao et Saint-Sebastien. sous la seule justification que les Pyrénées-Atlantiques constituent à ses yeux un « sanctuaire » pour les Etarras (membres de l'ETA). - Nous sommes sans doute en présence d'un tel phénomène », note le

sous-préfet de Bayonne. Inutile d'attendre de savoir quels hommes se cachent derrière le Groupe anti-terroriste de libération. La facture rappelle trop les opérations menées les années précédentes sons des noms variés. Justice piedsnoirs. Le bataillon basque espagnol, les commandos DELTA et qu'on avait pu rattacher, de près ou de loin, à la police anti-terroriste espagnoic.

Après deux années d'une trêve relative, appliquée plus que décrétée par l'ETA, à la suite de la tentative de coup d'Etat militaire à Madrid, on septembre 1981, les attentars ont repris ces derniers mois au Pays bas-

PHILIPPE BOGGIO. (Lire la suite page 14.) L'activité économique

Reprise soutenue aux Etats-Unis et au Japon plus faible dans les autres pays industrialisés

en 1983

L'année se termine mieux qu'elle n'avait commencé pour la plupart des nations industrialisées. Les experts de l'O.C.D.E. ne se demandent plus si la reprise est là; ils s'interrogent sur les moyens de la consolider.

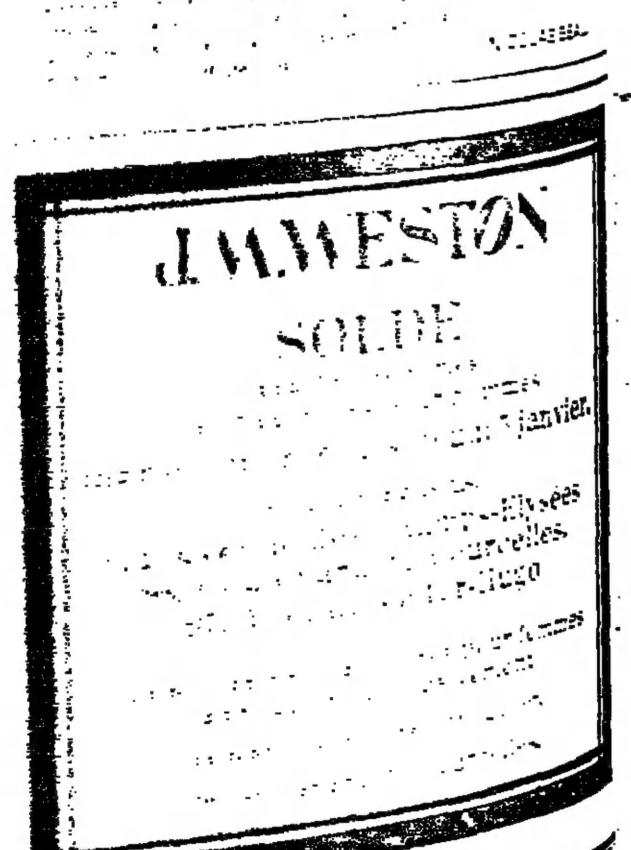
LIRE PAGES 9 A 12 «LE MONDE DE L'ÉCONOMIE»

L'affaire des «avions renifleurs»

Un groupe pétrolier bien embarrassé

Alors que M. Jospin, premier secrétaire du P.S., demande que soit rendu public le rapport de la Cour des comptes, les dirigeants d'Elf s'inquiètent d'un déballage susceptible de nuire à l'image de leur société.

LIRE PAGE 19





La mort du père

'EST un beau requiem à cinq voix que chante pour ce mort encore tiède la Liberté de l'esprit. Trois de ces voix interprètent, avec de riches variations, les musiques de Freud, de Sartre et même de Kant, qui posent la même question : « Qu'est-ce qu'un père ? » On serait tenté de répondre : « Un vieux souvenir de famille ». Mais ce it en finir un peu légèrement avec une sigure qui fat à tel point respectable et envahissante. La quatrième voix laisse tomber Freud pour Frege, son arithmétique et l'hérédité dans les nombres.

Puisqu'il faut nous borner. arrêtons-nous à la cinquième, qui descend un peu dans le registre des idées et des raisons pures pour dire le fait et le droit, et donner ainsi au père sa seule consistance. Car, an contraire de la mère qui se prouve irréfutablement en enfantant, le père n'a jamais en d'autre existence que juridique. Mais celle-là, le droit mâle l'a faite de bronze. Un bronze que nous venons d'envoyer à la fonte. C'est une passionnante histoire que celle du père, racontée avec une science si claire et un discret humour, non plus par Freud mais par une juriste, Sylvie Deniniolle. Une histoire d'appropriation, d'exploitation, de domination, qui avait donc tous les titres pour commencer avec Rome. Le père choisit qui il veut pour enfants, il refuse, s'il le veut encore, ceux nés du mariage, et il dispose de cette vaste et profitabie famille sélectionnée, comme de ses autres biens : pouvoir d'en user, d'en abuser, de les aliéner et, bien entendu, de les détruire.

On considère aujourd'hui comme une limitation de ce pouvoir l'obligation qu'aurait faite au père une loi archalque, d'origine religieuse, d'élever tous ses enfants mâles, et... la première de ses filles. Les suivantes étant exposées dans les bois pour être croquées par les frères de lait des fondateurs de la Cité éternelle. Ce n'est pas pour rien que cette loi porte le nom de Romulus.

on'en avait besoin de mères en plus grand nombre; les pères pour cinq minutes, ca se trouve toujours.

Un progrès apparaît, et pour long-temps, avec le fameux « pater ls est. » Traduction familière : désaveu de paternité est impossible. cent bâtard, fruit du péché, sera maudit. Nous sommes arrivés au Moyen Age et au règne de l'Eglise.

Mais depuis longtemps le christia-nisme avait modelé le droit romain. Le devoir balance le droit, et le pouvoir du père est remis à sa place, puisque le seul père, c'est Dieu. Il faudra attendre le dix-septième siècle pour un retour offensif du père : il est alors, à l'image du roi dans 'Etat, souverain absolu dans sa famille : femme et enfants sont ses sujets à vie; il dispose de leur liberté. Raison décisive pour la Révolution de décapiter ce tyran domestique. Le code Napoléon rétablira la puissance paternelle intégrale, fondée sur l'institution civilement sacrée du mariage. Ainsi en sera-t-il pendant deux siècles. Avec des atténuations qui, en douce, substituent l'intérêt de l'enfant au < repos des familles » et à l'ordre des sociétés. Le « droit individualiste » est en marche. N'empêche que celui de faire incarcérer l'enfant mineur, un peu plus increvable encore que celui de faire ramener sa femme entre deux gendarmes, n'a été aboli qu'en - vous lisez bien - 1970.

La vraie révolution h'a pris force de loi qu'un peu plus tard encore : de paternelle » l'autorité devient « parentale ». Juste au moment où elle est en train de s'évanouir. Cependant que la biologie est venue trancher dans l'éternelle incertitude du pauvre homme de père : «Le suis-je? ». Elle déclare infailliblement qu'il l'est, ou qu'il ne l'est pas.

Moyennant quoi, la paternité légitime pourre être désevouée et la naturelle reconnue, mais dans ce dernier cas, sans aucun partage de l'autorité avec la mère. Même dans le mariage, institution décoraque formes et apparences, la mère se

de déclarer à l'état civil l'enfant dit de jeune fille, et sous ce nom seul ». Droit on ne peut plus légitime, celui de l'artiste : elle fait l'enfant, à elle de le signer. Avec ce commencement de la fin du nom du père, on est déjà entré dans le matriarcal.

Sans doute, ce prétendu nom de fille est encore un nom de père, et à grimper dans leur généalogie, c'est toujours un père que les femmes trouveront perché sur chaque branche de l'arbre. Jusqu'à ce qu'elles décident de le renier, ce noni, pour s'en donner un qui ne sera né, lui sussi, que d'elles. Le matriareat sera consacré par le matronyme. Quant au père, il achève de se dissoudre dans les éprouvettes anonymes : ce père « venu du froid », autrement dit d'une conserve surgelée; mais aussi du tombeau : dans l'insémination post mortem. Décidément, la mort du père n'est plus un mythe.

Le temps de l'homme objet

Dans cette scène définitive où meurtrier n'est plus le fils mais la fille, ce sera encore bien beau si survit l'homme tout court. Mais il annaraîtra alors dans toute sa splendide inutilité : pur objet de luxe, donc de désir. Voici venu enfin le temps de l'homme objet.

Toutefois, si l'on présère une autre pièce et un autre dénouement. on peut repasser par Freud. Dans sa contribution, Michel-Pierre Haro-

l'histoire humaine sous la forme d'un mythe en trois époques. Dans la « nouveaux pères », couronnant le

Dans cette hypothèse, nous scrions donc au commencement de l'ère muméro denx. Il nous suffirait d'attendre un peu : tout au plus un millénaire, compte tenu de l'accélé-ration de l'histoire. Mais, compte tem aussi des intouchables « droits acquis » et des irréversibles acquisitions de la biologie, les progrès apportés par le matriarcat seraient conservés. La multitude des mèrespères continuerajent de faire toutes seules les enfants, de les nommer, de les porter, de les supporter, de les nontrir, puis de les pourvoir de toutes ressources jugées par eux nécessaires, cela, an train où vont les choses, leur vie durant. (La vie des mères, s'entend : à l'impossible nulle n'est tenue.) Bref, elles et elles seules trouveront enfin le plein exercice et la satisfaction sans partage de cette vocation de dévouement et de sacrifice qu'il ne sera plus besoin de tant célébrer pour la stimuler,

Cependant que le père, pur symbole spirituel, totem vénéré, soustrait à tout lien bassement biologique, reproducteur et alimentaire, approchant, sans cesse ni repos fante de pouvoir l'atteindre jamais, sa divine nature, nullement privé pour autant de visiter divinement la terre et la chair à la façon de feu Jupiter. cependant que le père, trônant an sein des nues, bénira la libération des femmes au nom de lui-même, de la mère-fille et de la liberté de

* La Liberté de l'esprit, nouvelle tion. 59 F. Balland édit.

« COMMENT PEUT-ON ÊTRE OPPOSANT ? », de Jean Charbonnel

Quel avenir pour le gaullisme?

core gaulliste demain? Tel est en réalité le sens de la question que M. Jean Charbonnel pose sur la converture de son dernier livre lorsqu'il demande : Comment peut-on être opposant? Pour l'ancien secrétaire d'Etat de de Gaulle et l'ancien ministre de Georges Pompidou, la réponse affirmative ne fait aucun doute. Résolument dans l'opposition aujourd'hui, après avoir pourtant tenté naguère de rapprocher les gaullistes de ganche des signataires du programme commun, M. Jean Charbonnel souhaite ardemment que l'alternance se prodnise en 1986. Mais il y pose quelques conditions, ou plutôt il énonce quelques mises en

garde, L'opposition doit naturellement éviter l'esprit de revanche, et la voie sera bien étroite pour elle entre les contraintes du socialisme à la française et les tentations du retour en arrière. Les opposants doivent done choisir la « réforme » qui ne doit pas être seulement - un peu d'eau tiède dans le vin fort de la Révolution », mais parfois la volonté de changer de cap quand l'orientation prise par la gauche se révèle dangereuse. Au passage, il condamne la nationalisation du crédit, mais accepte la décentralisation; il propose le mandat présidentiel à cinq ans et le référendum d'initiative populaire,

de la représentation proportion-

Le réformiste, selon M. Charbonnel, se distingue du révolutionnaire par le fait qu'eil refuse le remplacement d'une oppression par une oppression en sens contraire > En somme, l'ancien député de la Corrèze semble souhaiter pour préparer l'« aprèssocialisme », l'émergence d'une troisième voie réformiste dont il se trouve déjà quelques indices au sein du R.P.R. et de I'U.D.F., mais aussi ailleurs.

Ce qu'espère surtout

-

M. Charbonnel, c'est l'éclatement de la bipolarisation et des frontières actuellement figées entre la majorité et l'opposition. Il développe une intéressante réflexion sur les notions de gaullisme, de réformisme et de centrisme, au seus plus sociologique que politique du terme. Il rêve donc de reconstituer le « groupe central », pon celui que M. Giscard d'Estains confondait avec le centre, mais celui avec lequel de Ganile et Pompidou ont gouverné. Pour cela, l'auteur propose que l'on réfléchisse davantage au - bon usage de l'Etat » qu'il fandrait faire et à la « vocation de la nation » qu'il faudrait amplifier. M. Charbonnel se situe sans aucun doute parmi les gaullistes de réflexion.

ANDRÉ PASSERON.

* Comment peut-on stre opposant? Robert Laffont éditeur. 256 pages. 70 F.

LETTRES AU Monde

Répense au Père Cardonnel

La lecture de l'article du R.P. Cardonnel (Faisons-nous peur les uns les autres », le Monde da 1-12-83) me remet curieusement en mémoire la réponse que Maurice Clavei fit il y a quelques années au R.P. Bruckberger. Cet ecclésiastique, à l'occasion d'une de ses interventions en faveur de la peine de mort, avait comparé le condamné sur les marches de l'échafaud au Christ gravissant le Golgotha. Maurice Clavel écrivit alors en substance (je cite de mémoire) : « Je suppose qu'il vous arrive, mon Père, de dire la messe, et vous aurez sans doute remarqué que les paroles de la Consécration commencent par « Avant d'entrer librement dans sa Passion, le Seigneur... .. Librement. mon Père, ce mot a silrement du sens pour vous, et son importance ici ne vous échappe pas. »

Peut-on, même avec moins de talent, reprendre la remarque et faire observer au R.P. Cardonnel que l'envoi « comme des agneaux au milieu des loups » s'adresse à ceux qui ont librement répondu à un appei dont le corollaire est précisément de donner, librement, sa vie comme ultime témoignage d'amour? Sa vie, mon Père, et non pas - sarcasmes sur l'évangélisation de l'humanité nonobstant — celle des autres.

> CHRISTIAN LERUSTE. (Paris.)

Entendu...

Subissant, un certain matin, un embouteillage, j'ai entendu, sur France-Inter, durant l'émission de la spirituelle > Clémentine :

Primo: Une chanson, chantée par je ne sais quelle chèvre (je demande pardon aux vraies chèvres) disant en substance : - Je veux me farcir un flic. Faime voir un flic à la morgue». Je n'ai pu m'empêcher de penser au jeune salopard qui, il y a quelques mois, assuré de ne perdre iudiciairement ni sa vie ni, définitivement, sa liberté, s'était écrié : « Je veux me farcir un flic ». Et en avait écrasé un.

Queiques heures plus tard Is presse devait m'apprendre que le jeune C.R.S. Jean-Noël Rinaud, volontairement - balancé - par un chauffard qu'il pousuivait, était mort de ses blessures. Un flic de plus abattu, depuis l'abolition de la peine de mort. Depuis le sabotage de cette peine, intelligemment perpetré par l'ancienne majorité.

Secundo: Un poème (!!!) loquel. contrairement à ceux que public le Monde, était des plus clairs. Le poète nous confiait qu'il « chie, pisse, éjacule, chaque jour ».

> HENRI ANTONL (Paris).

L'unité et la dissérence

A propos de l'article de Mme Suzanne Citron (le Monde du 8 décembre), oui, la France peut être sujourd'hui une nation pluriculturelle exemplaire, à condition qu'il v ait aussi une culture nationale bien vivante. Cola signifie, entre autres. que, à côté de l'essor de toutes les langues de France, la langue francaise soit enseignée, enrichie, illustrée, aimée, Le pape Jean-Paul II. à l'UNESCO, a défendu la juste cause des identités culturelles et des nations, mais, si nous comptons sur hii comme sur l'UNESCO pour défendre les droits de toutes les nations, de toutes les langues, de toutes les identités culturelles, nous devons aussi compter sur nous-mêmes et affirmer que, si toutes les cultures n'ont pas une expression nationale. toutes les nations doivent avoir une expression culturelle. La France peut être un exemple vivant concret de cette dialectique du vivant, expri-mée encore récemment par Jacques Ruffié, la dialectique de l'unité et de la différence. Avec les francophones du monde entier et tous les peuples qui luttent pour leur dignité, j'espère que nous forgerous, an-delà de cette fausse opposition entre l'archatsme et la modernité, une civilisation de l'universel qui ne sort pas de l'uniforme, une civilisation moderne, où l'hypertrophie des moyens techniques ne s'accompagnera pas de l'atrophie des valeurs, valeurs universelles mais toujours spécifiquement et irréductiblement incarnés.

STELIO FARANDJIS Secrétaire général .du Haut Comité de la langue française

Réponse à M. Alain Gourdon

Ayant été personnellement mis en cause par M. l'administrateur général de la Bibliothèque nationale dans votre numéro du 9 décembre 1983, je vous communique la mise au point suivante :

Notre association, créée en 1981 pour protester contre les restrictions de communications du samedi à la Bibliothèque nationale, a été régulièrement constituée et comprend de combreux adhérents français et étrangers qui paient leur cotisation. Président fondateur, j'ai été réélu comme président à la dernière assemblée générale du 28 mai.

Nous avons présenté une liste aux élections des représentants des lecteurs au consoil d'administration de la B.N., en concurrence avec deux autres listes, l'une composée d'universitaires, l'autre de personnalités

du monde des lettres. Il y avait 4 sièges à pourvoir. Nous en avons remporté 2. Nos deux listes concurrentes se sont parragé les deux autres.

Il est vrai que, sur 7 065 électeurs inscrits, nous avons obtenu 656 suf-

frages valablement exprimés. Il faut dire que, le vote avant lien uniquement par correspondance et son organisation matérielle avant été insuffisamment soignée par l'administration, de nombreuses (581 sur 2 144) enveloppes de réponse, mal identifiées, ont dû être annulées lors du dépouillement : d'autre part, les grêves des P.T.T. n'ont pas permis à de nombreux électeurs de voter à temps: plusieurs d'entre eux nons l'ont fait savoir.

Je ne comprends pas le mai qu'il y a à être élu dans un scrutin où 30 % des électeurs ont exprimé leur voix. S'il doit y avoir contestation, elle doit être portée dans les délais légaux devant les instances légales.

Compte tenu de la qualité des listes en présence, l'estime que le fait d'avoir remporté la moitié des sièges n'est pas une défaite, et notre association le ressent favorablement.

On m'accuse de « ruminer ». Si avoir de la suite dans les idées, cela s'appelle ruminer, alors nous sommes au moins 656. Mais, grâce à Dieu, ce terme s'applique à certains quadrapèdes et nous préférons marcher debout.

Quant à l'action devant le Conseil d'Etat, c'est un appel qui fait spite au rejet d'une action que nous avons intentée devant le tribunal administratif contre les mesures restrictives de communications du samedi et pour laqueile le commissaire du gouvernement avait rendu le 26 janvier 1982 des conclusions qui nous étaient entièrement favorables.

Notre association ne cherche pas la polémique. Ses élus, dont je suis, sont résolus, en liaison étroite avec les autres élus des lecteurs, à redonner aux chercheurs de la Bibliothèque nationale des conditions de travail meilleures, quelles que soient les tentatives d'intimidation des autorités en place,

BERTRAND DE LA RONCIÈRE. président de l'association Défense des intérêts des lecteurs de la Bibliothèque nationale.

Les destructions d'églises an Liban

A la suite du reportage sur la situation à Beyrouth publié dans le Monde du 15 décembre, je vous signale que les attentats à la bombe contre deux églises de Beyrouth ne sont les promiers - depuis le début de la guerre » que dans le seul centre de la capitale. Depuis 1975, plusieurs dizaines d'édifices religieux chrétiens ont été détruits par arrentats ou bombardements délibérés parfois comme à Deir-Aachache, à Deir-Jenine, à Masser-El-Chouf et à Brarrian, après que tous les chrétiens ou prêtres qui se trouvaient à

l'intérieur y eurent été tués, Selon Caritas (le Monde du 16 novembre) ct le Bulletin de l'œuvre d'Orient, de siécembre 1983, dans les trois régions du Chouf, d'Aley et de Baabda, en septembre 1983, quatrevingt-cinq églises, convents on autres bătiments chrétiens ont été volontairement détruits ou saccagés. dont le sière du patrizicat melkite à Aîn-Traz et le siège de l'archevêché maronite de Salda à Beit-Eddine.

ANAIS PONS correspondante à Paris du Réveil de Beyrouth.

Terroristes on combattants ?

De deux choses l'une : ou les troupes de Yasser Arafat récemment évacuées de Tripoli étaient des terroristes, ou c'étaient des soldats. C'est selon l'an ou l'autre cas qu'on doit juger l'appui « humanitaire » que leur a accordé le gouvernement franczis.

Première hypothèse : c'étnient des terroristes.

Dans ce cas, il est paradoxal d'autres diront ; il n'est pas admissible - qu'un Etat démocratique, victime lui-même du terrorisme, emploie sa diplomatie, son armée pour protéger des hors-la-loi et les transférer d'un pays dans un autre, se faisant portour d'un germe malfaisant, Deuxième hypothèse : c'étaient des combanants. C'était une armée battue.

Mais, dans ce cas, la France se serait mise dans une situation encore moins défendable. Elle aurait prêtémain forte, sans être en guerre ni avec Israël ni avec la Syrie, à l'un des belligérants contre son adversaire. Elle se serait placée dans la situation d'un neutre on d'un tiers qui aurait soustrait l'armée de von Paulus aux Russes, à Stalingrad; ou l'armée britannique aux Allemands. 4 Dunkerque. L'Union soviétique et l'Allemagne auraient-elles pu regarder l'intervention de ce « neutre » comme une action humanitaire?

Bien sûr, nous vivons le temps de la perversion du langage. Des Républiques sont a populaires a quand le peuple y est sans voix au chapitre, « démocratiques » quand la démocratie y a été écrasée. Des monarques médiévaux s'étiquettent « socialistes > ou « progressistes > et règnent en satrapes sur des peuples de va-nu-pieds. Des résolutions scélérates, adoptées aux Nations unles. sont baptisées « conscience internationale » par des majorités automatiques, an service d'idéologies totalitaires. On exonère de la même voix les « bons » terroristes de l'O.L.P. qui massacrent des femmes et des enfants à Jérusalem, on dénonce les « mauvais » terroristes de l'IRA ou de Corse qui assassinent des civils à Londres ou à Bastia.

On se livre donc aussi à une action humanitaire, quand il s'agit de complicité d'assassinat, au cas où Arafat est un terroriste : de cobelligérance, si Arafat est un com-

mais il s'opposo à l'instauration

Or Arafat et ses nommes sont forcément l'un ou l'autre. La France a fait le manyais choix, dans l'un et

> PAUL GINIEWSKI, (Paris).

De quelle Prusse parions-nous?

Yous avez publié, dans le Monde daté 4-5 décembre (page 8), un très intéressant article de Maurice Gode, qui concerne « Le débat sur la responsabilité du nazisme », à propos d'un livre récent publié en Allema-

Un paragraphe a retenu mon attention et m'a laissé perplexe. Il s'agit du paragraphe suivant - Même Indifférence aux faits dans la discussion sur le luthéranisme et le prussianisme. Une recherche pragmatique aurait permis de muancer le jugement (repris à son compte par la France), selon lequel le nazisme ne serait que l'exacerbation du milltarisme prussien (...) Tout le monde semble avoir oublié qu'en février 1933 le gouvernement de la Prusse, démis par le pouvoir central, était à majorité de gau-

Je suis d'accord pour nuancer le jugement, mais encore fant-il savoir de quelle Prosse on parle. J'en connais quatre successives.

La première est la Prusse traditionnelle, qui se développe aux dixseptième et dix-huitième siècles. celle du Grand Electeur, du Roi-Sergent et de Frédéric II. L'électeur de Brandebourg se fait proclamer roi « en Prusse », et le nom s'impose à l'ensemble de ses Etats, alors tous luthériens. C'est cette Prusse qui conquiert la Silésie sur l'Antriche et participe aux partages de la Pologne. C'est cette Prusse qui est battue et occupée par Napoléon en 1806-1807.

La deuxième Prusse est constituée en 1815 au congrès de Vienne. Elle comprend, en plus de la Prusse traditionnelle, des territoires importants à l'ouest de l'Allemagne, la Westphalie et la Rhénanie. Disseldorf et Cologne, Coblence, Trèves et Sarrebruck deviennent alors des villes prussiennes. Cette Prusse de l'Ouest est, en quasi-totalité, catholique. C'est sur cet ensemble que s'appulent Guillaume 1" et Bismarck pour créer l'empire allemand. Les «Prussiens» de la guerre de 1870 penvent venir aussi bien de Rhénanie que de la Prusse orientale.

La troisième Prusse est ceile constituée par Bismarck à l'occasion de la crise qui aboutit à l'unité allemande, sans l'Autriche. Aux territoires de la Prusse de 1815 ont été

ajoutés en 1866 le Schleswig et le Holstein, le Hanovre, la Hesse-Cassel la Hesse-Nassau et Francfort. Cette troisième Prusse, avec les bassins houillers de Silésie, de la Ruhr et de la Sarre, domine l'économie allemande de la fin du dixneuvième et du début du vingtième

La quatrième Prusse est celle d'après Versailles, celle de la République de Weimar. Elle a été considérablement amputée à l'est (Danzig et le « corridor » polonais, Posnanie, partie de la haute Silésie). et beaucoup moins à l'ouest (Sarre, Eupen et Malmédy) ou au nord (nord du Schleswig). C'est cette Prusse-là qui avait encore, en 1933. un gouvernement de gauche.

Comme on le voit, l'Etat prussien. du fait des modifications territoriales, du fait aussi du déveloupement industriel et urbain plus accentué à l'ouest, a vu progressivement son pôle de gravité glisser de l'est vers l'onest. Plus de la moitié des actuels habitants de la R.F.A. sont d'anciens habitants de la Prusse (la troisième ou quatrième Prusse définie plus haut).

Mais ce n'est pas de cette Prusselà au'on parle à propos du « militarisme prussion ». On se réfère, très manifestement, à la Prusse traditionnelle, rurale et luthérienne. Que ce soit à tort ou à raison, c'est à examiner. Mais on ne gagne pas en ciarté en évoquant à ce propos la Prusse récente, aussi complexe que l'Allemagne elle-même.

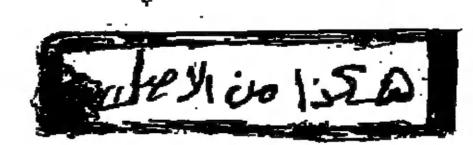
> ANDRE SELLIER (Newlly-sur-Seine).

Sculement un quart...

Lors d'une émission récente aninée par Robert Clark, l'Avenir du futur, je fus stupéfait par l'affirmation irresponsable du docteur Lafuma, du C.E.A., prétendant pour nous rassurer qu'en cas de conflit nucléaire, total et généralisé, seulement un quart de l'humanité y périrait, sans le moindre commentaire de regret vis-à-vis d'un génocide d'une telle dimension. Il est parfaitement stupide de soutenir un tel raisonnement nécrophile sans parler des effets secondaires de tout ordre - très probablement la fin du genre nucléaire total et généralisé.

Aucun propos, mis à part la trop brève intervention de Pierre Michel. n'a exprimé l'urgence et la pécessité vitale de la mise en œuvre d'une politique de paix et de désarmement, car, comme pour vous, l'ennemi principal n'est pas la guerre mais le pacifisme. C'est trop vite oublier l'aspiration majeure de tous les hommes qui croient au bonheur possible, y compris les lecteurs de votre curnal.

RUY DE NOBREGA-GUILHERME



and the same of the same

each the constant

Andrew Arguer

and the second of the second

THE THE PERSON AND ASSESSMENT

the section than the property

.....

والمعاملة والمعاملة

A MARIAN

and the second s

rigial in the second

Quel avenir pour le gaullisme)

Israël n'entend pas envenimer ses rapports avec Washington et Le Caire

Jérusalem. - S'attendant à une relance du plan Reagan après les retrouvailles entre le président Moubarak et M. Arafat, Israël commence à prendre les devants. Ses dirigeants rappellent avec force leur hostilité au processus de paix tel qu'il est envisagé par les Américains, ainsi qu'à des négociations auxquelles l'O.L.P. serait associée d'une manière ou d'une autre (1).

Le conseil des ministres du 25 décembre a été presque entièrement consacré à la situation diplomatique née de la rencontre du Caire. Après la réunion, le porte-parole du gouvernement, M. Dan Meridor, a réaffirmé la position traditionnelle de l'équipe au pouvoir. Elle se résume à un quadruple non : « Non à des négociations avec Arafat, non à un retour aux frontières d'avant 1967. non à la création d'un Etat palestinien, non à une partition de Jérusalem. > « Cette position, a souligne M. Meridor, bénésicie d'un large consensus dans le monde politique israélien. Toute tentative pour la modifier est vouée à l'échec. . .

Envers PO.L.P., Israel maintient une totale intransigeance. « Ceux qui veulent promouvoir la paix, a poursuivi le porte-parole, ne doivent

De notre correspondant pas chercher à le faire par l'entre-

mise d'Arafat. Il n'a aucun rôle à y iouer. Nous n'attendons pas de lui qu'il infléchisse sa position. Lui et le mouvement qu'il dirige sont le symbole même du rejet d'Israël ». · L'O.L.P., renchérissait un hant fonctionnaire, doit disparattre de la face du monde. Le plus tôt sera le

M. Shamir a informé ses ministres qu'il avait adressé une lettre de protestation au secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, dans laquelle déplore que Washington - tente de ressusciter Yasser Arafat .. . Nous regrettons, a souligné à ce sujet M. Méridor, que les Etats-Unis puissent envisager de considérer Yasser Arafat comme un interlocuteur valable. » La réaction américaine à la rencontre du Caire, a-t-il ajouté, « jette une ombre » sur les relations entre Jérusalem et Washington. « Au lieu de se féliciter de la détente entre Arafat et l'Egypte, les Etats-Unis auraient mieux fait d'encourager Le Caire à améliorer ses relations avec nous selon les principes de Camp David. »

Les dirigeants israéliens donnent toutefois l'impression de ne pas vouloir envenimer leur différend avec Washington et Le Caire. - Mieux vaut, a déclaré le vice-premier ministre, M. David Lévy, mettre l'accent sur le consensus national excluant toute négociation avec l'O.L.P. - On relève ici que le gouvernement n'a pas nommément mis en cause le président Moubarak. En outre, on ne répète plus publiquement le grief adressé au Caire d'avoir - violé - le traité israéloégyptien. On souligne, par ailleurs, la communauté d'intérêts qui unit Israel et les Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme. « Il n'y a pas de crise entre nos deux pays, a précisé M. Méridor, mais un développement négatif qui n'aurait pas dû se produire. »

Noël de guerre à Beyrouth

(1) Selon les correspondants à Washington de trois quotidiens - Haaretz. Yedioth Akharonot et le Jerusalem Post. - le gouvernement américain aurait entrepris des démarches pour déterminer si des relations officielles pouvaient être instaurées entre les Easts-Unis et l'O.L.P.

(Suite de la première page.)

l'extrême précarité de la situation et

sur les sombres perspectives qui en-

gendrent un profond découragement

dans toute la population, malgré sa

ténacité exemplaire, ce qui s'est

passé la veille de Noël l'a fait voler

en éclats. Dès que le contingent

français s'est retiré de deux postes -

aux camps palestiniens de Sabra et

de Chatila et à Hay-Farhat, face à la

banlieue chiite de Chyah. - un front

supplémentaire s'est ouvert. Il a op-

posé l'armée libanaise, à qui les posi-

tions évacuées devaient être remises.

et les miliciens chiites d'Amal, qui

Les Italiens, sollicités de remplacer

les Français après que la bataille eut

commencé sur les lieux abandonnés

par ces derniers, ont accepté puis re-

fusé de le faire, ayant eu deux

instauré il y a dix jours, et qui avait

notamment permis la récuverture de

l'aéroport, a été violé et l'aéroport

• Grenade contre un barrage

çais sur le Ring, route située à la Saïda.

français à Beyrouth. - Une grenade

a été lancée, dimanche 25 décembre

limite des secteurs est et ouest de la

capitale. Elle n'a pas fait de victimes

parmi les soidats français, mais un

sous-officier libanais qui se troquait

au barrage a été blessé par un éclat

à la jambe, a-t-on ajouté de même

source. Selon les militaires français.

la grenade a été lancée par des

inconnus circulant à pied. (A.F.P.)

• Entretien Gemayel-Assad. -

Le président Amine Gemayel a eu

samedi 24 décembre un entretien té-

léphonique « amical » avec le chef

de l'Etat syrien, M. Hafez el Assad,

a annoncé Radio-Liban. Ils sont

convenus de se rencontrer « à la pre-

mière occasion, dès la fin de la

convalescence de M. Assad, pour

examiner les relations bilatérales à

la lumière des développements sur-

venus au Proche-Orient ». De son

côté, M. Abdel Halim Khaddam,

ministre syrien des affaires étran-

gères, déclare dans une interview à

Newsweek que Damas - ne souhaite

pas une confrontation militaire avec

les Etats-Unis, mais, en même

temps, ne peut renoncer à son droit

légitime à l'autodésense ». -

Le cessez-le-fen laborieusement

ont aussitôt cherché à les occuper.

S'il y avait encore un donte sur

LA CRISE DE L'O.L.P.

Des membres du comité central du Fath critiquent les « dénonciations publiques » adressées à M. Arafat

Tunis. - En désavouant la visite du Caire, les cinq membres du comité central du Fath présents à Tunis (1) ne souhaitaient apparemment pas que l'initiative de M. Yasser Arafat pris des proportions telles que sa démission soit aujourd'hui demandée par plusieurs mouvements palestiniens. Déjà irrités d'avoir été mis devant le fait accompli en apprenant le 16 décembre que le président de l'O.L.P. se trouvait à Tripoli, alors qu'ils ignoraient tout de ce déplacement, leur désaveu immédiat de jeudi dernier (le Monde du 24 décembre) semble avoir été motivé par le fait qu'ils ont été tenus totalement dans l'ignorance du projet plus que par la démarche elle-même, qui, croit-on savoir, était sonhaitée et encouragée depuis un certain temps, mais à un autre moment et dans d'autres conditions.

Les membres du comité central auraient voulu que l'incident de-J.-P. L. meure avant tout une « affaire de famille ». C'est d'ailleurs ce que laisse entendre le communiqué qu'ils ont publié le samedi 24 décembre recommandant aux autres mouvements de s'abstenir de toute réaction intempestive. Dans ce communiqué. les membres du comité central du Fath demandent aux autres composantes de l'O.L.P. d'éviter désormais « les dénonciations publiques, qui

n'a continué à fonctionner que de

justesse. La veillée de Noël fut donc

une veillée de guerre, ainsi le jour

même de la fête : les quartiers chré-

tiens de Beyrouth étant bombardés,

selon la radio phalangiste, à partir

L'armée a fini par prendre diffici-

lement le dessus, et au cinquème

cessez-le-feu, dimanche à 16 heures,

la bataille s'est effectivement arrê-

tée. Mais personne n'a pu s'empê-

cher de penser à ce qui surviendrait

si la Force multinationale se retirait

pour de bon. Or les Etats qui la

constituent - à l'exception de la

France, déterminée à mener sa mis-

sion jusqu'au bout - cherchent à

Le Sud également est en pleine

phase de turbulences. Le répit ob-

tenu par les Israéliens après leur re-

pli sur le fleuve Awali, mené tam-

bour battant sous prétexte de

sécurité, malgré les désastreuses

conséquences qui devaient inévita-

biement en découler, appartient au

passé, et le rythme des attentats

subis par leurs troupes ne fait que

s'accélérer. On en a dénombré qua-

tre dimanche, les fouilles ayant suivi

l'un d'eux out permis de découvrir et

pher bagages.

à 22 heures, contre un barrage fran- de désamorcer un camion piégé à

des positions druzes en montagne.

De notre correspondant ne peuvent que porter préjudice à la révolution palestinienne », et d'attendre la réunion « des instances nationales palestiniennes - pour exprimer leur position.

La visite de M. Yasser Arafat au Caire et ses répercussions - sur la scène arabe et palestinienne » ont été évoquées samedi sur les quais du port de Bizerte, où les dirigeants du Fath présents en Tunisie étaient venus accueillir MM. Khalil el Wazir (Abou Jihad) commandant en chef adjoint des forces palestiniennes, et Nayeb Abdel Hamid (About Nol), chef des renseignements de l'O.L.P., tous deux memhres du comité central du mouvement, qui débarquaient du navire grec Ionian Glory les ramenant de Tripoli avec un groupe de deux cent cinquante à trois cents Palestiniens.

Abou Jihad, qui après une escale de six heures a repris la mer pour l'Algérie avec six cents combattants devant être hébergés à Tébessa, n'a pas voulu commenter devant la presse l'initiative du président de I'O.L.P. Invoquant les - difficultés de communication - à bord du navire, il a dit également tout ignores du désaveu de ses camarades du comité central. En revanche, il a mis à

nouveau en accusation la Syri « source de toutes les épreuves s bies ». « Nous avons été attaque beaucoup d'entre nous ont été mu sacrés et nous avons été chassés i Liban, a-t-il déclaré. Nous n'ouble rons jamais le mal que nous a fe la Syrie. -

Le Ionian Glory, qui avait été corté depuis Tripoli et jusqu'à l'é trée dans les caux territoriales tur siennes par l'aviso français Drogo avait accosté en sin de journée à l zerte, où s'étaient rendus M= W: sila Bourguiba, époux du préside de la République, plusieurs me bres du gouvernement tunisien quelques centaines de Palestinier Au même endroit, voici seize mo avaient déjà débarqué un millier combattants palestiniens évacués Beyrouth. Pour ce nouvel exod l'accueil fut plus discret emprei aussi d'une plus grande émotion. les slogans révolutionnaires des pa sagers, pour la plupart très jeune agglutinés sur les ponts du navis étaient scandés avec moins d'e thousiasme et de conviction.

(1) Le comité central du Fath con prend onze membres, dont M. Yass

L'Union générale des étudiants palestiniens désavoue le président de l'O.L.P.

La récente rencontre entre le président Moubarak et M. Yasser Arafat continue de susciter de violentes réactions parmi les diverses organisations de l'O.L.P. M. Georges Habache, secrétaire général du Front populaire, est revenu à la charge, au cours d'une conférence de presse tenue à Damas, pour exiger le . limogeage » du « Sadate palestinien ». En attendant que cet objectif soit atteint par des - moyens démocratiques ». M. Habache a proposé que M. Khaled Al Fahoum, président du Conseil national palestinien (le Parlement en exil), prenne en charge la gestion des affaires courantes de

M. Fahoum a présidé la réunion de divers dirigeants palestiniens, l'exception notable de M. Nayef Hawatmeh, le chef du Front démocratique. Le communiqué publié à l'issue de la rencontre qualifie la visite de M. Arafat au Caire d'- aventure » et estime qu'elle « brade la cause palestinienne, viole la Charte nationale de l'O.L.P. ainsi que les résolutions du Conseil national palesti-

Le comité exécutif de l'Union générale des étudiants palestiniens (UGEP) - qui regroupe, selon elle, lestiniens à travers le monde - a n'a toujours pas exprimé une que condamné elle aussi la démarche du conque opinion sur la rencontre d

 dans le contexte des accords d Camp David . En revanche. maire de Bethléem, M. Elias Fre ainsi que plusieurs anciens maires o Cisiordanie, se sont exprimés week-end en faveur de M. Yass

A deux exceptions près, les Eta arabes observent le silence. Sele l'agence de presse égyptienne Men e Maroc se félicite des retrouvaille égypto-palestiniennes et place (elles de « grands espoirs ». Quant 'Arabie Saoudite, un responsab du gouvernement de Ryad, qui gardé l'anonymat, a déclaré que Royaume soutiendrait toute décision que prendrait l'O.L.P. et ses organ représentatifs, notamment Conseil national palestinien.

On ignorait encore lundi, en fin o

matinée, si M. Yasser Arafat ava profité d'une escale de vingt-quatr heures de son bateau dans le po saoudien de Dieddah pour renco trer le roi Fahd. Le président d l'O.L.P., qui est arrivé ce lundi m tin dans le port nord-yéménite d Hodeidah, entretient un certai mystère sur ses déplacements. Selo certains, il se rendrait prochain ment à Tunis, selon d'autres à An man, où le gouvernement jordanie

LUCIEN GEORGE.

président de l'O.L.P., qui s'inscrirait Caire. - (A.F.P., Reuter, A.P.).

M. Jesse Jackson va se rendre à Damas pour tenter de faire libérer le lieutenant Goodman

A L'INVITATION DE L'AMBASSADEUR DE SYRIE A WASHINGTON

Washington. - Premier candidat noir dans l'histoire des Etats-Unis à une élection présidentielle, le révérend Jesse Jackson, que les sondages donnent déjà troisième avec quelque 10 % des voix dans les intentions de vote des électeurs démocrates, tente cette semaine un coup d'éclat. Sauf changement de dernière minute, il devrait s'envoler mercredi pour Damas afin d'aller plaider la cause du lieutenant Robert Goodman, fait prisonnier par les Syriens le 4 décembre dernier, après que son avion ent été abattu au-dessus de leurs positions au Liban.

M. Jackson ne se lance pas sur un simple coup de tête. De tous les candidats démocrates à l'investiture, il est le plus ferme critique du maintien des «marines» à Beyrouth, et il se trouve aussi que le lieutenant Goodman est noir. Une semaine après sa capture, M. Jackson avait contacté les autorités syriennes pour les interroger sur la possibilité d'une libération, en «geste de paix», du jeune lieutenant. Samedi dernier. il a, dit-il, recu un télégramme de l'ambassadeur de Dames aux Etats-Unis l'invitant à se rendre en Syrie pour discuter « du problème général du Proche-Orient et de la question particulière de [sa] préoccupation pour le pilote (...) ..

Le même jour, l'hebdomadaire Newsweek avait diffusé dans les salles de rédaction le texte d'une interview, à paraître ce lundi, du ministre syrien des affaires étrangères. dans laquelle M. Khaddam affirme que l'envoyé spécial du président pour le Proche-Orient, M. Rumsfeld, n'a jamais abordé le problème

De notre correspondant

cette question « avait certainement occupé une très grande place dans l'emploi du temps - de M. Rumsfeld en Syrie. Interrogé sur ces affirmations

contradictoires, un porte-parole du Département d'Etat a répondu : · Nous ne discutons pas de ce qui a été discuté. - Sous condition d'anonymat, un haut fonctionnaire du même Département a répondu au Washington Post que la plus haute personnalité à avoir abordé cette question avec M. Khaddam était l'ambassadeur américain à Damas, M. Paganinni. La Maison Blanche, elle, a expliqué que des tractations étaient en cours et que le problème avait été discuté « durant la visite de M. Rumsfeld -. Bref. l'envoyé du président, contrairement à ce qu'avait dit M. Reagan, n'est pas intervenu directement et personnellement, mais a laissé ce soin à l'ambassadeur.

Négligence « raciste »

L'Amérique, on le sait, n'aime pas les mensonges, fussent-ils de bien légères inexactitudes, et, le lieutenant Goodman n'appartenant pas à la majorité blanche, un muet soupcon de négligence pour cause raciale commence à planer sur l'administration. - J'ai le sentiment, a déclari M. Jackson, que notre gouvernement n'est pas aussi vigoureux au'il pourrait l'être dans ses efforts pour obtenir une libération. » - Je crains. a-t-il ajouté, que si quelque chose arrivait au lieutenant Goodman durant sa détention, cela puisse être mi-décembre à Damas. Mardi der- utilisé par certains comme justificamer, au cours d'une conférence de tion pour une action militaire. Au presse, M. Reagan avait affirmé que minimum, s'il n'était pas relaché,

cela fournirait un argument perme nent pour le maintien de la présent militaire américaine au Liban. » Dans son voyage à Damas M. Jackson devrait être accompagi du pasteur Howard, ancien prés dent du Conseil national des Eglise qui avait célébré, en 1979, un offic

de Noël à Téhéran pour les otage américains. . Je pense, a déclaré Révérend Howard, que les Syries n'encourageraient pas le Révéren Jackson s'ils ne se sentaient pas même de lui donner quelqu chose. » La réflexion est de bo

Visiblement mal à l'aise, la Ma son Blanche a fait déclarer « qu'à l demande du président, des effort diplomatiques sont en cours et qu l'histoire a prouvé que ces déman ches avaient de meilleures chance de succès quand elles n'étalent pa politisées ..

Si M. Jackson obtenait ne serait ce qu'un geste de Damas, l'embarra serait évidemment grand pou M. Reagan. Il le scrait aussi pour le autres candidats démocrates, que l pasteur noir inquiète déjà en contes tant le mode de désignation des délé gués à la convention démocrate, qu - brime - - ce n'est pas faux - le minorités. Reste à voir maintenan jusqu'où les dirigeants syriens vou dront iouer la « carte Jackson » mais il est sur qu'elle pourrait leu être très utile. Leur bataille contre le président se mène, en effet, moins sur le sol libanais que dans l'opinior américaine, inquiête du mainties des « marines » à Beyrouth, et à la quelle M. Reagan explique réguliè rement que ce sacrifice est rendu né cessaire par la mauvaise volonté du

BERNARD GUETTA.

Noël à Bethléem dans un climat de psychose du terrorisme

De notre correspondant

Jérusalem. - Cetta année. imam et une religieuse ont été Bethléem a accueilli pour Noël une vingtaine de pèlerins pas comme les autres. Ces « marcheurs pour le désermement » avaient quitté les États-Unis il y a un an et demi, conduits par le Père George Zabelka, ancien aumônier de la 509° escadrille de l'U.S. Air Force, celle qui, en 1945, largus les bombes sur Hiroshima et Nagasaki.

En arrivant samedi à Bethléem, terme de leur long voyage, ces militants obstinés de la peix ont dû être surpris en découvrant une ville qu'on aurait pu croire en état de siège. Comme c'est l'usage depuis que la Cisjordanie est un territoire occupé, l'armée et la police avaient depuis l'aube « bouclé » la ville natale du Christ, interdite aux voitures. Les pèlerins ne pouvaient entrer à Bethléem qu'à pied ou à bord d'autobus spéciaux partis de Jérusalem.

Le dispositif de sécurité était nettement plus impressionnent qu'à l'ordinaire. Avant de pénétrer dans l'église de la Nativité qui abrite la célèbre grotte, il failait subir deux fouilles corporelies. Sur les toits surplembant la place, où trônait un grand sapin enquirlandé, veillaient des soldats iumelles au cou. On pouvait croiser dans la foule d'autres soldats venus, ceux-là, du Sud-Liban, où ils servent dans les rangs de la FINUL.

Les forces de l'ordre avaient, cette année, de bonnes raisons d'être vigilantes. L'attentat contre un autobus qui, au début du mois, fit six morts à Jérusalern, a réveillé la psychose du terrorisme. En outre, depuis deux semaines, des institutions religieuses chrétiennes et musulmanes sont la cible d'une série de mystérieuses attaques. Des grenades furent désarmorcées de justesse dans trois édifices chrétiens du mont Sion à Jérusalem et dans deux mosquées. Le lendemain, une autre grenade détruisait une voiture en plain cuartier arabe. Deux jours plus tard, un nouvel attentat secousit un petit village proche de Bethléem. Le 20 décembre, un

blessés près de Jérusalem par l'explosion de deux granades du type de celles utilisées par l'armée.

Un même groupe répondant aux initiales de T.N.T. (en hébreu « terreur contre terreur ») a revendiqué tous ces attentats. Qui se cache derrière ce sigle que nul n'avait utilisé depuis près de cinq ans.? La police hésite : soit des juifs religieux extrémistes, soft des musulmans fondamentalistes. Elle a récemment mis au jour une petite cellule d'activistes islamistes à Jérusalem. Dans les milieux chrétiens, pourtant, on penche plutôt pour la première hypothèse.

Deux mille grenades volées

Pour l'instant, l'enquête n'a rien donné. L'extrême gauche israélienne dénonce le « laxisme » des autorités contre cette forme de terrorisme, tandis que le conseil supérieur islamique de Jérusalem exige d'elles une plus grande sévérité. La police n'a pas assez d'effectifs pour protéger les innombrables sites religieux relevant des trois grandes confessions monothéistes. L'armée, elle, reconnaît que deux mille grenades environ lui ont été volées. Selon son chef d'état-major, M. Moshé Lévy, T.N.T. pourrait dissimuler a une dangereuse organisation ».

Heureusement pour Bethléem, les cérémonies de Noël se sont déroulées sans le moindre incident. Comme le veut la tradition. le patriarche latin de Jérusalem et sa suite sont entrés en procession à Bethléem. La basilique Sainte-Catherine a vibré des chœurs de la messe de minuit. Le ministre israélien de la défense. M. Moshé Arens, a même, pour la première fois, assisté à la réception donnée par le maire de la viile. M. Elias Freii. On se souhaitait mutuellement une année de paix et de tranquillité. Noël n'est-il pas aussi le temps des VOBUX DIOUX ?

J.-P. LANGELLIER.

NOUVELLE DÉTÉRIORATION DES RELATIONS ENTRE PARIS ET TÉHÉRAN

L'Iran expulse à son tour trois diplomates français

L'Iran a demandé le départ de trois diplomates français en poste à Téhéran, a annoncé le Quai d'Orsay, dimanche 25 décembre dans l'aprèsmidi. Dans la matinée, le premier ministre iranien. M. Mir-Hossein Moussavi, avait annoncé que - quelques - diplomates français allaient être expulsés en représailles des « actes criminels du gouvernement français contre nos diplomates et nos étudiants islamiques en France. » « Cela diminuera considérablement nos relationes avec la France », avait-il ajouté.

Vendredi. Paris avait annonce (le Monde daté 24-25 décembre) la fermeture du Centre islamique à Paris et demandé le départ de trois membres de l'ambassade iranienne dont les activités étaient « liées à ce centre ». Le communiqué précisait que cette décision avait été prise « à la suite de la fermeture, à Téhéran. au cours des derniers mois, de l'Institut français et de l'Institut français de recherches ».

Le Quai d'Orsay s'est étonné, dimanche, de cette « décision injusti- Perrin. (A.F.P., Reuter).

fiée = et a observé que « le gouvernement français avait réclamé le départ de trois membres de l'ambassade d'Iran, dont les agissements étaient incompatibles avec leur statut diplomatique, alors qu'aucun reproche de ce genre n'a L'é fait à l'encontre des diplomates français dont le départ est demandé par les autorités iraniennes ». L'am- du sort du lieutenant Goodman an bassade de France à Téhéran | cours des conversations qu'il a eues compte une dizaine de personnes, dont le chargé d'affaires, M. Jean

Pologne

Les hausses des prix vont être reconsidérées

ont manifesté leur soutien à M. Lech Waleta

Une trentaine de prisonniers politiques libérés

Le primat de Pologne, Mgr Josef Glemp, a annoucé, dimanche 25 décembre dans une de Varsovie, que les autorités avaient, à la geants syndicaux fondateurs du KOR (Comité d'autodéfense sociale) n'est concerné per cette

sultation » organisée par le pouvoir. reconnaître que la majorité de la poavi donne le « choix » entre trois variantes de hausses, « ont prouvé qu'il est impossible d'adopter une décision définitive, car aucune des variantes n'a obtenu un net soutien », a indiqué, jeudi 22 décembre le ministre des prix, M. Zdzislaw Krasinski, au cours d'une réunion

quidation légale de Solidarité). Selon le ministre, les résultats des enguêtes seront *« élaborés et mu*bliés dans la première avinzaine de ianvier ». La presse et la télévision ont indiqué à plusieurs reprises que l'essentiel des réponses aux enquêtes (soixante mille jusqu'à présent) ve-

les syndicats existants, Solidarité

en tête, autorisait la création d'une

multitude de petits syndicats uni-

en poussant la porte est celle d'un

bureau ordinaire; on chercherait en

vain la fébrilité. l'enthousiasme des

années 1980-81. Mais les trois

responsables, qui nous attendent,

tous plutôt jeunes, ne ressemblent

pas a des apparatchiks installés

dens leurs certitudes. Il faut dire

que les effectifs du syndicat « uni-

1 780 adhérents revendiqués, sur

13 800 travailleurs : moins de

15 % du personnel. Solidarité avait

9 800 membres, les syndicats dits

de branche » 3 200, et il v avait

3 000 non, syndiqués (les effectifs

de l'entreprise étaient un peu plus

élevés). Le « nouveau » syndicat

n'a même réussi qu'à recruter

qu'un quart des membres de la

section du parti de F.S.O. (2 000

personnes). Une résolution du co-

mité central du syndicat, publiée

cet automne, avait pourtant « re-

commandé » l'adhésion. Le prési-

dent du syndicat, un ingénieur de

pour pénétrer dans l'usine.

prisa, mais qui a tendance è se mê-

ler aussi des questions sociales :

qui devrait théoriquement durer

cinq ans, M. Ozal a annoncé « une

ère d'unité et non de discorde ».

que » incitent à la modestie :

L'atmosphère que l'on découvre

ques, un per entreprise.

avec les représentants des « nou-

veaux » syndicats (créés après la li-

et à Solidarité après la messe de Noël célébrée dans l'église Sainte-Brigitte des chantiers navals. Dans un entretien accordé samedi 24 décembre à des journalistes occidentaux. l'ancien président de Solidarité avait pris la défense des prêtres qualifiés d'« extrémistes »

pulation refuse de se prêter au jeu de cette « consultation ». Selon une brochure de seize pages qui vient d'être publiée clandestinement par des militants de Solidarité. le coût de la vie s'est accru de 30 % pendant les six premiers mois de 1983, et les dépenses alimentaires absorbent déjà 60 % des revenus des Polonais. Une nouvelle baisse du niveau de vie scrait donc insupporta-

D'autre part, la télévision de Varsovie a annoncé, vendredi, que cinq cent quarante-neuf personnes avaient été interpellées au cours d'une grande opération de police, par les autorités et auxquels Mgr Glemp avait

pour le mois de janvier seraient reconsidérées en raison des réactions très négatives de

> libres indique que neul prisonniers politiques incarcérés à la prison de Barczew ont subi de mauvais traitements après avoir annoncé leur intention d'entamer une grève de faim. Ils auraient été notamment arrosés d'eau glacée et déshabillés de force. Les neuf protestataires, parmi lesquels des dirigeants importants de Solidarité, comme M. Władysław Frasynink, des opposants politiques comme M. Moczulski, et le syndicaliste Edmund Baluka, avaient obtem, à la suite d'une première grève de la faim, à la fin de l'été, une amélioration de leurs conditions de dé tention qui semble à présent remise

Solidarité (T.K.K.) avait appelé à manifester en hommage aux victimes de 1970 et 1981. Onze mille <infractions » ont été constatées pendant l'opération, selon la télévision. La police a multiplié depuis plusieurs semaines les contrôles et les fouilles dans les trains et gussi dans les cars et les voitures particulières, en particulier pour empêcher les citadins de s'approvisionner directement en viande auprès des paysans, qui refusent de plus en plus de livrer leur marchandise aux maga-

 A PARIS, le comité de liaison permanente de la Conférence euro-

gares et les trains. C'est ce jour-là

que la commission clandestine de

DIPLOMATIE

DANS UNE INTERVIEW A UN JOURNAL ITALIEN

«Il faut que l'Europe retourne à la préférence communautaire » déclare M. Mauroy

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire que publie le Corriere della Sera de Milan, M. Pierre Maurov déclare notamment, à propos de la défense européenne :

« Nous appartenons à une même alliance, qui a pour tâche de défendre l'Europe. Quelques pays, dont l'Italie, ont opté pour l'intégration dans le commandement militaire. Tout en étant fidèle à ses alliances, la France a un système de désense propre, c'est-à-dire qu'elle possède des moyens de dissuasion qui sanctuarisent son territoire national. >

Interrogé à propos des implications que pourrait avoir la Force d'action rapide (FAR) sur la notion de sanctuaire national, le premier ministre répond : « Auprès de la notion de territoire national attaqui figure désormais celle des intérêts vitaux du pays. Quant à déterminer si ceux-ci sont affectés, par exemple en cas d'attaque contre la R.F.A., le président de la République est seul à pouvoir le faire. Certes, c'est une notion nouvelle, qui, sans être vague, n'est pas encore très précise, car il faut également tenir compte des positions et des intérêts des alliés. En parlant de défense européenne, nous pensons surtout à une standardisation des armements conventionnels et à une meilleure prise de conscience du fait qu'il est naturel de discuter ensemble, entre tous les pays européens alliés, de ce grand problème pris dans son acception globale. »

A une question sur les menaces de dislocation de l'Europe, M. Mauroy répond : « Je ne crois absolument pas qu'existe une telle menace. Peut-être la crise sera-t-elle salutaire pour faire mesurer par tous le risque couru. J'espère qu'en mars, au prochain sommet, le mécanisme

Le premier ministre définit ensuite en ces termes la présidence française de la C.E.E. : « Au moment opportun, le président Mitterrand soumettra ses propositions ses partenaires. L'Europe semble condemnée au tout ou rien ; meme Athènes on a été près d'un accord sur bon nombre de questions. Il faut reprendre la discussion. Chaque pays doit jouer son rôle et faire des concessions. Nous ne réglerons pas id présente crise si nous ne réussissons pas à renforcer et à étendre la Communauté. La crise économique suscite des réflexes nationalistes. c'est bien évident. Il faut en sortir en rapprochast nos conceptions de l'Europe, de la politique agricole commune, des ressources propres el des importations de compensation Il ne faut plus considérer la C.E.E. comme une simple zone de libreéchange. Elle a été créée comme un marché commun et capable de se protèger à l'égard de l'extérieur. Chaque pays membre n'a pas le droit de se protéger commercialement à l'égard de ses partenaires mais, ensemble, nous avons le droit et le devoir de protéger le Marché continuul. =

Pour M. Mauroy, « il ne s'agit pas de protectionnisme, mais il ne faut pas que le Marché commun reste ouvert à tous vents alors que les autres grands regroupements économiques se protègent. Savezvous combien de produits agricoles américains envahissent l'Europe en toute liberté, à commencer par le soja? Retournons à l'unicité du Marché commun et à l'orthodoxie étroite des règles qui y président, donc, en premier lieu, à la préférence communautaire. »

Un syndicat entre deux chaises

sins d'Etat.

De notre envoyé spécial

Varsovia. —

« Syndicat indépendant et autogéré des travailleurs de « Les compétences des uns et des F.S.O. >: la petite pancarte rouge placée au-dessus de la porte d'un autres sont mai définies ». expliquent-ils, reprenant là un bureau, dans cette grande usine thème qui apparaît souvent dans la d'automobiles de Varsovie, suscite pressa officiella. Cetta concurun instant d'hésitation : indépenrence, en fait, n'est pas surpredant ? Autogéré ? Ce sont des nonante. Le syndicat na représente tions imposées par Solidarité au qu'une petite fraction du personnel temps de sa puissance, en nous et apparaît à beaucoup comme un sommes en décembre 1983, au imposteur, instrument de la « norterme de deux ans de normalisamalisation », alors que dans bien tion forcée. La pancerte n'est pourdes cas — et notamment à la tant pas une rescapée du grand F.S.O., -, l'organisme d'autogesménage idéologique et policier : si tion a été élu avant l'état de les mots, incongrus, sont restés. guerre, ce qui lui donne une plus c'est à dessein, pour attester la grande légitimité. respectabilité du « nouveau » syndicat, issu de la loi votée à l'au-Des positions « dures » tomne 1982 et qui, liquidant tous

> A quoi peut servir ce nouveau syndicat, puique ses responsables assurent que, contrairement à la rumeur, il n'accordé aucun privilège ses membres ? A s'occuper des cas sociaux, et à défendre l'ensem-

ble du personnel face à la direction. affirme-t-on. Une direction qui a pris des habitudes de « dictature » pendant la première année de l'état de guerre, où elle était débarrassée de tout interlocuteur : on précise quand même qu'il s'agit d'une tendance générale, et ce que ce reproche ne s'adresse pas à la direction de F.S.O. Le syndicat est aussi là pour faire connaître aux gouvernements la réconse des travailleurs aux « propositions » qui les concernent. Pour preuve ou'il ne s'agit pas d'une activité de complaisance, on nous montre deux documents a priori étonnants : l'un expose la position du syndicat à l'égard des projets de réforme du système des salaires : c'est une critique en règle, modérée et constructive dans la forme, mais

qui bat complètement en brèche la

L'autre est le résultat d'une en-

ligne officialle.

trente-trois ans, membre du parti. quête conduite per le syndicat sur et l'un des vice-présidents, comles hausses de prix prévues par le muniste lui aussi, ne peuvent que gouvernement pour le mois de janregretter cette absence de « discivier. Sur 10 781 questionnaires pline du parti »... La rencontre a distribués, le syndicat a recu été organisée par l'intermédiaire de 3 151 réponses. Sur ce nombre, la direction, mais, affirme les trois quelques dizaines de personnes responsables, c'est uniquement seulement ont coché les cases corparce qu'il fallait un laissag-passer respondant à l'une des trois variantes de hausses de prix alimenlis représentant bien, par définitaires théoriquement soumises à tion, un syndicat « maison », puis « consultation » par les autorités : que la « loi » impose, mais se détoutes les autres réponses (3 007) fendant d'être des « jeunes », inssont des refus purs et simples extrumenta de la direction ou du pouprimés de diverses manières. Le voir central. Pour mieux commentaire émis per le syndicat. convaincre, ils se plaignent de leur pour résumer l'enquête, est clair : « La grande majorité des travailmanque de moyens d'action, de la concurrence de l'« organisme d'auleurs considère la discussion sur les togestion », associé en principe à changements de prix comme une la gestion économique de l'entretriste mystification, ne croit pas à

la consultation, et considère que

les hausses sont déjà décidées. >

élections locales stipule que les

partis désireux de se présenter de-

Ces résultats ont été envoyés au conviction. L'un des vica-présidents du co-

ministère des prix et à la presse polonaise. On attend toujours leur publication. N'est-il pas audacieux de les communiquer à un journaliste occidental ? On peut, cartes, penser que cette audace est calculée, d'autant que divers indices laissent prévoir que le gouvernement va à la fois retarder et atté nuer les hausses de prix envisagées. Mais les trois responsables affirment que le syndicat sera « dur », si ses adhérents le demandent. Il n'est même pas exclu d'aller jusqu'à la grève, théoriquement possible au terme d'une procédure compliquée, si les hausses apparaissent en fin de compte inaccep-

Ne s'agit-il, encore une fois, que de mots, destinés à faire illusion, alors que la réalité polonaise est ailleurs : dans les arrestations, annoncées presque chaque lour, de militants accusés d'« activités syndicales illégales » ? C'est à ces demiers due M. Lech Waless a rendu hommage dans son discours-programme du 16 décembre. Quant aux syndicalistes « légaux », tals nos interlocuteurs de F.S.O., il leur a seulement demandé de se poser qualques questions : « Ont-ils le droit de participer à des syndicats monopolistes sans permettre aux autres de prendre la parole ? (...), le droit de briser le front de soliciarité des travailleurs ? 3

Un monopole compromettant

Le monopole, garanti par le pouvoir et sa police, c'est bien le cœus du problème. N'enlève-t-il pas d'emblée toute crédibilité réelle ces nouveaux syndicats, malaré tous les efforts, sincères ou nondéployés par leurs animateurs pour faire preuve d'indépendance ? La loi sur les syndicats permet théoriquement, à partir de 1985, de revenir à un certain pluralisme, à une certaine concurrence, même si le pouvoir semble de plus en plus tenté d'oublier cette disposition : un conseiller du ministère du travail nous expliquait récemment que « les travailleurs polonais savent désormais que le pluralisme ne sert pas leur cause > ? Ici, à F.S.O., on n'a visiblement pas aussi bonne conscience : quand on demande aux ∢ nouveaux syndicalistes » s'ils souhaitent un retour au pluralisme. la réponse se fait un peu attendre : sprès qualques échanges de regards, elle finit par tomber, de la bouche du président du syndicat : c'est non. L'important, soulignet-il, ce n'est pas la concurrence entre les syndicats, mais «la qualité des hommess. Les autres approuvent. visiblement sans grande

mité d'autogestion, rencontré aussitôt après, n'a pas cas hésitations: le pluralisme, lui, il est résolument pour. Tout comme ? est résolument contre la loi qui permet à la direction de dissoudre l'organisme d'autogestion, si l'intérêt supérieur de l'entreprise ou du pays l'exige... Mais sa position n'est pas plus confortable pour autant : ancien militant de Solidarité, il est aussi membre du parti. Il est tenu d'appliquer les décisions de ce parti, mais revendique le droit de les critiquer. — un droit reconnu par le neuvième congrès. Il est officiellement associé à la gestion de l'entreprise, mais pas forcément considéré comme un «collaborateur» par ceux qui restent fidèles à Solidarité : M. Walesa, kii-même. ne vient-il pas de déclarer que la participation à l'eutogestion, dans son cadre actuel, était un problème #complexes, at our danc cortains cas elle pouvait être utile aux travailleurs?

Mais cela, notre interlocuteur ne le dit pas. A toutes les questions «sensibles», il refuse de répondre. mais ses silences ou ses demiréponses sont plus parlants que les audaces des trois syndicalistes officiels. Que pense-t-il de la déclaration commune signée en mai par des représentants de Solidarité, des anciens syndicats de branche et des autonomes en faveur du pluralisme syndical? «J'ignora ca *dont vous parlez.»* Et du rôle de M. Lech Walesa? Pas de réconse non plus, sinon catte remarque : «En tout cas, il n'a pas perdu la confiance des anciens membres de son syndicata. A-t-il connaissance d'activités syndicales «illégales» à F.S.O.? Encore un silence, appuyé per un regerd ironique. L'atmosphère dans l'usine est-elle marqué par la surveillance policière ou la méfiance et la peur ? «A cet égard, c'est plutôt mieux que dans d'autres usines. > Peut-on demander à des ouvriers dépossédés de presque tous les droits qu'ils avaient conquis de travailler avec conviction au radressement économique du pays? «A mon avis, on ne devrait pas.... » Enfin, quel peut être 'avenir des «nouveaux syndicats)? «C'est une question très difficile. Mais en tout ces ils ne devraient pas se plaindre de leur impuissance ou du peu de moyens mis à leur disposition par la loi sur les syndicats : cette loi, ils lui doivent leur existence. »

JAN KRAUZE.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

 NOUVEAU RAID SUD-AFRICAIN. - 'L'aviation sudafricaine a bombardé, samedi 24 décembre, trois localités du che, l'agence angolaise de presse ANGOP. Vingt-huit appareils auraient participé à ce nouveau raid (le Monde daté 25-26 décembre). Selon ANGOP, ces attaques feraient suite aux « lourdes pertes » subies, au sol, par les troupes sud-africaines dans le sud angolais. - (A.F.P.,

Reuter.)

El Salvador LE MAJOR D'AUBUISSON ABANDONNE LA PRÉSI-DENCE DE L'ASSEMBLÉE. -Le président de l'Assemblée salvadorienne, le major Roberto d'Aubuisson, a officiellement démissionné de cette fonction vendredi 23 décembre à la suite de différends politiques. Le major, dirigeant de l'Alliance républicaine nationaliste (Arena, extrême droite) est candidat à la présidence pour l'élection de 1984. Une entente entre la démocratie chrétienne et le parti authentique institutionnel salvadorien (Paisa, droite) a permis l'élection de M= Maria Inlia Castillo à la présidence de l'Assemblée. – (A.F.P.)

inde

 ÉLECTIONS PARTIELLES. – Le Congrès (I), le parti de M™ Gandhi, a remporté un succès relatif lors des cinq élections partielles qui ont eu lieu vendredi 23 décembre dans le nord du pays. Il a obtenu nouf sièges contre cinq à l'opposition. Face à une opposition divisée, M≈ Gandhi a remporté une victoire dans les Etats de Haryana et du Bihar et a connu un échec en Uttar-Pradesh. - (Reuter. A.F.P.).

Pérou

GOUVERNEMENT POURRRAIT NÉGOCIER AVEC SENTIER LUMI-NEUX. - Le premier ministre péruvien, M. Fernando Schwalb, a laissé entendre récemment que le gouvernement pourrait ouvrir des discussions avec les guérilleros recherchant la paix mais il a exclu l'éventualité d'une trêve temporaire avec les rebelles de Sentier lumineux. M. Schwaib a estimé que les drapeaux blancs hissés à Huanta, au sud-est de Lima, « traduisaient le souhait d'une faction seulement de Sen-

tier honineux ». — (Revter.)

U.R.S.S.

GRÈVE DE LA FAIM. -Mª Nadya Fradkova, d'origine juive, à qui les autorités out refusé l'autorisation d'émigrer en israči, a annonce, samedi 24 decembre. à Leningrad, qu'elle commençait une grève de la faim M= Fradkova avait déjà fait une arève de la faim il y a plusieurs mois. Elle avait été emmenée par la police à l'hôpital et alimentée de force, - (Reuter.)

Zaire

 DEMENTI. – L'ambassade du Zarre à Paris a démenti, dimanche 25 décembre, les affirmations du « comité Zaire » selon lesquelles une trentaine de détenus seraient morts de fainm dans les prisons de Kinshasa (le Monde daté du 25-26 décembre). Le chargé d'affaires zaīrois a déclaré: « il est temps que le monde sache que derrière le comité Zaire il existe un groupe d'intérêts qui se dit composé d'opposants zaïrois et dont l'unique but est de saper les efforts entrepris par le président Mobutu Sese Seko pour redresser la situation économique et sociale de son pays. = -(A.F.P.).

Zimbabwe

 M. MUGABE ET LA RÉDUC-TION DE L'AIDE AMÉRI-CAINE. - Le premier ministre a réagi avec modération, vendredi 23 décembre, à la réduction de moitié, pour des raisons politiques, de l'aidé américaine à son pays (le Monde du 22 décemhee). « Les Etats-Unis sont notre bienfaiteur ». 2-t-il déclaré, en précisant que Washington était le premier donateur d'aide au Zimbabwe. « Mais nous préférons être sans le sou que compromettre notre souveraineté », a-t-il ajouté. Washington reproche notamment à Harare ses votes opposés à la politique américaine au sein de l'ONU. - (A.F.P., Reu-

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde LA FRANCE 3- SUPERPUISSANCE Les Anglo-Sazons, les Russes et nous. Influence de la Prance dans le monde : culturelle. linguistique. Puissene financière et sons Franc. Défense, sciences de points : les armes, classiques et aucléaires. Étendoe : 2º domains territorial mondial (zone maritime).

d'expression française. 356 pages, 70 F. Pranco chez l'auteur : FRANÇOIS DE PREUIL CHATEAU DE PREUIL 49560 NUELL-SUR-LAYON ---

DOM-TOM, l'Afrique at les 40 pays

Turquie

Les partis exclus du scrutin de novembre pourraient être également empêchés de participer aux prochaines élections locales

De notre correspondant

Ankara. - Par 213 voix pour. 115 contre (celles du parti populiste) et 65 abstentions (celles du Parti de la démocratie nationaliste). constituera sans doute l'un des cenl'Assemblée nationale turque a voté. tres d'intérêt de la vie politique turle samedi 24 décembre, l'investiture que au cours des prochains mois. Le du gouvernement Ozal, chef du pouvoir militaire a, en effet, laissé Parti de la mère patrie, grand vainau nouveau Parlement le soin de queur du scrutin du 6 novembre derfixer les modalités de la future consultation électorale. Le Parti de M. Ozal a déclaré, après ce vote, la juste voie (P.J.V.) et le Parti de que son gouvernement ne serait pas la social-démocratie (SODEP), emcelui de « son parti » mais « celul de pêchés par les militaires de particila nation entière ». Reconnaissant per aux élections législatives, serontqu'il devra affronter de très durs ils autorisés à y prendre part? problèmes au cours de la législature. L'incertitude demoure. La loi sur les

La question des élections locales vront ou bien avoir tenu leur congrès national an moins six mois avant la consultation, on bien disposer d'un groupe an Parlement. A supposer que l'Assemblée ait fixé juin pro-chain comme date des élections locales, le P.J.V. et le SODEP, ne pouvant pas tenir leurs assises nationales dans les prochaines semaines, en seraient automatiquement exclus. C'est pourquoi on espère, non seulement du côté de ces formations mais aussi dans l'opinion, qu'une « formule » sera trouvée. Faute de

quoi le parti de M. Ozal scrait ac-

cusé d'être - antidémocratique >.

Les deux partis de l'opposition re-

noncés en faveur d'élections locales ouvertes à toutes les formations. En attendant, le Parti de la juste voie.dont les rangs se renforcent depuis quelques jours par l'adhésion en bloc des « anciens politiciens » restés fidèles au Parti de la justice de M. Demirel, dissous en 1981, se sent en mesure d'aborder la future consultation. Il en va de même pour le parti social-démocrate, présidé par M. Inom. Les élections locales lui permettraient, entre autres, de se mesurer au parti populiste (qui obtint 30 % des voix au scrutin du

présentés à l'Assemblée se sont pro-

6 novembre dernier). ARTUM UMBAL.

The state of the s

and the second and the second of the second

we want to the second of the s

·

Service to deposit the

100

- Table 198

Ger. 57. -

" Lagran - age

Andrew Control

(F. A.F. -5

and the second

÷. - --

· 😽 - 😁 -

a separate

graph to depart by

. .. =

g(ige (#)

A STATE

المستعلق المراد

Carried Contract Contract

A . John .

Character & .

P61

The second secon

TAUEN TAUEN

all faut que l'Europe retourne

à la préférence communautaire)

déclare M. Mauroy

Japon

AUTOCRITIQUE ET COMPROMIS

M. Nakasone a été réélu premier ministre

De notre correspondant

Tokyo. - Après avoir présenté la démission de son gouvernement, M. Yasuhiro Nakasone a été rééln, ce lundi après-midi 26 décembre, au poste de premier ministre du Japon au cours d'une séance plénière de la nouvelle Diète (chambre basse) par 265 voix sur un total de 511 députés. Ecartelé entre les exigences contradictoires des factions de la majorité, il se livrait le soir même au dosage des postes gouvernementaux et de ceux de l'appareil du Parti libéral démocrate (P.L.D.).

Sept candidats, soit pratiquement un par parti, étaient en lice pour le poste de premier ministre, mais M. Nakasone l'a facilement emporté eur son rival le plus proche, M. Ishi bashi, secrétaire général du parti socialiste, qui est arrivé en deuxième position avec 114 voix. La victoire du dirigeant conservateur a été facilitée, outre la désunion de l'opposition, par l'apaisement des tensions au sein de la majorité à la veille de Noël, et par l'annonce du ralliement au P.L.P. du Club néo-libéral, une petite formation disposant de buit députés. Le parti de M. Nakasone. qui avait perdu la majorité absolue à la suite des élections de dimanche dernier. l'avait déjà récupérée grâce à l'appoint d'une dizaine de députés indépendants. Avec les néo-libéraux, détient désormais un total de 267 voix à la Chambre (1).

Après plusieurs jours de manœuvres et de marchandages consécutifs au revers électoral subi le 18 décembre, la crise au sein du parti conservateur avait en fait été désamorcée samedi. Sous la pression du « Conseil des anciens » du parti, M. Nakasone était parvenu à refaire l'unité du P.L.D. sur son nom et ipso facto à garantir sa réélection au poste de premier ministre. Cependant, cet apaisement des rivalités factionnelles en faveur de M. Nakasone est apparu comme un sursis acquis au prix d'une admission de culpabilité et d'un compromis circonstanciel C'est une épreuve pour le prestige du premier ministre et cela risque aussi de limiter son ponvoir et celu de son principal allié politique, M. Tanaka.

Dans le communiqué en forme d'autocritique qui lui a été imposé M. Nakasone, primo, endosse la responsabilité de la défaite électorale de son parti - ce qu'il avait refusé de faire ouvertement : secundo, promet de mettre un terme à l'influence de M. Tanaka sur le parti: tertio. annonce une réforme des mœurs po-

Pour se maintenir au pouvoir M. Nakasone n'a donc pas hésité ? avaler cette amère pilule, semblant ainsi justifier sa réputation de « gi rouette politique ».

ASIE

La discrétion de M. Tanaka

Ce qui est plus étonnant, si l'on s'en tient au rapport de forces qui est généralement l'étalon-or de toute initiative politique au Japon, est qu'en apparence, M. Tanaka reste les bras croisés face à ce lachage et cette mise en accusation. Pourquoi cette discrétion inhabituelle, alors qu'il demeure le « patron » du plus nombreux, alors qu'il a fair élire M. Nakasone l'an dernier, non pas pour que ce dernier le dénonce aujourd'hui, mais au contraire pour qu'il le protège, alors enfin que M. Tanaka possède les moyens de contre-attaquer? Sans doute parce que ce n'est pas le moment, après des élections sonvent présentées comme un verdict populaire contre son rôle dans la politique japonaise de faire parler de hii, au risque d'attirer de nouvelles fondres et de compromettre la réélection de M. Nakasone — qui reste jusqu'à preuve du contraire, dans les circonstances ac tuelles, son meilleur atout. Au de meurant, si le premier ministre avait vraiment «läché» M. Tanaka. faction de ce dernier aurait-elle aujourd'hui voté pour lui ?

S'agirait-il alors d'un numéro d'illusionniste, M. Nakasone dansant sur l'air de la moralisation, mais au gré de la main de M. Tanaka, dissimulé dans la coulisse? Le premier ministre a-t-il accepté de passer sous les fourches caudines des caciques du parti pour gagner du temps en espérant, une fois l'orage passé, rétablir la situation à son avantage? Ou se pourrait-il que l'on assiste, sous la oussée de la défaite et face au renforcement de l'opposition, à une évolution vers une plus grande moralisation, processus qui passerait inévitablement par la diminution de l'influence politique du clan Tanaka? Les premiers éléments de réponse devraient apparaître dans les prochains jours à travers les dosages subtils que M. Nakason s'efforce de

R.-P. PARINGAUX

(1) Le Club néo-libéral avait été formé à la suite de l'affaire Lockheed par des députés de la majorité pour pro tester contre la corruption politique au sein du parti conservateur.

Chine

Pékin va accroître son aide à la résistance khmère

De notre correspondant

Pékin. - La Chine va accroître son aide militaire aux trois mouvements de la résistance antivietnamienne réunis au sein du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique. Tel est l'un des résultats de la « visite d'Etat » que vient de faire. à Pékin, une délégation de cette coalition dirigée par le prince Norodom Sihanouk et dans laquelle figuraient ses deux principaux partenaires, MM. Son Sann, pour la faction nationaliste, et Khieu Samphan, représentant les Khmers

Malgré le front apparemment uni présenté par la coalition, aucune modification ne sera apportée par la Chine au mode de distribution de son assistance. Comme par le passé. Pékin continuera de traiter séparément avec chacune des composantes de la résistance, afin de déterminer le montant et la nature de son aide, la part du lion revenant aux plus proches amis de la Chine, c'est-à-dire aux Khmers rouges. Les détails de cette aide seront précisés dans les prochaines semaines par des discussions entre des représentants de chacune des trois factions et les responsables

Quels que soient les méandre de sa coopération avec les différentes composantes de la coalition, il n'en reste pas moins que, en réumissant chez elle les trois personvis-à-vis de l'extérieur, la Chine vient de rénssir une belle opération. Il y a encore six mois, la barque de la coalition semblait prendre l'ean. Le prince Sinanouk menaçait de démissionner. La désunion, sinon sur les objectifs, du moins sur les moyens, paraissait

mitée qu'elle ne l'était avant l'été.

duire les Khmers rouges, donc la Chine, dans le jeu politique cambodgien.

entre Pékin et Moscon avait un jourd'hui rassurés. Malgré le coût entrer dans l'engrenage des com-

MANUEL LUCBERT

L'opposition s'efforce d'imposer l'élection du prochain président au suffrage universel Rio-de-Janeiro. - La vie politique

brésilienne est entièrement dominée. depuis quelques mois, par le problème de la succession présidentielle. On se demande, en effet, si le prochain chef de l'Etat a des chances d'être élu au suffrage universel - pratique abandonnée depuis l'implantation du régime militaire en 1964 - ou s'il sera choisi par un collège restreint, dans lequel le parti officiel est majoritaire.

Lors d'un voyage en Afrique, en novembre, le général Figueiredo, président depuis mars 1979, s'est déclaré favorable à une élection directe de son successeur. Il semblait répondre ainsi à l'attente des quelque 80 % de Brésiliens qui se sont prononcés de la même façon lors de sondages. Lui-même a toujours affirmé qu'il souhaitait terminer son mandat, le 15 mars 1985, en ayant rétabli la démocratie dans le navs. Il a déjà parcouru une bonne partie du chemin en promulguant une amnistic qui a permis le retour des exilés politiques, en permettant la formation de nouveaux partis et en rétablissant le suffrage universel pour l'élection des gouverneurs.

Depuis, il a semblé revenir en arrière lors d'un discours prononcé le décembre devant les officiers généraux des trois armes, à Brasilia. I s'est plaint ce jour-là, en effet, de ceux qui voulaient le forcer à accélérer le processus d'« ouverture ». Quelques jours après, son principal collaborateur pour les questions politiones. M. Leitao de Abreu, chef de la maison civile, a mis fin à plusieurs semaines de spéculations en disant que le prochain chef de l'Etat serait choisi au suffrage indirect.

Les jeux sout-ils faits pour autant ? Une grande partie de l'opposition pense que non. Il reste un an avant l'élection proprement dite, fixée au 15 janvier 1985. Un an pen-

Milwankee (Etats-Unis), (A.P.

fields au Nicaragua, dont l'enlève-

ment et l'assassinat par un com-

mando antisandiniste avaient été

annoncés la semaine dernière par le

gouvernement de Managua, est ar-

rivé le samedi 24 décembre à Mil-

waukee pour passer Noël en famille

après avoir accompagné plusieurs

centaines d'Indiens Miskitos qui

fuyaient du Nicaragua au Honduras

L'évêque, qui réside depuis trente

(le Monde daté 25-26 décembre).

ans an Nicaragua, est de nationalité

américaine, a été accueilli à Mil

wankee à sa descente d'avion par sa

sœur et des religieux. Il venait de

Tegncigalpa (Honduras), via

du Père Wendelin Shafer, âgé de

soixante-quatre ans, qui l'a rejoint

lors des trois jours de l'exode des In-

diens Miskitos vers le Honduras. Il

semblait très fatigué, portait un pan-

talon bleu foncé, un col romain, avec

une croix en argent autour du cou-

et une espadrille boueuse au pied

droit. Il avait le pied gauche bandé

et marchait en boitant.

Mgr Schlaefer était accompagné

Miami et Atlanta.

Mgr Schlaefer, évêque de Blue-

De notre envoyé spécial

Brésil

dant lequel la crise économique et sociale risque de devenir insupportable - et incontrôlable - pour un gouvernement dont le chef ne bénéficierait pas de la légitimité populaire. L'inflation a été de près de 220 % en 1983, la chute du produit interne de -4 à -6 %. Le Brésil a conmi sa troisième année consécutive de récession. Tous les indices montrent que la population s'est considérablement apparvrie: 43 % des Brésiliens gagnaient l'équivalent de 50 à 100 dollars par mois en 1982 contre 37 % un an plus tôt. Les classes moyennes, qui ont été longtemps le support du régime, ont vu en deux ans leur pouvoir d'achat laminé. Beaucoup de techniciens et de cadres ont perdu leur emploi.

Or les perspectives pour 1984 sont encore plus sombres. L'accord conclu avec le F.M.L et avec le Club de Paris va conduire les responsables de l'économie à restreindre encore davamage les dépenses publiques et les importations, donc à aggraver la récession. Même dans les rangs officiels, on prévoit que la hausse des prix risque de s'accélérer et que la seule solution, dès lors, sera de transmettre le fardeau à un gouvernement issu de la volonté populaire.

Tel est le calcul qui est fait ouvertement par M. Ulysses Guimaraes, président de la principale formation d'opposition, le P.M.D.B. (Parti du mouvement démocratique brésilien et par ceux qui, au sein du parti sont hostiles à tout compromis avec le pouvoir actuel et veulent mobiliser la population pour exiger une élection directe en 1985.

L'enjeu n'est pas seulement politi que, il est aussi économique et social. Si l'opposition faisait élire l'un de ses candidats au suffrage universel, elle modifierait profondément

Il a accusé la junte sandiniste

persécuter l'Eglise catholique et les

Indiens. Mais il a annoncé son inten-

tion de retourner au Nicaragua d'ici

deux semaines environ. « Ils ne peu-

vent pas me tuer, simplement m'ex-

pulser, c'est ce que le pense. Mais si

je dois mourir, je mourral ; de toute

kitos n'ont pas été attaqués par les

forces sandinistes. - Le gouverne-

ment américain essaie d'utiliser l'af-

faire de l'évêque de Bluefields

comme *« prétexte pour une inter*-

commandant Daniel Ortega. • C'est

pourquoi, a-t-il dit, les autorités

sandinistes ont pris le risque d'an-

noncer que l'évêque avait peut-être

été assassiné par des contre-

révolutionnaires. Nous avons agi

obliger à se démasquer. »

ainsi pour prendre les devants et les

Le quotidien Barricada (pro-

sandiniste) relève la déclaration de

l'évêque selon laquelle « tout était

préparé » pour la migration des in-

diens Miskitos et affirme qu'à aucun

vention militaire au Nicaragua :

affirmé, samedi 24 décembre.

façons, je dois mourir. >

Nicaragua

L'évêque de Bluefields a passé Noël

en famille aux Etats-Unis

les orientations économiques suivies jusqu'à présent. L'une de ses premières décisions serait de suspendre le paiement des intérêts de la dette extérieure. Elle estime en effet que les tanx et les conditions imposés par les créanciers étrangers sont exorbitants et ruinent le pays. Un moratoire unilatéral - comme il y eut dans le passé - est la condition préalable, à ses yeux, au redémarrage de

Du € miracle » à la « catastrophe »

On peut supposer que de puis-

l'économie.

sants intérêts se liguent, au Brésil, contre une telle éventualité. Mais l'opposition elle-même est divisée sur la voie à suivre. M. Tancredo Neves, gouverneur du Minas-Gerais, chef de l'aile modérée du P.M.D.B., autourd'hui majoritaire, a nultiplié les contacts, ces dernier mois, avec la présidence de la République, pour discuter de la seule soution qu'il croit réaliste, et dont pourrait être d'ailleurs le bénéficiaire: trouver pour 1985 un candidat qui ait l'aval du gouvernement et de l'opposition. Ce candidat de conciliation > mettrait en route les éformes nécessaires pour démocraiser la vie politique (nouvelle Constitution, rétablissement du suffrage universel pour l'élection présidentielle) et pour infléchir la politique économique de façon à mieux en répartir les coûts. A coup sûr, i ne serait pas l'homme à dire « non : an F.M.I. et à rompre avec les

M. Tancredo Neves a le profit d'un tel candidat. De même que l'actuel vice-président de la République, M. Aurcliano Chaves, également originaire du Minas-Gerais, dont il a été gouverneur. Les deux hommes ont une grande expérience politique. Ils sont favorables aux compromis et soucieux de réformes.

créanciers étrangers.

Une fois l'entente conclue au sommet, le vote du collège électoral serait acquis. Actuellement. c'est le parti officiel, le P.D.S. (parti démocratique et social), qui détient la majorité dans ce collège, composé des députés et des sénateurs et de représentants des assemblées régionales. Majorité artificielle, qui ne reflète pas la représentativité de ce parti, laquelle se limite à quelque 42 % des voix, si l'on se fie aux résultats des élections du 15 novembre

Un président élu avec l'accord de Managua affirme que les Misopposition serait amené à chasser du pouvoir ceux qui sont désignés comme les responsables de la « catastrophe > : en premier lieu. M. Delfim Neto, ministre de la planification, artisan d'un « miracle » économique dont on mesure aujourd'hui les résultats : pour payer une dette extérieure supérieure i 90 milliards de dollars, le pays doit tout sacrifier à ses exportations, dont 40 % sont des produits agri-

coles. Un tel effort se fait aux dépens des cultures vivrières, si bien que le prix des aliments de base ne cesse de grimper (+ 250 % en un an, alors que les salaires ont progressé seulement de 92 %). L'endettement conduit à une récession qui annule progressivement les gains an-C'est pourquoi, si l'on en croit le

dernier numéro de l'hebdomadaire Senhor, spécialisé dans les problèmes économiques, M. Delfim Neto est entré activement en campagne pour empêcher toute solution de - conciliation . Son influence est grande dans les milieux d'affaires, qui, précisément, ont fait la fortune des deux hommes en lutte pour la présidence au sein du parti officiel. lesquels n'ont de chances de vaincre que si aucun accord n'est conclu avec l'opposition. Il s'agit de M. Paulo Mainf, ancien gouverneur de l'Etat de Sao-Panlo, et de M. Mario Andreazza, ancien colonel et actuel ministre de l'intérieur.

Les deux hommes ont un point commun : ils sont capables, dit-on, d'acheter bien des voix au sein de leur parti. M. Maluf a profité de sa réussite économique, et de son activité de gouverneur, pour se faire une clientèle » politique. M. Andreazza, lui, est connu pour ses liens avec les entreprises de travaux publics, dont il a été le commanditaire en tant que ministre responsable du secteur, de 1967 à 1974 : la Transamazonienne, qu'il a lancée, symbolise les grands ouvrages de l'époque qui ent enrichi leurs constructeurs sans toujours bénéficier au pays (la <u>Fransamazonienne est pratiquement</u> à l'abandon).

Si l'un de ces deux hommes accédait à la présidence de la République, le pire pourrait arriver, dit-on dans l'opposition. « Aucun n'achèverait son mandat. » Créatures du régime, adeptes de ses méthodes les moins recommandables. ils n'auraient guère d'autorité pour affronter les graves problèmes dont souffre le pays et encore moins d'éventuelles explosions populaires.

L'opposition a jusqu'au mois d'avril pour mobiliser l'opinion en faveur d'une élection directe, et trouver au Congrès les deux tiers de voix nécessaires pour amender la Constitution. A supposer qu'elle y parvienne, elle ne gagnerait pas forcément le scrutin. Elle se diviserait probablement face au candidat gouvernemental : le gouverneur de Riode-Janeiro, M. Lionel Brizola, très populaire dans les sondages, et ouvertement candidat, tenterait sa chance au nom du parti qu'il a fondé, le parti démocratique du travail. Il concurrencerait ainsi l'homme que le P.M.D.B. ne manquerait pas de présenter au même poste. C'est un tournoi triangulaire du même genre qui a fait perdre à l'opposition en novembre 1982 le poste de gouverneur du Rio-Grande-Do-Sul, l'un des États politiquement les plus importants.

CHARLES VANHECKE.

AFRIQUE

Algérie

PLUSIEURS ANCIENS PRO-CHES COLLABORATEURS DE | TROIS BOUMEDIÈNE ONT ÉTÉ ÉVINCÉS DU COMITÉ CEN-TRAL DU F.L.N.

Plusieurs anciens proches collaborateurs de Boumediène ont été évincés du comité central du F.L.N élu par le cinquième congrès (le Monde du 24 décembre). Il s'agit notamment de M. Mohamed Salah Yahvaoui, ancien coordonnateur du F.L.N. qui avait passé pour « présidentiable » en 1979 après la mort de Boumediène, et de M. Ahmed Draïa, qui fut le patron redouté de la sûreté nationale. Parmi les personnalités écartées figurent, comme nous l'avions annoncé, MM. Slimane Hoffman et Mostefa Lacheraf. En revanche, M. Belkacem Nabi, ministre de l'énergie, demeure au comité central (nos dernières édi tions du 24 décembre), de même que M. Selin Saadi, ministre de l'agriculture. On les avait crusécartés, le premier parce que son nom avait été déformé par le rapporteur. le second parce qu'il figurait sur la liste sous son nom de guerre.

L'effectif du comité central a été ramené de 200 à 164 membres et 31 suppléants, mais la règle qui voulait qu'un membre du gouvernement, un chef de région militaire et un chef de département au sein du F.L.N. en fasse partie est étendue à d'autres secteurs. C'est le cas, notamment, pour les membres du burean de l'Assemblée populaire nationale et de ses commissions permanentes, les secrétaires généraux et certains secrétaires nationaux des organisations de masse.

Le conflit saharien

MARINS SUD-CORÉENS AURAIENT ÉTÉ FAITS PRISONNIERS PAR LE **POLISARIO**

Le Front Polisario aurait renoué vendredi soir 23 décembre avec sa tactique des attaques de chalutiers au large du Sahara occidental en mitraillant et en incendiant un bateau de pêche appartenant à une société mixte maroco-sud-coréenne, le Alm

On a appris de source sûre — înformation non confirmée toutefois officiellement samedi après-midi à Rabat - que trois marins sudcoréens avaient été faits prisonniers, huit autres étant portés disparus. tandis que d'autres chalutiers, qui s'étaient portés à leur secours, avaient pu sauver huit marins sudcoréens, ainsi que les huit marins marocains présents à bord du navire attaqué. L'attaque a été lancée alors que la nuit venait de tomber. Le chalutier a d'abord été mitraillé. puis incendié avec des grenades.

Le ministère sud-coréen des affaires étrangères a confirmé la nouvelle à Séoul, dès samedi, mais lundi matin le Front Polisario n'avait publié aucun communiqué à ce sujet. Déià, en 1980, quarante-huit pêcheurs sud-coréens avaient été pris en otages par le Polisario, qui les avait libérés un an plus tard. -(Reuter).

A TRAVERS LE MONDE

A comment of the contract of t

U.R.S.S.

17年 · 18 · 18 · 18 · 18 安国

· 为自治 章次

a treat contract the management of the state the state of the s No. of the same of The second of th and the second of the second o and the second of the

was the same of the district of the The second second second second and the second second second second the second of the second and places to the term of the second of the **** processing the second second second والمراجع المراجع المرا

The state of the s Z.mcabwe ٠٠٠ - ١٠٠٠ - ١٠٠٠ - ١٠٠٠ The state of the s grant talk the control of the second of the

grand the second of the second The second secon The state of the s

. . .

militaires chiacis. Market and the second s nages qui incarnent la résistance

En apparence du moins, les morceaux sont recollés. Le prince s'est vn reconnaître, tant par les Chinois que par ses alliés, le rôle protocolaire central, prééminent, qu'il estime devoir être le sien, en tant que président de la coalition. Mais ce qu'il a gagné d'un côté, l'ancien souverain pontrait bien l'avoir perdu de l'autre. Se liberté de manœuvre semble en tout cas plus li-

La conséquence la plus claire de cette situation est que les perspectives d'une évolution du problème cambodgien vers un règlement politique apparaissent toujours aussi bouchées. Contré par ses partenaires, le prince Sihanouk a dû revenir sur les avances on'il avait faites, il y a quelques mois, à l'équipe Heng Samrin, actuellement au pouvoir à Phnom-Penh. Il faut dire que les Vietnamiens, de leur côté, n'avaient guère montré d'enthousiasme pour une telle démarche, qui aurait abouti à réintro-

Onant à l'ouverture d'un dialogue sino-vietnamien, aucun indice sérieux ne permet de dire, dans les conditions actuelles, qu'une telle éventualité doive être prise en considération dans un avenir proche. Sans doute ce blocage de la situation doit-il être relié au pietinement des conversations sinosoviétiques. En tout cas, les Vietnamiens, que la reprise des contacts moment inquiétés, se disent auque représente leur présence milisire au Cambodge, ils ne semblent pas le moins du moude disposés à

Les Indiens m'ont porté dans leurs bras >

A la question de savoir comment il s'était blessé, il a répondu d'une voix étouffée : - Pendant trois jours. j'ai marché dans la brousse et la boue. • Au second jour de notre déplacement, a-t-il ajouté, « les Indiens m'ont porté dans leurs bras ».

M. John Hughes, porte-parole du département d'Etat, avait annoncé. jeudi, que Mgr Schlaefer avait pris la tête des Indiens pour s'éloigner d'une zone de combats dans le nordest du Nicaragua. Mais, samedi, Mer Schlaefer a déclaré: « Nous n'avions rien à voir avec leur exode. Il s'est trouvé que nous avions une jeep et que nous avons décidé d'aller avec eux.

 Il n'était guère possible de faire autrement. Ils [les Miskitos] avaient fait sauter deux ponts et en avaient miné un autre, afin que les camions du gouvernement sandimiste ne puissent pas passer. »

Il a ajouté: « Les Miskitos sont armés, aussi ont-ils leur protection. lls nous ont placés au centre et out fait appel à des renforts. Ils venaient de partout. Je n'ai jamais été ni enlevé ni détenu. >

Lors d'une conférence vendredi à Tegucigalpa, Mgr Schlaefer a déclaré qu'il avait marché trois iours dans la montagne, - suivi de près par des avions et des soldats sandi-

Le gouvernement de Managua, at-il dit, est communiste et marxiste, et c'est la raison pour laquelle beaucoup quittent le pays ..

moment les Indiens n'ont été attaqués durant leur fuite par des avions nicaraguayens. - (A.F.P.)

LE CHAMPION DE BOXE **ALEXIS ARGUELLO VEUT** REJOINDRE LE MOUVE-MENT D'OPPOSITION D'EDEN PASTORA

San-José-de-Costa-Rica (A.P.). - L'ancien champion de boxe nicaraguaven. Alexis Arquello, qui avait fait part de son intention de rejoindre l'opposition armée au régime sandiniste. était en route vers la zone des combats le dimanche 25 décem-

« Arguello se rendra directement dans la région concernée ». a déclaré, à Miami, Eduardo Moran, son manager, qui faisait allusion au Costa-Rica, où l'Alfiance révolutionnaire démocratique (ARDE) possède des bases.

Arquello, détenteur de trois ti-

tres mondiaux, s'est retiré de la compétition en 1983 après avoir échoué dans la conquête d'un quatrième titre mondial. Il avait alors déclaré qu'il retournerait au Nicaragua pour y combattre le régime sandiniste qui a confisqué ses biens. Sa maison de Managua est utilisée par l'ambassade soviétique. Le leader de l'ARDE. Eden Pastora, lui aurait dit qu'il aurait plus besoin de lui comme collecteur de fonds à l'étranger que comme combattant dans son groupe de guérilla.

C

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

La majorité voudrait parvenir à un accord avec le gouvernement avant la reprise du débat en commission

Comme prévu, l'Assemblée nationale n'a pu qu'amorcer, à la fin de la session d'automne, la discussion du a pu mesurer la détermination de projet de loi sur la presse, que l'opposition, les souhaits d'améliora-M. Pierre Manroy avait promis aux tion des socialistes, les inquiétudes militants socialistes réunis à Bourgen-Bresse. L'encombrement du tenant, à tirer les lecons de ce qui calendrier parlementaire n'explique fut, en somme, un débat d'orientapas seul que l'examen du texte ait été renvoyé à plus tard, probablement à une session extraordinaire, fin janvier.

Le débat, hors du Palais-Bourbon comme dans l'enceinte de celui-ci, a clairement manifesté que ce projet, aussi nécessaire soit-il, est largement insuffisant pour résondre les difficultés de la presse écrite en France et pour développer le phiralisme des moyens d'information. Les députés socialistes n'ont pas été les derniers à s'en apercevoir, et le texte qui sortira des travaux de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée sera, à n'en pas douter, bien différent de ceiui qu'avait préparé le gouvernement. Était-il alors vraiment utile de « pousser les feux » pour imposer un début de débat à des députés qui, tous, souhaitaient un peu plus de temps pour étudier un texte d'une telle importance?

Le pouvoir exécutif s'était, très vite, trop engagé pour accepter de reculer sous la pression du législatif. D'autant que la gigantesque bataille livrée, dès le premier jour, par Fopposition, ne pouvait qu'amener la majorité à faire bloc, au moins sur ce problème de calendrier. Le R.P.R. et l'U.D.F. ont mis en branle. en effet, tout l'arsenal de combat que leur offre le règlement de PAssemblée : envoi dans la commission compétente de leurs « ténors » · les plus accrocheurs; bataille de retardement, en commission, comme rarement vu; motion de censure: exception d'irrecevabilité; question préalable; demande de quorum, procédure particulièrement contraignante dont les deux dernières utilisations remontent au le décembre 1981, à la demande de l'U.D.F., lors du débat sur les nationalisations, et au 19 novembre 1980, lors de la discussion du projet de loi « sécurité et liberté », à la demande du P.S.

Cette discussion prealable, qui a occupé l'Assemblée pendant près de | vel Observateur (daté 23-29 décemsept séances, a, au moins, eu le bre), que «la gauche sort d'une mérite de mettre à jour quelques | période où elle ne se déplaçait désaccords sur les principes fondamentaux. Quand la majorité explique que la loi libère, car c'est le droit qui crée la liberté, les plus « libéraux », au sens économique du terme, de l'opposition répliquent que, en matière de presse, la meilleure garantie de la liberté, c'est l'absence de loi. De même, il est nettement apparu que, pour le R.P.R. et l'U.D.F., la liberté de la presse est d'abord celle des patrons d'entreprises de presse. La défense sans réserve, par les intervenants de l'opposition, de M. Robert Hersant est, à cet égard, éclairante, comme l'absence jusqu'ici, dans le débat parlementaire, des hommes de l'opposition qui veulent se donner une image centriste.

Ces prémices auront donc été bien utiles pour le gouvernement : il des communistes. Il lui reste, main-

Les journaux des partis politiques

Il va s'y employer avant même la fin de la « trêve des confiseurs ». Les hommes du cabinet du premier ministre et ceux des services du secrétaire d'Etat chargé des techniones de la communication vont dans les prochains jours, reprendre contact avec les responsables communistes et socialistes.

Dans l'état actuel des réflexions des uns et des autres, il semble que pour la presse des partis politiques on s'oriente vers une formule qui sans exclure ces journaux du respect des principes posés par la loi, ne donne pas à la commission, qui devra veiller à la transparence et au plurarisme de la presse, un droit de regard sur la gestion financière des partis. De même, la possession, par un même groupe, d'un quotidien national et d'un quotidien régional ne serait plus interdite, et les hebdomadaires seraient exclus des limites à la concentration. Enfin, le délai de trois mois, pendant lequel la commission pourrait, selon le projet, suspendre l'achat d'une publication, disparaîtrait, ce qui ferait tomber le

M. Jack Ralite, ministre délégné

chargé de l'emploi, membre du

comité central du P.C.F., explique,

dans un entretien publié par le Nou-

jamais sans aigrettes ni ori-

flammes». «Elle avait inventé le

Front populaire, dit M. Ralite, et,

depuis, elle le bégayait un peu sans

innover dans un monde qui bou-

geait. Aujourd'hui, la gauche, dans

sa diversité, se transforme. Voyez ce

que mon parti a fait! Les travail-

leurs sont en train de changer. Une

nouvelle figure de la classe ouvrière

émerge, petit à petit. Son travail -

sans nier la valeur de celui des O.S.

- est plus qualifié, plus intellec-

tuel; il doit être plus impliqué dans

la gestion. Quant aux patrons, je

voudrais pouvoir les appeler tous

des entrepreneurs. (...) Il est temps

que nous cheminions vers l'intéres-

sement du travail et du capital pour

créer de la valeur ajoutée. »

FACE AUX MUTATIONS TECHNIQUES

Les travailleurs «doivent assumer

leurs responsabilités»

déclare M. Ralite

principal risque d'inconstitutionnalité soulevé par des députés socialistes (le gouvernement, pour sa défense, fait remarquer que le Conseil d'Etat n'avait rien dit à ce

Le gouvernement a demandé à la

commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale de se réunir à partir du 4 janvier, et cela pratiquement sans discontinuer iusqu'an 8 ianvier en fin d'aprèsmidi. Si la majorité et le gouvernement ne se mettent pas d'accord auparavant, Popposition aura toute latitude pour continuer son travail d'obstruction. Il sera, en effet, de plus en plus difficile d'étudier les articles du projet de loi sans avoir réglé le cas de l'article 2, jusqu'ici mis en - réserve », et qui définit très précisément le champ d'application

du texte. Cela fait, la commission pourra achever un travail sérieux avant que l'Assemblée ne se saissise du dossier en séance publique, c'est-à-dire, probablement au début de février, puisque les députés pourraient débattre du projet de loi réformant les procédures du règlement judiciaire, que la commission des lois a fini d'étudier, avant d'examiner le texte sur la presse. En tout état de cause, les différents responsables socialistes de la commission des affaires culturelles, peu désireux de jouer les « kamikazes », tiennent à ce que chacun, et particulièrement l'exécutif, prenne ses responsabilités. Quant au Sénat, il ne devrait débattre de ce dossier brûlant qu'au printemps.

Selon M: Ralite, les travailleurs

«doivent continuer à rester vigilants

sur les revendications salariales et

les conditions de travail, par exem-

ple ». mais « ils doivent, aussi, assu-

mer leurs nouvelles responsabi-

lités ». « Encore faut-il qu'on le leur

Dans le même hebdomadaire.

M. Claude Quin, président de la

R.A.T.P., lui aussi communiste,

déclare : «Il ne peut y avoir une

bonne gestion de l'entreprise sans

une prise en compte du social. Mais

il ne peut pas, non plus, y avoir de

satisfaction des revendications sans

prise en compte, par les syndicats et

les travailleurs, des conditions éco-

nomiques du développement. Cela

peut surprendre. C'est, en fait, une

nouvelle culture économique, où

personne ne peut plus camper sur

son terrain, celui des revendications

ou celui de la gestion. Il ne suffit

plus de dire « Vous n'avez qu'à tra-

vailler plus » ou « Les patrons peu-

· Attentat à la Martinique.

Une bombe de faible puissance à ex-

plosé dans la nuit du vendredi 23 au

samedi 24 décembre, dans les lo-

caux de la cour d'appel de Fort-

vent payer! >.

permette», souligne le ministre.

THIERRY BRÉHIER.

POINT DE VUE

Pour l'égalité et la dignité

E OUS vivons décidément dans une période de grande confusion. Dans la patrie de de pensée à la mode a organisé un colloque destiné à auréoler d'un halo de respectabilité idéologique la nouvelle trouveille de l'opposition socialisme égale fascisme, — sans qu'aucun représentant de l'intelligentale n'ait cru devoir dénoncer cetts imposture intellectuelle (1).

Peu avant, la cruelle ironie du destin a voulu que Raymond Aron trouve la mort à l'issue du témoignage qui lui avait permis de démontrer l'absence de validité de ce genre d'assimilation entre idées de gauche. et de droite (2).

Il est préoccupant de constater que de tels exemples de probité deviennent exceptionnels en ces temps caractérisés par le déclin de la fonction intellectuelle et par la montée d'une nouvelle forme d'intolérance idéologique.

L'hégémonie actuelle du néoconservatisme fait peser sur la cléricature intellectuelle l'indicible censure d'un stalinisme culturel de droite. La dérive des idées, des journaux et des modes, de la gauche vers la droite, du conservatisme modéré vers l'extrémisme, s'accéière. Pour s'être élevé contre cette évolution, Jean-François Kahn vient d'être chassé, après tant d'autres, du paradis médiatique.

Il est grand temps de résister, D'organiser la reconquête culturelle et morale. De renouer avec le grand combat de la République pour l'égalité et la dignité.

Le Kulturkampf de la droite

Au cours des années 70, la grande industrie du vide culturel programmée par les bateleurs du showbusiness idéologique avait préparé le terrain à une authentique pensée de droite. La haine du rationalisme et le retour au bon vieux sens commun (il y aura touiours une aristocratie et une plabe) firent, un moment, le succès de la nouvelle philosophie. On apprit que le goulag était dans Marx et que le totalitarisme était issu du Siècle des Lumières. Battues politiquement en 1981, les c élites » des classes dominantes avaient toute Boerté pour procéder au réarmement intellectuel de leur camp. A la suite d'Aiain de Benoist, de la nouvelle droite, du Club de l'horloge, du Figaro de MM. Pauwels et Hersant, une partie de l'opposition se rallia progressivement à la dangereuse idéologie de la politique du vivant (3). Selon ce système qui s'inscrit dans le grand courant de pensée pessimiste et inégalitaire contemporain, «l'homme est héréditairement doté d'un potentiel d'agressivité d'où dérivent nombre de comportements fondamentaux, tel le sens de la hiérarchie, de la propriété, du territoire ».

Dans cette période de crise, la politique du vivant apporte aux stratèges de la reconquête du pouvoir les pseudo-justifications biologiques et culturelles du retour au darwinisme

En même temps, la spécificité de notre communauté nationale est effaiblie par l'exaltation d'un douteux indo-européisme syncrétique qui camoufie mai l'acceptation du protectorat politique du nivellement culturel et de la régulation per le marché mondial!

Dans leurs essais comme dans leurs propositions programmatiques, Michel Poniatowski, Alain Peyrefitte, maintenant Jacques Chirac, combinent un néo-conservatisme d'importation à cette politique du vivent de conception domestique.

Une telle démission de l'esprit devait en entraîner d'autres : l'entrisme culturel de la nouvelle droite ouvrait inévitablement la voie à l'infiltration et à la dérive politique. Au CNIP, mais aussi au R.P.R. et à l'U.D.F., la nouvelle génération d'élus et de responsables issus de l'extrême droite accroît constamment son influence.

Certes, l'opposition ne rêve pas à une solution de type fasciste. Mais en n'hésitant pas à s'acoquiner avec l'extrémisme culturel et politique de droite, elle affaiblit les digues qui protègent la société française de la montés des intolérances.

Là, réside le véritable danger : contrairement à la conception naivement optimiste d'une bonne partie de a gauche, subsistent en effet, dans le conscience collective d'un peuple, fût-il éduqué comme le nôtre par un long passé démocratique, bien des coins obscurs, bien des modes de pensée et des archétypes qui enfouissent leurs racines dans des âges archaiques.

Ces mentalités d'un pessé non encore révolu peuvent conneître de brutales résurgences. L'esprit de meute dont parle Elias Canetti prend alors le dessus sur l'esprit civique. Des traumatismes suscités par l'ébreniement des valeurs traditionnelles surgissent la dénonciation des boucs émissaires, la remise en cause

par MICHEL CHARZAT (*) du lien social, des grandes valeurs de la démocratie et des conquêtes de la

La lourde responsabilité assumés per certains, hommes politiques. intellectuels, journalistes est de prendre appui sur l'ensauvagement contemporain pour servir leur volonté de revanche.

De trop nombreux responsables de l'opposition jouent aux apprentis sorciers en utilisant, à des fins démagogiques, les thèmes du chômage. de l'insécurité, de la xénophobia, de l'immigration, du retour à l'âge d'or.

Le sursaut civique

Qu'attendent nos grandes consciences pour rappeler que le principe égalitaire n'est ni égalitarists ni identitaire, et que le lutte pour les droits de l'homme ne se divise pas ? Qu'attendent les grandes organisstions humanitaires, philosophiques. et les Eglises pour cimenter cette alliance sans exclusive oui s'impose afin de faire reculer l'intolérance antiarabe, le racisme, l'antisémitisme ?

Qu'attendent certains hommes femmes de gauche pour prendre leur part au grand combat de la République ? Il ne s'agit pas de pourfendre. en une machinale dénonciation, la réaction toujours « renaissante » ou le fascisme toujours ∢ menaçant », mais d'affirmer solidairement la vali-

(*) Député de Paris, membre du secrétariat national du parti socialiste.

de l'indépendance nationale comme réponse à la crise de la société fran-

La gauche doit redonner tout son sens à la chose publique afin que la République continue à intégrer les nationale de destin. Decuis deux ans et demi, à son initiative, le champ de élargi. Mais il lui reste à assurer le piuralisme et la transparence de l'information, à conduire à son terme ta nécessaire rénovation de l'éducation, à faire entrer dans la vie le nouvelle citoyenneté économique et poli-

il ne peut y avoir de consensus national sans projet mobilisateur. La gauche a su - hier - maintenir vivace la mémoire des souffrances et des luttes du passé et susciter une poésie de l'avenir. Elle doit aujourd'hui - faire reculer l'irrationelisme de crise et la démagogie partisane pour assurer le redressement national et le sursaut civique auxquels nous convie le président de la République.

(1) Le 26 novembre, le Club de l'Horloge a organisé un colloque sur le thème . Socialisme et fascisme; une même famille ? - (le Monde du 3 movembre).

(2) Cf. le Monde du 19 octobre (3) Titre d'un ouvrage publié en

1977 par Henry Lesquen et le Club de

UN ALBUM DE PHOTOS CONSACRÉ A FRANÇOIS MITTERRAND

Mythologie?

Un album, consacré non tant par François Mitterrand à sa propre gloire qu'à la profondeur de son recard. à ses capacités de réserve, de solitude, d'humanité et de simplicité vient de sortir aux Editions Flammarion.

Un chef d'État, avant tout, les

premières pages de l'album le montrent, doit être un pénitent qui porte sur les écaules de son pardessus le poids indicible de la responsabilité politique. Ses € longues promenades solisecrets mais semblent au contraire les engranger jusqu'à ce qu'une clef d'or les résolve. Centré dans une tranchée

de Latche, dans le nord du Pasde-Calais, à Solutré ou à Cluny, e foulant la bonne terre ancestraie », vantant la beauté des fougères (les photos sont mises en vis-à vis de citations, soit « philosophiques », soit « poétiques », extraites de ses précédents ouvrages), « serrant la main des braves gens », « dans un petit cercie d'intimes ». ∢ recueilli sur une tombe ». De nombreux gestes de ses mains syncopés par la mise en page mme une lanterne medicue los voit presque ses lèvres remuer - et parfois ses mains seules en gros plan vont nous montrer différentes postures de réflexion, de



d'arbres morts qui bieritôt refieu-. riront, cet homme, qui semble presque l'otage, le prisonnier d'un pays, e marche vers la kumière > (le socialisme n'a pas débaptisé l'Elysée et ses parcours mythiques). Les contreplongées, souvent de dos, du photographe allemand Konrad R. Mülier, qui suit le président e l la trace », et à distance, ∢ accomp§ssant une prouesse de discrétion », dessinant une stature gaultienne. D'aitieurs un portrait du grand prédécesseur ne va pas tarder à être glissé entre cas photos. Mais auperavent la président aura conversé avec son jar-

dinier. Les espaces d'apparat l'escalier d'honneur - restant vides. Non, notre président, nous allons le retrouver dans la forêt Editions Flammarion.

20 passage Daophine

75006 Paris - Tel. 325.4L37

lecture, les phalanges d'une tranquille force. Certaines scènes de groupes, cultivateurs, travailleurs, vont le ravir au regard, groupes heureux de manger le même pain que leur président.

Le look Mitterrand peut-il devenir un cadeau de Noël ? En tout cas cat album est fascinant : si le pouvoir a besoin d'une image — mise en scène pour se conforter, cet ensemble de clichés en est un paradigme « éclatant » (il saute aux yeux). Il faut bien sûr remettre au chien Upsilon, reposoir de la main de son maître, la palme du naturel.

HERVÉ GUIBERT.

* François Mitterrand. Album de photos de Kourad R. Müller.

-IMITATION ILLICITE DE LA MARQUE-

DE LA SOCIÉTÉ CHANEL PAR LA SOCIÉTÉ DE BEYNAL MAROQUINERIE

Par arrêt du 24 mai 1983, la Cour d'Appei de Paris :

« Déboute la Société DE BEYNAL MAROQUINERSE de son appel du jugament rendu le 11 juin 1982 par le Tribunal de Grande Instance de

Confirme ce jugement en ce qu'il a : Dit qu'en offrant à la vente ou en vendant deux sacs revêtus d'un motif ornemental constitué de deux lettres C pour l'un accolé en sens inverse et pour l'autre s'entrecroisant en sens contraire, s'ouvrant dans les deux ces vers l'extérieur, cette Société a commis des actes d'imitation (likite de la marque déposée 👝 de la Société

 Interdit à la Société DE BÉYNAL MAROQUINERIE de faire usage de cette marque sous quelque forme et à quelque titre que ce soit. sous astrointe de 2 000 FF par infraction constatée passé un délai

d'un mois à compter de le signification du jugement ; - Condamné la Société DE BEYNAL MAROQUINERSE à payer à la Société CHANEL La somme de 50 000 FF à titre de dommagesintérêts et celle de 3 000 FF en application de l'article 700 du nouveau Code de Procédure Civile.

et a condamné la Société DE BEYNAL MAROQUINERSE aux dé-

pens de première instance ; - Condemna en outre la Société DE BEYNAL MAROQUENERIE à verser à la Société CHANEL une somme complémentaire de 8 000 FF en application de l'article 700 du nouveau Code de Procédure

Civile pour frais irrépétibles exposés devant la Cour ; Déboute la Société DE BEYNAL MAROQUENERIE de ses demandes

Ordonne la publication du présent dispositif en ce qu'il concerne l'instance d'appei du jugement du 11 juin 1982 dans trois journeux ou publications au choix de la Société CHANEL et aux frais de la Société DE BEYNAL MAROQUENERIE dans la limite de 18 000 FF au total ; Déboute le Société DE BEYNAL MAROQUINERSE de son appel du jugement rendu le 7 octobre 1982 par le Tribunal de Grande Instance de

Confirme ce jugement en toutes ses dispositions ; Condamne la Société DE BEYNAL MAROOUNNERIE aux dépens de-France (Martique). Il. n'y a pas en de victimes et l'explosion a causé peu de dégâts. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Le Monde

Service des Abounements 5, rue des Italieus 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. Paris 4207-23 ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 554 F 767 F 988 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 194 F 1 727 F 2 268 F

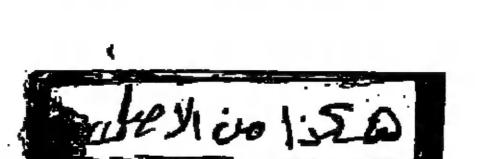
ETRANGER (par mestageries) L - BELGIOUE-LUXEMBOURG 381 F 634 F 887 F 1140 F

IL - SUISSE, TUNISIE 454 F 779 F 1 105 F 1 430 F Par voie aérienne Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

toute correspondence.

Joindre la dernière bande d'envoi à Venillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





् नेक्ष्यः क्ष्मान्त्रः स्टब्स्

Sign of American Com-

華 華 计图像

20 20 6

St. W. Care 44 . 45

4-4 4-3 18-5

to a market of the

St. Commission of the

And the second of the second o

the second second second second

Charles V. C. Marie W.

gas are

The second of the second

(m² μα₁ , φ γ, 1 γ

en de la companya de En particular de la companya de la c

and the second

.. ...

Section of the sectio

The second of th

Digital Service Services

 $\frac{1}{2} \sum_{i=1}^{n} a_i e^{-i x_i} e^{-i x_i} = \frac{1}{2} \sum_{i=1}^{n} a_i e^{-i x_i}$

g in majoritation of the control of

our l'égalité et la dignité

A contract of the contract of

பாத உளிரான உள் வரையு படி சத்த

A A BUN DE FHOTOS

ERRAND

The second secon

· + *

The second of th

The second secon

The state of the s

a think the form said.

the same and the same of the s

Mythologie?

en a company of the secretary

Un gendre balafreur

AU TRIBUNAL DE PARIS

A voir M. Meyer Chetrit, quarante ans. artisan diamantaire de nationalité marocaine, attentif et poli dans le box de la dixième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Gaêtan Quilichini, qui pourrait croire que

homme violent, qui s'est achemé

ancienne belle-famille ? Lorsque son épouse, Annie Kalfa, demande le divorce en 1975, après six années de mariage, et que Laurence, leur fille unique, née en 1970, est confiée à sa mère, Meyer Chetrit place tous ses espoirs dans le droit de visite à l'enfant que les juges lui accordent. Mais tout ve basculer du jour où la justice revient sur sa décision en interdisant au père de voir sa filiette. ultime entrevue. il enlève Laurence, qu'il ne rendra à sa mère

Prudents, les Kalfa déménagent. Lorsque Meyer Chetrit retrouve leur trace, il récidive, s'enfuvant une deuxième fois avec l'enfant. La police les retrouve et le vôilà condamné à cina mois de prison. Libéré, il persiste, surveille les années et venues des Kalfa. Ne parvenant pas à savoir où l'on a caché Laurence, il décide d'employer la manière forte.

qu'un an plus tard.

En iuin 1982, c'est à son exfamma ou'il s'en prend la première. Elle vient de s'asseoir au volant de sa voiture lorsqu'il surcit. la saisit aux cheveux et lui balafre cruellement le visage à cing reprises. En septembre. c'est au tour de M. Samuel Kalfa. son ex-beau-père, un vieillard à demi aveugle, de subir les mêmes sévices. En novembre, · M -- Fortunée Kalfa -- cui fut sa belle-mère honnie - est agres-

sée en pleine rue et blessée elle aussi à la face, puis Mª Patricia Kalfa, la jeune sceur d'Annie, connaît le même sort dans le hail de son immeuble. Enfin. c'est Gérard Kalfa, le frère d'Annie et de Patricia, qui verra la vitre de l'amour paternel a fait de lui un sa volture voler en éclats sous un coup de gourdin, avant de recesur tous les membres de son voir en pleine figure une giclée de gaz lacrymogènes.

Des larmes bruyantes

Meyer Chetrit reconnaît avoir exercé les violences dont on l'accuse aujourd'hui. C'était, dit-après avoir songé à la drogue, i avait choisi le whisky e pour tenir le coup... ». Quant à l'arme avec laquelle il a marqué quatre de ses victimes, on n'en saura rien. porter. En 1976, profitant d'une A en croire l'accusé, les blessures ont été occasionnées toutes par le porte-clés dont il na se sépare jamais et qu'il a l'habitude de faire danser dans sa main. Mais il admet tout de même cu'un petit couteau Opinal pendait à ce porte-clés. « Je ne sais pas, moi, monsieur le président, peut-être l'Opinel était-il ouvert au moment des agressions. » Il faut qu'un couteau soit ouvert ou fermé....

> Pour ce violent dont les larmes bruvantes n'ont finalement apitoyé personne, le substitut Jean Grimaldi demande e le maximum », soit quatre ans de prison. Le tribunal s'en tiendre à trois. Mais la ministère public. estimant l'accusé « semblable à ces tarentules qui ne peuvent s'empêcher de piquer et repiquer toujours », avait demandé de surcroît une peine de cing ans d'interdiction de séjour pour le balafreur, que les juges lui ont

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

LA CÉLÉBRATION DE NOËL

Au Palais des Congrès

L'« AVE MARIA » DE THEERRY LE LURON

Samedi, 23 h 30, la scène du grand auditorium du Palais des congrès. Trois mille places sont déjà occupées : les retardataires se bousculent à l'entrée. Les ouvreuses proposent un programme où se détachent les noms de Gérard Lenorman, Thierry Le Luron, Francis Lalanne. Le spectacle va commencer...

Apparaît sous les projecteurs un jeune homme en anbe blanche qui prend place devant un autel flanqué et de sapins de Noël. C'est le Père Bruno Petit qui va animer la veillée. Car, en guise de spectacle, c'est à un office religieux auquel on est convié: une « messe de minuit de l'espérance, pour les enfants du désespoir ». L'idée est du Père Jacmes Fournier, directeur du centre religieux international du Palais des congrès. - Puisque mon travail consiste à intégrer la dimension spirituelle dans ce temple du commercialisme, dit-il, pourquoi ne pas lui demander de participer à la célébration religieuse de Noël ? »

La réponse a été au-delà de son attente. Pour la deuxième année consécutive, la direction et le personnel du Palais des congrès ont prêté leur concours bénévole au proiet. Des artistes aussi. Crovants convaincus. Gérard Lenorman a chanté l'Enfant des cathédrales, et Thierry Le Luron, sérieux pour une fois, a interprété l' Ave Maria de Gounod. -

C'est beaucoup plus qu'un spectacle. L'assistance prie, chante, communie. Le plus étonnant, pourtant, est le geste du personnel du Palais des congrès, qui a accepté de revenir le soir, après une journée de travail. pour assurer, gracieusement, le succès de ce spectacle insolite. Un technicien, incroyant, explique: « C'est normal, puisque c'est Noël. Et puis c'est pour les enfants du Li-

ALAIN WOODROW.

DANS SON MESSAGE

Jean-Paul II dénonce les « sommes énormes dépensées pour les armements »

De notre correspondant

par la guerre et parle ou cœur de

tous ceux qui peuvent contribuer,

par les tractations et le dialogue, à

apporter des solutions équitables et

honorables aux tensions actuelles.

Regarde le chemin semé d'anxiété

et de tribulations de tant de per-

sonnes qui peinent pour se procurer

les moyens de survivre. Pour pro-

gresser, pour s'élever, Regarde les

angoisses et les souffrances qui ac-

cablent ceux qui sont contraints à

l'éloignement de leur propre samille

ou qui vivent dans une samille désa-

grégée par l'égoïsme et l'infidélité

sans joie et sans sécurité parce

au'ils voient fouler au pied leurs

droits fondamentaux. Regarde no-

tre monde moderne, avec ses espé-

rances et ses déceptions, avec ses

élans et ses lâchetés, avec ses nobles

idéaux et ses compromissions humi-

Le pape a ensuite prononcé la tra-

An cours des journées précédant

(...). Regarde les peuples qui sont

Rome. - Jean-Paul II a lancé un nouvel appel pour la détente, la paix et le désarmement, dans son message de Noël prononcé place Saint-Pierre, le 25 décembre, devant quelque cinquante mille pèlerins et fidèles. C'est dans un discours rythmé comme une prière que le pape a dénoncé, à l'occasion de cette célébration de la nativité, les périls qui menacent l'humanité.

« Regarde avec les veux de l'enfants nouveau-né les hommes qui meurent de faim, tandis que des sommes énormes sont dépensées pour les armements; regarde la douleur indicible des parents qui assistent à la famine de leurs enfants, implorant le pain au'ils n'ont pas et qui pourrait leur être procuré avec seulement une petite partie des dépenses gaspillées en moyens sophistiqués de destruction : ceux -ci rendent toujours plus menacants les nuages qui s'accumulent à l'horizon de l'humanité.

- Ecoute, ô Père, le cri de paix qui monte des populations ravagées

NOĒL A « L'ÉVÉCHÉ »

M. Félix Raynal, soixante-sept ans, qui a passé vingt-six ans en prison, a exigé de réveillonner à l'hôtel de police de Marseille. surnommé « l'évêché », sous prétexte qu'il ne s'accoutumait pas à la liberté, retrouvée depuis six mois. Pour faire valoir sa demande, il a affirmé aux policiers qu'il était l'auteur d'une tentative de hold-up commise dans une biiouterie de la ville le 22 décembre. Renseignements pris, les poticiers ont indiqué que le bijoutier n'avait pas porté plainte contre le vieil homme impécunieux, qui avait fui dès l'alerte donnée. M. Raynai devait être présenté au perquet lundi 26 décembre.

ditionnelle bénédiction urbl et orbi. retransmise en mondiovision et a salué la foule an quarante-trois langues, dont le chinois, le vietnamien et l'albanais.

> les fêtes de Noël, et notamment à l'occasion du discours prononcé devant le corps diplomatique accrédité au Saint-Siège, le pape avait déjà évoqué avec vigueur ses préoccupations dues à la tension internationale et affirmé que l'Eglise était disposée à ioner « un rôle de médiateur » cntre les grandes puissances. Dans le discours - rendu public à l'avance - que prononcera Jean-Paul II. le 1ª ianvier, à l'occasion de la journée

> mondiale de la paix, cet appel au dialogue entre les grands est encore plus pressant. Le pape, tout en admettant - le principe de légitime défense », affirme que les risques de totale destruction que font courir à l'humanité les armes nucléaires doivent inciter à tout mettre en œuvre pour « élaborer des processus de coopération et de désarmement ».

> Dans ce message adressé, en premier lieu, aux autorités gouvernementales des pays en cause, Jean-Paul II ajoute notamment : « La responsabilité comporte différents degrés. Celle des chess d'Etat, des dirigeants politiques est de première importance pour l'établissement et le développement des rela-

> > Washington. — Souffrez-vous

du C.D.S., « Christmas Depres-

sion Syndrome », plus communé-

ment appelé Christmas Blues ?

Le cafard de Noël, affirment di-

verses organisations comme les

Samaritains ou la Centre pour le

contrôle du stress, frappe de très

nombreux Américains qui les

consultent au téléphone. Les

plus âgés pensent à leurs chers

disparus ou pleurent sur leurs

ambitions décues. Les jeunes.

premières victimes de la com-

mercialisation de Noël, se plai-

quent des réalités de la vie quoti-

dienne qui ne répondent pas à

« Ne désespérez pas », répon-

dent les « pays » professionnels

et amateurs. Les chagrins per-

sonnels sont plus difficiles à sup-

porter pendant la saison des

fêtes... Et puis, le phénomène est

saisonnier. Il s'agit d'une nostal-

leurs espoirs.

tions pacifiques entre les diverses composantes des nations et entre les peuples. Plus encore que les autres ces dirigeants doivent être convaincus que la guerre est en soi

 La complexité même des mécanismes d'exercice du pouvoir n'impose pas qu'il y ait une responsabilité de la conscience individuelle dans la préparation, le déclenchement ou l'extension d'un conflit. La conscience des responsables politiques devrait leur interdire de se laisser impliquer dans des aventures dangereuses où la passion prévaut sur la justice, de sacrifler inutilement les vies de leurs propres concitovens, d'attiser des conflits, de prendre prétexte de la précarité de la paix en une région pour étendre sa propre zone d'hégémonie à de nouveaux territoires. Ces dirigeants devraient peser tout cela en leur ame et conscience et s'interdire tout machiavélisme. Ils en rendront compte à leur peuple et à Dieu. »

(Intérim.)

SOUS LE CHAPITEAU

« Pour ne plus être seul, il y a un secret : il suffit de penser aux autres », a lancé samedi soir à mille cina cents invités du Secours catholique le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, vivement applandi par tous les isolés, errants et clochards, venus passer, comme chaque année, la veillée de Noël sous le chapiteau » dressé dans le square de Choisy à Paris (13°).

Les participants, dont une soixantaine d'orphelins, out fêté Noël assis à des tables décorées de dessins d'enfants et de guirlandes et entourés de quelque deux cents bénévoles et permanents du Secours ca-

- Prenez la main d'un plus paumé que vous et aidez-le », a encore conseillé l'archevêque de Paris. Au cours de la soirée, les élèves de l'Ecole nationale du cirque d'Annie Fratellini ont offert un spectacle présenté par Suzanne Gabriello. Une messe de minuit a ensuite été célébrée par le Père Arthur Hervé aumônier de la prison de la Santé entouré de prêtres de paroisses pari-

La traque des réfugiés basques

(Suite de la première page.).

Ouand Alfonso Segundo Marey sera enlevé à son tour, les Basques attribueront les opérations non revendiquées au GAL, le seul groupe à s'être désigné dans le paysage brouillé de ce que les réfugiés de l'ETA appellent la Guerra Sucia (la guerre sale).

Pour savoir ce qui se cache derrière le sigle mystérieux, la population des Pyrénées-Atlantiques n'a que l'embarras du choix. Barbouzes. policiers officiels, truands, aventuriers d'extrême droite, citovens espagnols ou ressortissants français Toutes ces catégories se sont illustrées en France dans la lutte contre les Etarras. L'Espagne a toujours pratiqué, pour ces basses besognes, le mélange des genres. Certains commandos, conduits par des officiers, étaient composés de malfaiteurs français qui achetaient à ce prix leur liberté de mouvement outre-Pyrénées. D'autres composés exclusivement de membres de la Guardia civil, d'autres encore de voyageurs au long cours, italiens ou anglais, escrocs ou trafiquants de drogue etc.

L'embarras du choix vraiment. Certains, au Pays basque, croient ponyoir distinguer des périodes dans ces opérations de représailles. Juan José Echavé. I'un des premiers réfugiés en France, sait de quoi il parle : sa femme a été tuée le 2 juillet 1978 et son frère Joackim Echavé avait été victime d'un attentat en 1977. « Nous avons d'abord vu arriver des policiers en civil, exlique-t-il, puis, comme ces missions échouaient souvent, le gouvernement espagnol a fait appel à des truands, la plupart du temps français, jusqu'en 1981. Mais, affirme encore M. Echavé, ces malfaiteurs se sont parfois montrés trop voyants, dépensant sans compter au casino de Biarritz ou dans les hôteis de la côte. « Je pense qu'un plan plus sérieux a été mis en piace. »

Maladresses

Est-ce tellement sûr? Les derniers commandos se sont montrés pour le moins maladroits. Pedro Sanchez, un ancien légionnaire, militant d'extrême droite naturalisé français, qui est soupconné d'avoir participé à l'enlèvement d'Alfonso Segundo Marey, a été arrêté moins d'un heure après le rapt. Il tentait de franchir la frontière en voiture. Dans son véhicule: les policiers francais ont trouvé une matraque, des cordages et surtout des photographies anthropométriques d'un membre présumé de l'ETA.

Autre maladresse : le 18 octobre, quatre policiers espagnols avaient été surpris par l'un de leurs collègues français alors qu'ils rouaient de coups dans une rue d'Hendaye José | de poursuites ultérieures.

Maria Laretxea, un autre réfugié. Arrêtés, incuipés de coups et blessures, ces quatre « fins limiers » ont été, depuis, remis en liberté par décision judiciaire.

De telles bavures pour le moins embarrassantes, qui mettent directement en cause le gouvernement espagnol, out de nouveau porté les relations entre les deux pays à une tension extrême. Pour justifier la présence illicite de quatre de ses policiers dans les Pyrénées-Atlantiques, le ministre de l'intérieur, M. Barrionuevo, n'a pas tronvé mieux que de reprendre les explications fournies par ses prédécesseurs, en de semblables circonstances: l'Espagne n'entretenait en France, délicieux euphémisme, qu'- un modeste réseau de renseignement ». Pas de tueurs.

De nombreux Basques se disent pourtant persuadés que le gouvernement de M. Gonzalez a permis la. mise en place, dans les Pyrénées-Atlantiques, d'équines bien entraînées disposant d'abris sûrs et de complices infiltrés dans les milieux de réfugiés. Spécialistes des missions d'information, ces équipes se

Des plates-formes

évacuées

au large de Terre-Neuve.

Terre-Neuve. - Le personnel de

plusieurs plates-formes de forages

pétroliers au large de Terre-Neuve a

été évacué dans la nuit du 24 au

25 décembre. Seules sont restées à

bord des équipes très réduites. Une

violente tempète approchait, et les

responsables des compagnies pétro-

lières ont en mémoire le naufrage de

la plate-forme Ocean Ranger, sur-

venu le 16 février 1982 dans la

même zone par très manyais temps

et qui avait entraîné la mort de

Dans la nuit du 18 au 19 décem-

bre, toujours au large de Terre-

Neuve, un remorqueur, le Seaforth

Jarl, a coulé au cours d'une tem-

pête : les onze membres de l'équi-

page ont été recueillis par un autre

Trois squatters

écroués

forces de l'ordre et les squatters qui

occupaient une usine désaffectée

rue des Dunes, à Paris (le Monde

daté 25-26 décembre), le parquet de

Paris a relâché, le 24 décembre,

vingt-deux des vingt-cinq personnes

qui lui avaient été déférées. Elles

pourront être éventuellement l'objet

Après les affrontements entre les

quatre-vingt-quatre personnes.

remorqueur. - (A.F.P.)

EN BREF

transforment en commandos d'assassins, avec parfois le concours d'hommes de mains, quand Madrid choisit de durcir son attitude à l'égard de l'ETA.

Mais que dire des cibles choisies? M. Alain Tourre, nouveau coordonnateur des services de police an Pays basque, note que ces commandos ne s'en prennent qu'à des acteurs fort secondaires du terrorisme basque, quand ils ne se trompent pas purement et simplement de victime, comme dans le cas de M. Marey. « Quel est le but recherché par les commanditaires ? > nous demande ce policier ? - Pas en tout cas celui de punir tel ou tel auteur d'attentats commis au Pays basqu espagnol. Les Espgnols résidant dans les Pyrénées-Atlantiques sont surveillés, et on ne peut leur imputer raisonnablement les cinquante assassinats commis en Espagne de-

puis le début de l'année. » C'est toujours la même impression qui prévant : les « commandos de la mort » frappent au hasard. bien plus pour affoler l'arrière » du séparatisme basque que pour punir. L'Espagne explique que sa ré-

Les trois autres ont comparu

tre de documentation sur le même

sujet a également été ouvert à

cette adresse. La librairie et de

centre ont été créés sur l'initiative

de l'université de l'aris-II et le

l'Association pour le développe-

ment des libertés fondamentales

(1) 16, rue Littré, 75006 Paris.

Tel.: (1) 549-10-98. Ouvert tous

les jours sauf le dimanche de

que président M. Marc Agi.

9 heures à 19 heures.

pression en Euskadi-Sud restera inutile tant que l'ETA disposera, an-delà des Pyrénées, d'un refuge. Mais à chaque sois qu'elle fait traverser la frontière à ses hommes de mains, la violence qu'elle déclenche paraît surtout destinée à lasser la population française, à lui faire passer le goût de l'accueil des réfugiés.

Le GAL provoque un effet de peur. Les membres présumés de l'ETA, installés à Hendaye ou à Biarritz, s'arment discrètement, et les élus locaux demandent au ministère de l'intérieur de prendre de nouvelles mesures de protection. Certains des réfugiés refusent de croire que les socialistes espagnols aient pu se résoudre aux méthodes de leurs prédécesseurs. A les entendre, ces commandos > pourraient être l'œuvre du patronat basque espagnol, lassé de paver « l'impôt révolutionnaire » ou de milieux d'extrême droite nostalgiques du franquisme. ou encore d'une police trop laissée à elle-même. Peu importe, après tout puisque le gouvernement espagnol, à défaut de couvrir ces opérations, ne

les condamne pas. PHILIPPE BOGGIO.

devant M. Patrick Fievet, juge d'instruction. M. Daniel Dambois, quarante-et-un ans, architecte, et M™ Claude Ammouche, vingt-cing ans, animatrice, ont été écroués

anrès avoir été inculpés de coups et L'attentat du 22 décembre contre blessures volontaires avec armes. fabrication et détention d'engins incendiaires. M. Frédéric Joveux. vingt-six ans, a été inculpé de rébellion, laissé en liberté et placé sous contrôle judiciaire. **UNE LIBRAIRIE DES LIBERTÉS A PARIS**

Č.

Une « librairie des libertés » a ogvert ses portes il y a quelques jours à Paris, à deux pas de la Tour Montparnesse (1). Cette 5brairie se propose de mettre à la disposition de ses clients la quasitotalité des ouvrages en français et ayant trait aux libertés, « de la R.D. à la thèse d'Etat ». Un cen-

> Sydney. - Soixante-dix baleines au moins sont mortes, dans la nuit du 24 au 25 décembre maigré les efforts de sauveteurs pour remettre à l'eau quelque cent-vingt cétacés qui s'étaient échoués, en deux vagues sur une plage en Tasmanie au sud de

L'attentat contre le Grand Véfour n'est toujours pas revendiqué

le restaurant parisien le Grand Véfour, 12, rue de Beaujolais (Paris-la), n'a toujours pas été revendiqué. Les enquêteurs de la brigade criminelle penchent, comme dans le cas de l'attentat commis le 20 novembre contre un autre restaurant parisien, l'Orée du bois, pour l'hypothèse d'un « acte gratuit », Les racketteurs, soulignent-ils, agissent rarement contre un établissement à l'heure où des clients s'v

Onze personnes, qui dinaient lors de l'explosion, ont été légèrement blessées. Mª Manrine Chrétien-Rudetzki, grièvement blessée, est restée sept heures en salle d'opération. Contrairement aux premières informations (le Monde daté 25-26 décembre), elle n'a pas été amputée d'une jambe.

Baleines échouées

gie temporaire, sans comparaison avec la dépression clinique. » Et ils mettent en garde contre la « Christmas crash » de la miianvier, cuand tombent en refales les factures à payer et que s'évanouissent les bonnes résolutions du 1^{er} janvier. Mais pour plusieurs spécialistes des maladies mentales in-

terrogés par le New York Times, le C.D.S. est un mythe. Le nombre des suicides et des hospitalisations psychiatriques n'augmente pas en décembre. « Noël est peut-être mauvais pour le foie, mais il ne menace pas notre équilibre mental », assure le docteur Buckman responsable du service de psychiatrie à l'université de Virginie. Simplement Christmas exalte les principales émotions humaines : les gens

iovaux et les tristes encore plus déprimés. Mais il faut admettre que les réunions de famille peuvent être une épreuve pour ceux qui ont eu une enfance perturbée ou nourrissent de vieilles rancunes à l'égard de leurs parents.

gais deviennent encore plus

Christmas Blues

Correspondance

Seion la tradition, on échange des cartes de Noël, le plus souvent des images pieuses, en tout cas édifiantes, reprenant le message « Paix sur terre aux hommes de bonne volonté ». Cette année, M. Snyder, qui lutte pour le droit des Américains à garder et à porter des armes, a dessiné des cartes sur lesquelles on peut voir Santa Claus -) Père Noël - sillonnant les airs dans son traineau, la barbe en bataille et tirant au revolver sur les avions soviétiques.

M. Sovder justifie cette image par un verset du prophète Joël : « Transformez vos charrues en épées et vos émondoirs en lances. » - Mais, comme le note un rabbin, la citation sortie de

son contexte déforme la pensée du prophète, qui voulait souligner que toutes les armes, même improvisées, ne sauraient avoir raison de Dieu. M. Snyder ne croit pas que

cette image contredise le message de Noël : « Santa Claus ne pourrait mieux assurer la paix sur la terre qu'en détruisant l'Union soviétique et la tyrannie communiste athée, en général ». Un croisé qui aura trop bien assimilé es paroles du président Reagan sur « l'empire du mal » : « Onward, Christian Soldiers I 🛪 (En avant, soldat du Christ!).

HENRI PIERRE.

FAITS DIVERS

· Catastrophe serroviaire au ment d'un train de voyageurs près sonnes ont été tuées et près de soixante grièvement blessées, samedi 24 décembre, lors du déraille-

de la ville de Hwangé à 500 kilomètres à l'ouest de la capitale, Harare. (A.F.P., Reuter).

gas gas and a second

faites des étincelles

DE JACQUES LEPS

Cinquante ans d'arbitrage

La ligne du couloir de gauche au fond, face à la tribune de presse sur le central de Roland-Garros : telle fut, durant cinquante ans, sur un siège inaliénable, la zone de surveillance de Jacques Leps, qui vient de mourir. Sa silhouette familière, taille menue, allure militaire, voix perchée et tranchante, n'est pas près de quitter la mémoire ceux qui l'ont vu, installé là lors des grands matches des Mousquetaires jusqu'aux dernières finales gagnées par Bjorn Borg. incapable de commettre une erreur, jamais contesté même par des « terreurs » comme Tilden ou Nastase, il avait un coup d'œil infaillible qui allait de pair avec une profonde connaissance du tennis. Classé lui-même en tête de deuxième série, champion de tir aux pigeons où il courait dès que « ses » grands matches étaient terminés, il avait d'autres titres moins connus et plus glorieux.

Jacques Lens avait été un as de la chasse pendant la première querre mondiale : il appartenait è la fameuse escadrille des Cigognes. La Légion d'honneur et douze citations rendirent hommage à sa conduite héroique. Après la guarre, à l'époque qui vit ses anciens compagnons d'armes Fonck, Dagnaux, Vuillemin, Nungesser, Coli, Arrachart, Pelletier d'Oisy se lancer dans les exploits de ieurs grands raids depuis la brousse africaine jusqu'aux confins de la Sibérie. précurseurs du grand rêve atlantique de Costes et Bellonte, c'est à l'industrie automobile que Jacques Leos se convertit. Le défi sportif, après tant de combats aériens, habita désormais son regard aigu. Ces demiers temps encore, nous le rencontrions à la Croix-Catelan : à midi juste, heure militaire. La démarche moins vive, mais la silhouette indestructible, toujours la même à quatre-vingt-dix ans. Il résista à une attaque de congestion cérébrale. La suivante le coucha. « Out » : nous entendons encore sa voix...

OLIVIER MERLIN.

LA FINALE **DE LA COUPE DAVIS**

Suède-Australie : une victoire partout

Sur le central en herbe du stade de Kooyong à Melbourne, les premiers simples de la finale de la Coupe Davis entre l'Australie et la Suède ont eu lieu lundi 26 décem-

Le premier résultat a été acquis à la Suède par la victoire de Mats Wilander (dix-neuf ans) sur Pat Casa (dix-huit ans), après trois heures dehitte, par 6-3, 4-6, 9-7, 6-3. Dans le second simple. John Fitzgerald (vingt-trois ans), le héros de la récente victoire australienne sur la France, a battu sans trop de difficultés, par 6-4, 6-2, 4-6, 6-2, Joakim Nystroem (vingt ans), qui avait été préféré, à la dernière minute, à Anders Jarryd, habituel nº 2 suédois en Coupe Davis.

Comme en 1982

LE CENTRE SPORTIF **JEAN-SARRAILH RESTE FERMÉ**

Fermé une première sois à la rentrée universitaire de 1982, le centre sportif Jean-Sarrailh, à Paris, a fait l'objet de la même mesure le 15 octobre dernier. Le ministère de l'éducation nationale a confié à M. Fumoux, inspecteur général, une mission en vue de donner au centre les structures juridiques qui lui font défaut et qui devraient lui permettre d'être à l'avenir géré sainement.

La fermeture du centre sportif a été motivée par l'absence d'un véritable statut et par le délabrement de trois des salles omnisports, bien que des travaux de réfection des toitures dont le coût s'était élevé en 1982 à 935 000 francs (le Monde du 23 décembre 1982) aient été entrepris.

La situation précaire du centre sportif s'explique par l'absence d'un gestionnaire et par le manque chronique de crédits qui ne lui permet pas de payer ses charges. A ce jour, des dépenses de chauffage d'un montant de 320 000 francs n'ont pas été réglées, ainsi que différentes factures s'élevant à 1 200 000 francs environ. Il faudrait, selon M. Jean Ginisty, responsable de la coordination pédagogique, 2 500 000 francs pour apurer les comptes.

LES ARCHIVES SPORTIVES DE 1983

Du tennis à la voile

Trève des confiseurs, podiums entre parenthèses : les champions réveillonnent, la fièvre des records est tombée. On fait des vœux sportifs pour l'anpée 1984. Et on consulte déjà les archives 1983. Les rayons de la bibliothèque croulent sous le poids des récits des exploits des dieux des stades.

Après la Coupe du monde de foot hall et avant les Jeux olympiques. c'est le tennis, avec la victoire de Yannick Noah à Roland-Garros, qui a provoqué une production record. C'est ainsi que Christian Collin a fait un « spécial Noah » de son Livre d'or annuel (Editions Solar, 128 p., illustré, 80 F). En toute simplicité, il brosse, du premier coup de raquette au dernier coup de cafard. un tableau impressionniste du champion dont il avait déjà écrit une biographie. Patrice Dominguez et Michel Sutter se sont appliqués dans leur Saison de tennis (Editions nº 1, 220 p., illustré, 119 F) à continuer leur travail méticuleux de recensement des événements du circuit tennistique, qui fait de leur ouvrage un document de référence indispensa-

C'était naguère l'ambition de l'Année du tennis du trio Convercelle-Delamare-Carducci (Editions Calmann-Levy, 220 p., illustré, 160 F). Ecrire à trois mains s'est néanmoins révélé, cette amée. un exercice difficile, même pour ces professionnels qui ont passé le plus clair de leur temps dans les coulisses des grands tournois : il v a de l'imprécision dans les textes et du flou dans la photographie.

En jetant ses Regards sur le tennis (Editions Robert Laffont, 190 p., illustré, 98 F), Patrice Hagelauer n'a pas, en revanche, manqué son coup : l'entraîneur de Yannick Noah lève un coin du voile sur le rôle de l'homme qui, dans l'ombre, prépare les grandes victoires, grâce à un travail technique mais surtout psychologique, aux côtés du cham-

En décortiquant la Vie de Chrissie, c'est-à-dire la championne américaine Evert Lloyd, le journaliste du New York Times Neil Amdur (Editions Solar, 220 p., illustré, 65 F), dont la plume a la précision du scalpel, montre les aspects les plus redoutables du succès, que Yannick Noah, précisément, n'a pas

Chrissie n'a toutefois pas conquis son trone facilement. C'est ce que, dans leur monumental Grand livre du sport féminin (Editions F.M.T., 528 p., illustré, 220 F.), Françoise et Serge Laget, avec Jean-Paul Mazot, se sont appliqués à démontrer en retraçant les avatars de cette conquête des médailles féminines, de l'athlétisme à la voile.

Au bout des doigts

Même ambition d'universalité, verve et humour en plus chez Jean Durry qui dit tout sur le vélo dans l'Ecyclopédie (Editions Denoël. 422 p., illustré, 220 F.) où tous les aspects de la petite reine, du dérailleur à la conquête des cois pyrénéens en passant par la responsabilité civile des usagers, sont passés en revue. Cette considérable somme de connaissances n'explique cependant pas pourquoi les géants de la route ont, de plus en plus, l'air de nains dans l'actualité sportive. La Grande oncle fait si peu réver, désormais, qu'on essaie d'inventer un tour des États-Unis. C'est dire que tout l'enthousiasme de Jean-René Godart, soutenu par les commentaires de Bernard Hinault, est nécessaire pour soutenir le rythme de sa Saison de cyclisme (Editions nº 1, 220 p., illustré, 119 F), sans changer de bra-

L'aventure ne s'écrit plus guère sur les payés du Nord ou entre Bordeaux et Paris. L'exploit ne passe plus nécessairement par un dérailleur ou un cale-pied. L'une et l'autre sont au bout des doigts de Patrick Edlinger lorsqu'il escalade les falaises du Verdon. Opéra vertical, un album de photos de Robert Nicod (Editions Arthaud, 68 p., illustré, 130 F), et Verdon dans frontières. un livre de David Delden et Christine de Colomber (Editions Denoël 150 p., illustré, 190 F) mettent en scène les vertiges de ce monde de granit et de calcaire. Une nouvelle forme de lyrisme est en train de naître sur ces parois rocheuses.

Ce lyrisme n'a pas cependant la popularité que la rumeur des stades a donnée au ballon rond et que fait vibrer Jacques Thibert dans son Année du football (Editions Calmann-Lévy, 252 p., illustré, 135 F). Ce lyrisme n'a pas non plus l'odeur du terroir et de la force virile chantée sur les terrains de rugby. Cet exercice a ses maîtres, Christian Montaipu supporter. Reine de son sport, gnac dans son Année du rugby (Edi-

tions Calmann-Lévy, 220 p., illustré, 149 F) et Roger Couderc allié à Pierre Albaladejo pour leur Livre d'or (Editions Solar, 120 p., illustré, 80 F). Deux bons livres avec leur saveur particulière. l'un de vieux cognac, l'autre d'armagnac charpenté. Le rugby monte toujours un peu à la tête, même quand on est maîtreassistant à l'université et qu'on veut tout dire sur la Guerre des styles, comme Christian Pociello (Editions A. . Métaillié, 412 p., 100 F). Mais l'enquête du sociologue s'accommode mal de la folie ordinaire d'un sport où personne n'arbitre les troi-

Navioations astronomiques

sièmes mi-temps.

En chaque folie, il y a pourtant une logique certaine. C'est ce que démontre Antoine, ex-ingénieur et ex-chanteur : il a largué les amarres de la société de consommation et s'applique à raconter les trucs de ses navigations astronomiques on catastrophiques dans Mettre les voiles (Editions Arthaud, 378 p., illustré,

Un guide amusant du routard des océans à mille lieux nautiques de l'univers des courses transocéaniques sous balises Argos, que décrit Dominique Gautron dans Pajot. Tabarly et les autres (Editions Rochevignes, 190 p., illustré, 69 F) à l'attention des canditats à la course au

Dans les deux cas, l'aventure est au rendez-vous avec la sensation grisante de glisser sur les éléments. La neige poudreuse et profonde qu'on va chercher à pean de phoque sur les sommets des Alpes provoque une ivresse semblable. Aux skieurs avertis des dangers de la haute montagne et physiquement préparés aux conditions extrêmes, Anselme Baud dans les Alpes du Nords à ski (Editions Denoël, 256 p., illustré, 180 F) et François Labande dans Ski sauvage (Editions Arthaud, 314 p., illustré, 170 F) proposent de préparer leurs courses en toute connaissance de cause. Avant de se lancer sur des pentes vertigineuses, les autres amateurs de ski ont intérêt à consulter le Guide du skieur de Karl Gamma (Editions Bordas, 320 p., illustré, 135 F) qui fait une synthèse de toutes les méthodes de progression. Il a l'avai de l'ancien sorcier des équipes de France de ski, Honoré

ALAIN GIRAUDO.

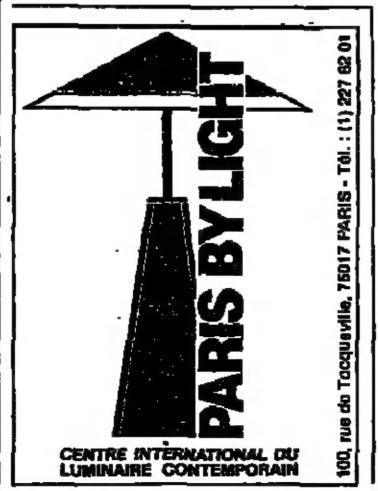
RÉGIONS

lle-de-France Fontarable : l'architecte défend son projet

Après notre article sur le conflit qui oppose certains habitants du vingtième arrondissement aux promoteurs d'une opération de construction rue de Fontarabie (le Monde du 9 novembre 1983), nous avons reçu de M. Georges Maurios, l'architecte responsable du projet, les précisions sulvantes :

A la suite d'un concours restreint organisé par la Régie immobilière de la ville de Paris (R.LV.P.) i'ai été désigné comme architecte chargé de la réalisation de ce programme de cent quarante logements. Mon projet a été concu en tenant compte de tous les règlements d'urbanisme en vigueur. En effet, l'adhère parfaitement aux options du plan d'urbanisme de Paris, et je m'efforce de faire un bon projet avec cela. D'abord, parce que je pense que le terrain sur lequel je travaille n'est pas un espace flottant et non défini, mais qu'au contraire, étant situé en bordure d'une rue, il constitue un de ses côtés sur 110 mêtres de longueur.

Or, j'ai envie de maintenir cette rue, de prolonger l'alignement des maisons qui existent à son extrémité formant la pointe de l'îlot. Pour celà,



je construis une facade en respectant strictement le tracé d'origine de la rue, et tant mieux si le règlements d'urbanisme me le permettent et m'y encouragent. Ensuite, pour éviter « d'enfermer » l'intérieur de l'ilôt, j'interromps la façade pour créer une large ouverture débouchant sur un mail qui traverse l'ilôt en suivant la direction de la trame viaire du quartier, en assurant ainsi la liaison entre les deux rues Fontarabie et Bagnolet. Là encore, les règlements m'y autorisent et encoragent ce dispositif urbain.

Ce faisant, je pense que ce projet est de nature à apporter des solu-

tions aux problèmes posés par les habitants de ce quartier, dont certains habitent des tours de 8 à 15 étages qui ont déià malheureusement dénaturé l'autre extrémité de la rue et destructuré le fonctionnement urhain de l'ilôt. La construction de ces 140 logements sociaux permettra en effet d'améliorer l'équilibre de population de ce secteur, de créer un espace vert au centre de l'ilôt, un cheminement intérieur et un équipement collectif.

Il ne s'agit donc ni d'un urbanisme concentrationnaire, ni d'une falaise de béton, ni à priori d'un empilement de taudis. -

« 75-08 » un nouveau magazine d'arrondissement

Opportunisme, folia douce, opération politique ? Un nouveau magazine d'informations locales intitulé 75-08 vient d'être lancé à Paris. Le responsable de cette tentative audacieuse est un journaliste. M. Jean-Louis Lemaire, qui, dans l'éditorial de son pramier numéro, réfute les trois hypothèses et affirme qu'il n'a d'autres intentions que d'apporter aux habitants du huitieme arrondissement « une information locale indépendante et sincère ». On peut le croire lorsqu'on sait qu'il édite et diffuse depuis traize ans un autre mensuel intitulé 75-20, réservé aux gens du vingtième arrondissement et dont l'indépendance à l'égard des partis politiques, des associations, des syndicats et des intérêts économiques a fait le succès.

M. Lemeire connaît les risques de l'aventure et rappelle l'échec retentissant d'autres formules du

même genre comme Paris-Hebdo. Néanmoins il ne cache pas que, après 75-20, 75-08 « pose la deuxième pierre d'une presse d'information parisienne

aui fait cruellement défaut ». Outre de nombreux échos et informations pratiques, le sommaire du numéro un de 75-08 propose notamment un entretien avec le maire du huitième. le compte rendu - fort édifiant d'une séance du conseil d'arrondissement, des rétrospectives en photos, un portrait d'Alain Bernardin, le patron du « Crezv ». l'interview d'un responsable d'association locale, etc. Tout cela de bonne qualité. Bonne chance aux audacieux.

* < 75-98 >. megsuel d'information locale du huitième arrondissement : format 22 X 31. 46 pages, converture conient, prix: 9 F. Port de la Conférence, 75008 Paris. Téléphone : 562-

CARNET DU Monde

Décès

- Le provisent de l'école hôtelière de Tain-l'Hermitage, Gérard Astier, fait part du décès de

Colette ASTIER,

servenii le 20 décembre 1983. Le service religieux a en lien à Valence (26), le 23 décembre 1983.

Des dons peuvent être envoyés à l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer à Villejuif.

- M≈ Iris Blanadet et M. Thierry Dubuc,

ses filles et gendre, Maro-Gabriel, Raphael et Alexis,

M. et M= Maurice Blanadet Mes Mareile Blanadet-Hartisch, M. et M= Raymond Blanadet

et leurs fils. Mª Francoise Blanadet. ses frère, sœur, belle-sænr et neveux, Toute la famille et ses nombrenz

ont la doulour de faire part du décès de

M. Jean-Pierre BLANADET.

psychiatre des hôpitanz, médecin chef de secteur au C.H.S. de Villejuif.

survenu le 22 décembre 1983, à l'âge de cinquante et un ant. Le service religieux sera célébré le mardi 27 décembre 1983, à 8 h 45, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc.

On se réunira à l'église.

Paris-14, môtro Alésia, sa peroisse.

L'inhumation aura lien an cimetière de Bagneux-Parisien.

Cet avis tient lieu de faire-part. 18, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.

- La direction et le personnel des sociétés Pétrofrance et Pétroren. ont le regret de faire part du décès de

lenr collaborateur et collègue M. Armand BRASSEUR.

survenu le 23 décembre 1983, à Meaux, dans sa soixanto-troisième ammée. 42, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

- Le doctent Jacqueline E. CHEVALLEY gue maladie, le 6 décembre 1983, entourée de sa famille et de ses amis. Le présent avis tient lieu de faire-

26, boulevard de la Guyane, 94160 Saint-Mandé. 3. villa de la Dame-Blanche. 94120 Fontenay sous-Bois.

- M. José Corti. a la douleur de faire part du décès de

son éponse,

Nicole CORTL

Il recommentra ses amis et relations à leur silence.

- Pongjal et Pierre Parayre, Claudine Parayre et Laurent Sainte Fare Garnot. Daniel et Corentin. ont la douleur de faire part du décès, dans se soixante-dixième année, de

M= Suzanne GUILLERMINET.

survenu le 22 décembre 1983, à Paris. Levée du corps le 28 décembre 1983. à 9 h 30, 22, rue Bruant, Paris-13". L'inhumation aura hen à Sanary-

22, allée de la Toison-d'Or. 94000 Créteil. 41, rue du Docteur-Kurzenne. 78350 Jony-en-Jossa.

- Viroflay.

M= Roger Maget.

son éponse. M. et M= Alain Maget. M. et M= Jean-Michel Maget, Le doctenr et M= Jean-François Blancher, Anne et Frédéric, M. et Ma Michel Guenard. Xavier, Charlotte et Thomas.

M. et M= Pierre Maget. Alexis, Mathilde et Brieuc, M. et M= Laurent Maget, Victoire et Marine, ses enfants et petits-enfants, Le docteur et Ma

Michel Harrivelle, leurs enfants et petits-enfants. Et toute la famille, out la douleur de faire part du décès du

capitaine de vaisseau (H) Roger MAGET. officier de la Légion d'honneur.

surveus, le 24 décembre 1983, dans sa soizante-dix-sentième année. Les obsèques religienses scront célébrées en l'église Notre-Dame-du-Chêne. rue Rieussec, de Viroflay (Yvelines), le mardi 27 décembre 1983, à 9 heures. L'inhumation aura lieu le même iour dans l'ancien cimetière de Cherbourg (Manche), rue de la Buché, vers

16 h 30. Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Jean-Rey. 78220 Viroflay.

M-le docteur Ranson Bitker,

Le docteur et Me Marc Olivier

- M= Michel Ramon.

Bitker et leurs enfanti. M. Silvio Birber.

foot pert du décès de

M. Michel RANSON. des Arts et Manufactures

surveya à Paris le 13 décembre 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

6, avenue Adrico-Fiébrard,

75016 Paris. -M. et M= Antoine Terrasse et leurs enfants. M. et M= Michel Terrasse et leurs enfants.

M. Jean-Jacques Terrasso ct soe fils. M. at Ma Vhatimir Vasilianic et lear fils. ont le tristesse de l'aire part du décès de

> M- Charles TERRASSE née Madaleine Limbdenstock.

leur mère, grand-mère et arrièregrand-mère. surveus à Paris le 16 décembre 1983. dans sa quatre-vingt-septième aumét.

Les obsèrges ont été effébrées à Colmer (Hant-Rhin) dans l'intimité fami-

Cet avis tient lien de faire-part. 28, rac des Belles-Feuilles,

bre 1983, le

de Jésses en France.

75016 Paris. - Dieu a rappelé à ini, le 23 décem-

Père Étienne THOUVENIN de VILLARET (S.J.)

Les obsèques auront lieu le 28 décem-

bre. 2 10 h 30, en l'église Notre-Damedes-Otages, 81, rue Hazo, Paris-204. De la part Du Père provincial de la Compagnie

Des membres de se communanté,

Et de toute sa famille. **Anniversaires**

- Le 26 décembre 1942 était fusillé.

Fernand BONNIER

de la CHAPELLE,

ayons aujourd hai une pensée pour lui. Messes anniversaires

- Le R.P. Fonquer, des Pères Blancs, ancien sumbnier de la 2 D.B. célébrera, le mercredi 4 janvier 1984, à 18 h 30. en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe anniversaire de la mort accidentelle de son ami, le

président E. AMAURY.

Il vent y associer le souvenir de son

Genericae AMAURY, décédée en 1974.

Le R.P. Fouquer invite tous les amis du présient E. Amany et tous ceux qui sont restés attachés à sa mémoire, à se joindre par leur présence et leurs prières à cette pieuse cérémonie de l'amitié et

du souvenir. Communications diverses

 La repcontre européenne de jeunes préparée par Taizé réunira 25 000 participents à Paris du 28 décembre au 1ª janvier : plusieurs milliers de Parisiens accueilleront dans 200 paroisses les 21 000 jeunes qui arriveront de l'extérieur (parmi eux : 6 000 Italieus, 5000 Espagnols, 4000 Allemands, 1 500 jeunes de Yougoslavie et d'autres pays de l'Est. Deux fois par jour, à 13 houres et à 19 h 30, la prière commune aura lieu en même temps dans trois églises de Paris : Notre-Dame, Saint-Sulpice et Saint-Germain-

Frère Roger, de Taizé, publiera le 28 décembre une Lettre d'Halit qu'il s écrite en novembre et décembre, partsgeant les conditions de vie d'un bidonville de la capitale de Hatti-

Nos abonnés, bénéficiam d'une réduction sur les insertions du - Cornet. du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dennières bandes pour justifier de cette qualité.

ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Sont élevés à la dignité de grandcroix : MM. Jean Etcheverry, général d'armée; François Maurin, général d'armée atrienne; André Robert, médecin général inspecteur.

Sont élevés à la dignité de grand officier : MM. Pierre Dario, controleur général des armées: Charles Fricaud-Chagnaud, général de corps d'armée; André Sciard, général de corps d'armée; Alain Fatou, vice-amiral d'escadre; Georges Hugo, général de brigade; René Rougier, colonel

Le Journal officiel du 24 décembre 1983 public, en outre, une liste de promotions au titre du ministère de la delense, de commandeurs, d'officiers et de nominations de chevaliers dans l'Ordre national du Mérite.

. 15 a 1952

*** *** Married Mr. & . Married ... Marie Statement . No. -Construction and Construction ---Stop - Stop Mary Company of the same Berten Breite Ben Wert Mark Committee and · 直心的概念 · 建物物中心流 100 - Bir His 150 MARKET WARD, SARRY TO P. - In the second THE RESERVE THE PROPERTY AND PARTY A series and it made the THE PARTY NAMED IN

the statement that I Market Property All Kill de The State of to be great the property 25. 1200 A Court (4. Court . 25. The state of the s

the state of the translation of the property of The street of th The server is a same with the section of 10 Pole 1 which was in the Wallet West of their spiles are the

ر القيد يهوند القيار في القال と 強化 ていだんり 出着 man and grand with the 20 . 2 8 Tay 40 800 -1 3 JA . . in madical a life the second of the second section 1. S. 16 10 100 2-16-16 BY - 25-2 ·· _ State the

The second sections at

WB ...

1 343 W g 0

· de Catalania.

1 12- 20

1. 12 1. Sec. 25.

1. 1. - 7: 389 ·£

the state of the s

A 1. 2 1. 4 4.

10 may 200 may

The su and the state of the sta

4: 1 P. T.

iffen aber beine in einem 朝 自中國各土之 無 THE PARTY AND A PARTY. affect in appropriate The state of the same busy a translate the jobble The end were THE ENGLANCE OF

与国际有限的"中" 法"公司"都经 Action to a state of ---Care es erichtigen land der 老本一·主 李章·公司· p. Fig. 2 16:25:45 State of the State of the the in back from LINE" WITH IT LINE May distribute their com-I be with detector Fire established the strong The is because you

t Dates

The said that they

mil the state grant da

新一·公主 · 145、276年度 · 元

TRA 184 4 4 12 12

STREET, IN THE STREET

海绵 选择: 4 76 4

The Top French and 大學/是不動作。 (中央教徒) THE YEAR SERVICE THE MENT OF THE SAME the grantee Ant & Max sign Person to with the total still 可無理論 軸 经收益 THE RESERVE THE PARTY OF THE PA

THE REPORT TO printe, fermit immentel **沙木工程器 有概则** The second Fright and the print of the W Toler Land officer among met of a consistent to the second

· Billie & Best service 1 1000± B. W. P. D. D. St. Lines. THE RESERVE THE PART OF STREET -

THE PLANT OF REAL PROPERTY AND ASSESSMENT not un hime

Continuent of the second to the frequency to 201 A . A ... THE PARTY WAS ALVERT WASHINGTON THE PERSON OF PERSONS

••• LE MONDE - Mardi 27 décembre 1983

Le Monde

ECONOMIE

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 1983

Le phénomène américain

mencé pour les Etats-Unis, se termine sur une note plus optimiste pour la plupart des pays industrialisés, y compris peut-être pour la France malgré le retard sisser jouer, par une politique « da riqueur » appropriée, le promarche dans toutes les économies. Pour la première fois depuis 1978 (où ils s'étaient trompés), les experts de l'O.C.D.E. se font porteurs de bonne nouvelle. Ils ne se demandent plus si la reprise est ià. Ils s'interrogent sur les movens de la consolider. C'est probablement à tort ou'ils estiment que la France ne devrait pas y participer car l'interdépendance ne loue pas seulement dans un sens né-

CARNET DU Monde

the ring outlighten a six one ?

----- Busine P Adag

A to the Applicat Britisher

tie in fan Der Der ergere Randmitte

man to the party of the party of the target

Companies in the war like the same thank to make a

in inte Plette State Life ?.

the sea was a series about the series of

mig fie fie fing fin. Dieb eine auf Affeite, mag ge-

to sample do being on the

The first feether the training and training appropriate

Control of the Contro

grands and a second and a second

· Mar . There

an experience of the state of the

a comparation of the first property of the second of the

and the second s

and the second second second second second

the second of the same state for the

Chapter of the

and the second s

2-----

The second secon

and the same of and the

, .. . a. - I territe

the same of the same frage of the same of

and the first

SAKTETMA

grand and a

the forms and

3.4 Aze 6 Dec.

major server - -

A read to the second

1 7 A 3 11 1 1 2 1

garage of the same

the first of the

14 8 mail

. . .

() **推** (15) (15) (15)

mail w.

ge geen and

make a second

A to see the second

The second second

1000

THE WHEN THE PARTY PARTY STEN ... THE

Singh,

to make a substitute facility of

and a research was made to the

No. 12 - FEBRURE

The same of the same of

the second section of the second

the same of the sa

CA TO THE PARTY OF THE PARTY OF

with the second street

Piere & terms THOUTEN

SE PROPERTY.

TANK S AND

AS A TAPELLE

mercent : Will

Commerce (MACE).

THE RESERVE THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PA

._ - : .2 ===

The second of th

144 - 14 gra 1. 141 - 142 - 173 - 1

Bartan Sharaka

电接性性电阻电极

C'est à plus d'un titre que l'économie américaine continue à se détacher du lot. D'abord, par les multiples défis qu'elle semble porter à la logique économique. Un dollar de plus en plus fort, et qu'on s'accorde à juger « surévalué » a notamment pour conséquence de rendre la via plus dure aux producteurs américains. C'est pourtant aux Etats-Unis que les profits se sont le plus nettement relevés. Leur monnaie continue à monter bien que la balance des paiements (et la belance commerciale) ait enregistré un déficit record. Pas plus que la niveau des taux d'intérêt qui reste très élevé par rapport au rythme, très raienti, de hausse des prix (+ 3.1 % pour onze mois de 1983), la surévaluation du dollar n'aura été un obstacle à la reprise qui, depuis le mois de novembre 1982, n'a cessé d'étonner par sa vigueur.

Réajustement

L'erreur serait d'en conclure que les Etats-Unis, où le chômage a commencé à régresser. constituent un cas à part. Sans nier la réalité des résultats obtenus en matière d'inflation noternment, on constate, au-delà des statistiques globales, que l'économie américaine reste le Seu où se manifestent, avec une netteté souvent insouoconnée de l'extérieur, les contradictions et les déchirements dans lesquels continue à se débattre l'économie mondiele, d'ouest en est et du nord au sud. D'une certaine facon, la hausse du dollar fait plus penser à un long accès de fièvre qu'à une montée en puissance. Il reste que, contrainte et forcée par le choc en retour des excès précédents (en matière de crédit, notamment), l'économie mondiale est engagée dans un gigantesque processus de résiustement que bien peu de gouvernements se montrent capables da conduire aux moindres frais pour la population. Dans ce processus, les Etats-Unis ont pris incontestablement, sur plusieurs points essentiels, de l'avance, il leur arrive aussi d'être en retard. C'est le cas pour la destion des finances publiques que Washington maîtrise moins bien aujourd'hui que Londres. Bonn et même Paris.

Avec des fortunes diverses, le processus en question vise à corriger les graves déséquilibres qui se sont accumulés depuis une bonne quinzaine d'années (c'est en 1965 que les Etats-Unis ont commencé de basculer dans l'inflation, et les premiers craquements du système monétaire international datent de la fin de mars 1968) et qui expliquent largement les « dysfonctionnements » de l'économie aux effets souvent dramatiques : chômage, baisse du niveau de vie dans des pays où il est déià très bas. On peut les ranger sous trois rubriques principales (voir notre article dans le bilan de l'activité économique en 1982 paru dans nos éditions datées du 28 décembre de l'année dernière) : surenciettement : insuffisance des capacités bénéficiaires des entreprises, ce qui signifie que, globalement les salaires restent trop élevés, d'où l'appel des gouvernements, fuscent-ils socialistes, à la modération : incapacité de financer des régimes de sécurité sociale concus à l'époque où l'on pensait que les fruits de la croissance pourvoiraient à l'accroissement

Le surendettement se manifeste à tous les échelons de la vie économique. Les Etats riches (Etats-Unis, R.F.A., Japon,

Grande-Bretagne, etc., et plus récemment France) et pauvres (Mexique, Brésil, Nigeria, etc.) ont contracté d'énormes emprunts auprès de leurs ressortissants et à l'étranger pour financer leurs budgets. Les entreprises se sont laissées aller aux délices du capitalisme sans capital en négligeant de reconstituer leurs fonds propres et en entassant des dettes dont le poids leur paraissait léger tant que l'inflation était forte et les taux d'intérêt relativement bas. Les entreprises américaines auront peut-être été les premières à comprendre (l'extraordinaire envolée des taux d'intérêt en 1980 puis en 1981-1982 les y aura aidés I) les dangers de la situation et à en tirer les conséquences. Elles auront tout le long de l'année qui s'achève profité au maximum de la hausse de la bourse pour augmenter leur capital par émission d'actions nou-

L'effort tenace (encore insuffisant) de redressement financier affant de pair avec une réduction des dépenses et une remarquable amélioration de la productivité, par modernisation des équipements et adoption de nouvelles méthodes de gestion parfois imitées des entreprises japonaises, les firmes américaines ont abordé la reprise (ellemême largement explicable par ces progrès) dans des conditions bien medleures. De là l'accroissement des profits, qui permet encore d'alléger l'endettement. malgré le facteur défavorable que constitue la hausse du dollar dont on se plaint amèrement à Detroit et dans les autres grands centres industriels.

C'est avec l'ancouragement des autorités financières supposées les plus vénérables que les pays en vois de développement se sont laissé prendre au piège redoutable du surendettement. Que l'on se souvienne des exhortations du Fonds monétaire au « nécessaire » recyclage des capitaux ! On les a entendues iusqu'en 1982, l'année où s'est déclenchée la crise générale de trésorerie des pays du tiersmonde, une crise dont les dimensions n'ent cessé depuis lors de s'élaroir. Le fait qu'elle ait éclaté au moment où disparaissaient les trop souvent invoqués « surplus » des pays pétroliers tendrait à prouver que l'endettela hausse du pétrole, à laquelle le F.M.I. attribuait complaisamment l'apparition de déficits qui ne cessaient pourtant de se creuser au fur et à mesure que les excédents pétroliers fondaient comme neige au soleil, du fait que les pays producteurs se lancaient dans la même frénésie de dépenses que les autres. Quand il est enfin devenu apparent, à l'occasion du moratoire demandé par le Mexique, il y a dix-sept mois, que l'endettement accumulé dépassait de très loin les capacités de remboursement, les prêteurs ont brusquement frainé des quatre fers.

€ Déflation > -

Quant aux débiteurs: leur comportement se sera révélé tristement conforme (comment s (? nemertus errê en être autrement celui qu'ont eu, en pareille circonstance (par exemple, pendant les années 30) leurs prédécesseurs. Ils ont demandé des délais de paiement et pour obtenir l'argent frais dont ils ont un besoin urgent, ils ont dû brader sur les marchés les marchandises qu'ils produisent. C'est pourquoi l'année 1983 aura vu la première baisse du pétrole depuis le début des années 70. C'est encore la raison pour laquelle les cours des principales matières premières, comme le cuivre, n'ont que faiblement monté malgré la reprise, et bien que leur niveau actuel soit encore inférieur aux coûts de revient. Non-renouvellement des crédits à des emprunteurs qu'on encourageait naguère à la dépense. liquidation plus ou moins forcée des stocks sur des marchés où les acheteurs, faute de disponibilités, se font exigeants, voilà les signes typiques d'un mouvement de « déflation », ·ou si l'on préfère de désinflation, dont la crise que traversent les pays du tiers-monde présente une image grossie.

PAUL FABRA (Lire la suite page 13.)

Reprise soutenue aux Etats-Unis et au Japon plus faible dans les autres pays industrialisés

PRODUCTION INDUSTRIELLE

FRANCE

Forte en Amérique du Nord, incertaine en Europe, la reprise qui s'est manifestée en 1983 a eu des causes multiples et des effets variés selon les cas. La production industrielle, qui avait baissé de 5 % en moyenne annuelle en 1982, a augmenté de 3,5 % pour les sept grands pays industrialisés de l'O.C.D.E. (Etats-Unis, Japon, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada). Cette progression globale masque d'importantes parités puisqu'elle est de + 6 % aux Etats-Unis mais n'existe pas pour l'Italie (- 4.2 %).

Situation contrastée qui se reflète an niveau de la croissance. Le produit national, qui pour les mêmes pays avait légèrement reculé en 1982 (- 0,5 % en moyenne annuelle), a augmenté de 2.5 % en 1983. Les Etats-Unis (+ 3,5 %), le Japon et le Canada (+ 3 %) sont en tête de ce palmarès, suivis de la Grande-Bretagne (+ 2,5 %), de l'Allemagne (+ 1,2 %) et de la France (+0.5%), scule l'Italie marquant un recul de 1.5 %. Il v a eu reprise aux Etats-Unis, au Canada et. dans une moindre mesure, en Allemagne et en Grande-Bretagne, maintien de la croissance au Japon et ralentissement en France.

Seul véritable moteur de la reprise dans le monde, les Etats-Unis ont terminé l'année en force. Le P.N.B., qui avait augmenté de 2.6 % au premier trimestre par rapport au dernier trimestre de 1982, a crû de 9.7 % au deuxième et de

7.6 % au troisième. L'impulsion s'est traduite par un redressement de l'emploi qui, conjugué à la baisse du taux d'épargne, s'est traduit par un gonflement des dépenses des ménages. Phénomène inverse à celui qui a été observé au Japon, où

l'essoufflement de la demande intérétablir un certain équilibre et soutenir la demande intérieure, Tokyo a dû annoncer, le 21 octobre dernier,

ALLEMAGNE

un certain nombre de mesures budrieure a été compensé par l'essor des gétaires (financement du logement, aides aux travaux publics). Le ventes à l'étranger. Celles-ci out permis à la production industrielle de progresser au fil des mois. Pour P.N.B. s'est accru de plus de 4 % au second semestre.

ETATS-UNIS

L'augmentation de la consommation privée a aussi favorisé l'essor de l'activité en Allemagne et en Grande-Bretagne. Celle-ci a augmenté pour la première fois en R.F.A. depuis près de trois aus, malgré une baisse des traitements et salaires et une stagnation des transferts publics (notamment les prestations sociales). La quasi-stabilité des prix à la consommation dans les premiers mois de l'année a savorisé une légère augmentation du revenu réel des ménages. Mais, surtout, on a assisté à une forte et rapide chute du tanx d'épargne. Soutenue au cours du premier semestre, la demande intérieure s'est atténuée en fin d'année, l'équilibre se maintenant grâce à une reprise des parts de marchés dans les échanges exté-

On a constaté en Grande-Bretagne une forte réduction du taux d'épargne ajoutée à une augmentation du recours à l'emprunt, d'où une augmentation de la consommation privée. L'investissement et la formation de stocks aidant. la production industrielle a progressé lentement, s'établissant à un niveau supérieur de 2 %, au cours des trois premiers trimestres, par rapport aux neuf premiers mois de 1982.

(Lire la suite page 11.)

MONNAIE

Le dollar en vedette

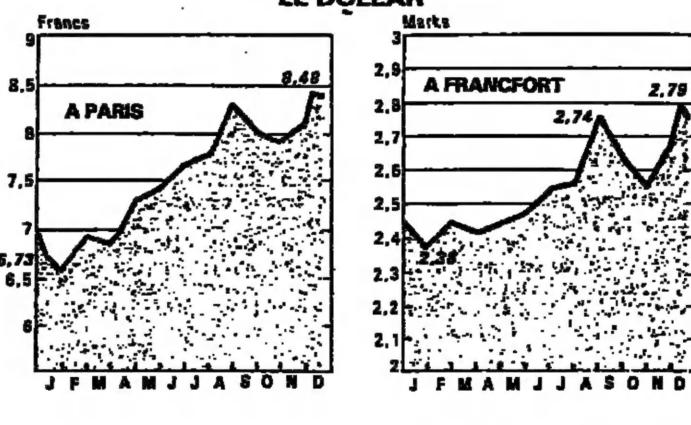
Troisième dévaluation du franc

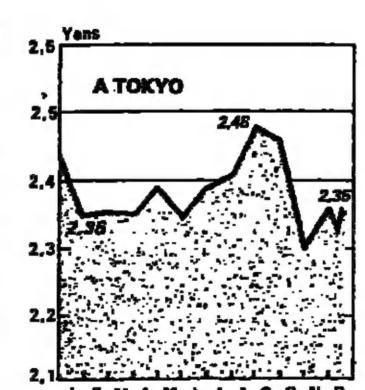
L'année 1983, comme l'année 1982, et comme l'année 1981, a été tout entière placée sous le signe du dollar, dont la montée a été continne. Tontes les monnaies ont baissé par rapport an «billet vert», excepté le yen, dont la fermeté a été tout à fait remarquable, en dépit d'un fléchissement au milieu de l'été. Le dollar a monté, à Paris, 26 % (8.46 F contre 6,73 F), à Francfort, de 16 % (2.76 DM contre 2.38 DM) et à Londres de 13 %. A Tokyo, en revanche, il s'est retrouvé à 234 yeas en fin d'année contre 235 yeas au début, avec une pointe à 249 yens en août.

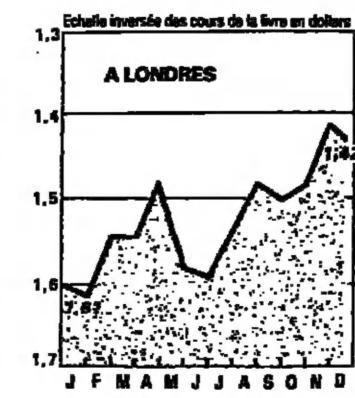
Bien des arguments ont été mis en avant pour expliquer cette nouvelle flambée. Celui des taux d'intérêt bien sûr, s'est trouvé le plus souvent évoqué. Il est de fait que, le loyer de l'argent avant baissé en Europe presque aussi vite qu'aux Etats-Unis, l'écart des taux en faveur des placements en eurodollars s'est maintenn. Ainsi, en fin d'année. l'échéance à six mois «valait » 10 1/2 % outre-Atlantique, 93/4% à Londres,

6 1/2 % à Francfort et Tokyo. Cette tension aux Etats-Unis (voir la rubrique taux d'intérêt) a été très vivement critiquée par les partenaires des Etats-Unis, notamment la Grande-Bretagne, mais à New-York on se déclare impuissant à forcer la main du Congrès ou de la Maison Blanche dans le sens d'une réduction du déficit budgétaire américain, et à contraindre la Réserve fédérale à assouplir sa politique de lutte contre l'inflation, combat qui, au surplus, emporte l'adhésion de presque tout e monde outre-Atlantique. Vient ensuite l'argument de la tension internationale, au Moven-Orient et dans le monde : à chaque incident, le doilar se comporte un peu plus comme une valeur refuge. Ce comportement, outre l'écart de taux, explique la défaveur du mark, qu'affectent les mouvements populaires dirigés contre l'installation des euromissiles en Allemagne, et les remous politiques de toute sorte, y compris l'in-

culpation du ministre de l'économie. le comte Lambsdorff. LE DOLLAR A FRANCFORT







En fin d'année, des facteurs de hausse supplémentaires contribuzient à doper la monnaie américaine, au plus haut depuis dix ans à Francfort, et au plus haut historique à Paris comme à Londres. Une véritable pénurie de dollars était perceptible sur les marchés des changes. soumis à une forte demande. Aux besoins des pays empranteurs pour payer les intérêts de leur dette et parfois pour les rembourser, s'ajoutaient les achats d'opérateurs commerciaux qui avaient attendu, en vain, une baisse du dollar et se voyaient obligés de rattraper leur retard. En fait, on constatait que la création monétaire de dollars s'était arrêtée : les pays producteurs de nétrole, principaux pourvoyeurs depuis 1974, sont devenus emprunteurs par suite du fléchissement de leurs ressources, et les pays endettés ont obtenu le rééchelonnement de leurs échéances aux dépens des établissements prêteurs.

Sans doute le creusement rapide du déficit commercial des Etats-Unis et, surtout de leur balance des pajements, risquera-t-il, un jour, d'inquiéter les détenteurs de dollars. mais nul ne sait à quelle date interviendra le renversement de ten-

En Europe, l'événement a été le

réajustement du Système monétaire européen (S.M.E) le 21 mars, marqué par la troisième dévaluation du franc français depuis l'été 1981. Le conflement spectaculaire du déficit commercial de la France, notamment vis-à-vis de l'Allemagne, et le creusement de l'écart d'inflation avec ce pays rendaient nécessaire un « aiustement » du franc par rapport au mark. Au cours du premier trimestre, la certitude qu'après la sérieuse alerte de décembre 1982 un tel « ajustement » était inéluctable mais ne pouvait être réalisé qu'au lendemain des élections législatives en Allemagne et municipales en France, prévues pour le mois de mars, faisait monter la tension.

Elle obligeait les banques centrales, essentiellement la Banque de France, à défendre chèrement les parités de leurs monnaies. Au lendemain des scrutins, les négociations s'engageaient entre les partenaires du Système monétaire européen, dans une véritable atmosphère de psychodrame, la France, pour des raisons politiques évidentes, voulant contraindre l'Allemagne à réévaluer unilatéralement sa monnaie.

(Lire la suite page 13.)

MARCHE DES CAPITAUX

Les prêteurs récalcitrants et les débiteurs aux abois

Une énorme crise s'est abattue sur le marché des crédits bancaires internationaux. Jusque vers le milieu de l'année 1982, le volume des eurocrédits (crédits accordés par des banques dans une monnaie autre que celle du pays où elles exercent leurs activités) croissait de facon spontanée au rythme de 25 % et davantage par an. La décision prise par le Mexique, le 20 août de cette année-là, d'appliquer un moratoire de trois mois sur ses dettes extérieures a fait l'effet d'un coup de tonnerre qui a modifié du tout au tout la situation.

La plupart des pays du tiersmonde et plusieurs pays socialistes d'Europe et d'Asie (Corée du Nord) sout aujourd'hui dans l'incapacité de faire face à leurs obligations de remboursement. Ces débiteurs en difficulté représentent environ les deux tiers, sinon davantage, de l'endettement globalement accumulé par ces deux catégories de pays, soit un total d'environ 700 milliards de dollars. La moitié de cette source est le fait des pays latinoaméricains. La croissance v a fait place à une récession souvent pro-

Il est plus facile de procéder par élimination : il n'y a guere, parmi les pays latino-américains, que deux nations à ne pas avoir demandé un rééchelonnement de leurs dettes échues, ni sollicité l'aide du F.M.I. et de leurs créanciers. Il s'agit de la Colombie et du Paraguay.

Les quinze derniers mois auront été marqués par un renversement spectaculaire. Le Mexique, qui avait soulevé tant d'inquiérudes, fait figure de bon élève du F.M.I., dont il a obtenu un crédit de 3.9 milliards de dollars, somme qui s'ajoute aux 5 milliards d'argent frais fournis par les banques au titre de l'année 1983 (et probablement, à de meilleures conditions, 4 milliards pour 1984).

Près de 20 milliards de dettes venant à échéance en 1983 et 1984 ont été «restructurées» ou sont sur le point de l'être, dont 14 milliards de dettes privées, c'est-à-dire des dettes à l'égard de banques occidentales sans la garantie des Etats dont ces banques relèvent. A cela s'ajou taient pour 1983 quelque 6 milliards de «lignes interbancaires».

(Lire la suite page l'[.]

LA DÉSINFLATION CONFIRMÉE

COMMERCE INTERNATIONAL

Dégel

Progrès ? Le commerce mondial aura stagné en 1983, après avoir fléchi de 2 % en 1982. Depuis la guerre, les échanges internationaux n'avaient connu que deux autres reculs, en 1975 (- 3 %) et en 1958 (- 1 %). En valeur, du fait surtout américaine, les échanges n'avaient représenté que 1 850 milliards de dollars en 1982, soit 6 % de moins qu'en 1981.

echanges connaîtront une expansion vigoureuse, comme celle qui a accompagné la sortie de la récession de 1975 . écrivaient, dans leur étude annuelle, les experts du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Selon eux. - le mécanisme qui transmet les reprises économiques nationales, à travers l'économie mondiale, ne fonctionne manifestement pas comme lors des reprises précédentes ».

Pour le GATT, la relance des échanges mondiaux, qui a accompaané le léger redémarrage économique international, risque de se heurter à une perturbation du système commercial et financier : surendettement de nombreux pays en développement, pénurie des capitaux drainés par les pouvoirs publics occidentaux pour financer leurs déficits budgétaires. Le GATT s'attaque aussi aux politiques protectionnistes « qui ne seront pas assouplies automatiquement, car elles ont depuis quinze ans une origine surtout idéologique », ce qui pose la difficile question de l'environnement social et politique.

Cependant, d'après des prévisions ouest-allemandes et japonaises, le commerce mondial pourrait progres-

R.F.A. Grande-Bretague

Etats-Unis

Source : O.C.D.E.

En 1983, le dégel du commerce mondial a résulté des échanges entre les pays industrialisés qui, selon les experts de l'O.C.D.E., auront augmenté de près de 5% (0% en 1982). Les exportations des vingtquatre pays membres de l'Organisation auront globalement progressé les produits manufacturés), alors que les seules ventes de l'O.C.D.E. vers le reste du monde auront dimimé de 2,5 % (- 5 % en 1982). De même leurs importations se seront accrues de plus de 3 % (- 3 % environ pour le pétrole), les seuis achats au reste du monde ayant baissé de 1 % (- 5,5 % en 1982).

En revanche, les exportations du reste du monde auront globalement diminué de 2 % (~ 8 % environ pour l'OPEP: + 4 % pour les pays en développement ; 0 % pour les autres pays). Ces exportations avaient reculé de 8,5 % en 1982. Pour leur part, les importations auront baissé de 3 % (- 8 % pour l'OPEP; - 1 % pour les pays en développement; - 3 % pour les autres pays). Les importations avaient reculé de 3 % également en 1982.

De fait, il y a un certain grippage du commerce mondial : de 1963 1973, ce commerce avait progressé nettement plus vite (+ 8,5% en moyenne annuelle) que la production internationale (+ 6 %). L'écart s'est ensuite réduit au point de disparaître en 1982, la production ayant cette année également diminué de 2 %. Les échanges ne tirent plus la croissance.

(estimation)

22,5 (33)

5,2 (24,7)

- 42.5 (- 62.2)

5,2 (- 8,5) (1)

Nette décélération

PRIX

d'inflation qui s'était manifestée en 1982 dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. (7,3 % contre 10,5 % en 1981) s'est poursuivie en 1983, la hausse des prix ne dépassant pas 5.5 %, en moyenne pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E.

En glissement, d'octobre 1982 à octobre 1983, les prix ont augmenté de 4,2 % pour les sept principaux pays de l'O.C.D.E. contre 6,4 % durant la même période de l'année précédente. Les taux d'inflation sont passés de 5,1 % à 2,9 % (dix premiers mois) pour les Etats-Unis, de 3,1 % à 1,4 % pour le Japon et de 10 % à 4.9 % pour le Canada. Les pays de la C.E.E. ont marché

au même rythme, passant, pour les douze mois se terminant en octobre, de 9 % à 7,3 %. La décélération a été particulièrement nette en Allemagne (passant de 4,9 % à 2,6 %) en Italie (17,1 % à 13,1 %), en Belgique (9,8 % à 6,5 %) et aux Pays-Bas (4,9 % à 2,5 %), moindre en Grande-Bretagne (6,8 % à 5 %). La France n'entre pas dans cette catégorie puisque, dans la période considérée - d'octobre à octobre, - le taux d'inflation est de 10.4 % en 1983 contre 9,3 % en 1982. Cependant, les résultats des deux derniers mois de l'année laissaient à penser que la bausse des prix, en moyenne

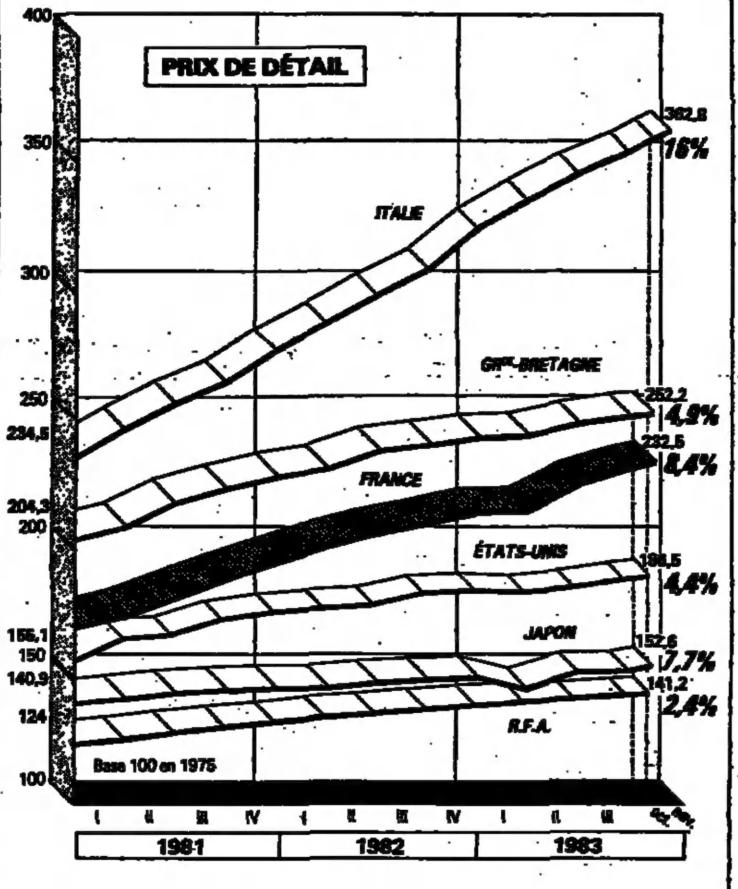
1983 contre 11,8 % en 1982. Les moyennes cachent souvent des variations significatives, les facteurs de baisse ou de hausse de prix se modifiant sans cesse. Anx Etats-Unis, le ralentissement de la progression des salaires, la fermeté du dollar et la faiblesse des cours du pétrole et des matières premières ont joué en faveur de la décéléra-

annuelle, serait d'environ 9,4 % en

tion. En fin d'année cependant, la hausse des prix des deurées alimentaires et des matières premières faisait apparaître une légère reprise de l'inflation. Un phénomène analogue était observé en Grande-Bretagne. En Allemagne fédérale, l'inflation s'est presque arrêtée pendant les six premiers mois de l'année (avec notamment + 0.1 % en février et er mars). Cette stabilité était due essentiellement à la baisse des prix à l'importation et à celle des coûts unitaires de main-d'œuvre. La remontée des prix à l'importation en milieu d'année, due à un affaiblissement du deutschemark par rapport au dollar. n'a que très peu modifié la situation : les prix n'ont pas augmenté de plus de 0,2 % en septembre, en octobre et en novembre.

D'une manière générale, la décélération des taux d'inflation s'explique par le ralentissement de la progression des salaires et par une stagnation des transferts sociaux. Par ailleurs, les taux d'intérêt sont restés stables après avoir considérablement baissé en 1982. Les prix du pétrole ont connu leur première baisse officielle. Quant aux prix des matières premières, après avoir augmenté en début d'année, ils ont fléchi et n'ont repris leur ascension qu'au cours des derniers mois. Seul le dollar a causé quelques soncis aux partenaires des États-Unis, sa montée renchérissant le prix des produits

Dans les derniers jours de 1983, la plupart des observateurs considéraient que l'on se trouvait à la veille d'un retournement de situation ou que, à tout le moins, il serait difficile de faire reculer davantage l'infla-



Les pourcentages indiqués en bout de courbes représentent des rythmes annuels de hausses des prix calculés sur les trois derniers mois comms : aoûtseptembre-octobre 1983 pour le Japon, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ; septembre-octobre-novembre pour la R.F.A., la France, l'Italie. On notera que pour le Japon ce rythme est très exagéré du fait de deux très mauvais indices en septembre et, en octobre. En fait, la hausse des prix est faible au Japon (+3,6 % sur six mois), mais difficile à préciser à cause d'accidents de parcours (+1,3 % en septembre, +0,9 % en octobre) qui succèdent à des mois au cours desquels les prix baissent (-0.5% en juillet, -0.3% en soût).

Pétrole: le choc en retour

quand il est négatif, il l'est moins que celui de la balance commerciale, ce qui implique que les sorties de fonds occasionnées par un commerce déficitaire sont en partie compensées par d'autres revenus en provenance de l'extérieur. Tei est le cas

qui ne sont pas comptabilisés dans la balance des paiements courants.

par les ouvriers tures ou grees travaillant en Aliemagne.

SOLDES DES BALANCES DE PAIEMENTS COURANTS

avec entre parenthèses les soldes de la balance commerciale (en milliards de dollars)

(1) Les chiffres de l'O.C.D.E. minimisent le redressement français -

Lorsque pour un pays donné le solde de la balance des paiements courants -

balance commerciale accusera en 1983 un déficit inférieur à 7 milliards de dollars.

qui est le chiffre le plus significatif - est inférieur au solde de la balance commerciale, cela signifie que les entrées de devises relatives aux échanges de marchandises sont en partie annulées par des sorties occasionnées par d'autres postes de la balance

des paiements courants (échanges de services, opérations sur prêts et emprunts, redevances, envoi de fonds par les immigrés, etc.). Ainsi tout se passe comme si la

balance commerciale sortement excédentaire de la R.F.A. finançait les dépenses (très importantes) des touristes allemands à l'étranger et les rapatriements de fonds

ments, quand il est positif, est supérieur à celui de la balance commerciale, ou bien,

des Etats-Unis. Mais, pour ce dernier pays, le facteur décisif, c'est l'afflux de capitaux étrangers (dont une bonne partie s'investissent dans l'achat de bons du Trésor).

Pour d'autres pays, on a constaté le contraire : le solde de leur balance des paie-

1982

3,5 (26,5)

9,5 (3,7)

- 11,2 (- 36,4)

5.5 (-7.9) - 12,1 (- 15,5)

1981

6,5 (17,9)

Lente reprise

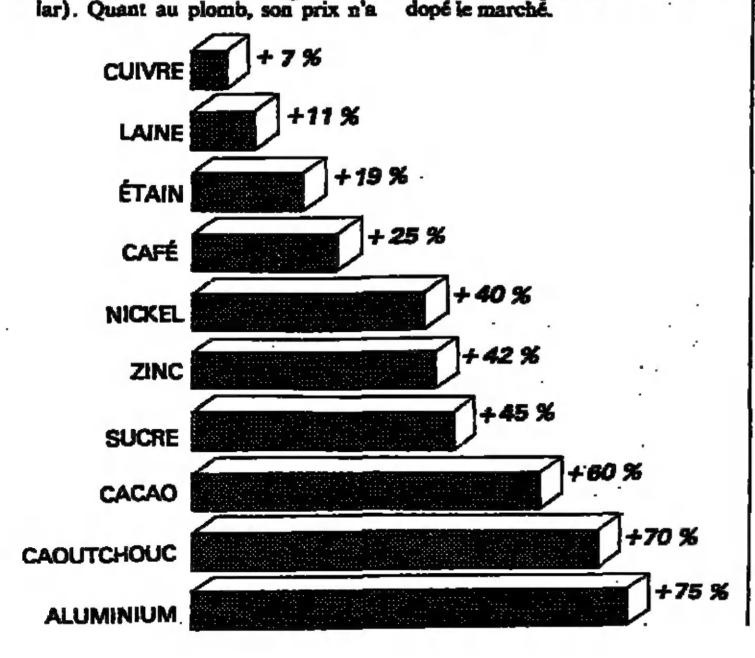
MATIERES PREMIERES

Très déprimés en 1982 (essentiellement les métaux non ferreux), les cours des matières premières se sont engagés sur la voie de la reprise en 1983, mais avec lenteur et difficulté. Outre le manque de vigueur (sauf aux Etats-Unis) de la reprise, l'accumulation des stocks, très importants pour des métaux comme le cuivre, par exemple, a pesé sur les cours, d'autant que bien des pays producteurs font partie du tiersmonde et, perpétuellement à court de ressources, ont en tendance à augmenter leur production des que la demande se gonflait légèrement : un tel comportement a empêché toute véritable remontée. C'est ainsi que le cuivre, métal le plus produit dans le monde, dont le cours était, l'année dernière, tombé au plus bas niveau depuis cinquante ans, ne s'est revalorisé que de 7 % à 10 % suivant les monnaies (livre sterling ou dollar). Quant au plomb, son prix n'a pas varié d'une année sur l'autre en raison d'une baisse de la consomma-

En revanche, les cours de l'aluminium, qui avaient chuté de 50 % par suite d'une crise sans précédent, se sont très vigoureusement redressés grâce à la reprise de l'économie américaine et à la discipline des pro-ducteurs, très concentrés dans le monde. Le zinc, de son côté, a vigoureusement progressé, en liaison avec le redémarrage de l'industrie auto-

mobile. Dans le secteur des produits agricoles, ce sont les aléas climatologiques qui ont influencé les cours.

En ce qui concerne les produits agricoles à usage industriel, le fait marquant a été le véritable bond (+ 70 %) de la gomme naturelle. La perspective de voir l'administration américaine reprendre ses achais a



ENERGIE

premier choc pétrolier, une date-clé de l'histoire énergétique, 1983 restera probablement l'année du choc en retour, marquée par la première baisse des prix officiels du pétrole annoncée par l'OPEP. Cette décision douloureuse, arrachée le 14

Comme 1973 avait été, avec le

mars à Londres sous la pression du marché, consacre le retournement du marché pétrolier amorcé depuis 1981. La récession économique jointe aux efforts d'économie et de diversification des pays consommateurs après les deux vagues de hausses des prix de 1973 et surtout de 1979-1980 a provoqué une diminution continue depuis trois ans de la demande de pétrole. La consommation mondiale a encore baissé en 1983, n'atteignant que 44,7 millions de barils par jour en moyenne contre 45,5 millions en 1982, 47,6 millions en 1981 et 49.9 millions en 1980. Ce reflux a été aggravé, pour l'OPEP, per l'augmentation continue de la production concurrente des pays

vège, Mexique, U.R.S.S., etc.). La baisse des prix officiels du brut, jointe au maintien des niveaux de production, nécessaire pour équilibrer le marché a provoqué, maigré la hausse du cours du dollar, une diminution importante des revenus

producteurs non-membres de l'orga-

nisation (Grande-Bretague, Nor-

des pays de l'OPEP, dont le déficit global est passé de 7 milliards de dollards en 1982 à 33 milliards de dollars en 1983. Elle a en pour effet, partout dans le monde, de freiner les efforts faits par les pays consommateurs pour s'affranchir de la contrainte pétrolière en diversifiant leurs sources d'approvisionnement énergétique. Ainsi les dépenses d'exploration pétrolière dans les régions nouvelles ont-elles subi un coup d'arrêt. De même les programmes d'équipement électronucléaire ont-ils été considérablement raientis, voire stoppés, et le développement du commerce et de l'exploi-

tation charbonnière a-t-il marqué le

également subi les contrecoups de la demande d'hydrocarbures et de la diminution des prix du brut, auxquels les prix de gaz sont plus ou moins explicitement lies. Ils out dû affronter des difficultés croissantes pour écouler leurs produits, en acceptant parfois de renégocier les contrats précédemment signés, et procéder, dans de nombreux cas, à des baisses de prix. Dans tous les domaines, y compris celui des énergies renouvelables (solaire. bois, etc.) et des économies d'énergie, 1983 aura donc été l'année du reflux et des remises en cause.

SALAIRES ET EMPLOIS

Coup de frein sur les rémunérations Baisse du chômage aux Etats-Unis

1983 restera comme une année de sensible décélération salariale. Ainsi, selon l'O.C.D.E., les gains. horaires des ouvriers dans les industries manufacturières ont progressé en Allemagne fédérale de 2,6 % en 1983 contre 5 % en 1982, aux États-Unis de 4,2 % en 1983 contre 6,4 % en 1982, en France de 10,9 % contre 15,3 %, en Italie - où la hausse demeure à un niveau très élevé – de 14.5 % contre 17.2 %. En Grande-

1982. Enfin au Japon les gains mensuels des ouvriers des industries manufacturières ont augmenté de 4,5 % en 1983 contre 4,8 % l'année

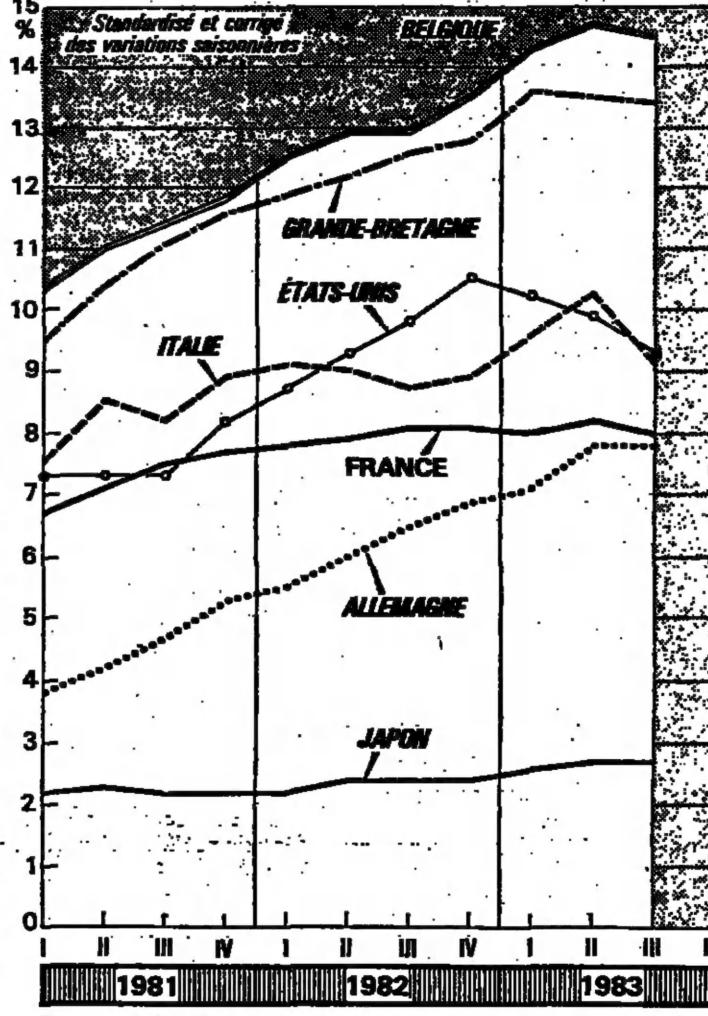
précédente.

Bretagne la progression des gains hebdomadaires ouvriers a été de 7.9 % en 1983 contre 11,1 % en

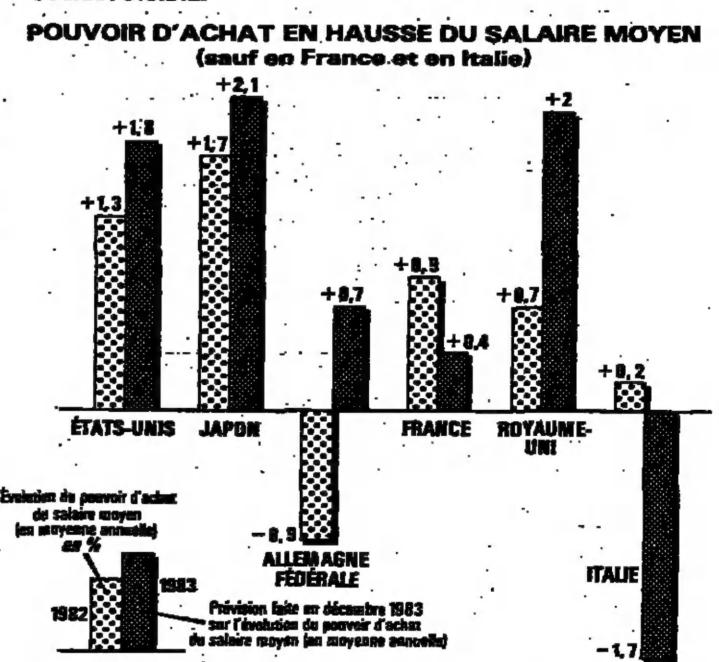
quatre pays de l'Organisation, on est passé de trente millions de chômeurs en 1982 à environ trente-trois millions en 1983.

Dans la Communauté économique européenne, les statistiques, encore provisoires, de novembre 1983 montrent que par rapport à novembre 1982 le chômage a augcent mille personnes (la Grèce n'étant pas comptabilisée), soit une hausse de 6 % le nombre de sansemploi atteignant 12.3 millions. Par rapport à la population active, le taux de chômage est de 10.9 %. Mais d'un pays à l'autre les situations sont très contrastées. En données brutes le chômage a augmenté

L'ÉVOLUTION DU CHOMAGE



Source: O.C.D.E.



Dans tous ces pays la décélération salariale allant de pair avec une moindre inflation, le pouvoir d'achat du salaire moyen a été maintenu ou même a progressé. Il n'y a, paradoxalement en raison de sa forte augmentation salariale, que l'Italie qui a fait exception, le pouvoir d'achat du salaire moyen ayant baissé de 1,7 % en 1983 alors qu'il avait augmenté de 0.2 % en 1982. En revenche, l'Allemagne fédérale, qui avait vu son pouvoir d'achat diminuer de 0.9 % en 1982, opère un rétablissement avec une hausse de 0.7 % en 1983.

Pour ce qui concerne l'évolution du chômage, la France a réussi une novembre 1982 à novembre 1983, en données brutes, de deux millions cent soxuante et un mille demandeurs d'emplois à deux millions deux cent vingt-trois mille, soit une hausse en un an de 29 %. Mais la fin de l'année a laissé entrevoir les signes d'une dégradation qui, en raison des milliers de suppressions d'emplois attendues dans les secteurs industriels en pleine restructuration, devrait déboucher sur une aggravation en 1984. Il n'en demetre pas moins que pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. le chômage s'accroît. Pour les vingt-

en R.F.A., d'octobre 1982 à octobre 1983, de 11,9 %, mais depuis juin 1983 la progression est sensiblement moins forte. En Grande-Bretagne le sommet a été atteint au premier trimestre 1983 : 13,2 % de la population active, mais depuis le chômage régresse rapidement, et de novembre 1982 à novembre 1983 l'augmentation n'a été que de 1 %, le nombre de chômeurs ne représentant plus que 11,9 % de la population active. L'Italie a connu une hausse annuelle de 10 % environ. En octobre 1983, le chômage a augmenté en un an de 16,2 % aux Pays-Bas et de 19 % en Irlande...

Mais l'événement de l'année 1983 mage aux Etats-Unis. Pendant le premier semestre 1983, le nombre de chômeurs a diminué de 0.1 % par mois, cette baisse s'étant accélérée depuis juillet, tandis que les effectifs salaries augmentaient. En octobre, le chômage passait sous la barre des dix millions et atteignait 9,4 millions de personnes à la fin novembre, soit, avec un tanx de 8,4 % de la population active, son niveau le plus bas depuis novembre 1981. An Japon. en revanche, le chômage a augmenté en un an, mais dans le même temps la population active a progressé de

ET L'AMORCE DE REPRISE

BUDGET

A droite toute!

R.F.A.: les salaires des fonctionnaires bloqués

INFLATION CONFIRME

The part of the pa

The state of the s

The state of the s

The second secon

The second second second The second distance of the second

A TANKS OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF gen baffregefinder genfan in Breite The formation of the said of the said

State of the state A CANAL the state of the second

Jan Land William Baran

An in the state of the state of

and the section of the section of

the area of the second of

And the same of the same of the same

The state of the s

Salata a salat

a para completante de la completa

Andrew Control of the Control of the

and the state of t

البهدية أنبي الماسطينين

porter consistence of the

agusagu at Pupis — 1999 - 1

ing grade to the control of the cont

and the second s

- 5--

 $\{ \phi' \in \mathcal{F}_{-1} \}$

SALAMES ET EMPLOIS

Coup de frein sur les rémunérations

Beitse du chômage aux Etats-Unis

And the second s

FREE CHALLES ON THE SMAGE

4.504

• Le budget de l'État voté fin 1982 pour 1983 prévoyait un déficit de 40.9 miliards de deutschemarks. Fin 1983, l'impesse était estimée à 38 milliards de deutschemarks grâce à des recettes fiscales supplémentaires procurées par la reprise économique. Les dépenses (253,2 milliards de deutschemarks) ne progressent que de 3,5 % en valeur (après + 4,2 % on 1982 ot + 7,2 % en 1981). Ce freinage résulte déjà de choix opérés par l'équipe du chancelier Schmidt.

Des allégements fiscaux out été consentis aux entreprises en février (prime à l'investissement) et des facilités accordées aux ménages sur les intérêts des emprunts contractés pour l'achat de logements. En revannormal passe de 13 % à 14 % en millet 1983, le taux minoré de 6.5 % à

 Le budget de 1984 confirmera. la rigueur de 1983. Les dépenses publiques (257.2 milliards de deutschemarks) ne progressent que de 1,6 % en valeur pour un P.N.B. qui doit croître de 5.5 % en valeur. Le déficit budgétaire prévu est de 33.6 milliards de deutschemarks soit 1.9 % du P.N.B. Le Parlement a rendu plus sévère le projet gouvernemental qui prévoyait une progression de 1.8 % et un déficit de 37,3 milliards de deutschemarks.

Le déficit global de l'Etat, des Landers et des municipalités, qui a atteint 70 milliards de deutsche marks en 1983, est réduit de 7,5 milliards de deutschemarks en 1984.

Des économies draconiennes ont été décidées par le gouvernement Kohl: blocage des salaires des fonctionnaires jusqu'en juillet 1985 (les charges de fonctionnement ne progressent que de 1 % en valeur) ; économies sur les dépenses sociales (l'Etat réduit ses versements aux caisses de retraite et à l'Office du travail) ; réduction des prestations (assurances et aides) versées aux chômeurs sans enfants: réduction indirecte des prestations maladie réduction des allocations maternité : nouveau calcul - moins avantageux des retraites.

Des allégements fiscaux sont consentis aux entreprises pour 3.5 milliards de dentschemarks: baisse de l'impôt sur le capital en faveur surtout des P.M.E.; facilités supplémentaires d'amortissements accordées également aux P.M.E. et à la recherche et au développement.

FRANCE : pas de recrutement dans la fonction publique

Le budget de 1983 prévoyait

une angmentation des dépenses de

11.8 % après + 27.7 % en 1982. Le

francs sera à peu près respecté puisqu'il atteindra 118,7 milliards de francs fin 1983, et cela malgré d'importantes pertes de recettes fiscales au titre de l'impôt sur les sociétés. Pour contenir le déficit dans la limite de 3 % du PIB, l'Etat

• Le budget de 1984 ramène à 6,3 % la progression des dépenses francs environ). Pour les neuf premiers mois de

publiques, soit une augmentation à peu près équivalente à la hausse des prix prévue. Le déficit est fixé à 125.8 milliards de francs respectant la limite des 3 % du PIB. Le fait le plus spectaculaire est la très faible progression des dépenses de fonctionnement: + 7 %. Aucun poste de fonctionnaire n'est créé, aucune hausse des traitements n'est prévue en cours d'année.

a dû annuler près de 20 milliards de

francs de dépenses.

BELGIQUE: les investissements très favorisés

• Le budget de l'année 1983 voté fin 1982 prévoyait un déficit de miliards de francs belges (64 milliards de francs environ). soit 11 % du P.N.B. Un an plus tard le déficit effectif dépasse 533 milliards de francs. (77 milliards de francs français).

En mars 1983, le gouvernement Martens aggrave son programme de rigueur en suppriment 39 milliards de dépenses (5,6 milliards de francs français), en alourdissant de 5 milliards (720 millions de francs francais) la fiscalité pétrolière, en relevant de 6 milliards (864 millions de francs français) les cotisations sociales des ménages et en soumettant à l'impôt les indemnités de chômage à partir d'un certain niveau de revenu. L'objectif de M. Martens est de ramener le déficit budgétaire à 7% du P.N.B. en 1985.

 Le budget de 1984 prévoit un déficit de 507.4 milliards de francs belges (76 milliards de francs français) représentant 11,5 % du P.N.B. Les dépenses publiques progressent de 5.3 % en valeur, soit moins vite que le P.N.B. en valeur (+ 7%).

Des mesures importantes sont prévues pour favoriser les investissements : un prélèvement libératoire de 25 % sur les valeurs mobilières supprime la double imposition existante. De même une amnistie fiscale est prévue pour les capitaux rapatriés de l'étranger si 10 % des fonds sont investis en bons du Trésor.

D'une façon générale, les dépenses publiques d'investissement progressent plus vite que les dépenses de fonctionnement. Enfin le gouvernement s'engage à indexer sur les prix les tranches du barème de l'impôt sur les revenus dès que le déficit public reviendra à 9 % da

ITALIE: la protection sociale écornée

 Le budget de 1983 prévoyait un déficit de 71 200 milliards de lires (356 milliards de francs) déficit initial de 117,8 milliards de représentant 15 % du P.N.B. Des mesures fiscales nouvelles devaient angmenter les recettes de l'Etat : hausse des impôts fonciers, taxe locale sur les résidences secondaires. majoration de 50 % de la taxe sur les automobiles Diesel, augmentation de la T.V.A. sur les produits de luxe.

Dès l'été, le déficit prévisible atteignait 90 000 à 100 000 milliards de lires (475 milliards de

1983, le besoin de financement de l'Etat (sans les entreprises publiques) atteignait 64 000 milliards de lires, soit 320 milliards de francs. Le budget de 1984 est bâti ser

un déficit de 90 000 milliards de lires (450 milliards de francs), ce qui implique une véritable austérité. l'évolution « spontanée » des dépenses et des recettes conduisant à une «impasse» de 120 à 130 milliards de lires (625 milliards de francs), soit 15 % du P.N.B. Aussi le gouvernement présidé par un socialiste, qui s'est installé en août 1983, a-t-il décidé une série de mesures d'économies portant sur les retraites, les allocations familiales, les pensions d'invalidité, les produits teur), les dépenses des hôpitaux.

JAPON : une grande austérité

 Le budget de 1982 couvrant la période avril 1982-mars 1983 prévoyait un déficit de 10 440 milliards de yens (42 milliards de dollars) représentant 3,9 % du P.N.B. En fait, l'exécution du budget 1982 a fait apparaître un déficit de 14 345 milliards de yens (58 milliards de dollars), soit environ 5,4 % du P.N.B.

Le déficit public (État et collectivités locales) a représenté 4,1 % du

Le budget de 1983 couvrant ja

période avril 1983-mars 1984 a également été placé sous le signe d'une grande austérité. Les dépenses prévues atteignent 50 380 milliards de yens (200 milliards de dollars), en progression de 1,4 % seulement par rapport au budget initial de 1982. C'est la plus faible augmentation des dépenses publiques depuis 1955. Le déficit prévu est fixé à 13 345 milliards de yens (55 milliards de dollars), soit environ 4,8 % du P.N.B. Le service de la dette qui croît de 18 % en un an pèse de plus en plus lourd et représente maintenant le sixième des dépenses de

ETATS-UNIS: un apparent fremage des dépenses

Dans le budget de 1983 qui

couvrait la période ailant du 1° octobre 1982 à la fin de sentembre 1983, les dépenses de l'Etat (796 milliards de dollars) out progressé de 9,2 % en valeur (après + 10,8 % en 1982 et + 14 % en 1981). Le freinage des dépenses n'est qu'apparent : compte tenu d'une moindre hausse des prix, la progression des charges publiques en valeur réelle a été plus forte en 1983 (+ 5 %) qu'en 1982 (+ 3 %). Les recettes fiscales ont baissé de 3 % en valeur par rapport à 1982, pour atteindre 600 milliards de dollars. Le déficit budgétaire a donc atteint 195 milliards de dollars en 1983, après 110 milliards en 1982 et 58 milliards en 1981.

Points importants du budget américain, les dépenses de défense

antionale (210,5 milliards de dollars) progressent de 12,2 % par rapport à 1982, celles de santé (81 milfiards) de 9,5 %, celles de la sécurité des revenus (chômage, retraite, assistance = 280 milliards de doilars) de 12.8 %. Les intérêts de la dette publique (104 milliards de dollars) augmentent de 22.7 %.

La baisse des recettes fiscales s'explique par deux décisions de M. Reagan : d'une part, la réduction en trois étapes (5% en novembre 1981, 10% en juillet 1982, 10% en juillet 1983) du taux de l'impôt sur le revenu des personnes, impôt dont le produit a baissé de 3 % en 1983 : d'autre part, la modification du régime de l'amortissement qui fait baisser de 25 % le produit de l'impôt sur les sociétés.

couvre la période allant du 1" octobre 1983 à la fin de septembre tent à 848 milliards de dollars (+6,5% en valeur par rapport à 1983). Les recettes stimulées par la reprise sont estimées à 668 milliards de dollars, en forte progression (+ 11,3 %) par rapport à 1983. En valeur réelle, les dépenses augmentent de 2.5 % et les recettes de 7 %. Le déficit prévu est de 180 milliards de dollars, en baisse pour la première fois depuis de longues années. Les principales dépenses progres-

Dans le budget de 1984 qui

sent de la facon suivante : + 15 % pour la défense (242 milliards de dollars), + 11,6 % pour la santé 90,5 milliards). En revanche, les dépenses « sécurité des revenus » (chômage, retraite, assistance) sont inscrites en baisse (- 1,8 %), tandis que les charges de la dette publique restent stables à 104 milliards de dollars du fait d'une baisse attendue des taux d'intérêt.

Le budget de 1984 ne prévoit aucune nouvelle baisse de la fiscalité directe, mais la promesse d'une indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu.

GRANDE-BRETAGNE:

déficit contenu Dans le budget de 1982 qui

couvre la période avril 1982 - mars 1983, les dépenses publiques ont atteint 132 milliards de livres, en progression de 12 % par rapport à l'année précédente. Le déficit public a atteint 9,2 milliards de livres, soit 3.2 % du P.N.B. (après 3,4 % en 1981-1982 et 5,6 % en 1980-1981). Dans le budget de 1983, con-

vrant la période avril 1983 - mars 1984, les dépenses atteignent 139 milliards de dollars, en progression de 5.3 % par rapport à l'exercice précédent. Les recettes prévues représentent 128 milliards de livres (+ 4,9 % en un an), portant le déficit à 11 milliards de livres, soit environ 2,7 % du P.N.B. (en fait le déficit évoluait fin 1983 vers les 3,2 %). La forte progression des dépenses

poussé le gouvernement à annoncer en juillet 1983 un train de mesures réduisant de 500 millions de livres les charges. De plus, 100 millions de dépenses ont été reportées. Enfin, l'État a vendu en octobre une nouvelle tranche de titres de la B.P. pour 540 millions de

PROTECTION SOCIALE

Toujours la crise

La crise du financement de la protection sociale ne frappe pas sculement les pays du monde industrialisé occidental, ceux qui sont pourvus de systèmes d'économie de marché et dont certains gouvernements prônent un libéralisme à tout crin. Lors d'une récente conférence internationale, à l'automne 1983, des représentants de pays du système socialiste ont reconnu que leurs régimes de protection sociale étaient également confrontés à des difficultés aigues. Ainsi, en Hongrie comme

en Pologne, la nécessité de rechercher des économies est devenue évidence. Si la responsabilité de la montée du chômage dans ces crises de financement est inégale suivant les pays et les systèmes, une tendance quasi générale se dégage, celle d'une inflation de dépenses telle que le niveau de recettes s'avère insuffisant pour y faire face. En 1983 comme en 1982, de nombreux pays ont tenté ou esquissé des plans ou des mesures législatives pour venir à bout des crises de financement de la protection sociale.

An Japon, un nouveau régime de soins de santé pour les personnes agées a été mis en œuvre à partir du le février pour essayer d'enrayer l'importante augmentation du coût de ce système de soins. La réforme a touché le programme national d'assurancesanté (N.H.L.P.), qui, à la charge de l'Etat, couvrait notamment les soins des personnes âgées. Le nouveau système comporte deux branches : un régime de soins médicaux financé par des cotisations d'assurance sociale et des services de soins de santé préventifs financés par des fonds publics.

Aux Etats-Unis, face aux difficultés de l'assurancevieillesse et à son important déficit, le président Ronald Reagan a donné son accord à un plan qui, adopté par le Congrès, a pour but d'économiser 169 milliards de dollars. en augmentant les cotisations et en diminuant les prestations pendant sept ans. Drastique. Non seulement les nouveaux employés fédéraux ont dû obligatoirement s'affilier à l'assurance-vicillesse, mais pour 1983 l'administration Reagan a introduit un délai de six mois nour aiuster le niveau des pensions sur l'indice des

En R.F.A., dans le cadre de la préparation du budget 1984.

1984, le chancelier Heimut Kohl a cherché à limiter le déficit budgétaire en procédant à des économies de plusieurs milliards de marks, qui ont touché notamment les dépenses sociales. Le dispositif prévu vise à diminuer certaines indemnités de chômage, en particulier celles qui sont perçues par des personnes célibataires ou par des couples sans enfants. Certaines prestations versées aux handicapés se sont vu imposer des conditions d'attribution plus sévères, ce qui devrait permettre à l'Etat d'en réduire le coût.

L'orientation politique d'un gouvernement ne suffit pas à expliquer les différences d'approche en matière de sécurité sociale. Ainsi en Espagne, au cours de cette même année 1983, M. Felipe Gonzalez, le nouveau premier ministre socialiste, a allégé les cotisations sociales des employeurs et a esquissé une réforme du système de sécurité sociale qui n'écarte pas, l'Etat garantissant un minimum de prestations, un recours à des assurances et à des fonds de retraite privés.

En Grande-Bretagne, Mª Margaret Thatcher envisage un système où, là aussi, l'Etat n'assurerait qu'un minimum, une partie des prestations sociales étant prise en charge par des assurances pri-En France, M. Pierre Béré-

govoy, ministre des affaires

sociales et de la solidarité nationale, a habilement gagné son pari de rééquilibrer les comptes de la Sécurité sociale. Evitant pour l'essentiel de porter atteinte la qualité des prestations, il a réussi ce redressement sans se mettre à dos les syndicats de salariés ou d'employeurs. Selon la commission des comptes de la Sécurité sociale, le régime général devait achever l'année avec un excédent de 4,1 milliards. Un tel résultat, M. Bérégovoy l'a obtenu par une décélération sensible des dépenses de santé, par des économies (avec notamment la mise en place du forfait hospitalier) et par des recettes nouvelles comme la contribution de 1 % sur le revenu imposable. Ce prélèvement a bénéficié principalement à la Caisse d'allocations familiales (excédent de 6.8 milliards). seule l'assurance-vieillesse demeurant en déficit. Cet équilibre devrait se maintenir en

Activité soutenue aux Etats-Unis et au Japon

(Suite de la page 9.) Le Canada, pour qui les États-Unis représentent plus des trois quarts du total de ses exportations. ne pouvait que profiter de la reprise américaine. Le retournement de situation y a été spectaculaire après la récession sans précédent depuis la guerre que ce pays a connue en 1982. Sa production industrielle, qui était tombée alors à - 10,7 %, est remontée à +4%. Le recui de l'inflation, une détente sur le marché de l'emploi ainsi qu'une baisse notable du taux d'épargne ont également contribué à relancer les dépenses de consommation.

A contre-courant de ces tendances, la France a enregistré un fléchissement de la consommation privée (0.5 % au premier semestre 1983 en rythme annuel, contre près

de 2 % au second semestre 1982). en dépit d'une nouvelle diminution du taux d'épargne. Le développement des exportations, qui ont augmenté de 17,5 % en un an (d'octobre 1982 à octobre 1983), n'a pu compenser la régression d'ensemble des éléments de la demande inté-

« Au rouge » pour tous les indicateurs, excepté les exportations, l'Italie a connu une légère amélioration en fin d'année. Le recul de l'activité a été marqué, au premier semestre. par une diminution de 4 % de la production industrielle, le taux d'utilisation des capacités de production se tronvant ramené au niveau de celui de 1975. Durant les six premiers mois de l'année, la consommation privée a diminué de 0.7 %.

CROISSANCE DU P.N.B.

Etais-Unis	Ents-Unis	and the second second	The second secon	
Etsts-Unis	Etats-Units Japons R.F.A. Prance Research Bretagno Italie Canada Moyenne de pays ci-desses La croissance du produit national brut (P.N.B.), ou du Produit into rieur brut (PIB) dans le cas de la France et de la Grande-Bretagna, est ca calée en volume et présentée en moyenne annuelle. Les pourcentages de viriation sont calculés par rapport à l'année précédente.			1982 1983 1984
Grande-Bretagne Italie Csunda Moyenne de pays ci-dessus Production industrielle des sept pays ci-dessus - 4,4 3 5 - 9,5 2,5 2,5 2,5 3,7 5,7	Grande-Bretagne Italie Canada Moyenne de pays ci-dessus -0,3 -1,5 3 5 Moyenne de pays ci-dessus -0,5 2,5 3,7 2,2 3 5 3 5 1,5 7 Production industricile des sept pays ci-dessus -5 3,5 5,7 La croissance du produit national brut (P.N.B.), ou du Produit interieur brut (PIB) dans le cas de la France et de la Grande-Bretagna, est ca calée en volume et présentée en moyenne annuelle. Les pourcentages de viriation sont calculés par rapport à l'année précédente.	and the second	grand of the second of the sec	Japon
Moyense de pays ci-dessas -5 3,5 5,7	Production industrielle des sept pays ci-desses5 3.5 5,7 La croissance du produit national brut (P.N.B.), ou du Produit interieur brut (PIB) dans le cas de la France et de la Grande-Bretagne, est ca culée en volume et présentée en moyenne annuelle. Les pourcentages de veriation sont calculés par rapport à l'année précédente.	e e e e e e e e e e e e e e e e e e e		Grande-Bretagne - 2 - 2,5 2,2
	rieur brut (PIB) dans le cas de la France et de la Grande-Bretagne, est ca culée en volume et présentée en moyenne annuelle. Les pourcentages de vi riation sont calculés par rapport à l'année précédente.	generalista (m. 1915). Magazina di Santa (m. 1916).	المراجع المراج المراجع المراجع المراجع المراجع المراجع	Production industrielle des sept pays ci-desess 3

Les sept pays retenus représentent à eux seuls 85 % du P.N.B. dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., la part des Etats-Unis étant de 40,5 % et celle du Japon de 14%. L'Allemagne fédérale, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie réalisent ensemble 26,6 % du P.N.B. de l'O.C.D.E.

MARCHE DES CAPITAUX

Les prêteurs récalcitrants et les débiteurs aux abois

(Suite de la page 9.)

Le Mexique, qui a diminué de près de 40 % ses importations et augmenté ses exportations, jouit à nouveau d'une balance des paiements très positive et s'est payé le luxe de ne pas utiliser en totalité les crédits alloués.

An contraire, le Brésil s'est vite révélé incapable de remplir les promesses faites au F.M.I., en particulier en matière d'inflation. Le hausse des prix a fortement augmenté (plus de 150 %) au lieu de diminuer. Aussi le Fonds monétaire a-t-il refusé de mettre à sa disposition les fonds correspondant à un crédit global d'environ 4 milliards de dollars (s'ajoutant, comme dans le cas précédent, à

par les banques et plus de 15 milhiards de crédits à court terme bancaire). Après que le Parlement eut voté en octobre une nouvelle loi relative à la suppression partielle de l'indexation des salaires, le F.M.I. a débloqué les crédits et exercé une considérable pression sur les banques pour qu'elles acceptent de prêter 6,5 milliards d'argent frais à moyen terme pour 1984, dans le cadre d'une enveloppe globale de 11 milliards de dollars de crédits divers, dont 2,5 milliards de crédits garantis par les Etats occidentaux.

La dette du Mexique s'élève à 80 milliards de dollars au total.

4.4 milliards d'argent frais fournis celle du Brésil à plus de 90 milliards. Un autre gros débiteur est l'Argentine (40 milliards), qui a obtenu un prêt du F.M.I. de 2,1 milliards, plus des crédits bancaires. Le nouveau gouvernement demande six mois de délai pour «renégocier» la dette venue à échéance. Des négociations ont eu lieu toute l'année avec le Chili, qui refusa d'abord de donner toute garantie sur les dettes dues par les entreprises du secteur L'année 1983 aura été marquée

encore par la reprise, à l'automne, des négociations entre les Etats créditeurs occidentaux et la Pologne. Les ponts n'avaient jamais été rompus avec les banques pri-

vées, qui ont accordé un délai de dix ans pour le remboursement des dettes échues en 1983 (1.2 milliard). Un accord a été signé pour le rééchelonnement des dettes roumaines, privées et publiques, le tout représentant environ 1,5 milliard de dollars. De difficiles négociations se poursuivent avec la Yougoslavie qui aussi obtenu le concours du F.M.I. En Afrique, la plupart des pays ont besoin de l'assistance du F.M.I. et de délais pour rembourser, y compris la Côte d'Ivoire longtemps citée en modèle. Le Nigéria connaît de grosses difficultés. La situation est moins sombre pour les pays d'Asie, sauf les Philippines, en pleine débandade finan-

Un pays qui sollicite le rééchelonnement de ses dettes cesse ipso facto de pouvoir emprunter sur le marché. Le souci des banques, surtout des plus grandes souvent lourdement engagées dans les opérations internationales, est d'éviter à tout prix qu'un pays débiteur soit formellement déclaré en défaut de paiement, ce qui les obligerait à annuler à leur actif les prêts correspondants. C'est pourquoi, volens nolens, elles consentent de nouveaux crédits pour permettre aux pays débiteurs de payer au moins les intérêts, ce qui permet de maintenir la fiction de leur solvabilité.

Le Fonds monétaire en guête de ressources

Le Fonds monétaire joue à la fois le rôle de mentor, dictant aux pays auxqueis il consent des prêts de sévères programmes de redressement, et le rôle de catalyseur, car c'est seulement si un accord avec le Fonds est conclu qu'un pays incapable d'honorer ses échéances peut obtenir de nouveaux concours bancaires et le rééchelonnement de ses dettes sur une période qui va en général de six à huit ans. Mais le Fonds, de plus en plus sollicité, est lai-même dans une situation de liquidité délicate, d'où les efforts qu'il a de nouvelles ressources.

e Le groupe des Dix (E-U, R.F.A., France, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada, Japon) pius la Suisse ont en innvier décidé de mettre à sa disposition, sons certaines conditions et en cas de besois, quelque 17 milliards de DTS (environ 18 milliards de dollars), contre 6 milliards de dollars précédemment.

Au mois de l'évrier, les pays membres ont décidé d'augmenter de 47,5 % le total des quotes-parts, qui a été porté de opération permet d'apporter environ

lé milliards de dollars d'argent frais en devises atiles (celles des pays indestrialisés). c'est-à-dire librement convertibles. Le vote en novembre par le Congrès de la contribution américaine a permis à l'accord d'entrer en vienear.

Les pays européens et le Japon, se sont engagés en décembre à prêter 3 milliards de dollars au F.M.I. qui a reçu une promesse similaire de la part de l'Arabie Saoudite.

Le Fonds monétaire aura prêté plus de ses engagements départe 30 milliards.

commerçants dont les marges res-

mois plus tard, par le biais de prélè-

vements fiscaux et sociaux impor-

tants. La note est lourde. On la

mesure à l'augmentation des prélè-

vements obligatoires qui regroupent, outre les impôts d'Étar et des collec-

tivités locales, les cotisations de

Sécurité sociale : ces prélèvements

passent de 43,8 % du P.I.B. en 1982

à 44.7 % en 1983. Le seuil des 45 %

dre i le revenu disponible des

ménages, qui prend en compte les

salaires, les impôts et les prestations

sociales, a baissé en 1983 de 0,5 %

selon l'INSEE. Si l'on excepte

l'année 1980, c'est la première fois

qu'un tel phénomène se produit en

France depuis plus de quarante ans.

De même, l'activité économique

s'est ralentie et les offres d'emploi

ont chuté dans des proportions rare-

Mais le plan de mars a commencé

produire ses effets, avec une

réduction de moitié du déficit du

commerce extérieur en 1983 par

rapport à 1982, les échanges avec

l'étranger tendant en fin d'année

vers l'équilibre, sans toutefois

ment atteintes.

Le résultat ne s'est pas fait atten-

sera largement franchi en 1984.

tent bloquées - il est intervena neuf

Le pian du 25 mars est annoncé en même temps que le réajustement monétaire qui voit le franc à nouveau dévalué vis-à-vis du DM. Le but est de comprimer la demande intérieure pour ralentir les importations, le gouvernement ayant renoncé aux mesures protectionnistes comme à un nouveau blocage des salaires.

En France, la demande interne a augmenté de 1.5 % pour les deux années 1981-1982, ce qui est peu en soi, mais traduit une politique de relance à contre-courant, la demande baissant en R.F.A. de 4 % pour les mêmes années et de 3 % dans l'ensemble des pays enropéens. La recherche d'une croissance économique soutenue par la consomma-

tion des ménages n'est plus possible. Pour faire bonne mesure - et parce que les milieux financiers internationaux commencent à regarder la France avec inquiétude -M. Delors force la dose. Il annonce le 25 mars un pian visant à réduire

l'Etat, de la Sécurité sociale et des grandes entreprises nationales (E.D.F., G.D.F...).

La ponction sur les ménages (32,5 milliards de francs) prend plusieurs formes : emprunt force et prélèvement de 1 % sur le revenu imposable (25 milliards de francs), Leusse anticipée des tarifs publics (2,5 milliards de francs), reièvement de la taxe sur les produits pétroliers (3 milliards de francs). économies sur les dépenses de Sécurité sociale avec notamment l'institution d'un forfait hospitalier et le rapport de certaines améliorations de prestations (2 milliards de francs).

Le plan de mars « rapporte » 32 milliards de francs à l'Etat 15 milliards sous forme d'économies de dépenses budgétaires, 14 milliards sous forme d'emprunt forcé, et 3 milliards de france sous forme de fiscalité pétrolière.

La Sécurité sociale bénéficie elle - d'un transfert de 15 milliards de francs : 11 milliards avec le produit de l'impôt de 1 % sur le revenu imposable, 4 milliards grâce à des économies de dépenses.

Enfin, les entreprises nationales améliorent leur compte, quoique

l'atteindre (la France a de accroître

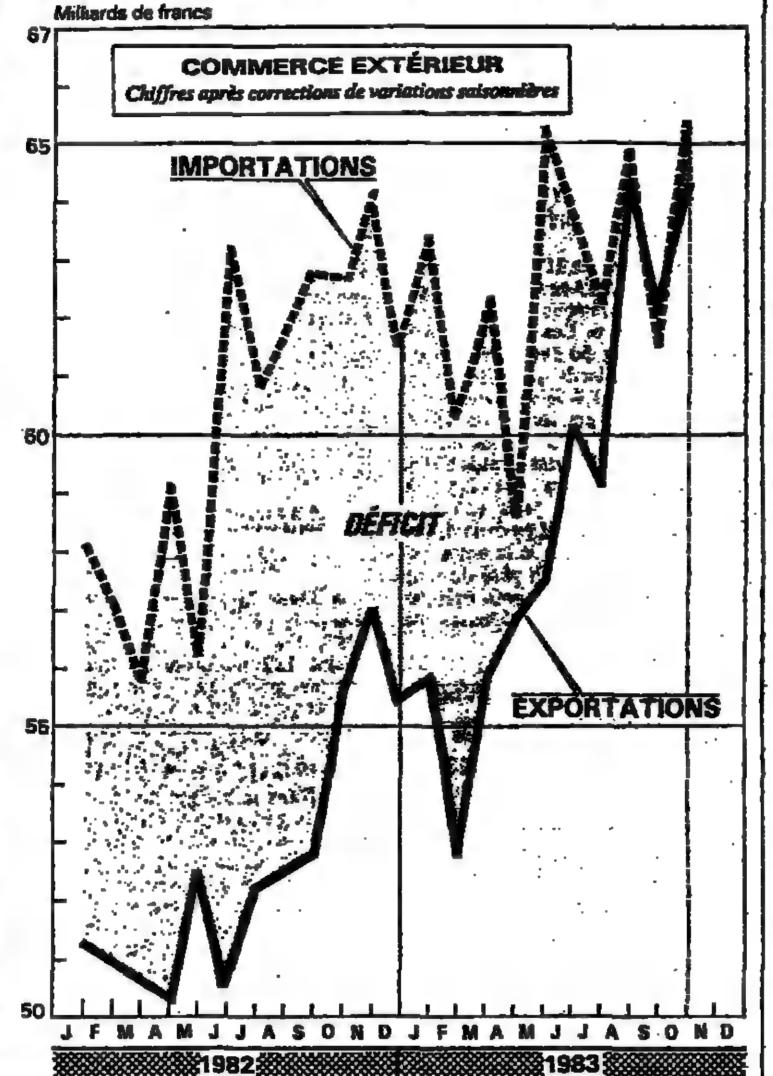
Sur le plan intérieur, malgré l'effort d'assainissement entrepris, le déficit des comptes des administrations (État, collectivités locales, Sécurité sociale) s'est encore creusé, passant de 2,6 % du PIB en 1982 à 3,1 % en 1983. Le gouvernement prévoit une réduction de ce déficit en 1984 (2,9 %) mais PO.C.D.E. estime, au contraire, qu'il augmentera et atteindra 3,5 %

La rigneur dont a fait preuve bien tardivement - le gouvernement Mauroy a marqué l'alignement de la France sur les politiques économiques menées à l'étranger ; sur la politique allemande tout spécialement qui n'a pas hésité depuis dix ans à imposer aux familles des sacrifices de pouvoir d'achat pour combettre l'inflation.

L'empeunt de 4 milliards d'ECU (28 milliards de francs) contracté

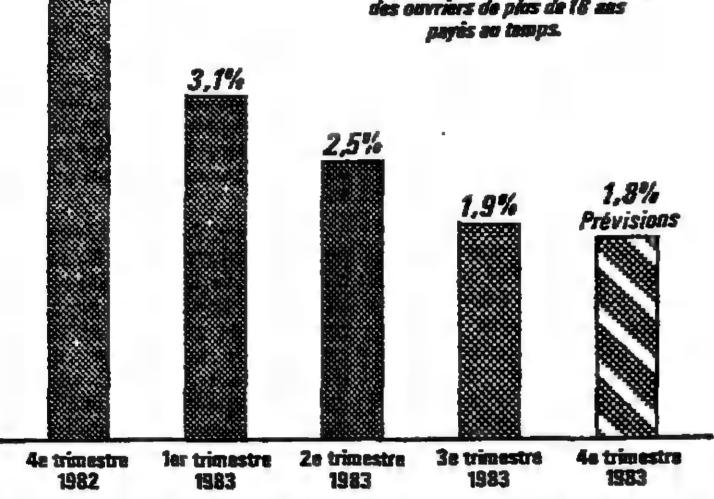
d'une centaine de milliards de francs en 1983 son endettement brut visà-vis de l'étranger).

en mai-juin 1983 par Paris auprès de la C.E.E. a mis fin et pour longtemps à la tentacion d'un exercice solitaire - et qui se voulait exemplaire - de la politique économique.



TAUX DE SALAIRE HORAIRE : FORTE DÉCÉLÉRATION DE L'AUGMENTATION **DEPUIS LE DERNIER TRIMESTRE 1982**

Évolution du taux de salaire horaire des ouvriers de plus de 18 aus payès au temps.



la demande intérieure de 65 milliards de francs, soit presque 2 % du produit national. Cette compression de la demande, qui sera en fait moins forte que prévu, prendra la forme de prélèvements forcés sur les ménages (32,5 milliards de francs). d'économies sur les dépenses publiques touchant à la fois l'Etat, les collectivités locales et les entreprises nationales (24 milliards de francs), enfin d'épargne supplémentaire

(8.5 milliards de francs). L'idée est courageuse pour un gouvernement socialiste puisqu'elle consiste à transférer des revenus du compte des ménages sur ceux de

BATIMENT

Nouvelle chute

d'activité

Nouvelle chute de l'activité du

bâtiment en 1983 : 330 000 loge-

ments mis en chantier contre

343 000 en 1982; 100 000 suppres-

sions d'emplois attendues dans le

L'effort de l'État en faveur du

logement est resté constant (du

moins jusqu'au budget de 1984, en

très légère baisse), mais les crédits

en favent de l'accession à la pro-

Le gouvernement tente de les ren-

dre plus efficaces en 1984 en en

changeant les modalités d'attribu-

C'est du côté de l'investissement

privé dans le logement locatif que

l'effondrement est le plus notable.

Les crédits promoteurs connaissent

des taux d'intérêt extrêmement

élevés, ce qui induit des frais finan-

ciers insupportables, et diminue la

rentabilité du capital investi, alors

que les prix de vente des logements

plafonnem depuis deux ans, limitant

du même coup la revalorisation du

grandes fortunes a pu elle aussi.

ioner un rôle dissuasif, à juste titre

pour les gros épargnants. Enfin, la

loi Quilliot, qui se voulait une loi

d'équilibre entre propriétaires et

locataires, a eu le malheur d'entrer

en application au moment où la lutte

contre l'inflation limitait les hausses

de loyer, accroissant ainsi un effet

succède dans ces pays à une période

de crise beaucoup plus forte que

celle qu'a connue le secteur en

L'institution d'un impôt sur les

patrimoine.

mal en 1984.

Гталсе.

priété ont été très îrrégulièrement

B.T.P.

faiblement (2,5 milliards de

Les mesures annoncées sont sévères, annulant et au-delà la relance de juin 1981 qui avait porté

sur 1 % de la richesse nationale. Le plan du 25 mars aura marqué toute l'année 1983 par l'importance de ses prélèvements fiscaux et socianx. D'une certaine facon, il a complété le plan de juin 1982 qui avait vu les prix et les salaires bloqués. Dans une première phase - en 1982 - le gouvernement a agi directement sur les revenus puis, ne pouvant poursuivre ou recommencer l'expérience, - sauf vis-à-vis des

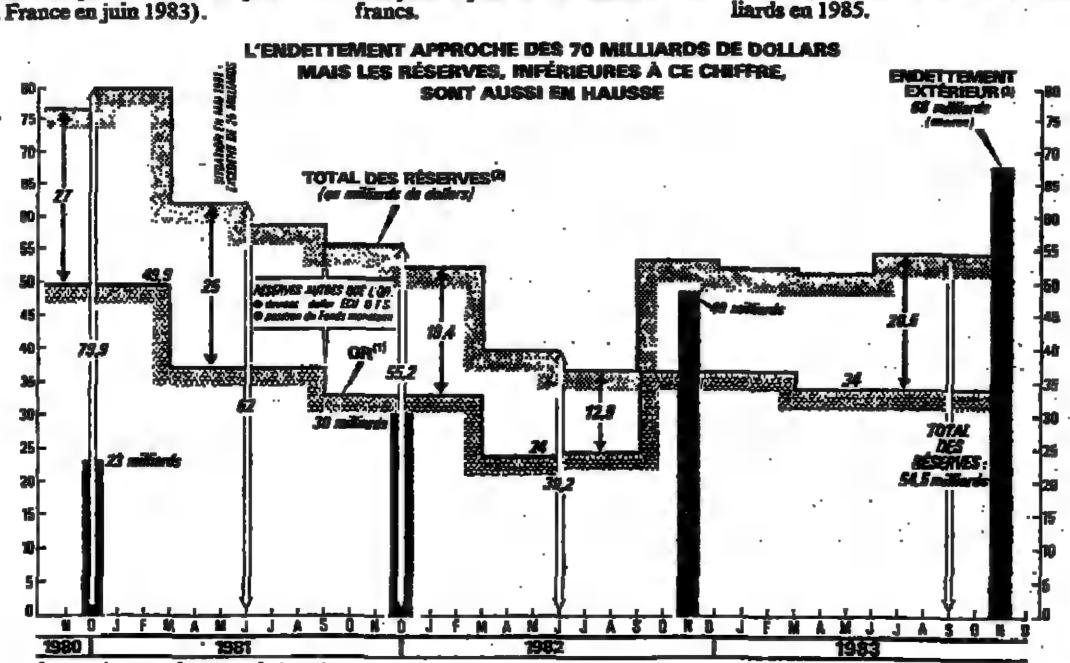
DETTE EXTERIEURE

Une lourde charge en perspective

L'endettement extérieur de la France s'est accru d'une centaine de milliards de francs en 1983, du fait soit des nouveaux emprunts des entreprises du secteur public, soit de cenx des banques commerciales, soit des emprunts de l'Etat français luimême (8 milliards de francs tirés sur le crédit international de 28 milliards de francs, soit 4 milliards de dollars, d'octobre 1982 et 28 milliards de francs au titre de l'emprunt contracté par la C.E.E. au profit de la France en juin 1983).

Plusieurs estimations ont été données sur l'endettement brut français en 1983. Selon le ministère de l'économie et des finances, il s'élevait, au 30 juin dernier, à 369 milliards de francs, contre 295,4 milliards de francs an 31 décembre 1982. Mais. sì on y ajoute l'emprunt communautaire et les emprunts à court terme de banques, on est plus proche de l'estimation de la City de Londres. Suivant notre collaborateur Christopher Hughes, elle chiffre la dette française à plus de 550 milliards de

Rue de Rivoli, on ne retenait, comme endettement net au 30 juin 1983, que 140 milliards de francs contre 83 milliards fin 1982, compte tenu des créances de la France sur l'étranger (229 milliards de francs contre 212 milliards de francs). Se pose alors le problème de la fiabilité de ces créances. Dès 1984, par sileurs, se posera un autre problème, celui du service de la dette extérieure : 60 milliards de francs l'année prochaine, et plus de 80 mil-



psychologique dejà négatif. Source pour les reserves. Spatistiques ou Fonds repretiers Le bâtiment va mai en France et (1) Stock d'or : le tonnage reste inchangé, mais son évoil est très probable qu'il ira encore lution dépend du cours du métal précieux en dollars. L'or déposé au FECOM (Fonds européen de coopération monétaire) en contrepartie d'ECU n'est pas compris dans le stock La légère reprise que l'on observe (le dépôt en question comprend 20 % du total des réserves en Allemagne ou aux États-Unis métalliques de la France).

> (2) Le relatif maintien des « réserves autres que l'or » pendant les périodes de forte spéculation contre le franc (et notamment pendant les trois ou quatre mois précédant la dé

valuation du 21 mars 1983) tient en grande partie à la contre-vaieur en ECU de l'or déposé au FECOM.

jourd'hui partiellement remboursé:

(3) De la comparaison de ce montant estimatif avec les 49 milliards de fin 1982, il ne faudrait pas conciure que pendant l'année 1983 la France a contracté près de 20 milliards de dollars d'emprunts supplémentaires (comme elle l'avait fait en 1982). Notre estimation pour 1983 comprend 3 on 4 milliards au titre de l'emprunt saoudien contracté en octo-bre 1982, mais utilisé au début de 1983, et peut-être au-

INDUSTRIE

Douze mois de « plans de redressement »

Avec l'élection présidentielle en 1981, la mise en piace des nationalisations en 1982, l'industrie française a été en quelque sorte « ligée » pendant deux ans. Deux années où elle est restée l'arme au pied. Deux années où les restructurations sectorielles, les réorganisations internes, les coopérations internationales out été mises entre parenthèses.

Ponr tenter de rattraper soo retard, l'industrie française affait en 1983 multiplier les rectifications de frontières, les restructurations internes, les «plans de redressement . Tous les secteurs de presque, tous les groupes out été concernés.

Dans la chimie, la restructuration amorcés à la fin de 1982 s'est poursuivie. P.C.U.K., la filiale - chimie » de Pechiney, a été démembrée, ses actifs étant repris par CdFchimie et surtout Elf-Aquitaine, qui devient ainsi le premier groupe chimiste français. Une opération dont les conditions ont entraîné le départ de M. Chalandon de la présidence d'Elf et son remplacement par M. Michel Pecqueur, Dans les engrais, Rhône-Poulenc a vendu set actifs à CdF-chimic et à l'autre pétrolier français C.F.P.-Total.

C'est dans l'électronique, où l'Etat contrôle depuis les nationalisations des quatre principaux groupes 50 % du secteur, que les grandes manœuvres ont été le plus spectaculaires. Bull a repris les filiales spécialisées en informatique de Thomson et de la C.G.E. Ces deux derniers groupes out signé à l'automne un protocole d'accord qui devrait se traduire per le passage dans l'orbite de la C.G.E. de l'ensemble des activités communication de Thomson. Le groupe dirigé per M. Gomez se concentrera sur les composants, l'électronique professionnelle et le grand public (où, après l'échec du projet de rachat de la société allemande Grundig, il a signé un accord avec la société japomaise J.V.C. pour les magnétoscopes). Quant à sa bemehe médicale, en déficit chronique, alle ne trouve touiques per d'actendant

concentrer sur ses activités éserné

pure Paccord ave En contrepartie, la C.G.E. s'est sénerée de se besséle billimeir travaux publics, au profit de Seine Gobein, qui et en prendet progress rement le contrôle. Cette sociésé s depuis sa esortie de l'électresique, imposée par les poevoirs publics, resettin sa strategie de diversification. Outre les travaux publics, elle s'intéréset à l'ingénierle (elle a pris tote perticipation dans Technip) et regarde du obté des services aux collectivités. Ainsi Salut-Gobain a acquir - non seus remons - 20 % de la Compathie névérale des esux, la première société privée française de ce sectour.

Cremot-Leire, as bord du dépôt de bilan, a mis sur pied avec les pouvoits publics un plus de redressement qui va se traduire par un renforcement du pouvoir de C.E.A. dans Framatome et la cession de ses sotifs sidérargiques aux deax groupes nationalisés Usiner et Sacilor, dont les pertes atteignent par ailleurs des montants cursidérables. Aussi envisagesit-on, à la fin de l'amée, une révision en baisse des objectifs du plan acies, comme de ceux de Charbonneges de France.

Dans les secteurs traditionnels de l'industrie, la crise se traduit par des déficits très importants pour Miche-En et Peugeot. (qui prévoit sept mille suppressions d'emplois), des plans de restructuration drastiques (Manuschin, La Chapelle-Darbley, etc.), voire la faillite pour Duniop-

AGRICULTURE

Recul des productions dans le monde

la production agricole globale, ali- constants, selon les dernières estimamentaire et non alimentaire, devait iminuer en 1983. La recucion sera d'environ 0.8 % (et de 2.5 % par habitant, compte tenu d'une croissance démographique de 1,7 %) d'annès les estimations de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation). Toutefois, la seule production alimentaire marque un léger progrès, tandis que la production agricole non alimentaire devait baisser de 2.5 %. Alors que la production céréalière totale (riz inclus) marque un recul. 1 614 millions de tennes contre 1 706, le commerce mondial des céréales qui s'était raleuti en 1982, devrait être étale. L'année a été surtout marquée par une réduction volontaire des productions aux Etats-Unis, compensée en partie par de bonnes récoltes en U.R.S.S. et en Chine, mais aggravée en plusieurs endroits, Afrique et Amérique

latine, surtout par la sécheresse. Toutefois, la production de blé. enregistre un nouveau record: 493.5 millions de tonnes contre

Alors que les productions végétales, à l'exception de plusieurs cultures industrielles sont en baisse. dans le secteur de l'élevage, par contre, une progression peraissait devoir être enregistrée : pour la viande en général, la F.A.O. évaine la hausse à 2,4 % avec 148,4 millions de tonnes, et à 3,5 % pour le lait avec 501 millions de tonnes, contre 484 millions de tonnes. Le volume de la consommation augmente moins rapidement, ce qui provoque un alourdissement des stocks aux États-Unis et dans la C.E.E. alors même que le commerce mondial, qui porte sur 26 millions de tonnes. stagne. A Washington comme dans la C.E.E. des mesures de ralentissement de la production laitière sont sérieusement envisagées.

Ces mesures ont d'ailleurs été l'une des causes visibles de la crise européenne, qui s'est manifestée au grand jour au conseil des chefs d'État et de gouvernement à Athènes du 4 au 6 décembre. Les Dix se sont opposés sur la diminution des dépenses de soutien apportées à l'agriculture, la réduction des montants compensatoires monétaires, l'augmentation du budget de la Communanté, la taxation des produits de substitution des céréales et la préparation du nouvel élargissement de la CEF

Baisse des revenus réels en France

En France, 1982 ne fut qu'une embellie. Le revenu brut agricole par exploitant qui avait progressé de 9.1 %, devait enregistrer un rétour à

Pour la première fois depuis 1972, la baisse en 1983 de 3,8 % en francs tions de l'INSEE (novembre 1983). tions climatiques du printemps et de l'été out été défavorables en général : la valeur des consommations intermédiaires, produits nécessaires à la production, a aussi augmenté plus vite (9,4 %) que la moyenne des prix de l'ensemble des livraisons (9 %): les subventions d'exploitations enfin out été en 1983 plus faibles qu'en 1982.

> CEREALES : la production de hié tendre est légèrement inférieure au record de 1982 : 24.6 millions de tomes contre 24.9 millions. L'orge, avec moins de 9 millions de tonnes récoltées, connaît une baisse de 11 %. Avec environ 9.3 millions de tonnes, la production de mals diminue de 9 %

> BETTERAVES : du fait des excédents de sucre, les planteurs français ont réduit leurs surfaces (20 % entre 1981 et 1983, contre 10 % en moyenne dans la C.E.E.). La production de sucre ne serait que de 3.6 millions de tonnes contre 4,4.

> FRUITS ET LÉGUMES : ce secteur connect une belle progression en prix (28,8 %) et en valeur (23,1 %) explicable par une dimination des volumes.

> VINS: la campagne viticole est plus proche de la normale, avec une production de 69 millions d'hectolitres contre 79,2 millions en 1982.

GROS BOVINS : après nac année de reconstitution du cheptel, les abattages ont repais (+ 3,5,%). AUTRES ANIMALIX : stagnstion des livraisons de vesux et de porcs également, pour lesquels les prix sont inchangés par rapport à 1982. La crise porcine s'est surrout manifestée en fin d'anaée. Par contre le prix des ovins s'est envolé (+ 16 %) et les livraisons out été réduites (- 5 %). Quant sux poulets, la croissance n'est plus ce qu'elle était sur les marchés extérieurs, les livesisons out chiné de 5 %. Celles des œufs baissant de 6 %, après les abuttants massifs des poules pondenses destinés à empyer la crise de surproduction fhansse de

20.% des prix).... LAIT : la production qui était de 32 millions de tonnes en 1982 devrait augmenter de 15 % a la reprise est confirmée au dermer en-

EARTH.

And the state of t

The Court of the C

A PROPERTY OF A STATE OF

W. 1848

A. Street Street, St. Landing

with pulling in the party of

L'année agricole a ansai été mar-quée par une première, les élections le 28 janvier 1983 aux chambios: d'agriculture, au scrutin proportion nei, qui a marqué l'officialistico.
des syndicats minoritaires des regroupent ensemble chance de suffrages et contribé l'écrations. majorité de la F.N.S.E.A. qui alliée au C.N.J.A., représente 20 % des

WE 31 The second secon

Doute mois de « plans de redressement»

Le Monde de l'économie

TAUX D'INTERET

La décrue s'est arrêtée

La décrue générale des taux qui s'était produite en 1982 après deux années de sorte tension s'est arrêtée en 1983, quelques velléités de re-montée s'étant même manifestées au dernier trimestre.

Au début de l'année, pourtant, la grande majorité des observateurs pronostiquaient la poursuite de la décrue afin de relancer des économies défaillantes. Aux Etats-Unis, point de mire des milieux financiers internationaux, l'assouplissement de la politique des autorités de contrôle (la Réserve fédérale ou « Fed »)

10,50%

d'août, pour ne plus changer jusqu'à la fin de l'année. En fin d'année, tout le monde se demandait, outre-Atlantique, si l'ampleur des besoins du Trésor pour combler un énorme déficit budgétaire n'allait pas se conjuguer avec une reprise de la de-mande de crédits bancaires par les entreprises pour peser sur les marchés financiers et faire monter les

En Europe, un phénomène simi-laire pouvait être observé. La Banque fédérale d'Allemagne, qui, en 1982, avait ramené son taux

5,50%

de 9 % à 6 %. l'abaissait encore

5 % en mars, puis, en fin d'année, le

faisait remonter à 5,5 %, puis à 6 %.

Les raisons invoquées outre-Rhin

étaient d'abord la tension persistante

sur les taux américains, de nature à

déprimer le mark et à provoquer une

fuite des capitaux vers l'eurodollar.

et, ensuite, un gonflement trop ra-

pide de la masse monétaire, jugé in-

En Grande-Bretagne, le taux de

base des banques, revenu de 16 %

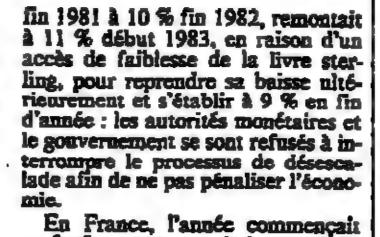
Taux de base des banques

Taux des avances sur titres

en Allemagne (Lombard)

permettait aux banques de ramener d'avances aux banques (Lombard)

aux États-Unis



En France, l'année commençait en fanfare avec un abaissement du aux de base bancaire, ramené de 12,75 % à 12,25 % (il était de 14 % 12,75 % à 12,25 % (il était de 14 % au premier trimestre 1982). Visiblement, les pouvoirs publics étaient désireux, eux aussi, de poursuivre la détente. En juillet, ils décidaient de réduire d'un point la rémunération des dépôts dans les caisses d'épargne (7,5 % contre 8,5 %) et laissaient entendre qu'une réduction similaire serait appliquée au taux de base bancaire à l'automne. Le maintien du taux d'inflation à un niveau élevé et surtout, le recain de tension, les et, surtout, le regain de tension Jes taux à l'étranger, surtout en Allemagne, stoppaient net ce bel élan. Sur le marché du long terme, en revan-che, les taux ont fléchi de 1,4 % environ d'une année sur l'autre.

MONNAIES

Le dollar en vedette

(Suite de la page 9.)

Cette fois-ci, comme les précé-dentes, un pénible compromis fut élaboré, au terme duquel un groupe de monnaies se trouvait réévalué par rapport à leurs cours centraux : le mark de 5.5 %, le florin de 3,5 %, le couronne danoise de 2,5 % et le franc belge de 1,5 %. Se tronvaient dévalués le franc français et la lire de 2,5 % et la livre irlandaise de 3,5 %. Au total, le taux central du mark à Paris était relevé de 8 % passant de 2,8339 francs à 3,0664 francs.

Ce réaménagement, dans le cas de la France, se doublait d'un sévère plan de rigneur destiné à réduire le déficit commercial en ponctionnant le revenu des Français, donc la consommation et les importations qu'elle suscite, et de l'octroi d'un prêt de la C.E.E s'élevant à 4 milliards d'ECU, soit 28 milliards de francs environ. L'effet de ces mesures, très spectaculaire en ce qui concerne la réduction du déficit commercial, a ramené le calme dans le S.M.E. Il dure encore.

américain (Suite de la page 9.)

Mais les mêmes phénomènes se produisent pour les mêmes raisons dans les pays les plus développés, où l'on a assisté, au stade de la production; à des baisses brutales de prix dans des industries aussi importantes que l'acier ou les produits chimiques. Une part non négligeable de la « victoire » remportée sur l'inflation s'explique par les pressions ainsi exercées sur les prix au détriment des forces productives. Le processus n'a pas encore pris fin. Maigré la reprise, le nombre des faillites reste très élevé aux Etata-Unis et au Japon : il tand à

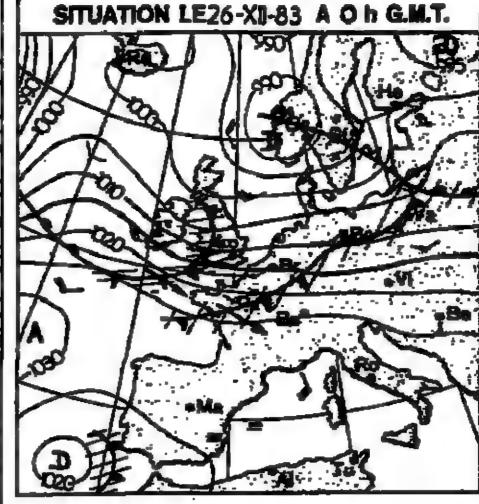
Parmi les plus gros débiteurs figure l'Etat fédéral américain, dont la dette accumulée représente plus du tiers du P.N.B. des Etats-Unis et le double de la dette du tiers-monde. Phénomène plus inquiétant : la dette publique croît chaque année de 14 % à 15 %, ce qui signifie qu'elle devrait être multipliée par deux d'ici cinq ou six ans. Cette inquiétante perspective

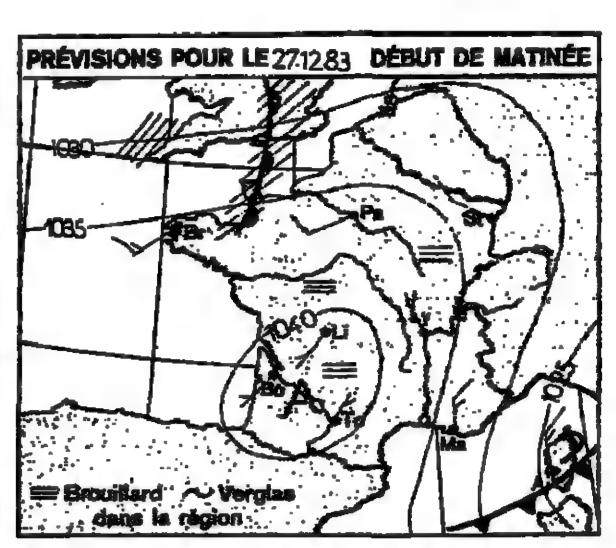
C'est là un avantage qui compense en partie les effets nécatifs de la hausse du dollar pour ces pays (renchérissement des importations facturées en dollars

PAUL FABRA

INFORMATIONS «SERVICES»

MÉTÉOROLOGIE

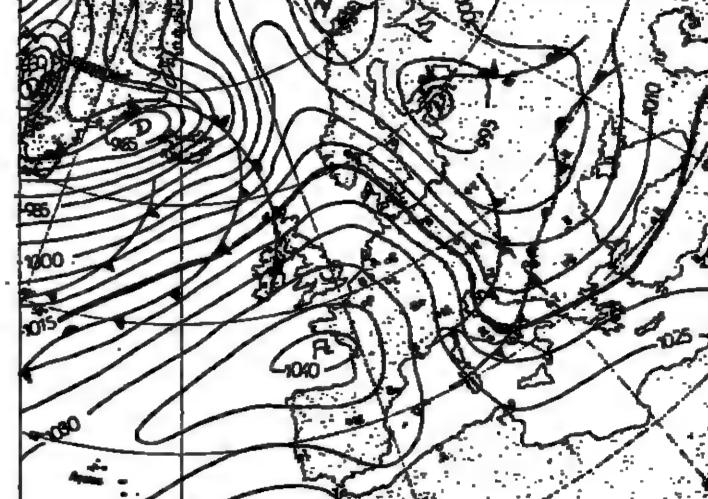




Une forte dorsale se développera en que la partie active des perturbations océaniques sera rejetée plus au nord. Mardi en matinée, le temps sera gris

et brumeux sur les régions côtières de la Manche, et il y aura un peu de crachin. Ailleurs, il sera plutôt frais, mais de belles éclaircies se développeront. Quel-ques averses se produiront cependant en Corse, et le vent soufflers du nord dans la vallée du Rhône. Dans l'après-midi, le temps gris s'étendra à toutes les régions situées au nord de la Loire. Ailleurs, il fera bean. Les températures, le plus sou-vent voisines de 0 degré au lever du jour (sauf sur les côtes), atteindront dans l'après-midi 10 à 15 degrés du nord au sud du pays.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le 26 décembre à 7 heures, de 1019,2 millibars, soit 764,5 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 décembre; le second, le minimum de la nuit du 25 au 26 décembre): Ajaccio, 16 et 5 degrés; Biarritz, 22 et 8; Bordeaux, 17 et 6; Bourges, 14 et 10; Brest, 12 et 10; Caen, 13 et 10; Cherbourg, 11 et 10; Clermont-Ferrand, 15 et 5; Dijon, 12 et 8; Grenoble, 15 et 1; Lille, 11 et 10; Lyon, 16 et 4; Marseille-Marignane, 18 et 5; Nancy, 14 et 10; Nantes, 15 et 10; Nice-Côte d'Azur, 16 et 6; Paris-Le Bourget, 15 et 10; Paris-Montsouris, 16 et 10; Pau, 22 et 5; Perpignan, 15 et



5; Rennes, 14 et 9; Strasbourg, 14 et 10; Tours, 13 et 10; Toulouse, 15 et 3; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 8 degrés; Amsterdam, 11 et 8; Athènes, 16 et 6; Berlin, 10 et 8; Bonn, 15 et 9; Bruxelles, 12 et 10; Hes Canaries, 24 et 15; Copenhague, 7 et 4; Dakar, 25 et 21; Djerba, 21 et 7; Genève, 12 et 4; Jérusalem, 13 et 4;

un doigt de « blanche » poussant un

petit noir. (Pluriel). - 5. Ruine par

des mesures de compression abu-

sives. Expression de l'âme des

poètes. - 6. République sud-

asiatique. Opération de balance

commerciale. - 7. Un chaud lapin

sensible à la chair de poule. -

8. Repère. Tombe aux genoux du

prêtre. - 9. Elle émince, mais sa

taille est grossière. Des gens qui ne

font rien comptent sur eux pour

Solution du problème nº 3609

Horizontalement

Unir. Art. - III. Cuir. Aurore. Une.

IV. Orléans, Ré. Oter. - V. Nées.

Daim, Acier. - VI. DS. Parisien. -

VII. Ai. Oses. Tri. Mes. -

VIII. Teint. Fermier. - IX. Osées.

Eau. In. - X. OD. Arme, Jutland. -

XI. No. Bis! Nérée. - XII. Cols.

Son. - XIII. Métèque. Narines. -

XIV. Ede. Usiner. Rose. - XV. Ré.

Verticalement

sie. Décédé. - 3. Utile. Io. Ote. -

4. Irresponsable. - S. Le. Astéris-

que. - 6. Léandre. Ems. U.S.A. -

7. Usais, Sc. Sein. – 8. Dur. Is. No.

NT. - 9. Enormité. Jeune (jeune).

- 10. Vire. Erreur. Ara. - 11. Ire.

Animateur. - 12. Oc. Iule. Ira. -

13. Nautisme. Anon. - 14. Ernée.

Edité par la S.A.R.L. le Monde

André Leurens, directeur de la cublication

Anciens directeurs:

GUY BROUTY.

Erine, Est. - 15. Terres, ND. Osée.

1. Fécondation, Mer. - 2. Enuré-

I. Feuille de vigne. - II. Entrée.

trouver un débouché.

Néant. Amante.

Lisbonne, 15 et 10; Londres, 13 et 7; Luxembourg, 11 et 8; Madrid, 12 et 1; Moscou, - I et - 1; Nairobi, 24 et 15; New-York, - 12 et - 15; Palmsde-Majorque, 22 et 4; Rome, 12 et 11; Stockholm, - 2 et - 2; Tozeur, 21 et 10: Tunis, 19 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

rent un peu, et le taux de base des banques remonta à 11 % an mois

leur taux de base (prime rate) de

11 % à 10,50 % (l'année précédente,

elles l'avaient ramené de 17 % à

11 %). Mais la Fed, qui avait assez

largement alimenté le marché en li-

quidités au cours du premier semes-

tre afin de ne pas « casser » la re-

prise économique en cours,

s'alarmait du gonflement trop ra-

pide de la masse monétaire et com-

mença à se montrer plus restrictive.

Du coup, les taux d'intérêt se tendi-

Recui des productions dans le mm

The second secon

The state of the s

200

22 - -----

200

Section with a

30.00

s cambings of the second

188-75 - 188-1 - 188-1 The second secon Carlo Article

Section of the Transfer

 $\int_{\mathbb{R}^{n}} d^{n} d^{n} = - e_{n} h^{-1/2} h^{-1/2} \left(h^{-1/2} h^{-1/2}$

AGRICULTURE

A set of the second sec

Section 1985

. .

LE MARK A PARIS

5%

Le phénomène

s'accroître en France.

explique pourquoi l'énormité du déficit budgétaire, facteur de taux d'intérêt élevé, est devenue le principal sujet de préoccupation aux Etate-Unis et dans le reste du monde. Pour l'instant, it existe entre le Trésor des États-Unis et les autres gros débiteurs une différence essentielle ; il trouve encore aisément des prêteurs, d'où l'afflux continuel de fonds en quête d'emploi vers la place de New-York, mouvement qui appauvrit l'Europe et le reste du monde, comme l'a récemment dit sans ménagement Mm Thatcher. C'est cet afflux qui provoque la hausse du dollar. laquelle a notamment pour conséquence d'entraver les exportetions américaines (d'où l'apparition d'un considérable mais pas nécessairement · « grave » déficit commercial) et d'encourager au contraire les ventes sur les marchés (à commencer par le marché américain) des producteurs d'Europe, du Japon et aussi des pays du tiersmonde. -

123456789

HORIZONTALEMENT

comme exutoire à son affection. -II. Appelle une mobilisation unguéale. - III. Travail de confiseur. - IV. Négation. Résidence secondaire. - V. Verdures pour lapin. Communauté urbaine. -

PARIS EN VISITES

Saint-Antoine, Mac Allaz « Musée du Laxembourg », 15 h,

«Turner». 15 h 15. Grand Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs). - Hôtel Lauzun >, 15 h, 17, quai d'Anjou (Tourisme cuiturei).

VIEUX PARISIENS. - Pour que les Parisiens âgés participent aux réque, Labiche et Agatha Christia.

* Renseignements et retrait des

teurs.

QUOTIDIENNE-

OFFICIALISATION **DU DROIT D'ACCÈS AU FICHIER CENTRAL DES AUTOMOBILES**

Un récent arrêté autorise tout possesseur de voiture ou de moto à prendre connaissance de la fiche le concernant dans le fichier central des automobiles. La Commission nationale informatique et libertés (CNIL) a. en effet, donné son accord pour l'officialisation de ce fichier informatisé. L'arrêté renforce également les possibilités d'investigation des administrations et autorise, sous certaines réserves son exploitation commerciale par les constructeurs et importa-

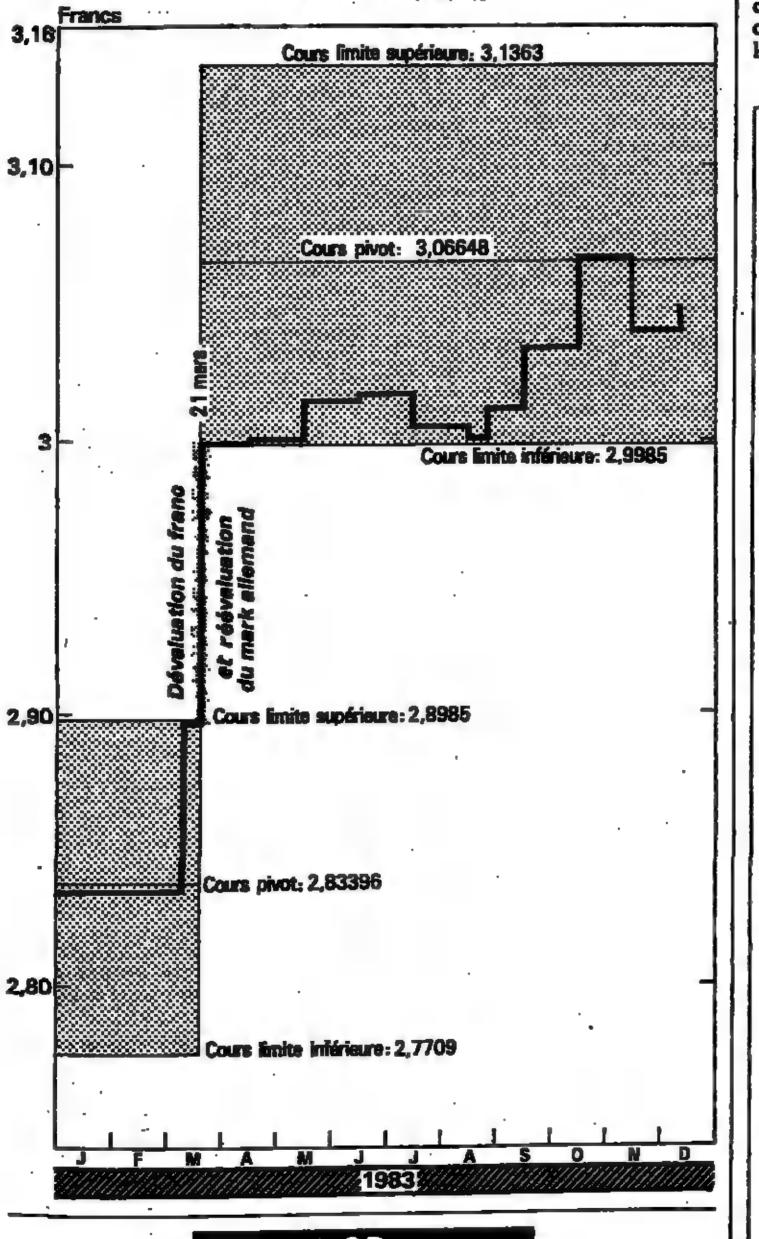
Le fichier – qui recense les vingt-cinq millions de véhicules circulant en France - reprend les caractéristiques des cartes grises, ainsi que les nom, prénom, date de naissance, sexe, domicile et catégorie socioprofessionnelle du propriétaire. Il est placé sous la responsabilité du ministère des transports, qui charge de son traitement l'Association auxiliaire de l'automobile. filiale de la Chambre syndicale des constructeurs automobiles (C.S.C.A.).

Les ministères des transports. de l'intérieur, de la défense, des finances et du logement peuvent l'exploiter dans le cadre d'enquêtes nominatives, alors que les ministères de l'agriculture et de l'industrie n'utilisent ses informations qu'à des fins statistiques.

L'utilisation par les industriels doit recevoir chaque année l'agrément du ministère de l'industrie. Les informations du fichier sont remises aux constructeurs et importateurs sous réserve qu'ils ne les communiquent pas à des tiers, et qu'elles ne sortent pas du territoire national.

Selon le délégué général de la C.S.C.A., M. Aubin, cet arrêté facilitera le rappel de véhicules devant retourner en usine pour raison de sécurité.

Mais il donne aussi une base légale à une pratique commerciale qui risque d'être mal accueillie par les usagers\ : la automobiliste susceptible d'acheter un nouveau véhicule.



En disgrâce

L'or a baissé pavillon en 1983 (~ 17 %). Il a reperdu - et même an-delà - toute l'avance péniblement acquise l'année précédente (+ 14 %), pour retomber à son plus bas niveau depuis 1979. Les causes sont la bansse du dollar, qui joue le rôle de valeur refuge, et les taux d'intérêt élevés

Le marché du métal janne avait premier trimestre, à rude épreuve, à prix est ensuite traduit en francs, et pétrole. Le marché n'a guère réagi. l'est par contrecoup.

aux vicissitudes et aux drames de la vie politique internationale.

A Paris, singulièrement, le lingot a battu tous ses records historiques avant de revenir dans des eaux plus calmes réussissant néanmoins à conserver une avance de 4 % d'une année sur l'autre. Le dollar, encore lui, est responsable du phénomène. S'agissant de l'or, Paris suit de très près les indications de Londres. Le plus le dollar est cher plus le lingot

PROBLÈME Nº 3610 VI. Dont la raison d'être n'est pas



I. Recherchées par l'atrabilaire

MERCREDI 28 DÉCEMBRE «Exposition Vauban», 14 h 30. Musée des monuments français. M. Puchai. «Hôtel de Sully», 15 h, 62, rue

19, rue de Vaugirard, M= Bachelier. «Église de l'Assomption», 15 h. devant l'église, place Maurice-Barrès, Me Bouquet des Chaux (Caisse pationale des monuments historiques).

- Turner -, 11 h, Grand Palais (Visages de Paris).

NOEL

jouissances qui marquent la fin de l'année, la Mairie de Paris leur offre. traditionnellement, d'assister gratuitement à des spectacles variés : opérettes, concerts, cirque, pièces de théâtre, gales de variétés. Quarante-sept mille places leur sont offertes cette année. Pris au hasard : « l'Amour à Tahiti ». de Francis Lopez, avec Georges Guétary et Maria Candido, les ballets tahitiens : les concerts Pasdeloup, Colonne : le Cirque d'hiver et le cirque Achille Zavatta: des pièces de Molière, Marivaux, Bec-



Reproduction interdite de tous articles. sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437. ISSN: 0395 - 2037.

Dans ane étrange forêt, à la fois vitrine de bazar, marécage japonais.

salon de grand-mère, une fée maléfique et belle, retrouve un Caliban muit de Noël, pour de sombres cérémonies : on extrait d'une besace des ossements blanchis, on amène de curieux et précieux flacons. Survient un homme égaré en complet veston et attaché-case. Spécialiste du marché de l'imagination, il aime, · dit-il, la « fantaisie contrôlée ».

Pourtant, il ne parviendra pas . récupérer les créatures folles de la nuit, elles-mêmes éclipsées par l'apparition d'un drôle de vieillard en robe rouge et berbe cheune, rigolard et distrait, qui murmure des banalités peut-être chargées de lourds secrets. Des Pères Noël de nacotille viennent flotter çà et là Mais du vrai, on ne saura rien. D'où vient-il? Qui est-il? C'est sur cette idée du Père Noël miracle d'une quit d'hiver, image sans corps et sans histoire, que Frédéric Magnin mouté Les manèges ne s'arrêtent pas l'hiver pour le Centre dramatique national de la Pomme verte (Sartrouville). Un spectacle brillant, subtil ; un régal d'images parfois heurtées, bizarrement cousues une histoire qui se dérobe, quelque chose comme un jeu de pistes pour fantômes.

BERNARD RAFFALLL ★ Théâtre Déjazet, jusqu'au 8 janvier, le mardi et le vendredi. à

JEAN-PAUL FARRÉ **AU CARRÉ SILVIA-MONFORT**

16 houres. Tel.: 887-97-34.

L'enfant et les pianos

A sa naissance, la Reine de la Noit chantait - d'où la vocation musicale de Jean-Paul Farré. Quand il s'est dépêtré de son cordon ombilical, il s'est retrouvé sur scène, tout seul et tout petit face à un piano démesuré, noir, luisant, pas commode. D'où la vocation clownesque de l'éternel gamin au grand front, " coiffé Riquet à la houppe.

On connaît la frénésie burlesque de Jean-Paul Farré. Son nouveau '« spectacle tranche sur les précédents. Il se montre toujours aussi fébrile, mais moins agressif. Il tourne même autour du pathétique, avec son personnage de petit bonhomme qui se débrouille comme il peut dans un système auquel il ne comprend rien. Il ne cherche pas à élucider les mystères, il les tire vers une poésie noire, vers le jeu grinçant et cahotique que pourrait s'inventer un enfant solin taire, avec des objets qui ne sont pas

Et le voilà en virtuose angélique .s et mianscule, perdu dans un habit blanc à traîne qui se gonfle comme un parachute, ou en dompteur de pianos... Tous ces pianos qui envahissent son territoire, se déplacent, dansent, font aussi de la musique...

Jean-Paul Farré et ses pianos trafiqués tiennent la scène pendant deux heures. C'est beaucoup, mais à l'exception d'un monologue assez lourd à propos d'un finaliste de concours banlieusard, ce n'est pas trop. En fait, la parole gêne. Elle est trop concrète, trop précise dans cet nnivers translucide où rien n'a iamais de place, de forme, de fonction définitive. Un univers absolument étrange. On ne rit pas tellement, c'est autre chose : ni joyeux, ni désespéré, mais vivace et toujours étonnant, attachant. Comme une haliade sautiliante dans un désert

enchanté. COLETTE GODARD. ★ Carré Silvia-Monfort, 20 b 30.

C'était un homme très petit, timide, hermétique, dont la présence ne pessit pas plus que celle d'un il a composé son bestiaire familier. Le regard était sérieux. l'allure inquiète, étonnée, et jusqu'à la fin de sa vie son visage était demeuré celui d'un enfant réservé, mélancolique (et très malin). « Je suis, disait-il d'un naturel tragique et taciturne. Je suis assez équilibré, mais tout me dégoûte : la vie me paraît absurde, je pense que tout va toujours tourner très mal. S'il y a quelque chose d'humoristique dans ma

peinture, je ne l'ai pas cherché

conscienment > L'humour? Noir ou rose, il était peut-être le fonds de sa nature, plus encore que de celle de Klee, dont l'œuvre, romantique à l'allemande, fait plutôt penser à une sorte d'identification lyrique, prénatale, avec les éléments. Mais la liberté que donne l'humour par rapport à l'ordre, à la raison supposée des apparences. Miro ne l'a pas acquise d'un coup, et il lui a fallu d'abord procéder à un inventaire minutieux, presque obsessionnel de la réalité. On a dit de Balzac qu'il ne s'est tellement intéressé au réel que pour s'en défaire, lui régler son compte, et se consacrer entièrement à la « recherche de l'absolu ». Une telle interprétation du réalisme est absurde à propos de Balzac, elle ne l'est pas dans le cas de Miro, comme on peut le voir à travers ses paysages de jeunesse et l'ensemble des tableaux peints à Montroig au début des années 20.

Le dialogue du caillou et de la comète

Miro, en somme, a été hyperréaliste avant tout le monde, mais son obsession maniaque du détail débouche très vite sur une interprétation fantastique de la réalité et il est neu d'œuvres à notre époque plus efficacement hypnotiques que ses tableaux de 1923-1924, Pastorale, le Chasseur, Dialogue d'insectes, Carnaval, l'Arlequin on cette Terre labourée à propos de laquelle il écri-

début du siècle à la sexualité instincles plus originaux de la peinture de l'entre-deux-guerres, sexualité qu'il d'ailleurs exprimée avec une réserve, une drôlerie, une efficacité

La mort de Joan Miro



Joan Miro et sa fille Dolorès, par Baithus (1938).

dans le symbole que beaucoup de ses contemporains auraient, pu lui envier.

Mais tous ces petits êtres incongrus et poiles qui constituent le bes-

des peintres hollandais de faire ressortir ces points minuscules comme des grains de poussière et de concentrer l'attention sur une petite étincelle au milieu de l'obscurité. » Miro était peut-être un miniaturiste, mais un miniaturiste dont le souffle,

parfois, est celui de Lucrèce. D'où ces plages désertes, ces horizons pétrifiés dans un silence compact, cet espace sans points de repère, ce «hors-monde» anquel Miro a donné la plus inquiétante éloquence dans le Paysage au serpent, une des toiles majeures de l'entredeux-guerres, ou dans la série des Constellations de 1940-1941, qui résument peut-être, avec certains « objets poétiques » des années 30 ou les toiles « sauvages » de 35-36 (Nocturne, Homme en pleurs devant un tas d'excréments). l'apport du surréalisme à la peinture. Seul Picasso, le Picasso du Minotaure, des baigneuses de Dinard et des monstres de Cannes. pent sur ce point lui être comparé, et Miro a peut-être été le plus grand des peintres surréalistes. On le vit à Paris en 19.74 lors de la présentation de la collection Peggy Guggenheim les trois Miro qui étaient exposés là, surtout une Femme assise, de 1939. et l'un des Intérieurs hollandais, faisajent paraître un peu littéraires et artificielles les toiles, pourtant de bonne qualité, qui les entouraient. Miro n'avait pas besoin du surréalisme pour exister, mais le surréalisme lui a dû une grande part de sa « crédibilité ».

parvenue à son point d'équilibre, et, une ou deux lumières de paysant. » si riches que devaient être pendant Et il disait encore, après ce voyage de longues années encore son invenformelles, il ne nous paraît pasnécessaire de rappeler toutes des étapes du parcours. L'après guerre le mit au premier plan de la peinture contemporaine et lui donna en particulier l'occasion de s'exprimer avec beaucoup d'autorité dans les grands formats, souvent presque monochromes, de la peinture murale. Les « Bieus » de 1960-1961 montrèrent qu'il demeurait très attentif aux recherches de ses cadets et qu'il entendait ne se laisser distancer par personne dans le domaine de l'abstraction lyrique, même si elles n'out pas le poids, la sombre puissance de

encombraient bien tristement la rétrospective de 1974, mieux vant n'en rien dire. Bon graveur, illustrateur de qualité, Miro a commu quelcelui de l'exposition d'Osaka, cer lantes lithographies en couleurs, les « sobreteixin » de 1973. Mais là nécessité. Les céramiques dont i confia l'exécution au potier Artigas ajoutent en général très peu à sa gioire, et malgré son alacrité, son ingéniosité manuelle. Miro demeure, pour tout ce qui dans son œuvre relève de la décoration, très inférienr à Matisse et à Picasso. Un choix plus strict, moins complaisant que celui de la rétrospective de 1974, permettrait peut-être de mancer ce jugement. Toutes ces réserves ne partent que

sur la périphérie de son œuvre. Elles

Ils ont dit

« Miro est probablement le plus surréaliste de nous tous. » ANDRÉ BRETON (1928).

∢ La plus belle plume au chapeau du surréalisme. »

ANDRE BRETON « Sur la route agissannte du bonheur, il est le semeur d'indem-

nités et d'étincelles. » RENE CHAR

« Le couteau du secrificateur dans le tremblent espace vide appelle une multitude d'oiseaux. » JACQUES DUPIN.

e II y a un miroir dans le nom de Miro. » JACQUES PREVERT.

« Les deux pieds dans le rêve Terre du tableau ». PIERRE ALECHINSKY.

« Or cette grande douceur, dont je crois qu'il ne s'est jamais de la la destant plus émouvents qu'elle mesque l'un des plus violents foyers éruptifs qui depuis une quarantaine d'années aient souvent bouleversé l'art moderne et qui soient capables d'y faire des áciats encore. »

ANDRÉ PIEYRE DE MANDIARGUES. e Dans ce paysage du commencement du monde, Miro se tient le

doigt sur les lèvres, en attente devant les miracles de demain. > JACOUES LASSAIGNE

« Cet artiste, spécifiquement catalan, qui part de l'analyse le plus minutiouse paur atteindre aux extrêmes limites de la synthèse, est doué d'un es poétique exceptionnel... Un dessin sample et d'une incomparable envolée, l'audace de la couleur, un goût sans défail-

ALBERT LOEB.

Il a dit

« On a souvent dit que je suis un peintre abstrait, mais je n'ei jemais au l'Intention de développer un style abstrait. » « Je commence mes tableaux sous l'effet d'un choc que je res-

sens et qui me fait échapper à la réalité. La cause de ce choc peut être un petit fil qui se détache de la toile, une goutte d'eau qui tombe, cette empreinte qui laisse un doigt sur la surface brillante d'une ta-« Prêter l'oreille à la musique qui émane des fieurs minuscules,

des brins d'herbe et des petites fleurs du ravin. » « Exprimer précisément toutes les étincelles d'or de notre äme... >

 Je ne fais aucune différence entre peinture et poésie. » « J'ai eu la nette sensation d'avoir travaillé honnêtement. Je ne dis pas que j'ai atteint ce que j'ai voulu, ce non, jamais, mais j'ai été un type honnēte, voilà (1977). »

vait qu'il se sentait « pris de panique comme un voyageur qui marche en des chemins inexplorés ».

Comme les enfants, comme les « naîs», comme les primitifs, artisans de village ou peintres de cavernes prehistoriques, dont il s'est toujours senti très proche, Miro ne connaît ni les distances ni l'ordre qui hiérarchise les êtres et les choses selon leur taille et leur position dans la perspective. Son folklore est celui d'un conteur à la fois simple et raffiné (comme La Fontaine ou Walt Disney, qui présèrent à la compagnie des hommes celle des animaux, de ceux surtout qui sont en bas de l'échelle des espèces), et sa ménagerie, son arche de Noé accueille de préférence l'amibe, le protozoaire, le microbe malicieux et poilu, le ver de terre aux hanches voluptueuses, sans parler de l'ovule et du spermato-

sonnage, même un très petit chien.

on le voit. Et cela prend une impor-

tiaire de Miro vivent dans un espace global où le proche et le lointain se confondent, où l'infiniment grand et

l'infiniment petit échangent leurs propriétés - et dans ce dialogue de l'insecte et de l'étoile, du caillon et de la comète (le Lièvre), le ciron de Pascal, les minorités opprimées de la création prennent enfin leur revanche, la classification anarchique des espèces est établie et l'histoire naturelle de Miro, c'est un peu l'anti-Buffon, le triomphe du tétard et du vermisseau, parce qu'ils sont la source de la vie et qu'entre enx et l'infini on ne trouve finalement rien qui vaille la peine d'un long entretien. « Il y a dans mes tableaux, disait-il un jour, de toutes petites formes dans des espaces vides. Vue d'avion, une ville la muit, c'est une merveille. On voit tout, Un petit per-

moments de la rétrospective préseqtée en 1974 au Grand Palais.

lance, en font le plus surprenent des artistes. »

Cette rétrospective n'eut pas tout le succès qu'elle aurait pu avoir, Miro, mal conseillé ou égaré par l'éloge ou déià dénouveu de son ordinaire lucidité critique, ayant cru nécessaire d'y présenter quantité d'œuvres postérieures à 1970 dont la plupart étaient d'une déconcertante faiblesse et qui alourdissaient inutilement l'exposition. Comme Picasso. Miro n'a pas su s'arrêter à temps : la viciliesse n'est pas toujours un naufrage, lorsqu'elle connaît le prix du

Miro laisse une œuvre sculptée abondante mais à propos de laquelle anssi il scrait difficile de ne pas faire quelques réserves. Les constructions surréalistes sont délicieuses de spontanéité et de malice, et certaines sculptures de l'après-guerre (l'Oiseau lunaire, l'Oiseau solaire) seraient d'une très belle qualité plastique et poétique, si Miro n'avait accepté qu'on les tire en grands formats qui, tels qu'on peut les voir dans les jardins de la fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence. paraissent aussi boursouflés que vains. Quant aux objets « pop » des dernières années, qui eux, aussi

n'empêchent pas de voir en Miro un très grand artiste, un des interprètes privilégiés de l'aventure poétique du siècle, d'une aventure qui était aussi celle du talent, de l'exigence critique, de la peinture même, avec tout ce que ce mot, aujourd'hni en passe de disparaître, implique de devoirs et de droits. Comme le disait un jour Giacometti. Pantre grand oiseleur du temps : « Pour moi, Miro, c'était la plus grande liberté. Quelque chose de plus aérien, de plus dégagé, de plus léger que tout ce que j'avais jamais vu. Miro ne pouvalt poser un point sans le faire tomber juste. Il était si véritablement peintre qu'il lui suffisait de laisser trois taches de couleur sur la tolle pour qu'elle existe et soit un ANDRÉ FERMIGIER

Jean Miro avait quetre-vingt-dix ans (il était né le 20 avril 1893). Il s'était affaibli depuis plusieurs remaines et avait été hospitalisé il v a quinze jours. Depuis deux aus, il pertait un stinsulateur cardiagne et ne royalt plus beaucoup. Miro sera entern à Barcelone, en terre catalane, selos son ven. Son médecin et beny-frère, le docteur Juneous, a précisé que peu de temps avant de mourir Miro avait envoyé une lettre à plusieurs de ser umis proches leur précisant qu'il ne voulait que queiques intimes à ses funé-

MUSIQUE

« LOHENGRIN », à Marseille

Le triomphe de Léonie Rysanek

A l'Opéra de Marseille, Lohengrin pourrait s'appeier Ortrude, tant le metteur en scène Jacques Karpo a privilégié, nou sans de bonnes raisons, la sorcière, la femme damnée. Elle est en effet la clé du drame, la seule personnalité affirmée de cette belle légende un peu compassée; nul doute que Wagner lui ait prêté quelque peu de son propre «démonisme... Si Lohengrin triomphe finaiement, c'est en vertu d'une «magie» plus puissante, mais l'on ne saurait dire qu'il ait déployé beaucoup d'imagination ni d'intelligence pour protéger son bonheur et la princesse qui s'était confiée à lui:

Mais Karpo avait une autre bonne raison: celle d'avoir obtenu le conçours d'une des dernières grandes tragédiennes de notre temps, Léonie Rysanek, la prodigieuse Kundry, la bouleversante Chrysothémis d'Elektra (ici même, en 1980 et 1982), la sublime Sieglinde de Bayrenth dans les années 50, reconvertie en fin de carrière dans les rôles diaboliques.

Sans presque dire un mot au premier et au dernier acte, elle écrase la scène, où elle est présente presque de bout en bout, par ses attitudes altières, ses incantations, ses conjurations hypnotiques; et lorsqu'elle chante, bousculant son malheureux mari, fascinant la pauvre Elsa, on retrouve la plus haute tradition wagnérienne, ce brasier lyrique qui s'empare d'an admirable corps sonore pour traduire les couleurs, les nuances, le caractère. l'intensité d'un personnage hors du commun. Voix pétrie de cent rôles assumés jusqu'an bout et dont les franges fragiles font ressentir la vertigineuse

Tout plie a palit devant elle. même le Telramund de Donald McIntyre au visage haineux et s'éteignent vite sons les cajoleries mielieuses de son épouse; Alberto Remedios, Lohengrin de belle prestance, ne fait guère illusion avec sa voix ciaironnante, au large vibrato, dont le manque de soutien dément la fermeté; Victor von Halem, dont le timbre est enveloppé de mystère, se voit quelque peu haudicapé par le rôle de ce roi Henri aussi passif et inefficace que le vieil Arkel.

Quant à Anne Evans, qui remplaçait au pied levé Marita Napier, elle a relevé le défi avec talent. Mince et tendre Elsa, sa voix, qui a du caractère, ne demande qu'à s'épanonir. mais il lui était difficile d'affirmer d'emblée son personnage subtil en face de l'épique Rysanek.

Les décors de Ghislain Uhry, et surtout les éclairages renvoyés par de grandes surfaces réfléchissantes. créent une atmosphère suggestive de conte bien médiéval, tournant à l'orage et aux maléfices. Jacques Karpo, comme à son habitude, explicite les arrière-plans de l'intrigue en illustrant pendant les préludes la disparition du prince de Brabant et sa métamorphose en cygne. Sa réalisation bien équilibrée n'a manqué que da temps nécessaire pour régler les évolutions passablement confuses des chœurs franco-bulgares, qui chantent per silleurs un silemend approximatif et cocasse. On ten dirait autant de l'orchestre, dirigé par Janes Furst, qui parfois se met an diapason du drame, surtout dans le dialogue tendu du deuxième acte. sans avoir toujours la cohésion et le raffinement nécessaires. Mais cette représentation restera comme l'ineffaçable triomphe d'Ortrade-Rysanck

JACQUES LONCHAMPT

CORRESPONDANCE

L'état de la Bibliothèque nationale

Après la publication dans le Monde daté 18-19 décembre d'un article d'Andrée Jacob sur la Bibliothèque nationale, M. Jacques Sallois, directeur du cabinet de M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, nous a adressé la lettre sui-

1) Contrairement au titre que vous avez cru pouvoir donner à l'article en question, il ne pleut évidemment pas sur les livres de la Bibliothèque nationale, même si un incident survenu l'au passé a menacé certaines collections.

Il convient à cet égard d'indiquer que le système de chauffage de l'établissement date de 1936 et la climatisation de 1914.

C'est précisément pour faire face à ce lourd héritage que des opérations importantes d'entretien ont été entreprises. En 1982, 2,6 millions de francs ont été dépensés pour le chauffage et pour la sécurité. En - 1983, 5,6 millions de francs ont été consacrés à la réfection des installations électriques et de la converture du magasin des livres et des

zolide. Car toute son œuvre porte la

Les crédits d'entretien des bâtiments et des installations ont crû de plus de 267 % entre 1979 et 1983 tandis que les dépenses destinées à l'accroissement et à la sauvegarde des collections augmentaient respectivement de 171 % et de 870 % au cours de la même période.

2) Au-delà de l'entrețien de existant, un important programme de réhabilitation de l'ilot Vivienne et de décentralisation permettra, dès 1985, d'offrir aux usagers des services complètement rénovés.

A cet effet, les crédits d'investissement qui s'élevaient à 10,5 millions de francs en 1977, 12,3 millions de francs en 1978 et 6 millions de francs en 1981 sont passés à 48.3 millions de francs en 1982 et 52.6 millions de francs en 1983. Ils seront de 60 millions de francs en

En province, le programme de décentralisation de la Bibliothèque nationale se poursuit, A Provins, les travaux d'extérieur du Centre de conservation de la presse régionale (1.7 million de francs en 1982, millions en 1983) seront prochainement achevés. A Sablé, une station pilote de « désacidification » sera mise en place dès 1984 au Centre de conservation et de reproduction du livre. A Saint-Lizier. un projet d'installation de la phonothèque nationale est à l'étude.

 S'agissant du fonctionnement, les crédits de la Bibliothèque nationale s'élevaient à 19,3 millions de francs en 1977, 20,9 millions de francs en 1978, 30 millions de francs en 1980 et 1981. His sont passés 51 millions de francs en 1982 et 64,6 millions de francs en 1983. Ils seront portés à 68,5 millions de francs en 1984.

Enfin. les effectifs étaient de 151 agents en 1977 et 1 200 en Ils s'établissent à 1 273 en 1981. 1983...

Taking taking the second of th

Constitution of the consti

Leriamphe de Levrie Ry-anek

and the second s

to see the second of the secon

The second secon g the second of the second of

The paper of the left of the second s

Bernellen i but benen Francisco

The supplier of the Contract o

He was an allerance of the second

and the second section is a second second

trade granden et a water a

He out dit

wither der a berafte defaute. . .

A MARINE CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE PART

which we also a grant total and the second to the second t

the contract of the state of the state of the state of

Build a server of the contract of the contract

a commence of the commence of

the filter desired to the contract of the first of the state of the st

AND THE RESIDENCE CONTRACTOR OF THE PROPERTY O

Commence of the second second

- Communication (April 1997) - April 1997 - April 1997

And the second of the second o

specification for the second of the second o

AND THE RESIDENCE OF THE PARTY OF THE PARTY

The property of the second of

the season and the season of t

The second state of the se

with the commence of the same of the same

Afternation and American April 19 and 19 and

in the stage of

· 人名英格兰 医多种性皮肤炎

· Constitution

and the second

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

Late Mar the start of

FE 12: 8 P. T. F.

en a la la l'anni arres (CE)

Carrier of the second and the second

i. w i waren and a second

Constitution of grant of promise

10000

Complement

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), Don Quichotte. SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Vive Offenbach COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20) 20 h 30 ; la Critique de l'école des femmes ; l'Ecole des femmes.

BEAUBOURG (277-12-33), Claime-vidéo : 16 h : House; 19 h : Atomio Café ; Cinéme ; Panorama du cinéma polonais (voir Cinémathèque). THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), Danse, 20 h 30 : Aiwin Nicolats dance

Les autres salles

DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de solell ARTS-HEBERTOT

18 h 30 : le Pèlerin ; 21 h : oncle Venin. BOUFFES - PARISIENS (296-60-24). 21 h : les Treis Jeanne. COMEDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revieus dormir & l'Elysée, COMEDIE DE PARIS (281-00-11).

21 h : l'Ormaie. DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit. DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Oscar et Wilde; 22 h : Les Eaux et Fo-

FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes. GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18). 20 h = 5 : Grand-père. HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Lecon :

21 h 30 : Pinok et Matho. LUCERNAIRE (544-57-34), L 18 b 30 : le Fou et le Créateur : 20 h 30 : les Journées orageuses de Garonnski; 22 h 15: Journal intime de Sally Mara. - IL 18 h 30 : Recatompiln : 20 h 15 : Six houres au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo ; - Petite selle, 18 h 30 : la Figurante d'opéra; 22 h 30 : Oy, Moyshele, mon

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61). 20 h 30 : le Hasard du coin du fou. MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 :

ie Mansarde biene. MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74). 21 h : les Sales Mômes. NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourioupe. **(EUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extrava-**

gant Mister Wilde. RADEAU DE LA MEDUSE (320-91-37), 20 h : Dog Juan aux enfers. SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard. 7. RUE CONSTANCE (367-79-40), 21 b:

Loin du grenier. STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-35-10), 21 h : l'Astronome. TAI TEL D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : Huis clos. THRATRE D'EDGAR (322-11-02).

THEATRE A. BOURVIL (373-47-84), 20 h 15 : les Dames de fer : 21 h 30 : Yen a marr...ez vous.

20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h ; Nous

on fait où on nous dit de faire.

THEATRE DE DOX-HEURES (606-07-48), 20 h : Naïves Hirondolles; 22 h 15 : An secours pape, maman vent

THEATRE 13 (588-16-30), 21 h : in TRESTAN-BERNARD (522-08-40)21 h : le Troisième Témoin

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président BEAUBOURGEOIS (272-08-51) 19 h 30 h Spécialité.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) E: 20 h 15 : les Caïds ; 21 h 30 : Last Lunch, Dernier Service; 22 h 30 : Foullis. CAFÉ DE LA GARE (278-52-51). 22 h 15 : l'Auvent du pavillon. L'ÉCUME (542-71-16), 21 h : J.P. Regi-

POINT-VIRGULE (278-67-03), 21 h 30: le Ticket; 22 h 30 : Moi je craque, mes **Parents requent** TROIS SUR QUATRE (327-09-16). 20 h 30 : Quelque estaminet.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h: On perd les pétales. DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : l'Impôt et les as.

Le music-hall

ALLIANCE (544-41-42) 20 b 30 : Musi que et chants traditionnels des Républiques asiatiques d'Union soviétions. STUDIO BERTRAND (783-64-66) (Mar.), 21 h : Marilyn, je t'eime.

Les cirques

CIRQUE D'HIVER (700-12-25), 16 h 30. ÉCOLE NATIONALE DU CIRQUE (845-58-11), 15 h

Les concerts

Lucernaire, 19 h 45. A. Asselin (Scarlatti, Cimarosa, Haydu). Radio-France, Auditorium 106, 21 h D. Dorrow, J. Mefano, A. Damien, J.-F. Heisser, ensemble 2e2m (Mefano).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE, (326-65-05), 21 h 30 : R. France **MEMPHIS MELODY** (329-60-73). 23 h : L. Rulka. NOTES BLEUES (589-16-73), 22 h : Transvivania. PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Vsop Ragtime. **PETIT OPPPORTUN (236-01-36), 23 h:** B. Reinhardt, Ch. Escondé, B. Ferre.

En région parisienne CLAMART, C.C. J.-Arp. (645-11-87).

coln, 3 (359-36-14); Colisée, 3 (359-26-42); 14-Juillet Bastille, 11 (357-

90-81); Athéna, 12* (343-00-65);

Montpersos, 14 (327-52-37); Pernas-

siens, 14 (329-83-11); Gaumont

Convention, 15 (828-42-27); 14 Juillet-

Beaugreneile, 15 (575-79-79).

20 h 30 : Coup de soleil.

cinema

Les filins marquis (4) sont interdits sux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MARDI 27 DÉCEMBRE 15 h. Bichon, de F. Rivers ; 19 h : Holiday, de G. Cukor; 21 h: Embrasse-la pour moi, de S. Donen.

KEAUBOURG (278-35-57) 15 h : l'Incident de Xi'an, de Cheng Yin ; 19 h, Cinéma polonais: Tout est à vendre, de A. Wajda.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DE L'ÉTOILE (Ital., v.o.): Clany Ecoles, 5 (354-20-12); Biarritz, 8 (723-69-23). -(V.f.): U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32). L'AMIE (All., v.o.) .; Studio de la Harpe, 5 (634-25-52).

ANDROIDE (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99); Ambasande, 8 (359-19-08). -(V.f.) : Arcades, 2" (233-54-58). LES ANGES DU BOULEVARD (Chi.

v.o.) : Olympic Luxembourg, 6° (633-97-77) : Olympic Entrepôt, 14° (545-A NOS AMOURS (Fr.) : Gammont Hallet 1= (297-49-70) : Impérial, 2- (742-.72-52); Hautefeuille, 6 (633-79-38); St-André-des-Arts, 6 (326-48-18); La

Pagode, 7 (705-12-15); Elysées Lin-

L'ART D'AIMER (franco-it.) : Paramount Odéon, 6º (325-59-83); Monte-Carlo, 8º (225-09-83); Paramount Opera, 9º (742-56-31); Paramount Montparnesse, 14 (329-90-10).

AU NOM DE TOUS LES MIENS (Fr.) : Forum 1= (297-53-74); Normandie, 8-(359-41-18); Paramount Opéra 9 (742-56-31): Paramount Montparasso, 14 LES AVENTURIERS DE L'ARCHE

PERDUE (A., v.f.): Capri, 2 (508-

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Quintette, 5 (633-79-38); Ambassade, 8 (359-19-08). LA BELLE CAPTIVE (Fr.): Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01). BOAT PEOPLE, PASSEPORT POUR

L'ENFER (Chi. v.o.) ; U.G.C. Odéon, 6º (325-71-08). - (V.f.) : Biarritz, 8 (723-69-23); Parmassiens, 14 (329-83-11); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32). CARMEN (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1= (233-42-26); Quintette, 5= (633-79-38); Parnassiens, 14= (320-

CHALEUR ET POUSSIÈRE (ARE. v.o.) : Lucernaire, 6 (544-57-34) ; Marbeuf. 8 (225-18-45). CLASS (A., v.o.) : Publicis Matignon, & (359-31-97).

LES CŒURS CAPTIFS (Brit., VA.) : Logos III, 5- (354-42-34). LES COMPÈRES (Fr.) : Gaumont Halles, 1" (297-49-70); Richelieu, 2

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles «LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES» 281-26-28 + (de 11 heures à 21 heures. sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 26 décembre

(233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2 (296-80-40) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Marignan, 8 (359-92-82); George V, 8 (562-41-46); Paramount Mercmy, 8 (562-75-90); St-Lazare Pasquier, 3° (387-35-43); Français, 9° (770-33-88); Maxéville, 9° (770-72-86); Nation, 12° (343-04-67); Fauvette, 13° (331-60-74); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Gaumont Convention, 15-(828-42-27); 14-Juillet Beaugrenelle, 15- (575-79-79); Paramount Maillot, 17-(758-24-24); Pathé Clichy, 18 (522-46-01); Gammont Gambetta, 20 (636-

DANS LA VILLE BLANCHE (Sui.) St-Ambroise, 11° (700-89-16) (H. sp.). DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : Pernassiens, 14 (329-83-11). LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TETE (Bost.-A., v.f.) : Impérial Pathé,

2 (742-72-52). DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32) ; Grand Pavois, 15 (554-46-85). EN HAUT DES MARCHES (Fr.) : Den-

fert (H. sp.), 14 (321-41-01). ERENDERA (Franco-Mez., v.o.): Forum Orient Express, 1= (233-42-26); Quintette. 5 (633-79-38); Biarritz, 8 (723-69-23) ; Olýmpic 14 (545-35-38) ; Parmassions, 14 (320-30-19). - (V.f.): Lumière, 9- (246-49-07).

L'ETE MEURTRIER (Fr.) Ambassado, **3-** (359-19-08). FAUX-FUYANTS (Fr.) : Marais, 4 (278-47-86).FLASHDANCE (A., v.o.) : Seint-Michel, 5" (326-79-17); Marbeuf, 8" (225-

FRÈRE DE SANG (A., v.a.) ("): 7º Art Beanbourg, 4 (278-34-15) (H. sp.). FURYO (Jap., v.o.): Calypso, 17. (380-30-11)_

18-45). - (V.f.) : Français, 9- (770-

GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5 (354-07-76).GARCON (Fr.): Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Garmont Colisée, 8 (359-

29-46); Français, 9- (770-33-88); Montpernasse Pathé, 14 (320-12-06). GET CRAZY (A., v.o.) : Ambassade, & (359-19-08); Parmassions, 14 (329-83-11); Escurial, 13^a (707-28-04). ~

(V.f.) : Lumière, 9º (246-49-07).

LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Gaumont Halles, 1= (297-49-70); Richelieu, 2" (233-56-70); Berlitz, 2" (742-60-33); U.G.C. Opéra, 2 (251-50-32); St-Germain Village, 5 (633-63-20); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Ambassade, 8" (359-19-08); George-V, 8" (562-41-46): St-Lazare Pasquier, 3 (387-35-43); U.G.C. Normandie, 8-(359-41-18): Maxéville, 9- (770-72-86); Nation, 12s (343-04-67); Fauvette, 134 (331-60-74); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Miramar, 14 (320-89-52) : Gammont Convention, 15: (828-42-27): 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (575-79-79) : Mayfair, 164 (527-27-06) : Pathé Wepler, 18 (522-46-01); Ganmont Gambetta, 20r (636-10-96)

JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.o.) : Forum, 1" (297-53-74); Ciné Beaubourg, 3º (271-52-36); Cluny Palace, 5º (354-07-76); U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); U.G.C. Rotonde, 6º (633-08-22): Normandie, 8" (359-41-18); Marignan, 3" (359-92-82); Publicis Champs-Elysées, 8 (720-76-23); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79). - (V.f.) : Rex. 2 (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27); U.G.C. Boulevards, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12* (343-01-59) Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Monsparaos, 14 (327-52-37): U.G.C. Convention, 15 (828-20-64); Murat, 16º (651-99-75); Paramount Maillot, 17: (758-24-24); Images, 18 (522-47-94); Secretan, 19

(241-77-99). JOY · (Fr.) (**) : Maxéville, 9: (770-LES JOUEURS D'ECHECS (Ind., v.o.) :

Epéc de Bois, 5º (337-57-47). LUCKY LUKE, LES DALTON EN CA-VALE (Franco-eméricain) : Studio de la Herpe, 5 (634-25-52); Ambassade, 8 (359-19-08); Français, 9 (770-33-88); Fauvette, 13 (331-60-74); Montparnos, 14º (327-52-37); 14 Juillet Beaugrenelle, 15º (575-79-79); Gaugeont Sud (en mat.), 14 (327-84-50). LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5º (354-39-19).

LE MARGINAL (Fr.): Richelieu, 2º (233-56-70) ; Le Paris, 8 (359-53-99) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Gaumorn Sud, 14 (327-84-50); Miramar, 14 (320-89-52); Pathé Clichy, 18 (522-

MEGAVIXENS (A., v.o.) (**); 7 Art Beaubourg, 4 (278-34-15); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Elysées Lincoln, 8º (359-36-14); Parnassiens, 14º (329-83-11). — V.f.: Hollywood Boulevard, 9º (770-10-41): Paramount Montmartre. 18- (606-34-25).

MISS OYU (Jap., v.o.): 14 Juillet Permasse, 6º (326-58-00). LE MONDE SELON GARP (A., v.o.): Lucernaire, 6 (544-57-34).

MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3" (271-52-36) ; Rex, 2" (236-83-93) ; Cluny Booles, 54 (354-20-12); U.G.C. Rotonde, 6º (633-08-22); Biarritz, 8º (723-69-23); U.G.C. Boulevard, 9º (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12* (343-01-59); Mistral, 14* (539-52-43); Images, 18º (522-47-94).

LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.) : Marbeuf, 8 (225-18-45); Parnassiens, 14 (329-83-11). OCTOPUSSY (A. v.o.); Marbeuf, 3

(225-18-45). - V.f. : Galté Boulevard, 9 (233-67-06); Tourelles, 20 (364-PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.): Berfitz, 24 (742-60-33); Mari-

gnan, 8º (350-92-82); Montparnasse Pathé, 14º (320-12-06). PREMIERS DÉSIRS (Fr.): Marignan, & (359-92-82); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

PRINCESSE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5- (337-57-47).

LES FILMS **NOUVEAUX** LE BAL, film franco-italien d'Ettore

Scola: Gammont-Halles, 1" (297-49-70) : Vendôme, 2° (742-97-52) Studio de la Harpe, 5º (634-25-52) Hautefeuille, 6 (633-79-38); Pagode, 7- (705-12-15): Gaumont Champs-Elysées, 8° (359-04-67) Français, 9 (770-33-88) : 14 Juillet-Bastille, 11 (357-90-81); Olympic, 14 (545-35-38); MontparsassePathe, 14 (320-12-06); P.L.M.Saint-Jacques, 14 (589-68-42); Bienventte Montparmasse, 15 (544-25-02) Gaumont Convention, 15° (828-42-27); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Victor-Hago, 16t (727-

49-75); Images, 18 (522-47-94). LES DENTS DE LA MER Nº 3. (en relief), film américain de Joe Alves, v.o.: Forum, 1= (297-53-74) U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Ermitage, 8º (359-15-71); Paramount City, 8- (562-45-76). VF : Rex, 2-(236-83-93) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) : U.G.C. Gobelins, 13" (336-23-44); Paramount Galaxic. 134 (580-18-03): Paramount-Montparnesse, 14 (329-90-10) : Paramount Orléans, 14º (540-45-91): U.G.C. Convention. 15º (828-20-64); Mnrat, 16º (651-99-75); Paramount-Mailiot. 17.

tre, 18 (606-34-25). PRENOM CARMEN, avant-oremière. film franco-misse de Jean-Luc Godard: Studio Médicis, 5º (633-25-97).

(758-24-24); Paramount Montmer-

ICHAO PANTIN, film français de Claude Berri : Forum, 1= (297-53-74); Orient Express, 1# (233-42-26); Rex. 2" (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Paramount Marivaux, 2" (296-80-40) Saintt-Germain Studio, 5 (633-63-20); Hautofenille, 6. (633-79-38); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08) : U.G.C. Biarritz, 84 (723-69-23); Colisée, 8º (359-29-46) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31); U.G.C. Gare de Lyon, 12º (343-01-59); Paramount Galaxie, 13 (580-18-01); Paramount Gobelins, 13º (707-12-28); Gaumont Sud, 13° (327-84-50); Paramount Montpermesse, 14' (329-90-10); Miramar, 14 (320-89-52); Bienventle Montparnasse, 15 (544-25-02); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); 14 Juiliet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Athéna, 12° (343-00-65); Passy, 16° (288-62-34); Wepler Pathé, 18º (522-46-01); Paramount Montmartre, 18-(606-34-25); Secrétan, 19- (241-

LA TRACE, film français de Bernard Favre : Ciné Beaubourg, 3º (271-52-36); Studio Alpha, 5 (354-39-47): U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); U.G.C. Rotonde, 6" (633-08-22); U.G.C.-Champs-Elysées, 8 (359-12-15); U.G.C. Boulevards, 9 (246-66-44); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Pathé Clichy, 18-(522-46-01).

UN BON PETIT DIABLE, film français de Jean-Claude Brialy : Forum Orient-Express, 1= (233-42-26); Publicis Saint-Germain, 6 (222-72-80); George V, & (562-41-46); Marignan, & (359-92-82); Saint-Lezare Pasquier, 8 (387-35-43); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Maxéville, 9º (770-72-86); Nation, 12. (343-04-67); Paramount Bastille, 12" (343-79-17); Fauvette, 13" (331-60-74); Mistral, 14º (539-52-43); Montpernasse Pathé, 14 (320-12-06); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Pathé Clichy, 18° (522-46-01).

LES PRINCES (Pr.) : Cinoches Saint Germain 6 (633-10-82). QUAND FAUT Y ALLER, FAUT Y AL-LER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1= (223-42-26) ; U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); Ermitage, 8 (359-15-71); v.f.: U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); Rex. 2º (236-83-93); U.G.C. Montparagete, 6 (544-14-27); Paramount City, 8-(\$62-45-76); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); U.G.C. Gobelius, 13 (336-23-44): Paramount Montparausse, 14º (532-90-10); Paramount Oriéans, 14" (540-45-91); Convention Saint-Charles, 15" (579-33-00); U.G.C. Convention, 15" (828-20-64); Para-

mount Maillet, 17° (758-24-24); Paramount Montmartre, 18° (606-34-25); Pathé Clichy, 18° (522-46-01); Secréten, 194 (241-77-99). LE RETOUR DU JEDI (A., V.J.) U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Bretagne, 6 (222-57-97); Paramount City Triomphe, 8 (562-45-76); Res. 2 (236-

83-93) : Gaumont Convention, 15 (828-42-27). LE ROI DES SENGES (Chinois, v.f.) Marais, 4 (278-47-86).

RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Rio-Opéra, 2º (742-82-54); Ciné-Beaubourg, 3 (271-53-36); 14 Juillet Parnasse, 6 (326-58-00). LE SACRE DE LA NAISSANCE (Fr.)

Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18). SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE (Fr.): U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) : U.G.C. Biarritz, 8º (723-69-23); U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44). SUREXPOSÉ (A., v.o.) : Forum, 1= (297-

53-741. STAYING ALIVE (A., v.o.) : Marbeuf, 8= (225-18-45); v.f.: Max Linder, 9- (770-40-04).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), le Guerre des Étoiles, l'Empire contreattaque, le Retour de Jedi : Escurial, 13º (707-28-04)

TOOTSIE (A., v.f.): Opéra Night, 2º (296-62-56). LA TRACÉDIE DE CARMEN (Fr.) version Delavault, version Gal, version Saurova: 14 Juillet-Parnasse, 6º (326-

LA TRAVIATA (IL, v.o.) : Bonaparte, 6º (326-12-12). LES TROIS COURONNES DU MATÉ-LOT (Fr.) : Panthéon, 5 (354-15-04).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (H. sp.): Denfert, 14 (321-41-01). UN AMOUR EN ALLEMAGNE (Franco-All., v.o.) : Elysées Lincoln, 8= (359-36-14); Pagode, 7= (705-12-15).

UN BRUIT OUI COURT (Fr.) : Saint-

André-des-Arts, 6 (326-48-18). UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Gaumout Hailes, 1" (297-49-70) ; St-Michel, 5 (325-79-17); Ambassade, 8 (359-19-08); George-V, 8 (562-41-46): Parnassiens, 14 (320-30-19). -V.f.: Berlitz, 2 (742-60-33); Lumière, 9= (246-49-07); Montpernos, 14= (327-

52-37). VASSA (Sov., v.o.): Cosmos, 64 (544-VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Gaumont Halles, 1= (297-49-70). Y A TELLEMENT DE PAYS POUR

ALLER (Fr.): Marais, 4 (278-47-86). **WARGAMES** (A., v.o.) : Forum, 1** (297-53-74); Ciné Beaubourg, 3° (271-52-36) : St-Germain Huchette, 5 (633-63-20); Hautefeuille, 6= (633-79-38); Publicis Champs-Elysées, 8º (720-76-23); Marignan, 8 (359-92-82); 14 Juillet Bestille, 11º (357-90-81) : Parnassiens, 14 (329-83-11); Kinopanorama 15 (306-50-50) ; v.f. : Impérial, 2 (742-72-52) : Richelieu, 2 (233-56-70) : Berlitz. 2º (742-60-33) : St-Lazare Pasquier, 8º (387-35-43); Maxéville, 9º (770-72-86); Nations, 12* (343-04-67); Fauvotte, 134 (331-60-74); Mistral, 144 (539-52-43); Gaumont Convention, 15" (828-42-27); Pathé Clichy, 18 (522-46-01) : Gaumont Gambetta, 20 (636-

ZELIG (A.) : Epéc de Bois, 5º (337-

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Templiers (H. sp.), 3- (272-94-56). ANGELE (Fr.): André Bazin, 13º (337-APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*): Champellion, 5 (354-51-60). LES ARISTOCHATS (A. v.f.), Napo-16on, 17 (380-41-46). LA BALANCE (Fr.) : Bergère, 9 (770-LE BAL DES SERÈNES (A., v.o.) : Movics. 1= (260-43-99). LES BAS FONDS (Fr.) : St-André - des - Arts, 6 (326-80-25); \$tu-

dio 43 (H. sp.) 9 (770-63-40). BLADE RUNNER (A., v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4º (272-63-32); (v.f.); Opéra Night, 2º (296-62-56). BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAINS (A., v.f.) : Grand Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27); U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); La Royale, 8 (256-82-66); U.G.C. Ermitage, 8 (359-15-71); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); U.G.C. Convention, 15 (828-20-64); Murat, 16" (651-99-75); Napoléon, 17 (755-63-42)); Pathé Clichy, 18 (522-46-01). LA CAGE AUX FOLLES Nº 2 (Fr.) : Copri, 2º (508-11-69). LE CAMERAMAN (A.) : Rialto, 19º

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A.

v.o.) : Studio Bertrand, 7. (783-64-66).

(607-87-61).

(**): St-Lambert (H. sp.), 15 (532-91-68); Studio Galando (H. sp.), 5 (354-72-71); Bolte à films, 7º (622-LES CINQ MILLE DOIGTS DU DOC-TEUR T. (A., v.o.) : Action Christine Bis. 6- (325-47-46). LA CLÉ DE VERRE (A.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77). CLEOPATRE (A., v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46). CONTES DE LA FOLIE ORDINAIRE

(IL, v.o.): Templiers (H. sp.), 3º (272-LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) (**) : Champo, 5 (354-51-60). DANS LES RUES (Fr.) : Studio de Petole, 17- (380-42-05). DÉLIVRANCE (A., v.f.) (**) : Boîte à films (H. sp.), 17° (622-44-21) ; St-Ambroise, 11° (700-89-16).

DODES CADEN (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15° (532-91-68).

LE DOULOS (Fr.): Quintette, 3 (633-EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5 (354-72-71) ; Boite à films, 17 (622-44-21). EMMANUELLE (Ft.) (**): Paramount-City, 8 (562-45-76). L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**): Templiers (H. sp.), 3 (272-94-56);

Denfert, 14 (321-41-01); Grand Pavois, 15- (554-46-85). LES ENFANTS DU PARADES (Fr.) : Renciash, 16 (288-64-44). L'ENTRAINEUSE (Fr.) : Logos II, 5 (354-42-34); Studio de l'Etoile, 174 (380-42-05). ERASERHEAD (v.o.) (**) : Escurial, 13* (707-28-04). LA FABULEUSE HISTOIRE DE DO-NALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.): Napoléon, 17" (755-63-42). FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Rielto, 19

(607-87-61); Acacias, 17: (764-97-83). GERTRUD (Dan., v.o.) : Marais, 4 (278-GEMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6- (325-60-34). GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H. sp.) (Fr.) (**) : Denfert, 14 (321-41-01). HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17 (622-

LES HAUTS DE HURLEVENT (A.,

v.o.): Action Rive Gauche, 6 (325-65-04); Mac Mahon, 17" (380-24-81); (v.f.) : Paramount Marivaux, 2 (329-90-10) : Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Montparnasse, 14º (329-90-10).L'IMPOSSIBLE MR. BÉBÉ (A., v.o.) : Acacies, 17º (764-97-83). INDISCRÉTION (A., v.o.) : Action Christine, 6^e (325-47-46). IVANHOÉ (A., v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

LE JARDIN DU DIABLE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5º (325-78-37). JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.): Calypsa, 17° (380-30-11). JESUS DE NAZARETH (IL, V.f.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85). JONATHAN LIVINGSTON LE COE-LAND (A., v.o.) : St-Ambroise (H. sp.), 11s (700-89-16); Cinoches, 6s (633-

LAURA (A., v.o.) : Action Christine, 6* (325-47-46).LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Quintette, **5** (633-79-38). LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Righto, 19 (607-87-61). M.A.S.H. (A., v.o.) : Châtelet Victoria (H. sp.), 1= (508-94-14). MEME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR

TAPE SUR LA TETE (IL. v.f.) : Arcades, 2° (233-54-58) MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**): Capri, 2- (508-11-69). LES MISERABLES (Fr.) : Studio 43, 🥍 (770-63-40). LE MOUCHARD (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66). NEW-YORK NEW-YORK (vers. intégr.) : Calypso, 17º (380-30-11). ORANGE MECANIQUE (A., r.o.) (**) Studio Galande (H. sp.), 5 (354-72-71). ORFEU NEGRO (Fr.); Grand Pavois, 15

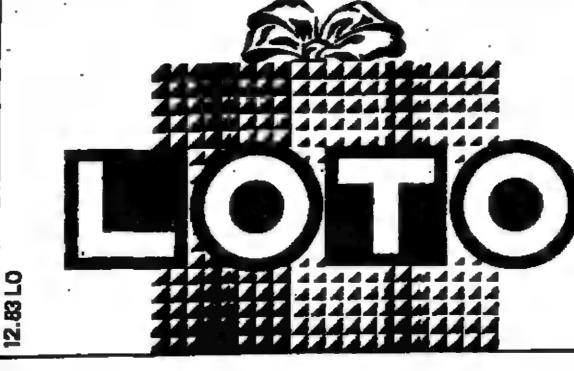
LE PARADIS DES RICHES (Fr.) : Studio Bertrand, 7º (783-64-66). LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.): Templiers, 3- (272-94-56). PHANTOM OF THE PARADISE (A.) (*) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32) ; St-Lambert, 15 (532-91-68).

PÉCHÉ MORTEL (A., v.o.) : Olympic Luxembourg (H. sp.), 6 (633-97-77). PORTRAIT D'UNE ENFANT DÉCHUE (A., v.o.) : Olympic Balzac, 3° (561-10-60) ; Olympic St-Germain, 6° (222-87-23). PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6^e (325-59-83). LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (325-56-04); Boite à films, 17 (622-44-21). SENSO (IL, v.o.) : Movies, 1" (260-43-99); Logos III, 5" (354-42-34);

Olympic Balzac, 8 (561-10-60); Olympic, 14 (545-35-38). TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Botte à film (H. sp.), 17* (622-44-21). T'ES FOU JERRY (A.) : Paris Loisirs Bowling, 18 (606-64-98). THE ROSE (A., v.o.) : St-Lambert, 15 (532-91-68). TUEUR DE DAMES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5 (325-72-07). LE NOUVEL AMOUR DE COCCI-NELLE (A., v.f.) : Rex, 2 (236-83-93) : Napoléon, 17: (755-63-42). LA VIE EST BELLE (A., v.o.): 14-Juillet Racine, 6º (326-19-68); Olympic Balzac, 8- (561-10-60); 14-Juillet Bastille. 11 (305-90-81). LE VOLEUR DE BICYCLETTE (IL.

v.o.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-LE VOYEUR (Brit., v.o.) : Logos I, 5 CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (354-42-34); Acacies, 17 (764-97-83). (A., v.o.) (*): Epéc de bois, 5° (337-Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Riaho, 19 (607-





c'est facile, c'est pas cher, et ça peut rapporter gros





COMMUNICATION

APRÈS TROIS MOIS DE FORMULE TRANSITOIRE

«Les Nouvelles» ont trouvé leurs marques

Il y a trois mois, deux nouveaux hebdomadaires se lançaient : les Nouvelles (ex-littéraires), sous la direction de l'éditeur Jean-Pierre Ramsay, et Magazine-hebdo sous l'impulsion de M. Alain

11 000, alors que certains, dans les mêmes conditions, ont vu leurs 28 décembre, est marqué, selon M. Ramsay, par le style quasi définitif du projet initial, celui de l'hebdomadaire dont il avait prévu le lann'oublions pas que le Point a mis deux ans à atteindre son niveau cement pour février 1984. «Mais"

d'équilibre financier ! ». lorsque Tesson a annoncé, au prin-Passons à l'équipe rédactionnelle temps 83, son intention de céder les Nouvelles littéraires, cela consti-On avait appris qu'un certain nomtuait un capital de départ non néglibre de journalistes des Nouvelles litgeable qui justifiait de bouleverser téraires, sélectionnés par lui à l'origine, avaient rapidement quitté le nos plans. » Ce qui explique cette navire (certains mêmes, tel Gilles évolution progressive « à dose Anquetil à propos de son article cenhoméopathique - des Nouvelles vers sa version définitive, évolution qui suré sur Raymond Aron, avec an reci éclai). « D'accord avec Tesson, évitait le risque d'une suspension de qui possédait une rédaction pléthoparution pendant six mois... rique, j'avais gardé quatorze jour-Cette formule de rodage a permis de «positionner» l'hebdomadaire nalistes, étant entendu que la clause de conscience serait ouverte à ceux avec un minimum de moyens finanqui ne partagaient pas le projet d'hebdomadaire que j'entendais ciers (le budget de promotion a atteint 1300000 F) et d'amener sa faire. C'est ainsi que six d'entre eux diffusion dans la tranche des 70000 ont préféré partir. Huit sont restés à 80000 exemplaires (dont 26000 et les Nouvelles comptent mainteabonnés). - L'objectif que nous nous fixons, dit M. Jean-Pierre nant une équipe (permanents plus pigistes réguliers) de vingt-quatre Ramsay, c'est 110 000membres (1). 120000 exemplaires à la sin de

» Quant à notre projet rédaction-nel, il est simple. Considérant que la formule news magazine n'est plus adaptée - le citoyen est suffisamment informé par la radio, la télévision et les quotidiens sur l'actualité factuelle, - il faut être plus sélectif, ne retentr que des sujets signifiants, mais en allant plus loin, en . faisant du journalisme d'investigation. D'autre part, si les Nouvelles sont « globalement de gauche »,

elles ne sont pas obsédées par la

sieurs départements du Massif Cen-

ture au domaine de l'information, la

station régionale confiera des émis-

andiovisuels et la presse écrite.

nal d'actualités télévisées.

GEORGES CHATAIN.

UN MENSUEL DE GAUCHE:

« RAISONS »

che réuni autour de MM. Louis

Cordesse, peintre, et Robert Lévy.

professeur de philosophie, lance un

mensuel, Raisons, qui se propose de

provoquer les débats nécessaires à

l'élaboration de la politique nov-

velle (...), en amont comme en aval

des décisions ». « Comment affir-

mer qu'il n'y a qu'une seule politi-

que possible? . demandait, dans

l'éditorial du numéro 1 le comité de

rédaction de Raisons. « Cela aussi.

ajoute-t-il, fait partie du débat -, le-

quel - vaut mieux que l'avertisse-

Le numéro 2 de Raisons consacre

plusieurs articles aux problèmes de

l'immigration. Edité sur quarante

pages, à quatre mille cinq cents

exemplaires, Raisons bénésicie

d'une avance de son impriment, le

Centre méditerranéen de presse, qui

imprime notamment le Provençal et

le Méridional, et dont M. Cordesse

est l'un des actionnaires. Raisons est

* 4, rue de l'Eglise, 92170 Vanves.

Au Figuro, M. Robert Hersant

a été réélu président du directoire, le

16 décembre, à l'issue de la réunion

des membres du conseil de surveil-

lance de la société de gestion du

Figaro comprenant les représentants

de la société propriétaire, ceux de

« l'équipe Pierre Brisson », du col-

lège des journalistes et du collège

des cadres. Ont été élus ou réélus.

également à l'unanimité. MM. Jean

let, chef du service social (comme

représentant de la rédaction), Chris-

tian Grimaldi et André Boussemart.

M. Gillet succède à M. Marcel

Gabilly, qui devient vice-président

du conseil de surveillance.

Miot, directeur délégué, André Gil-

diffusé par les N.M.P.P.

Le numéro : 10 francs.

ment silencleux des urnes ».

Un groupe d'intellectuels de gau-

Enfin, pour étendre cette ouver-

en sont-ils après leurs premiers cent jours? M. Lesebvre a préséré «attendre la sin janvier 1984 pour faire le point de manière plus précise».

> Si l'on en croit les apparences — on dresse des cloisons, on fixe des étagères et l'on refait les peintures dans les bureaux du petit immeuble calme de la rue Christine, - le directeur des Nouvelles est raisonnablement confiant en l'avenir. « Certes, nous ne sommes pas encore envahis par la publicité. Nous avions prévu 100 pages au démarrage, nous en aurons fait 200. Mais en 1984 il nous en saudrait 400 ! D'autre part, nous venons de porter le capital des Nouvelles à l million de francs, grâce à de nouveaux apports. Mais nous n'avons fait appel à aucune banque pour cela, ce sont tous des actionnaires privés, qu'ils se nomment Max Théret ou Jean-Denis Bredin. Nous publierons d'ailleurs la liste complète des porteurs de parts de notre hebdo avant la fin du premier tri-

politique politicienne. C'est avant

tout le projet culturel, artistique, de

société, que représente la gauche

Une manière comme une autre d'appliquer par anticipation la règle sur la transparence que cherche à imposer la nouveile loi sur la

mestre 1984. •

CLAUDE DURIEUX.

(1) M. Jean-Francis Held vient d'être nommé co-directeur de la rédaction, avec M. Jean-Pierre Ramsay.

FR 3 Limousin-Poitou-Charentes: écran ouvert | POUR FÊTER SON NUMÉRO 2 *** aux collaborations extérieures

De notre correspondant

Limoges. — A partir du 12 janvier prochain, la station régionale FR3 Limousin-Poitou-Charentes mettra en place sa nouvelle grille de programmes. Une nouvelle grille qui se traduira par un appel aussi large que possible aux collaborations exté-

1984, l'équilibre total devant être

atteint l'année suivante, sur la base

de 130000-140000 numéros vendus.

Certains disent déjà que le lance-ment des Nouvelles a été un fiasco.

C'est totalement faux. Prenons par

exemple les chiffres de vente sur

Paris-surface : le premier numéro

avait été vendu à 21000 exem-

plaires (le succès de toute nou-

veauté!); nous sommes

aujourd'hui stabilisés à 10000-

« Les trois heures d'antenne que nous avons depuis le 5 septembre dernier nous permettent de faire des propositions d'achat et des commandes aux producteurs indépendants de la région . explique M. Bernard Monnier, le directeur de la station. Cet appel à l'extérieur apparaît comme une solution possible aux difficultés des stations régionales, dont le temps d'antenne a été multiplié par six (de trente-cinq minutes à trois heures quotidiennes) sans que les moyens en hommes et en matériel en soient pour autant étoffés. « Depuis septembre, nous avons reçu plus de quatre cents propositions d'émissions : et nous avons pu stocker vingt heures de productions déjà réalisées. »

Certains de ces produits déjà réalisés ont été présentés en décembre, à Saint-Pierre-d'Oléron, par les responsables de la station régionale ; les réalisations de la Maison de la culture de La Rochelle, du Centre de recherches et d'études audiovisuelles de La Rochelle, de l'association vidéo de Royan et d'Angoulême. Des coproductions sont d'autre part en cours de réalisation. pour lesquelles FR3 s'est associée avec le centre hospitalier universitaire de Limoges et les C.A.U.E. (comités d'architecture, d'urbanisme et d'environnement) de plu-

Une enquête et un stage sur la chanson

En avant-première du MIDEM, le Centre de perfectionnement des journalistes (C.P.J.) organise, du 16 au 20 janvier, une session d'information sur le monde des variétés et de la chanson. Grâce à de multiples rencontres, ce stage fera le point sur les conditions de travail des artistes, sur l'industrie discographique, sur les droits d'auteur, sur la SACEM et sur les projets du ministère de la culture. De leur côté, les quarante-huit étudiants de seconde année du Centre de formation des journalistes (C.F.J.) viennent de réaliser une revue sur les coulisses du show-business intitulée Nous avons les moyens de vous faire chanter. Impertinente et bien menée, cette étude fait quelques incursions dans le rock à Paris et en province, dans la musique africaine et sudaméricaine entendues dans la capitale. De bonnes illustrations, parsois drôles, donnent ençore plus de piment à la vivacité des enquêtes, reportages el portraits. Cette revue est diffusée à Paris et en province par les FNAC, les drugstores et certaines grandes librairies. Elle est également disponible au C.F.P.J., 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 508-86-71.

une grande campagne « Ensemble vaincre la peur »

sions d'actualité aux journalistes de la presse écrite régionale (le Populaire du Centre, la Montagne, l'Echo du Centre, en Limousin, Sud-Ouest, la Charente libre. Centre-Presse, la Nouvelle République, le Courrier de l'Ouest, en Poitou-Charentes). Innovation qui constituera une exception notable dans la petite guerre que se livrent souvent dans les régions les médias Ce pari de l'enracinement et de l'ouverture, FR 3 Limousindont la grande majorité (85 %) en Poitou-Charentes prétend aussi le

gagner dans ses relations avec les instances de la double région que couvre la station. L'établissement public régional du Limousin l'a aidée à équiper un car vidéo d'une caméra et l'établissement public régional Poitou-Charentes participe à la construction à Poitiers des nouvelles installations du centre régiodes chrétiens convaincus.

Le succès de la revue a permis au groupe d'élargir son champ et de lancer d'autres publications : Télérama, l'Actualité religieuse dans le monde, Croissance des jeunes nations, Prier, Amos, etc. Outre les revues, les Publications de la Vie catholique out des activités d'édition, de librairies et d'imprimerie : les éditions Desclée de Brouwer, une participation dans les éditions du Cerf et les éditions Cana, la librairie de la Procure et l'imprimerie Malesherbes photocomposition, Presse informatique, etc.

Le deux-millième numéro de la Vie sera exceptionnel Les cent un reportage sur les bidonvilles de Calcutta : un sondage sur le thème : que de Lyon, sur Dieu, la religion, débat sur le futur avec le Père Henri le professeur Jean Bernard, président du comité d'éthique ; e le lancement d'une grande opération cier des personnalités connues.

Les Publications de la Vie catholique ne sont pas épargnées par la crise que connaît la presse en générai. Elles sont peut-être aussi victimes du vent de réaction qui commence à souffler sur l'Eglise vingt ans après la grande libération du concile Vatican II, qu'elles ont aidé

(1) La Vie. hebdomadaire chrétien d'actualité, 163, boulevard Malesberbes, 75859 Paris Cedex 17, 7,50 F (abonnement d'un an : 330 F).

« La Vie » lance

L'hebdomadaire chrétien d'actualité la Vie (1) fêtera, le 28 décembre, la sortie de son deux-millième numéro. Fondée après la guerre, en 1945, par trois laïcs, Ella Sauvageot, Georges Hourdin, Joseph Folliet, et deux dominicains, les Pères Boisselot et Gourbillon. la Vie catholique PREMIÈRE CHAINE: TF 1 illustrée - devenue la Vie en 1976 lors de son passage à la vente en kiosque - est tirée à plus de quatre cent mille exemplaires et lue par près de deux millions de personnes,

Revue familiale d'inspiration chrétienne, la Vie – et c'est sans doute son originalité par rapport aux autres publications confessionnelles - s'est toujours soucié avant tout de traiter l'actualité, religieuse ou non. Ses rédacteurs en chef successifs, notamment Pierre Vilain. Jacques Duquesne et José de Broucker, journalistes professionnels, sont aussi

soixante-huit pages comprendront Les Français connaissent-ils l'Evangile? • : une « table ronde » où cinq jeunes posent des questions à Mgr Albert Decourtray, archevel'Eglise; des témoignages de leoteurs et de rédacteurs ; des récits qui retracent l'histoire de la revue : un Madelin, provincial des jésuites, et Ensemble vaincre la peur », campagne à laquelle la Vie entend asso- 23 h 25 Vivre en poésie.

à faire connaître à un large public.

Lundi 26 décembre

PREMIÈRE CHAINE: TF1 POT. 32.32

h 35 Film: Voyage au-centre de la Terre. Film américain de H. Levin (1959), avec J. Mason, A. Dahl, P. Boone, D. Baker. (Rediffusion.)
Le roman de Jules Verne a été bien transfort décors souterrains donnent une forte impression de mys-

VOYAGES EXTRAORDINAIRES Jules Verne éditions de l'AGORA

22 h 40 Entracte. Le clin d'ail comique de Stéphane Collaro. 22 h 45 Ballet : Primavera. Spectacle charégraphique du Ballet du Rhin

23 h 15 Divertissement : Est-ce ainsi hommes vivront? 23 h 25 Journal. 23 h 40 Vivre en poésie.

DEUXIÈME CHAINE: A2



20 h 35 Soirée Peter Brook : la Tragédie de Carmen.

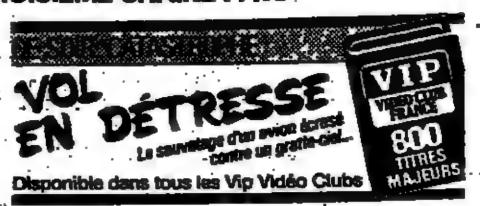
De P. Brook, mise en scène M. Benichou. D'après G. Bizet, P. Mérimée, Meilhac et Halévy, dir. musicale M. Constant, Avec E. Saurova, V. Dietschy, L. Dale, . Rath (en liaison avec France-Musique). Une version déposailée, magique, du chef-d'œuvre de Bizet. Elena Saurova est la plus énigmatique et la plus émouvante des trois Carmen.

Document : Les secrets de Carmen

Un apercu assez fascinant des répétitions collective

h 45 Soirée en chansons : Ta da de De P. Brook, avec la troupe lyrique qui inte

TROISIÈME CHAINE: FR3



Film français de C. Pinotean (1974), avec L. Ventura, I. Adjani, A. Girardot, F. Perrin, J. Spiesser. (Rediffu-

Un quinquagenaire irascible gifie, au cours d'une dis-pute, sa fille adolescente qui voulait vivre sa vie. Elle se sauve, il la recherche. Comédie de mæure modernes. 22 h 15 Journal 22 h 35 Megazine: Thalassa.

Magazine de G. Pernond. « Poudre d'escompette », un film de l'École en bateau. 23 h 20 Amour, amours : le Mariage de Mademoi-

Réal C. Huppert, Avec M. Cheminat, V. Choquet. Caroline Huppert a écrit avec un mélange de couleurs acides et fraiches comme un sorbet, une histoire qui se passe en province : les efforts d'une jeune institutrice décidée à retrouver l'ancien amour d'une vieille dame. 23 h 35 Musiclub.

Une saison d'opéra de Nicolat Ghiaurov (2º partie). . .

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Dessin animé : inspecteur Gadget. 17 h 30 Court métrage. 17 h 35 Tálévision libre: (Le magazine des télémanisques.)

18 h 5 Dessin animé : Utysse 31. 18 h 30 Sports. 18 h 56 Dessin animé : les Misérables

Informations. 19 h '15 Info régionales. 19 h 35 Feuilleton : Un homme... une ville

FRANCE-CULTURE

26 h, Chant de Noël, de C. Dickens. Adapt. J. Rollin-Weisz, real. B. Horowicz. 21 h. L'autre scène, ou les vivants et les dieux : les Evangiles apocryphes, avec F. Quéré et C. Mopsik.

22 h 30, Nuits magnétiques : Halti.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en simultané avec Antenne 2) : la Tragédie de Carmen, film de Peter Brook, d'après Bizet. Vers 22 h. Fréquence de muit : feuilleton Haendel-

Mardi 27 décembre

11 h 30 Vision plus.

12 h Dix sur dix. 12 h 30 Atout cour.

13 b Journal 13 h 45. La petite maison dans la prairie.

14 h 35 Destination Noël. Le village dans les nuages. 16 h 30 Bonjour les fêtes (et à 18 h 30).

Retrouvez Sissi dans Elisabeth d'Autriche

de Jean des Cars

Perrin

6 h 40 Film : Sissi. Film autrichien de E. Marischke (1955), avec R. Schneider, K. Böhm, M. Schneider, G. Knuth, U. Franz. (Rediffusion.) Comment le jeune empereur d'Autriche, fiancé à sa cou-sine Hélène de Wittelsbach, préféra, à celle-ci, sa char-mante et esplègle sœur, Elisabeth, dite « Sissi ». Des . faits historiques transformés en conte bleu.

18 h 25 Livres divers, livres d'hiver. 18 h 35 Deux gourmands disent. 18 h 45 Dessin animé. 18 h 55 7 heures moins 5. 19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Jeu : les petits drôles. 19 h 50 Regards feutrés. Journal. 20 h 30 D'accord, pas d'accord. 20 h 35 Variétés : Salut les Mickey.

Avec J. Birkin, M. Galabru, L. Voulzy, K. Cheryl Décors variés pour des variétés variées. 21 h 40 Entracte. 21 h 45 Série : Ludwig... ou le crépuscule des

De Lachino Visconti. Avec H. Berger, R. Schneider. . 22 h 30 Documentaire : Gustave Doré. Réal J. Frapat (prod. INA). 22 h 55 Divertissement : Est-ce ainsi que les

hommes vivront? 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE: A 2 10 h 30 ANTIOPE.

12 h 5 Journal (et à 12 h 45).

14 h 55 Film : Gunga Din.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

12 h 10 Jeu : L'académie des neuf. 13 h 35 Les amours romantiques. 13 h 50 Aujourd'hui la vie.

Film américain de G. Stevens (1939), avec C. Grant V. McLaglen, D. Fairbank Jr, S. Jaffe, J. Fontaine. (N. Rediffusion.) Trois sous-officiers britanniques de l'armée des indes luttent contre les Thugs avec l'aide d'un porteur d'eau

indigène. Très mouvementé, bien joué, colonialiste. 16 h 50 Récré A2. 18 h 30 C'est la vie. 18 h 50 Jeu : Des chilfres et des lettres. 19 h 15 Emissions régionales.

20 h 30 D'accord pas d'accord. 20 h 40 Film : la Ruée vers l'or. Film américain de C. Chaplin (1925).

En 1898, Charlot, prospecteur solitaire, vient chercher de l'or en Alaska. A la fois burlesque et bouleversant d'émotion. On regrette la sonorisation et le commentaire ajoutés par Chaplin qui gâte un peu ce chef-d'azuvre

22. h 00 Mardi cinéma spécial. Avec Valérie Mairesse, Fanny Cottençon, Evelyne Bouix, Rosy Varte, Macha Méril. 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

14 h 30 Emissions pour la jeunease. 17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.

Les petits papiers de Noël. 20 h 30 D'accord pas d'accord. 20 h 35 Film : les 55 jours de Pékin. Film américain de N. Ray (1963), avec C. Heston,

A. Gardner, D. Niven, F. Robson, J. Ireland. H. Andrews. (Rediffusion.) En 1900, à Pékin, les fanatiques Boxers assiègent les once délégations étrangères. Au milieu des dangers, un major américain et une aventurière russe vivent un bref amour.

Journal. 23 h 20 Bananes flambées. Emission de V. Lamy. Spécial musique tropicale

23 h 45 Amour, amours : Sciences naturelles. Réal. N. Lilenstein. Avec J. Jouvert, V. Isen. Lucien, petit garçon d'une douzaine d'années, fasciné par la chevelure d'une vendeuse de chaussures, fait durer le plaisir_ 0 h Prélude à la nuit.

Musique traditionnelle d'Amérique indienne. FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 6 Hier au cinéme : les Pirates de l'air - Film de Christian-Jaque. 18 h 56 Dessin animé : les Misérables.

informations. 19 h 15 Info régionales. 19 h 35 Feuilleton : Un homme... une ville.

FRANCE-CULTURE

12 h 5, Agora. 12 h 45, Panorana. 14 h. Sous.

14 h 5, Un Bure, des voix : Correspondances (tome 17), la Comtesse de Rudolstade, de George Sand, 14 à 47, Les après midi de France-Culture : rubriques internationales (Afghanistan) ; à 15 h 55, Micro hebdo ; 16 h 30, Reportage : une aérogare, Orly-Sud.

18 h 30, Femilieton : le Grand Décret.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, Sciences : les fourmis et l'équilibre de la nature. 20 h, Dialogues : Qu'est-ce que connaître ? Qu'est-ce que : croire ? avec le Père R. Bruckberger.

21 h 15 Minsique: G.R.M. écouter... en radiorame. 22 h 30 Nuits magnétiques: Halti.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5, Concert : œuvres de Maderna, Sinopoli, Berg, par l'Orchestre philharmonique de la radio hollandaise, dir. 13 h 45, Concert : - Zorosstre », de Rameau.

17 h 5 Les reines du soleil : œuvres de Bizet, Thomas, Ros-18 h. Concert de jazz: le « All Stars », de Sun Rá. 19 h 5, Les grands disques de l'année.

20 h 30, Concert (en direct du Grand Auditorium) : Quatuor, de Haydu, « Quartetto serioso », de Beethoven, « la Jeune Fille et la Mort », de Schubert, par le Quatuor Amadeus.

22 h 30, Fréquence de muit : feuilleton Haendel-Hindemith : vers 23 h 10 : Jazz-club.

Société française (6000 personnes, 2 milliards de F de CA) appartenant à un groupe international, leader dans le domaine de la conception et de la construction de matériels industriels pour le bâtiment, nous recherchons pour la

RESPONSABLE CHANTIERS

Rattaché au Directeur de la région, il dirigera une équipe importante (170 personnes) avec comme objectif principal de

gérer et coordonner cette équipe, optimiser son rendement, suivre ses opérations sur le plan technique et financier. Il veillera en particulier à la qualité des prestations et assurera une bonne liaison avec les clients.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur diplômé d'une Grande École (Mines, Ponts, Centrale, A.M., TP,...), âgé d'au moins 30 ans, ayant une première expérience des chantiers en particulier du gros œuvre (bâtiment, constructions

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 83.50 M à EUREQUIP à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.

Homme de terrain, il devra être un bon organisateur et négociateur capable d'autorité et de dialogue à la fois.

INSPECTEURS

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

région parisienne notre

métalliques, etc.).

LA DIRECTION DÉPARTEMEN-TALE DES AFFAIRES SANI-TAIRES ET SOCIALES DE LA SEINE-SAINT-DENIS

RECRUTE

Par voie contractuelle, pour une durée de un an renouvelable dans le cadre de l'exécution du Plan Programme pour la Santé de la mère, de l'enfant et de l'adolescent et du Programme de Prévention Bucco-Dentaire.

UN CHARGÉ

DE MISSION

Les cendidata doivent être titu-laires d'une licence ou d'un di-

piòme équivalent et posséder une expérience administrative, particulièrement dens le sec-tour sanitaire et social, einsi que dans le domaine de l'ani-

Les lettres de cendidature ac-compegnées d'un curriculum vi-tae sont à adresser à la :

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service du Personnel

124, rue Carnot 93007 BOBIGNY.

Centre prijo., recherche FORMATEUR (TRICE) POLYVALENT (E)

Secteur tertiaire Env. C.V. 16, rue Antoine-

Richard, 78000 Versailles.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

ANNONCES ENCADRÉES La La nem/sul." La com/col.T.T.C. OFFRES D'EMPLOI 55.74 47,00 DEMANDES D'EMPLOI 14,00 IMMOBILIER 36,00 42,70 AUTOMOBILES 36,00 36,00 42,70 Dégressits selon surface ou nombre de parvitions.

OFFRES D'EMPLOIS

EUREQUIP

CADRE



Acag Lieland Anderson III.

décembre

Water and the second

THOUSE ME CHAME FRO

RT 5 24 tum lands

Se to the Manager of traction

ENT PART OF DETRANCE

2 1 22 1-1411 - 1 251 7 5 11 Section 1. 2

未被右接 22 . 在11.171.171

Die 1 14 'agte 2 arm men'ny mer

Circum the large and the first termination of the contract of

计大线性热频机 可以表现的 等等等

A to the Employment of the A territories.

The state of the s

E LE CHE - TELLET

The state of the s

T 1 15 16 112

". LESS 1 4. 27%

A to a series and the series of the series

2 2 14

2.49 2 27 1.4.2

The termination of the second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a second section in the second section in the second section is a section in the second section in the second section is a section in the section in the section in the section is a section in the section in the section in the section is a section in the section in the section in the section is a section in the section in the section in the section in the section is a section in the section in

me in a mine a affice.

ERRNOL MOVE LOS

Novembre

The state of the s

A Company of the Company of the Company

the first trees are the second

The state of the s

Le ben en er mer en er er enter er an dem ging .

TI T. T. WILL & TT Chille 31.

27 + 27 day

· 11年中国中国

software do I delibera

The same of the same of the

PRESENT MARKET

final with

of Lateratur

State of the State

THE PROPERTY OF STREET

process and the

policies in the contract of th

See Jes (ETT

The state of the s

Brech die - es secrets de Carrier

2

The second second second

A Secretary and a Market Secretary of the Secretary of th

emplois régionaux

GRENOBLE

Société en forte croissance surtout à l'export (60 % des ventes), recherche

66,42

65.42

Rattaché directement au Directeur Financier, il aura à traiter:

- des problèmes de trésorerie à court et moyen terme, - les convertures de change.
 - les échanges internationaux.
- le reconvrement clients,
- Une expérience de trésorier dans une grande entreprise et du milieu bancaire est demandée. Anglais indispensable. Ref. 80603/A

- Intégré au contrôle financier, il prendra en charge:
- l'analyse de rentabilité.

- le suivi des emprunts,

- le suivi du plan de réduction des coûts,
- Une expérience en entreprise anglo-saxonne est souhaitée. Anglais indispensable. R.J. 80603/B
- Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence du poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal -75001 PARIS, qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN

internationale Recherche pour **REGION OUEST**

implantation

INCENIEUR CALCUL

25 - 40 ans environ **Formation**

- grande école souhaitée pour exécution Calculs Techniques (vibrations de Torsion, suspensions élastiques, vibrations de structures etc.)
- Préparation, exécution et exploitation des mesures correspondantes.

HOMME SYSTEME OU INCENIEUR SYSTEME POUR UNIVAC 1100 61/E2

- 140 terminaux fonctionnant
- en temps réel sous DATA BASE Plusieurs années d'expérience sur 1100 nécessaires

PROGRAMMEURS ANALYSTES

Sur DPS 7 CII HB sous télétraitement Bonne connaissance GCSO/64 Cobol

PUPITREURS

TDS.64.FORMS

Sur DPS 7 CII HB sous télétraitement Bonne connaissance GCOS . 64

> Ecrire à H.A.P Hall des petites annonces n° 952361

7x-44040 NANTES Cedex

Afrique de l'Ouest

CADRE COMPTABLE FINANCIER

DECS minimum - Disponible rapidement

Expérience Expatriation et Projets de Développement Adresser lettre manuscrite - C.V. - prétentions : Nº 7287 Le Monde Pub., Armonces classées

emplois internationaux

(et departements d'Ontre Mer)

CENTRE D'ETUDES DE LANNION recherche

INGENIEUR

3 à 5 ans d'expérience Connaissances protocoles T-D appréciées

Adresser C.V. à T.R.T. **B.P. 340 - 22304 LANNION CEDEX**

Société d'équipements automobile recherche pour principal établissement 100 km Nord de Paris

RESPONSABLE service entretien et travaux neufs

- Ingénieur mécanicien, électro-mecanicien ou équivalent.

FIBUCIAIRE DE FRANCE JURIDIQUE ET FISCALE

• 1º Consul fiscal expérimenté.



INGENIEUR LOGICIEL

débutant ou première expérience

LOGICIEL

intéressés par systèmes temps réel : Télé-com. rurales, Transmission de données.

Quelques années d'expérience dans fonction similaire souhaitées. - Age 30 ans environ.

Adresser C.V. et prétentions à N. 3578 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra.

NICE. Ecole de français pour adultes étrangers

PROFESSEURS

recherche pour faire face à son développement à DUNKER-

expérience pratique V,1,F. et D.V.V. sxigée, perient bien angleis. Plein temps. Posts permanent. Ecrire avec C.V. détaillé sous le n°T 43654 M REGIE-PRESSE 85 bts, r. Réssmur, 75002 Paris. 2º Conseil fiscal débutent. Eurire Fiducieire de FRANCE juridique et fiscale, 760, bou-levard de la République. E9240 DUNKERQUE.

ECOLE NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

 UN ENSEIGNANT EN ÉPI-DÉMIQLOGIE. - UN ENSEIGNANT EN ÉCONOMIE DE LA SANTÉ, - UN SPÉCIALISTE EN OR-GANISATION ET MÉ-THODES ET SYSTÈMES D'INFORMATION.

C.V. st renseignements: Mon-eleur le Directeur de l'E.N.S.P. sv. du Prof.-Léon-Bernard, 35043 RÉNNES CEDEX. T. (99) 59-29-36 posts 11-10. Sté Française Métallurgie

RESPONSABLE **PRODUCTION**

Formation : A.-M. ou équival. Langue : angleis.

Age minimum 35 ans.

Expérience 10 ans evec 5 ans poste de responsabilité. Production industrie Métallurgis.

Rémunération selon expérience.

Département Conseil en Recrutement 15. avenue d'Eylau - 75116 PARIS Tel. 553.84.73 PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

Vous avez une expérience confirmée dans la technique, l'animation et dans un rôle de conseil en acquisition de clientèle.

I.A.R.D.

Vous cherchez à développer vos responsabilités et à élargir vos domaines de compétences.

Un important Cabinet de Courtage (Parisien) recherche le concours de chargés de clientèle à différents niveaux.

Envoyer votre C.V. manuscrit et photo avec prétentions sous N° T 043683 M, à REGIE-PRESSE

Discrétion assurée, une réponse vous sera donnée quelle que soit la décision prise vous concernant.

composants.

85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Société d'ingénierie et prestations de services

1 JURISTE CONFIRMÉ

- Formation supérieure. - 10 ans d'expérience.
- Parlant anglais.

Pour conseils en droit des affaires (contrats internationaux) et droit des Sociétés, gestion des polices d'assurances et du patrimoine immobilier.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : RÉGIE-PRESSE, sous N° T 043684 M 85 bis, rue Réanmur, 75002 Paris.

C.N.A.M.

LE CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

pour participer aux applications de gestion

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Niveau BAC + 4, possédant une expérience professionnelle de 2 ans minimum.

Adresser les candidatures au Service de Personnel du C.N.A.M. 292, rue Saint-Martin 75003 PARIS.

DES COMPOSANTS PASSIFS

A PROPOS

- Vous êtes convaincu que les composants électroniques joueront un rôle primordial dans l'électronique de demain.
- Vous aimeriez contribuer à une meilleure connaissance des composants en France.
- Vous avez une expérience dans l'utilisation des
- Vous souhaitez l'élargir dans un contexte économico-industriel...

L'hebdomadaire « Electronique Actualités » recherche un jeune technicien supérieur ou ingénieur qui sera chargé de la rédaction des informations concernant le secteur des composants

Ecrire avec C.V. au Directeur de la S.P.S. 49, rue de l'Université, Paris-7e.

LES ÉDITIONS DU SEUIL

REPRÉSENTANT (E)

pour secteur de province (région Ouest) Expérience du livre nécessaire

Ecrire avec C.V. manuscrit et photo à : EDITIONS DU SEUIL

Service commercial 27, rue Jacob, 75006 Paris.

L'informatique aux p.t.t une carrière à votre dimension

Épreuves les 9, 10 Février 1984

LA DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES DU MINISTÈRE DES P.T.T. recrute sur concours :

30 PUPITREURS

50 PROGRAMMEURS

PARIS

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS PROVINCE

Direction des Postes de Paris Direction des Postes du Chef 140, Bd du Montparnasse lieu du Département **75675 PARIS CEDEX 14**

45 ans maximum - BAC H (ou équivalent) exigé.

Inscriptions reçues jusqu'au 6 Janvier 1984

En Italie

Le gouvernement veut stabiliser le déficit budgétaire

De notre correspondant

Rome. - C'est avec une rapidité gros celle qui était prévue dans le peu habituelle que le Parlement italien a réussi à voter la loi de finances avant le début de l'année, ce qui évite, pour la première fois depuis 1978, d'avoir recours au traditionnel est à mettre à l'actif du nouveau gouvernement et des réformes des règlements intérieurs à la Chambre des députés, en particulier à l'adoption du principe d'une session budgétaire consacré uniquement à adopter les mesures composant l'essentiel de la politique économique pour l'année à venir.

Dans les grandes lignes, les textes votés par les députés et par les sénateurs italiens sont voisins du projet de loi de finances présenté en octobre par le nouveau gouvernement à présidence socialiste. Au premier rang des préoccupations avait été placée la lutte contre l'inflation, avec l'accent mis sur la nécessité d'une politique budgétaire rigoureuse. En même temps, le gouvernement souhaitait mettre en place une politique des revenus.

En 1983, il s'est agi de réduire le déficit public de 90 000 à 80 000 milliards de lires — un objectif en fait dépassé - et de rendre exécutoires les mesures mises au point par le précédent gouvernement, mais que le Parlement n'avait pas été en mesure d'approuver avant les élections. Pour 1984, le cabinet Craxi propose de maintenir en valeur absolue le déficit de l'Etat au niveau de 1983, par une stabilisation des prélèvements et un freinage des dépenses. Pour y arriver, le gouvernement voudrait mener une politique des revenus fondée sur un accord entre partenaires sociaux en matière de lutte contre l'inflation et reposant en particulier sur les principes du « contrat social » passé le 22 janvier entre les syndicats et le patronat qui tend à modifier les mécanismes d'indexation de

l'écheile mobile des salaires. La répartition des grandes masses budgéraires pour 1984 demeure en

VILLE BANLIEUE SUD

(+ 40.000 habitants)

RECRUTE PAR VOIE

DE MUTATION

1 DIRECTEUR

DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Responsable des secteurs :

Culturel, animation

Emolol accessible unique-

a) sur attachés communaux

b) eux secrétaires de Mairle de + de 5.000 habitants

cienneté dans le grade. c) aux secrétaires généraux

adjoints, ayant au moins 2 ans d'ancienneté. d) aux chefs de burasu inté-

principaux (sens condition d'encienneté).

ayent au moine 2 ans d'an-

gréz dans le grede d'ette-

ché communei et qui

comptent soit 8 ens d'en-cienneté au grade de ré-decteur, ou 3 ens à celui

Ecr. s/nº 7289 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES,

5. rue des Italiens, 75009 Paris.

Recherche emplois Animateur (trice) de rue, BAFA obtenu su

cours du stage de formation professionnelle préparant aux

métiers de l'Animetion, coorge-nisé par la ville de CORSEL-ESSONNES et les C.E.M.E.A.

Téléphone : 496-27-69

Importante société recherche

ANALYSTE-

PROGRAMMEUR

- tormation DUT ou équiva-

- 5 années minimum d'expé-

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo sous

BANK LEUMI

LE-ISBAEL (France) S.A.

recherche pour son Siège

30, bd des Italiens

75009 PARIS

ainsi que pour son Agence 13, rue de Mulhouse

75002 PARIS

CAISSIERS (ERES)

d'expérience de caisse/

JEUNES HOM. OH FEM

Dynamique, avec BAC, sans ma-périence, pour formation ban-cuire, gestion commerciale. En-

voyer C.V. + photo.

difference 4137 à L.T.P...

31, bd Bonne-Nouvelle,

75083 Paris. Cedex Q2 qui

rience sur des applications

- connaissances RPG

- ieu de travail : PARIS.

M.J.C. de Corbeil-Essonne

OFFRES D'EMPLOIS

fance insdeptée, recherche ANIMATEUR (TRICE)

pour travail guartier Envoyer C.V. 16, rue Antoine-

Richard, 78000 Versailles.

INFORMATIS-TÉLÉCOM

PARIS-PROVINCE

Pour d'importants projets TÉLÉCOM 1, VIDÉOTEX, de

com au niveau national.

Ingénieurs-Système

Bonna expérience en logicie

des transmissions par paquets

L'expérience des protocoles HDLC, X25, SNA, TRANS-

Ingénieurs-Systèmes

PROCESSUS INDUSTRIELS SOLAR-MITRA-POP-MICRO

Ingénieurs-Téléphone

AYANT BONNE EXPERIENCE

EN TELEPHONIE TEMPORELLE.

propositions

diverses

bles, blen rémmérés, à toutes

et à tout avec ou sans diplôme.

Demandaz une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses

et veriées. Demandez une

documentation sur la revue epécialisée MIGRATIONS (LM) P.P. 291.09 PARIS.

DEMANDES

D'EMPLOIS

LE PÉROU?

CAUSE RÉCESSION BAT.

ARCHITECTE-URBA, 46 and RECHL AUTRE ACTIVITÉ.

ECT. 8/11º 2588 ie Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES,

5, rue des Italians, 75009 Paris.

H. 38 a., maîtr. droit privé, ch.

empl. chez conseil ou entrepr. SOUCHENAC

90, av. P.-Doumer, Paris-16*

Jh. 23 a. th présentation, dé-

gagé obl. mil., permis de cond., ch. emploi temps partiel de pré-

tér, domaines lettres, arts,

epectacies, horaires indiff. Ex-

per. prof. administration,

comptab. de 2 ans dans maison d'édition. Tél. 807-01-69.

H. 51 and ch. traveux compta-

blité, déclarations sociales, fis-cales, mise à jour. Temps per-tiel qualques heures par sem. Tél.: 325-83-81.

Projets exceptionnels par éxtérêts. 26, rue Deubenton, 5-Tél : 337-89-22.

PAC est appréciée.

projet de loi de finances. S'agissant des recettes supplémentaires, il est prévu une augmentation de 30 % à 36 % de l'impôt sur les sociétés, ainsi que des cotisations sociales des travailleurs indépendants. Pour dépenses, out été retenus une modification des allocations familiales pour les personnes disposant de gros revenus, un réaménagement du mécanisme des pensions, un plafonnement des transferts de l'Etat au profit de la Caisse nationale des pensions (L.N.P.S.) et un freinage des dépenses de santé (nouvelle modification du ticket modérateur. contrôle accru sur la gestion des unités sanitaires locales, réduction des dépenses en médicaments).

L'efficacité qu'a démontrée le Parlement en votant le budget de 1984 n'en laisse pas moins planer quelques doutes sur la réalisation des objectifs fixés, particulièrement en ce qui concerne le déficit. Il semde notamment que les recettes aient été surestimées. En ce qui concerne es dépenses, les ressources affectées à la Sécurité sociale sont, semblet-il, inférieures aux besoins. Récemment, d'ailleurs, un rapport du Fonds monétaire international soulignait que, « sans d'autres mesures correctives, l'objectif d'un déficit de 90 000 milliards de lires serait largement dépassé en 1984 ».

D'où les craintes manifestées par les républicains et rappelées en conseil des ministres par M. Spadolini, ministre de la défense. Certes, M. Craxi a donné des assurances. Il reste, comme le soulignait récemment l'ancien ministre du budget, M. La Malfa (républicain), que de nouvelles économies seront nécessaires. Etant données les difficultés politiques qu'elles susciteront, « il est à craindre, écrit M. La Malfa que la situation des finances publiques en 1984 ne soit bien différente de ce qui a été prévu par le programme de gouvernement ».

PHILIPPE PONS.

ANNONCES CLASSEES

EN YOUGOSLAVIE

Les pouvoirs publics augmentent les prix de nombreux produits

Belgrade (A.F.P.). - Le gouvernement yougoslave a décidé, le 23 décembre, un important train de duits énergétiques industriels et agricoles, ainsi que des services, assorti du blocage de tous les prix en date du 24 décembre pour une période de six mois. Ainsi, le prix du charbon est relevé de 22 %, celui de l'énergie électrique d'environ 23 %, tandis que le prix de l'essence augmente de 8 % à la sortie des raffineries et de 4.2 % au détail.

En outre, les prix des produits de nombreuses branches industrielles sont majorés ; cenx de la métallurgie augmentent de 21 %; dans la chimie de base, les hausses de prix s'étalent entre 5 % et 50 %, les engrais chimiques augmentant de 12,6 % et les détergents de 14 %; le cuir et le papier augmentent de 20 % à 25 %.

Les prix de l'huile de table et du sucre sont aussi relevés. Ceux du tabac et des cigarettes augmentent en movenne de 29 %. Enfin, les tarifs ferroviaires intérieurs sont majorés de 25 % pour le transport des marchandises et de 10 % pour celui des voyageurs.

Ces hausses de prix ont été décidées, a précisé le vice-président du gonvernement yougoslave, M. Borislav Srebric, pour mettre un terme aux «disparités» existant entre les prix, notamment ceux des produits de base et ceux des produits des industries de transformation. Pour sa part, le blocage des prix a été décrété, selon M. Srebric, pour « maintenir le niveau de vie et empêcher des effets inflationnistes ». ainsi que pour « sauvegarder la compétitivité de l'économie yougoslave sur le marché mondial ».

M. Srebric a cependant convent que ces mesures interviennent à « un moment très défavorable», alors que la Yougoslavie est confrontée à une très forte inflation (de l'ordre de 50 %). Selon les estimations officielles, ces nouveiles hausses de prix devraient entraîner une hausse de 3 % de l'indice des prix à la consommation et de 5 % de celui des prix

Ces augmentations sont assorties d'une baisse des taxes à la consommation touchant notamment l'essence, le sucre et le café. De plus, une décision concernant les hausses de loyers a été reportée à la fin du premier trimestre de 1984. Le gouvernement yougoslave avait déjà en recours au blocage des prix entre le 31 juillet 1982 et le 25 juillet 1983. mais n'avait pas réussi à juguler

L'Equateur consacrera le quart de son budget 1984 au service de sa dette extérieure

Près d'un quart du budget de 1984 au paiement des intérêts et au remboursement de la dette extérieure, qui est estimée à près de 7 milliards de dollars (57 milliards de francs), dont 75 % de dette

Le projet de loi de finances pour l'exercice fiscal 1984 prévoit, sur des dépenses totales de 2115 millions de dollars, que 480 millions seront affectés au paiement des intérêts de la dette publique et au remboursement d'une petite part de la dette elle-même.

L'Equateur a obtenu récemment l'Etat équatorien sera destiné en le rééchelonnement sur sept ans, un intérêt de 21/2 % au-dessus du Libor (taux interbancaire pratiqué dans la City de Londres sur l'enrodollar à six mois), de 2 002 millions de dollars de dettes publiques et privées échues en 1983. Les banques commerciales ont de plus donné, il y a une dizaine de jours, leur accord de principe pour le refinancement de la part des dettes extérieures équatoriennes venant à échéance au premier semestre 1984, 600 millions de dollars de ces dettes, dont 350 millions de dette publique, viennent à échéance en 1984, pour moi-

> Pour le refinancement des dettes à échéance du second semestre 1984, et l'obtention d'un nouveau prêt de 500 millions de dollars demandé par l'Equateur, les banques attendent que le gouvernement équatorien négocie un nouveau programme de stabilisation économique avec le comité de gestion du Fonds monétaire international (F.M.L). -(A.F.P.).

tié au premier semestre.

En R.F.A.

L'EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE A DIMINUÉ **EN NOVEMBRE**

La balance commerciale ouestallemande a enregistré en novembre un excédent de 3,3 milliards de deutschemarks, en baisse par rapport au résultat d'octobre (4.2 milliards de deutschemarks), indique l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden, En novembre 1982, elle avait été excédentaire de 4.9 mil-

liards de deutschemarks. Les exportations ont totalisé 38,75 milliards (+ 3,1 % par rapport à octobre) et les importations 35.45 milliards (+ 6.1 %). De son côté, la balance des naiements conrants a enregistré un léger excédent de 0.6 milliard de deutschemarks, contre 2.9 milliards en octobre et 4.6 milliards en novembre 1982.

Au cours des onze premiers mois de 1983, la balance commerciale a enregistré un excédent de 37,9 milliards de deutschemarks, en baisse par rapport à la même période de 1982 (44,8 milliards de deutschemarks).

Aux Philippines

LE PRÉSIDENT MARCOS REFUSE LA DÉMISSION **DU GOUVERNEUR**

DE LA BANQUE CENTRALE Manille (A.F.P.). - Le président Ferdinand Marcos a refusé la démission du gouverneur de la Banque centrale des Philippines et accusé des intérêts étrangers de chercher à discréditer les responsables philippins chargés des négociations sur la dette extérieure du pays, a révélé samedi le journal Metro-Manila.

Times. M. Jaime Laya avait envoyé me lettre de démission au président Marcos après que l'édition asiatique du Wali Street Journal eut révélé Jundi dernier que la Banque centrale avait gonflé ses réserves de change d'environ 600 millions de dollars (le Monde du 23 décembre 1983).

SOCIAL

SOMBRE NOEL

POUR LES PORTUGAIS

ont participé, le 23 décembre,

dans vingt-cinq villes du Portu-

gal, à des « vailées de Noël »

organisées par la Confédération

générale des travailleurs portu-

gais (C.G.T.P.), pour protester

des salaires. Salon is C.G.T.P.

principale cantrale syndicale por-

tucaise de tendance commu-

niste, cent trente mile salariés

de quatre cent dix-sept entre-

prises portugaises subissent

actuellement de tels retends qui,

dans certains cas, atteindraient

Dans la région de Lisbonne,

les salaires dus à environ trente

mille travailleurs atteignent.

seion la centrale syndicale. Dius

de 2 milliards d'escudos

(125 millions de francs). Dens la

capitale portugaise, quelques

miliers de manifestants s'étaient

rassemblés dans le soirée de

vendradi devant la résidence offi-

cielle du premier ministre,

M. Mario Scerès, après avoir

parcouru les rues de la ville en

portent des torches et des dra-

peaux noirs. Ils ont également

scandé des mots d'ordre contre

la politique économique d'austé-

rité mise en place notamment.

la suite des récents accords

signés per la gouvernement avec

o Dévaluation de 0,57 % du rial

saoudien et de 50 % du veso de

Guinée-Bissan - L'Arabie Saou-

dite a décidé, dimanche 25 décem-

bre 1983, de dévaluer de 0,575 % sa

mounaie, avec effet immédiat, sa pa-

rité passant de 3,48 rials pour Idol-

lar à 3,50 rials. Cette dévaluation, la

quatrième depais le début de 1983.

a été rendue pécessaire par la fer-

meté du dollar ces dernières se-

maines. La Guinéo-Bistan a dévalué

sa monnaie de 50 %, le cours officiel

de son peso passsant: 2 80 pesos pour

idollar, contre 40 pesos précédem-

ment. Selon un communiqué officiel

du président guinéen, M. Bernardo

Vicira, la dévaluation a été rendue

nécessaire pour « établir un taux de

balance des paiements et créant des

conditions favorables au développe-

ment de l'économie - du pays. -

change favorisant la position de

le Fonds monétaire international.

Lisbonne (A.F.P.). - Quelques dizaines de miliers de personnes

CHEZ TALBOT: JOURNEE D'ACTION C.G.T. LE 28 DÉCEMBRE

Une centaine de travailleurs in veilion - organisé par la C.G.T. dans Poissy (Yvolines). An mean : cons arbre de Noël offett par des mil tants cogétistes français, Air untal précise-t-on de source syndicale queique deux cent personne out cocupé l'usine, la mair de salesti à dimanche, dans les différentementellers. alors que l'entreprise est fagorique ment fermée, pour trust de tangés payes, jusqu'an 2 janvior

Per silleurs, arrels la CEDIT., la C.G.T. a décidé d'organisté à son tour une journée d'action le mercredi 28 décembre, su surein de son union régionale d'Ile-de-France, pour exprimer se solidarité aux travailleurs de Talbot et pour réclamer « l'ouverture de véritables pégocietions - après l'annunce de 1 905 licenciements. ·

Cette - journée de lutte et de solidarité - sera marquée ementiche-ment par des distributions de tracts et per l'envoi de délégations au siège de Pengoot à Paris. Parmi les respossables C.G.T. on seculie expérer in convocation, en début de semaine. d'une réunion tripartite directionsyndicats-posvoirs publics.

ÉCHEC DE LA GRÈVE DU MÉTRO PARISIEN

Malgré le mot d'ordre des syndicats C.P.D.T. F.O., C.F.T.C et autonomes de la R.A.T.P. – qui avaient appelé leurs adhérents à un

débrayage de vinet-quetre heures le 25 décembre, - la grève du métro et des bas le jour de Noël a été un échec. Le trafic n'a en effet pratiquement subi ancune perturbation. contrairement aux crantes exprimées par la direction. Le mouvement avait été lancé initialement par le Syndicat indépendant de la RATP, qui ne représente que 5 % des voix sux demières élections profeetienneltes.

CORRESPONDANCE

A PROPOS D'«AFFAIRES AFRICAINES»

M. Doumeng brise le quasi-monopole des multinationales, vecteurs du néocolonialisme

écrit le secrétaire général de l'UCASO A la suite de la publication de toir « aux normes » permettant notre série « Le système Doumeng » (le Monde des 15, 16 et 17 décembre), et notamment du troisième améliorer sa balance commerciale. article, M. Emile Rouch, secrétaire On pourrait citer d'autres aspects général de l'UCASO (Union des coopératives agricoles du Sud-

Tout d'abord, concernant le complexe avicole de Pointe-Noire, quelques précisions technicoéconomiques. La production envisagée - environ 1 700 000 poulets pour 2 550 tonnes et non 25 500 tonnes - correspond à moins de deux poulets par habitant et par an en ne comptant que la population arbanisée. Je crois que le marché est loin d'être saturé (!) si on se réfère aux besoins en protéines de la population, protéines dont la viande de poulet constitue une des sources les plus économiques (...).

Quest), apporte une contribution qu

débat sur le développement en Afri-

que dont nous publions ici des

Mais ce qui compte, avant tout. ce sont les objectifs du gouvernement congolais définis par le ministre de l'agriculture, M. Mouembenga le 10 août 1983, jour de l'manguration de ce complexe avicole. Ces objectifs sont de trois ordres:

- La République populaire du Congo doit se donner les moyens de son indépendance alimentaire :

- Après une période de transition permettant la formation sur le tas des travailleurs congolais ouvriers, employés et cadres, - ce sont eux qui prendrost en main le fonctionnement de ces installations, et leur expérience servira dans d'autres domaines :

- Enfin, ce complexe doit contribuer au développement de la production paysanne de la région où il est installé : en fournissant aux éleveurs individuels des poussins d'un jour, des compléments alimentaires.... en suscitant la culture de mals pour approvisionner l'usine...

Quant à l'abattoir de Bujumbura. votre analyse est un peu rapide. Dans le Burundi existe un potentiel de jeunes bovins qui, engraissés plus rationnellement, permettrait une production de viande bovine plus importante. On ne pent pas critiquer aussi légèrement un gouvernement qui envisage de construire un abatl'exportation d'une partie de cette viande dans les pays voisins pour

de ce style de « coopération active » impulsée par J.-B. Donmens, qui respecte la souveraineté du partenaire mais n'exclut pas la critique constructive : ces réalisations, a contrario, sonfiguent encore davantage le caractère mefficace et ruineux de ce flot ininterrompu d'études menées par divers organismes nationaux on internationaux; on pourrait aussi citer des exemples où sen intervention a brisé le quasi-monopole géographique de quelques sociétés multinationales d'équipement, vecteurs privilégiés d'un néocolomisisme rampant, ou même ouvert une brêche dans des blocus politiques.

Enfin, pour reprendre une de vos dernières expressions, c'est bien cette « notion de coopération » que J.-B. Doumeng a fait bouger et. permettez-moi de le penser, dans le bon sens. (__) A mon avis, cette nouvelle coope-

ration, dans le cadre d'un nouvel ordre économique mondial, suppose un minimum de conditions que l'on trouve dans sa démarche : - Respecter absolument les orien-

tations politiques progressistes de ces pays ;

Comprendre Tenta conditions socio-économiques - S'inscrire dans les expériences qu'ils condnisent et nou pour y subs-

tituer la nôtre : - Réfléchir à des types de déve-loppement multiformes et complé.

- Combler les besoins immédiats de quelques équipements agro-

alimentaires ignores par la colonisa tion (frigoriques, silo...); - Revaloriser les échanges de matières premières, y compris régio-nalement...

On comprend que tout cela est en

Contradiction, politique et économique, avec les forcet capitalistes dont les interventions en étimone étient vent encore et le plus souvent contre l'intérêt de ces peuples, mais aussi contre le processus de less libération (...)

The later of the later of the later of the Constitution of the

The same of the sa

TAP

ELFACUTAME

in the same provinces against

PERSONAL PROPERTY TO THE PARTY SHAPE SHAPEN Un group

THE PARTY OF THE P THE RESERVE NEW PROPERTY AND ADDRESS. The second of the second Tall springer of the property of the second second THE RESERVE OF THE PROPERTY AND ADMINISTRATION OF THE PARTY ADMINISTRATION OF THE PARTY AND AD gen ein im Die der gemennen be-State of Burkers marte a le le 1845 le 95 (files set) market to the second second and the second of the second o be Berieber ett figer aus fagt, gudt Buffeleiche A Bearing and a final of the many to the same Blie Birie - M. 2 300 listan .

The second section is made the templated and THEORETE NATIONALE A 100 100 100 李 明神神科 walt to the week percent

with the said in Marinette Line Secured grades of the state THE THE ST **新华** -- -Martine für 2-120- Tunit The first strike About the

THERE I A . IN ME BOOK Allegar to market a BRAT to literation and inflational larger grant CA WIT SET MANAGE TONE THE . I'M HE REWIND WATER Williams as herefore de-Marie and a separation was not بن محمد 10f1H -- 4 2 .. + 25-78 All Stranger

THE LOT L. MAN M. MANINER. THE R. P. LEWIS CO., LANSING MICH. LANSING AND AS TO THE RESIDENCE OF THE IS AND BY Sandy Carlotte Town The Land ・発表ない。 - 12 12 tat (最近ないの様に多

Ter et erneiten. F. F & France Pille in a s Villa . Maker Take dirte alifa THE VICE A SHOWN A TRACT The total substitute of the party TAN PL . · 東京教師・中央教師・日本教師を「連修会」 B bry barmertige ib. riffen fte. STATE OF STREET, THE PARTY OF THE PARTY OF 29 infift ibrieb THE RATIONS PROPERTY VALUE Spille fir and B illandbilleren bei and the same MICHAEL CONTRACT OF BUILDING A No continue of the Programme

BEALTY IN THE BEALTH STREET Martin to the state of the lines. . A 1:4% with the first A red free, for

THE BUTTON

the se there

SELON L'INSES

les chefs d'entreprise prévou de leur activité au cours des p The second of the second secon The state of the state of The second secon

The marks a series and a series

the second of the second of the second

PERSONAL WEEK

Just the first for man demonst the second the state of the s the factor of the first States of the state of the stat the same of the sa the said of the sa the state of the s And the state of t The sold with the And the state of t Theresalt . 量的点 计报告 The second second Mr france de The state of the s M. Sales B. 李·雅·李 the state of the s And the second of the second second Service & Sec. And the same of th

The state of to the me The Part of Long lies de la production de la Freezeway with the The first and the same of the The state of the s

PROPERTY OF THE PROPERTY OF TH dont. And Company of the State of the

Company of the same of the sam the lines of Carryon lines of Carryon Land of

Paris LOCATION DEMANDE pour Importante SOCIÉTÉ NATIONALE PÉTROLES rech.

uppts 2 à 8 poss ou villes

toutes catégories pour loger personnel et cadres 503-37-00 poste 12. Région parisienne

villes, pavil. pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

L'immobilier appartements villas ventes

STE MAXIME vue penoramique GOLFE ST-TROPEZ villa meu-blée, 7 p., jerdin. 1.700.000 F T. 590-86-06 ou (84) 96-50-02. 16º arrdt terrains M. EXELMANS

VAR, vacances, retraite, ter-Dans bon imm. stand. 4º ét. rains à bâtir viabilisés, 30 mnes sec. s/rue beeu 3 P. de 73 m² mer, 3 km A 8, Brignoles, tennis, lots de 300 à 600 m². + Chbre service. A SAISTR 795.000. SIMRA 355-08-40. Prix à partir de 130.000 F. Agence de la gere, 83400 Hyères (94) 57-42-33.

viagers

discrétion, conselle.

17" près bd Bessière, 2 P. tt cft, bel imm. 38.000 +

1.400 F. Occupé free 71 ans. Cruz, 8, r. La Boétie. 266-19-00.

fonds

de commerce

CASSIS

Ventes

17º arrdt 9°, Notre-Dame-de-Lorette grdf 2 pees, tt cft, loue 2.200 mois. 165.000 + 1.500 F fme 76 a

4 PIÈCES, 85 m² Mª Brochent, 12 cft, 525,000 immo Marcadet, 252-01-82. Cruz, S. r. La Boétie. 266-19-00. 18º arrdt Etude LODEL, 35, bid Voltaire, PARIS XI^a, Tél. 355-61-58, Spécialiste viagers. Expérience,

MOULIN DE LA GALETTE AVENUE JUNOT MAISON PARTICULIÈRE 240 m² environ, 2 terrasses, petit jardin, vue. 3.200.000 f 254-71-93, mardi è pert. 10 h.

appartements achats

Recherche 1 à 3 pièces Paris préfère rive gauche avec ou sans travaux. Paie comptant chez notaire 873-20-67 même le soir.

locations non meublées offres

Paris Les Particuliers ont des Logementa à louer Nombrausse logations

geranties disponibles OFFICE DES LOCATAIRES Tél.: 296-58-46. locations non meublees

demandes

proximité plage 20 m. Px 300.000 F + loyer 1500 F Libre è la vente LOCATRIM CABSIS Téléph.: 16 (42) 01-21-60. bureaux

Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 160, F. S.A.R.L. 180 F. Constitution repide de Sté G.S.M.P., 4, rue des Deux-Avenues, 13º : 586-85-11,

54, r. Crimés, 19°: 607-62-00. DOMICILIATION IMM. DANS LE 18º inscription R.C. location de bureaux, télex. 651-29-77 on permanence.

VOTRE SIÈGE SOCIAL **DOMICILIATIONS** SARL-RC-RM Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques The same of the same the second of the second of

indicate office ample . 1004

the transfer of the second of the

The same was a seen a see

There will be a series

a te mente estado estado estado estado estado en la compansión de la compa

A Commence of the Commence of

The merciana

the transfer has a signed given by an

And the formal of the first of the second

terminal and the second second second and the second

المعالمة المعاليسية الماليان المعاودات الأراجية الأطالي

the second of the second of the second

They are a second of the second of

s seins begebegens 1984

. ರಾಜ್ಯಗಳನ್ನು ಪರೀಕ್ಷಣಗಳನ್ನು ಪ್ರತಿಗಳನ್ನು ಪ್ರತಿಗಳನ್ನು ಪ್ರತಿಗಳನ್ನು ಪ್ರತಿಗಳನ್ನು ಪ್ರತಿಗಳನ್ನು ಪ್ರತಿಗಳನ್ನು ಪ್ರತಿಗಳನ್ನು

grande at the second

Marie A Control

第:这些**测解**体

State of the Teach St. Tree

The second secon

and the second s

A STATE OF THE CONTRACT OF THE

the training of the same of th

The Property of the last

MINTER WAR IN

本水配 上 计 地址

LANCE ECONET &

the second of the second of the

The second secon

The state of the s

The state of the s

the second of the second of

CORPLEE D'ACTION CO. LE 23 DÉCEMBR

the section of the section of the section of which the contract of the contract of the Berge a single outility with the same of the same grade to the secondary the second an gellen abstende grette die eine eine der der der der Extres 1 to the go Appet adjetes fest ".ge.; - ... (日がから 神経、連絡が治療機 さいか かましょ からの機能を 1mm (Mana) (All and All and A

SOME NOW

POLITICS PORTICIES

And the second second

and therefore and the form of the con-The state of the s ** - 17 = 30 25 \$674 Avg 2 2 2 2 2 2

The state of the CONTRA MARCOL TABLE OF THE STATE OF THE STAT 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 e formed carrier to be able to if the region will be a firm the region of ********* ** ** ** ** ** ** ** ***

- 14 2 00 25° garan and an analysis of the same of the s Carley and the first of the Market Commencer of the second Server and the server of the server of te was a factorial to the car

And the second s

ARRE 5.3 1 44 2 4 2 1 1 1 4

W. Downleng brise is quasi-min des muitationales, vecteurs du note

The second secon

register of the control of the contr

in the second second

Company of the contract of the

A recense of the second second

The state of the s

Tage contacts of the contact to the contact of the

The sale of the sa

The same of the sa

gant of the second of the seco

Section with the section of the sect

All and The second of the second of the

The second secon

to the first transfer transfer to the first transfer transfer

a right problem is the right arrange of the right and right arranges of the right arrange of

TO THE SAFFOR

225

Cartiff Street

4 JUNE 15

AFFAIRES

Les suites de la polémique sur les recherches infructueuses d'Elf-Aquitaine

ا حيكذا من الاعل

Le parti socialiste, jusqu'ici réservé sur l'affaire dite des «avions renifleurs», a pris vigoureusement parti, dimanche 25 décembre, dans un communiqué signé par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti, lequel s'étonne que «des millions de francs de l'argent public [aient disparu] en pure perte à l'étranger, sans que la Cour des comptes contrôle, sans que la justice punisse», et demande au gouvernement <qu'il n'en soit rien».

En Belgique, plusieurs quotidiens ont .-donné des précisions sur l'activité de la CER. compagnie d'aviation crée par les inventeurs du procédé vendu au groupe Elf. Le Soir souligne

la «stupéfiante ambiance de secret et de mystère» qui entourait les locaux de la compagnie, créée en 1977, et dont le capital était réparti entre plusieurs sociétés suisses (la Thesaurus Continental, la BIB Treuhand, le Crédit industriel, la Gebefina), une société nommée Swiss Federal Holding, domicifiée aux Bermudes, et plusieurs personnes physiques (le comte Théodor d'Ontremont, résidant à Genève, et M. Hans Urs Langer, résidant à Vitikon, en

Selon la Libre Belgique, les avions ayant appartenu à la compagnie « furent vendus, dont l'un apparemment à la Libye, ce qui causa

quelques ennuis à un bonorable correspondant de la C.I.A. (...), bien que les appareillages de détection ajent été démontés à Rome par une société américaine ».

L'un des pilotes des avious, le colonel Ongenas, interrogé par Antenne 2, a déclaré que d'«assez longues missions» out été réalisées en France, notamment dans la région de Lacq, en mer d'Iroise et au Gabon. «La seule chose que nous faisions à Lacq, a-t-il précisé, c'était de confirmer le fonctionnement de nos appareils par comparaison avec ce qui avait été fait par les moyens classiques. La même chose s'est produite au Gabou.»

Un groupe pétrolier bien embarrassé

Perplexité, embarras, explications partielles. l'affaire dite des « avions renisseurs » met à l'évidence le "groupe Elf dans une position des plus inconfortables. Après s'être retranché derrière la distinction toute formelle entre la société Elf-Aquitaine proprement dite et la holding publique Erap, « seule concernée » par l'affaire, puisque le contrôle fiscal et la trop célèbre enquête de la Cour des comptes ne portent que sur sa comptabilité, les dirigeants du groupe pétrolier ont après moult hésitations, renoncé pour l'heure à s'expliquer publiquetoent. - Nous sommes tenus au devoir de réserve. Nous attendons

L'ERAP ET LA SOCIÉTÉ NATIONALE **ELF-AQUITAINE**

Né en 1976 de l'apport des actifs industriels d'Elf-ERAP à la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, le holding Société nationale Elf-Aquitaine était, jusqu'en 1980, l'unique centre de décisions du groupe. L'ERAP, qui détenuit la participation publique dans son capital, n'avait conservá qu'une existence purement formalle, les fonctions dirigeantes étant assurées par les mēmes personnes (M. Guillaumat jusqu'en 1977, puis M. Chalandon).

En 1980; le gouvernament a décidé de modifier la situation réciproque de l'ERAP et de la S.N.E.A. et d'utiliser l'établisse ment public comme instrument de la tutelle de l'Etat, actionnaire maioritaire mais pas unique dans le capital de la S.N.E.A. L'autonomie nouveile donnée à l'ERAP. dotée d'une direction propre, s'est toutefois peu traduite dans les faits, l'essentiel du rôle du holding ayant consisté à détendre les relations, perfois nombreuses, entre la compagnie et les pouvoirs publics et à approuver ou désapprouver certaines opérations de diversification, les pouvoirs d'orientation et de décision restant concentrés dans les directions de la S.N.E.A.

que l'assaire se soit calmée », explique-t-on, avec quelque gêne, rue Nélaton. Non sans regrets. Tout en affichant une « parfaite sérémité » de facade, les dirigeants du groupe redoutent de faire finalement les frais de ce « règlement de comptes politique ».

« Il saudra bien un bouc émissaire, il est tout trouvé », soupire l'un des cadres. M. Raymond Barre. dans un communiqué, après avoir certes assuré que - l'intégrité et la bonne foi des dirigeants de l'Erap ne peuvent (...) être mis en cause », n'évoque-t-il pas les • erreurs commises » et « certaines responsabilités techniques encourues » par lesdits dirigeants?

Or c'est précisément là que le bât blesse. Car la mise en cause de la crédibilité technique ou financière du groupe dans cette allaire tombe mal. Très mal même, Elf est, en effet, engagé depuis un an et demi dans un sombre affrontement juridique avec le groupe de Sir James Goldsmith. Le conflit, relativement banal au départ, entre les deux sociétés associées au sein d'une concession pétrolière au Guatemala (le Monde daté des 9-10 et 30-31 octobre 1983), a fait boule de neige, et physicurs procés sont en cours, dont l'enjeu a grossi au fil des mois, pour atteindre 600 millions de dollars (près de 5 milliards de francs), montant réclamé par Basic. filiale du groupe de M. Goldsmith. Elf — près de deux fois les bénéfices du groupe pétrolier l'an passé! Or la clé de toute cette affaire est la procédure d'arbitrage engagée en avrilmai 1982 à Genève, et dont le verdict doit être rendu dans les tout prochains mois. Elle doit juger si Elf a bien opéré au Guatemala selon les standards normanx de la profession ou si, comme l'en accuse la filiale du groupe de M. Gold-smith une accumulation d'erreurs techniques a entraîné une chute de la production et même, dans certains s cas, le gachis d'une partie des réserves », occasionnant pour l'asso-

Le déballage, quelques mois avant eet arbitrage technique, d'une affaire dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas de nature à

ciation des dommages financiers

renforcer l'image du groupe risque donc d'avoir pour Elf des conséquences non négligeables. D'où l'embarras de ses dirigeants, soucieux à la fois de calmer le jeu en évitant toute déclaration intempestive pouvant relancer l'affaire des « avions remifieurs » et de défendre leur réputation professionnelle, ternie dans l'opération. Car les arguments mis en avant par le service des relations extérieures d'Elf. seul autorisé à « monter en ligne » usqu'ici, ne sont pas pleinement

Ils se fondent grosso modo su trois points : un, le jeu - en valait la chandelle », les bénéfices escomptés de l'opération étant, en cas de réus site, si considérables qu' - il aurait été scandaleux de ne pas la tenter : Qu'- aujourd'hui encore, si l'occasion se représentait, le groupe recommencerait ». Deux, l'idée de base, qui fondait l'expérience, était valable. • Il y avait quelque chose là-dedans », seul l'appareillage technique s'était révélé défaillant. Trois l'expérience n'a pas été totalement régative puisque deux gisements ont eté découverts à cette occasion.

L'absence d'explications techniques précises sur le procédé en question et sur la *« découverte physique révolutionnaire* » qui le fondait ne permet pas de juger des deux derniers points. On sait cependant que l'opération a échoué, le taux de réussite, de l'aven même du groupe s'étant révélé trop faible pour prouver l'efficacité du procédé et les gisements déconverts l'ayant été dans des zones dont Elf possédant déjà une bonne connaissance géologique et où, comme au Gabon, du pétrole avait été auparavant trouvé.

Il est aussi à peu près certain que l'épreuve décisive, ayant conduit à l'abandon définitif de l'expérience, avait été truquée par les inventeurs. ce qui laisse planer le doute sur le caractère de toute l'opération duperie de bout en bout ou non ?

Il est clair, enfin, bien que le groupe s'en défende, que, de par l'importance des sommes engagées, cette expérience présentait à l'époque pour Elf un très gros enjeu inancier. Plus de 1.3 milliard ont été dépensé (dont 500 millions seulement out pu être ultérieurement récupérés) : un peu moins de 1 milliard de francs réglé aux inventeurs, et plus de 300 millions engagés par le groupe dans l'expérimentation du procédé (acquisition de permis, forages, etc). Comparées aux bénéfices escomptés - le coût d'un forage peut aujourd'hui atteindre 100 millions de francs — ces sommes paraissent certes relativement modestes. Mais, au regard des bénéfices réalisés par Elf lorsque le projet a été engagé (840 millions de francs en 1976), et surtout de ses dépenses d'exploration (1.6 milliard en 1976) on de recherche scientifique et technique (moins de 400 millions de francs par an), ces pertes

Si, pour Elf, l'affaire ne peut donc être considérée comme mineure. c'est encore plus vrai pour l'Etat. seul actionnaire de l'Erap, holding détenant la participation publique dans le groupe. De 1977 à 1979 inclus, les versements de l'Erap à l'Etat n'ont atteint que 251 millions de francs (1). Les sommes disparues définitivement au profit des inventeurs-promoteurs de l'aventure représentaient donc près de deux fois la totalité des dividendes versés par l'Erap à l'Etat au cours des trois amnées qu'a duré l'expérience.

sont loin d'être négligeables.

L'intervention de la Cour des comptes, chargée de veiller au bon emploi des fonds publics, était donc amplement justifiée. Si l'affaire avait suivi son cours normal et si la procédure ordinaire avait été respectée, la Cour aurait probablement dû. comme elle le fait régulièrement envers la plupart des entreprises publiques, au moins rappeler à l'ordre les dirigeants de l'Erap, qui, même si leur bonne foi et leur intégrité n'étaient pas en cause, avaient occasionné pour l'Etat une perte aussi importante. Peut-être également aurait-elle pu - le contenu du rapport le dira – donner des suites internationales à l'enquête, purement française, pour tenter de retrouver, voire de récupérer, une plus grande partie des sommes ainsi dépensées.

VERONIQUE MAURUS,

(I) Selon le rapport de la Cour des

Le droit à la vérité

g Informer clairement, librement et contradictoirement les Français, c'est grandir la France et ceux qui l'ont gouvernée », a dit M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, le vendredi 23 décembre. Il s'agissait alors de défendre le gouvernement contre les attaques lancées la veille par M. Giscard d'Estaing, selon lequel mettre en causa sa personne, même de très loin, dans l'affaire des « avions renifleurs », c'est participer à l' c abaissement de la France ».

Afin que les Français solent informés « clairement, librement et contradictoirement », il manque une pièce essentielle qui n'a pas encore été versée à leur dossier : le rapport de la Cour des comptes dont M. Giscard d'Estaing a montré la page de couverture à la télévision et dont un exemplaire a été remis par un collaborateur de M. Raymond Barre au directeur de cabinet de M. Pierre Mauroy.

Rien à redouter

Le mercredi 21 décembre

l'Assemblée nationale, M. Henr Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, avait pris les Français à témoin de sa disparition — par destruction de la part d'un ancien premier président de la Cour des comptes, M. Bernard Beck, et dissimulation de la part des plus hautes autorités de l'Etat avant mai 1981. Le lendemain soir, à la télévision, M. Giscard d'Estaing a pris à témoin des Français de l'existence de ce document, ils ont « droit à la vérité », a dit l'ancien chef de l'Etat, en ne leur montrant du rapport qu'un seul mot : « Confi*dential ».* Le suriendemain, M. Max Gallo a confirmé ca droit à une vérité qui n'est probablement pas la même que celle de M. Giscard d'Estaing et a dit, en répondant à une guestion, que la publication du rapport pourrait ētre envisagée. Là-dessus, M. Pierre Mauroy est parti vaquer à ses occupations municipales, à Lille, avec son document sous le bras. Il devrait rentrer i Paris lundi dans le courant de l'après-midi.

Outre que les Français - chacun s'accorde à le reconnaître et à le réclamer - ont droit à la vérité, on voit mal, compte tenu de ce qu'ent dit MM. Giscard

d'Estaing, Barre et Gallo, qui craint la publication du contenu du rapport de la Cour des comptes, M. Giscard d'Estaing a raconté qu'à l'époque il s'était renseigné auprès de son entourage, lequal lui avait indiqué que ni l'Elysée ni le moindre dirigeant de la société Elf-Erap n'était mis en cause. Donc M. Giscard d'Estaing n'a rien à redouter.

Partie de poker

M. Barre fait état, dans sa version du déroulement de l'enquête, de conclusions de la Cour des comptes salon lesquelles « la bonne foi et l'intégrité des dirigeants de l'Erap » ne pouvaient âtre mises en cause *t à aucun moment »*. C'est pourquoi, a-t-il ajouté, *e le dossier a* été classé ». M. Barre n'a rien à redouter. Le gouvernement actuel non plus, à l'évidence, puisque tout cela remonte à une époque cù aucun de ses mem-

M. Giscard d'Estaing avance une explication à la nonpublication. Le rapport concernait la défense nationale, puisque les « avions renifleurs » étaient susceptibles de « renifler » les sous-marins nucléaires. Mais, puisque la technique en question s'est révéjée inefficace, l'argument tombe.

bres n'était aux affaires.

∢ Puisque l'ancien président de la République a montré à des millions de téléspectateurs la titre du repport, je pense que les Français souhaiteront qu'on leur dise ce qu'il contient », remarque M. Lionel Jospin. Ils le souhaitent paut-être d'autant plus, pourraiton ajouter, que M. Emmanuelli les avait considérablement alléchés, il s'agissait, selon fui d'une escroquerie. « au mieux ». Il semble blen aujourd'hui que les sous-entendus contenus par cette appréciation se dégonflent. « Enorme escroquerie », répète M. Jospin, à titre d'hypothèse, Mais il ajoute : « Au pire. »

MM. Emmanuelli, Giscard d'Estaing et Barre ont joué une manière de partie de poker, dont l'enjeu n'est pas saulement de savoir où sont passés les 500 millions de francs disparus via la Suisse. C'est au tour de M. Mauroy de jouer. Dira-t-il :

JEAN-YVES LHOMEAU.

SELON L'INSEE

importants.

Les chefs d'entreprise prévoient une baisse de leur activité au cours des prochains mois

L'activité industrielle s'est provisoirement redressée, sauf dans le domaine des biens de consommation, indique l'INSEE, d'après ? l'enquête mensuelle menée auprès des chefs d'entreprise début décem-

«Les stocks de produits finis ont peu varié : ils sont depuis le début du quatrième trimestre à un niveau satisfaisant. Les carnets étrangers restent globalement stables, mais la demande étrangère hors carnets se ralentit un peu, essentiellement dans le pétrole. Les carnets et la demande globale sont assez peu fournis, mais se regarnissent légèrement dans les biens intermé-

 Toujours pessimistes quant aux perspectives générales dans l'industrie, les chefs d'entreprise de tous les secteurs prévoient une légère baisse de leur activité au cours des prochains mois ., souligne l'INSEE. Les perspectives de prix se redres-Sent un peu, »

diaires », ajoute l'Institut.

• Pour les biens d'équipement professionnel. «l'activité a augmenté légèrement depuis deux mois grace à la croissance de la production de matériels électroniques. Les stocks de produits finis se sont alourdis: ils sont supérieurs à leur niveau normal. Les carnets de commandes globaux restent dégarnis En conséquence, la production devrait sensiblement baisser au r cours des prochains mois. >

· Pour les biens intermédiaires «l'activité a récemment augmenté ce qui touche en particulier l'industrie lourde (chimie, sidérurgie, matériaux de construction, verre). Les stocks de produits finis restent

gers se sont stabilisés au niveau satisfaisant atteint le mois dernier. les carnets de commandes globaux se sont légèrement regarnis, ils restent cependant peu remplis. Les industriels s'attendent à une très légère baisse de leur activité au début de l'hiver. »

Pour les biens de consomma-

tion, « la production diminue légère-

ment depuis deux mois. Seule la parachimie-pharmacie bénéficie d'une activité croissante. Les stocks de produits finis ont peu évolué : ils sont toujours jugés supérieurs leur niveau normal, Malgré l'amélloration sensible de la demande étrangère, les carnets de commandes globaux restent dégarnis Aussi l'activité devrait-elle baisser au cours des prochains mois. - Dans le secteur des matériels de transport terrestre, «la production de véhicules utilitaires s'est redressée en novembre. Les stocks de produits finis continuent de s'allèger depuis le début de l'été. En dépit de la contraction des carnets étrangers. surtout sensible pour les voitures particulières, les carnets globaux se maintiennent à un niveau moyer. Les industriels continuent de pré voir une réduction de leur activité. -

• Les rabais sur le prix de l'essence : une association de pompistes porte plainte dans les Yvelines -La société ERG-Carburants, à Sartrouville (Yvelines), fait l'objet d'une plainte émanant d'un groupe de gérants de stations-service de la région pour avoir pratiqué depuis mercredi 21 décembre des rabais de 20 centimes par litre, portés ensuite à 25 centimes par litre - à titre de cadeau de Noël -, rabais supérieurs

M. Seguin (R.P.R.) demande à M. Chandernagor de défendre l'honorabilité de la Cour des comptes

M. Philippe Seguin, viceprésident de l'Assemblée nationale, député (R.P.R.) des Vosges et conseiller référendaire (en détachement) à la Cour des comptes, a écrit à M. André Chandernagor, premier président de la Cour des comptes, une lettre à propos de la mise en cause de M. Bernard Beck, ancien premier président de cette juridiction, dans l'affaire des avions - renifleurs > d'Elf-Aquitaine. M. Seguin écrit notamment :

 L'analyse des accusations lancées par le secrétaire d'Etat au budget, M. Henri Emmanuelli, démontre à l'évidence qu'elles n'ont pu être proférées que par ignorance ou mauvaise foi. Vous avez dû, en effet, pouvoir vérifier depuis votre récente installation au'il est de tradition à la Cour de réserver une suite favorable aux demandes d'enquêtes ou de rapports particuliers formulées, hors procédure, par le gouvernement Au cours des dernières années,

plusieurs dizaines de rapports ont

été ainsi élaborés après que le premier ministre eut personnellement désigné un magistrat à cette fin. en le déchargeant par ailleurs de ses tâches ordinaires. En aucun cas, la responsabilité de la juridiction n'était engagée, il n'était fait appel à ces magistrats qu'à titre individuel en raison de leur indépendance et de leur compétence : de plus, si un exemplaire du rapport était généralement remis par courtoisie au premier président, il allait de soi que l'autorité demanderesse en était seule destinataire. (...) C'est à bon droit et en conformité avec une tradition constante que M. Beck. lors de son départ de la Cour, s'est refusé à ce que le document ait d'autres lecteurs que çeux pour lesquels il avait été préparé. (...) Il me aux 17 centimes par litre antorisés. semble, monsieur le premier prési- faire.

dent, qu'il y aurait lieu que vousmême rappeliez publiquement et sans tarder ces quelques données essentielles et procédiez à la mise

au point qui s'impose. Au-delà même de l'honneur de votre prédécesseur, c'est l'honorabilité de la juridiction qui est en cause : celle-ci est aujourd'hui entre

 Ceux qui, comme moi, appartiennent à la Cour et l'ont provisoirement quittée pour suivre d'autres démarches politiques que la vôtre, se sont volontairement abstenus de discerner dans votre nomination quelque risque de politisation de la turidiction ou de neutralisation de son rôle. Ils apprécieraient, en vous entendant, d'être convaincus de la justesse de leur vue. »

• L'enquête de la Cour des comptes sur la Mission laïque francaise. - M. Georges Mesmin, député (U.D.F.) de Paris, a demandé, vendredi 23 décembre. « la constitution rapide d'une commission d'enquête parlementaire pour examiner la gestion de la mission la que francaise .. dont M. André Chandernagor est président d'honneur, après en avoir été le président de 1973

Cette association culturelle fait l'objet d'ad'une procédure de vérification et de contrôle - par la Cour des comptes (le Monde des 23 et 24 décembre). M. Mesmin a déclaré que l'association, « qui manie des fonds très importants, était en cours de contrôle - lorsqu'est intervenue la nomination de M. Chandernagor la première présidence de la Cour des comptes. - Celle-ci, a ajouté le député de Paris, n'est donc plus manifestement en état de jouer son rôle en toute impartialité dans cette af-

M. JOSPIN: les Français souhaiteront connaître le contenu du rapport

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a déclaré, dimanche 25 décembre, dans un communiqué remis à la presse sur l'affaire des <avions renifleurs • d'Elf-Erap Trois interrogations majeures s'imposent à l'esprit. La première porte sur la dilapidation de fonds publics entre 1976 et 1979. Un milliard de francs auraient été transférés à l'étranger avec l'accord du président de la République et d'un premier ministre de l'époque, pour financer un projet proposé à la société ERAP, qui s'est révélé au pire résulter d'une énorme escroquerie, au mieux constituer une catastrophique et lamentable opération technique et financière.

Sur ce milliard de francs, on nous dit que 500 millions auraient été récupérés. Est-ce bien le cas, et comment? Qu'est-il advenu des 500 millions restants? Comment tout cela a-t-il été possible? Vollà qui justifie que le gouvernement demande à la Cour des comptes de faire cette fois pleine lumière sur cette affaire.

- La deuxlème interrogation porte sur la destruction et la dissimulation de documents officiels Ouand la Cour des comptes a entrepris la vérification des comptes d'ERAP, c'est M. Barre lui-même qui a demandé au premier président de la Cour d'utiliser une procédure exceptionnelle et secrète. Pourauoi. puisqu'il s'était déjà avéré que le projet financé par l'ERAP n'était pas sérieux? Quand M. Beck, le premier président de la Cour des comptes, quitte celle-ci, il détruit ses exemplaires de ce document. En vertu, dit-il, d'un engagement pris envers M. Barre. Pourquoi cet engagement? Comment qualifier la destruction par un magistrat d'un rapport émanant de l'institution qu'il vernement qu'il n'en soit rien.

préside? J'espère que ceux des conseillers de la Cour qui ont protesté contre le mot «forfalture» nous diront comment qualifier cet acte de destruction d'un document officiel, n'oubliant ainsi ni les droits ni les devoirs d'un des leurs, ni le renom de leur institution.

► Pourquoi MM. Barre et Giscard d'Estaing emportent-ils dans leurs archives personnelles un rapport émanent de la Cour des comptes, rapport dont M. Giscard d'Estaing déclare lui-même qu'il ne l'a pas

 Destruction d'un côté, distraction de l'autre. N'est-on pas fondé à estimer qu'il y a, dans cette affaire. dissimulation? Puisque l'ancien président de la République a montré à des millions de téléspectateurs le titre d'un rapport, le pense que les Français souhaiteront au'on leur dise ce qu'il contient.

> La troisième interrogation porte sur la recherche des responsabilités. Aucune plainte, aucune poursuite n'a été portée ou engagée jusqu'ici contre quiconque. Ni contre ceux qui ont obtenu d'une entreprise publique des sommes considérables sans contrepartie, ni contre ceux qui ont rendu cela possible. Pourquoi? N'est-ce pas parce que l'on a voulu étouffer cette affaire?

 En France, la Cour des comptes contrôle le moindre agent comptable. En France, la justice poursuit le moindre voleur à l'étalage. Et l'on voudrait que des millions de francs publics disparaissent en pure perte à l'étranger, sans que la Cour des comptes contrôle, et sans que la iustice punisse. Je demande au gou-

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. VUES ET REVUES, par Yves Florenne : LU : Comment peut-on être apposant 7, de Jean Charbonnel Lettres au Monde.

ÉTRANGER

- 3. PROCHE-ORIENT israël n'entend pas envenimer ses relations avec Washington et Le
- 4. EUROPE POLOGNE: un syndicat entre deux
- 5. ASIE
- AMÉRIQUES BRÉSIL : l'opposition s'efforce d'imposer l'élection du prochain pré-

POLITIQUE

sident au suffrage universel.

Le projet de loi sur la presse : la majorité voudrait parvenir à un accord avec le gouvernement avant la reprise du débat en commission. POINT DE VUE : « Pour l'égalité et le dignité », par Michel Charzat.

SOCIÉTÉ

La célébration de Noël. Au tribunal de Paris : un gendre bala-

SPORTS

8. Les archives sportives de 1983.

LE MONDE L'ÉCONOMIE

9 à 13. L'activité économique en 1983.

CULTURE

14. MUSIQUE : Lohengrin à Marseille. 16. COMMUNICATION : les Nouvelles ont trouvé leurs marques.

ÉCONOMIE

18. ÉTRANGER : le gouvernement italien veut stabiliser le déficit budgétaire. 19. Les suites de la polémiques sur les recherches infructueuses d'Elf-Acuitaine.

RADIO-TÉLÉVISION (16) INFORMATIONS < SERVICES » (13): Météorologie ; Mots croisés Annonces classées (17-18): Carnet (8); Programmes des spectacles (15); Marchés financiers (19).

En U.R.S.S.

VERRA-T-ON M. ANDROPOV A L'OUVERTURE DE LA SESSION DU SOVIET SUPRÈME?

M. Andropov, invisible depuis le 18 août, réapparaîtra-t-il cette semaine ? Il devrait, en principe, tral du parti qui doit s'ouvrir ce lundi 26 décembre, puis à la session consécutive du Soviet suprême convoguée pour le 28 décembre.

Le comité central siège à huis clos et les photographes n'y out pas accès. Seuls les comptes rendus de la presse officielle permettront donc de savoir si le chef de l'Etat et du parti était présent. On se souvient, toutefois, que la presse soviétique a su, dans le passé, trouver des formules ambignés lorsque le monde s'interrogeait sur la santé de Léonide Brejner et guettait son apparition.

En revanche, les débats du Soviet suprême sout publics et partiellement télévisés. Le « moment de vérité » se situera donc mercredi à l'ouverture de la session. En l'absence d'un ordre du jour précis autre que l'examen du bodget et de plan pour l'aunée 1984, cette réunion du Parlement aura donc pour premier intérêt de savoir si, après cent treate jours, M. Andropos dissement =. - (A.F.P.)

En Grande-Bretagne

L'EXPLOSION D'UNE BOMBE DANS LE CENTRE DE LON-DRES A FAIT DEUX BLESSES

Loudres (A.F.P.). — Une bombe a explosé dimanche 25 décembre à Loudres à proximité d'Oxford Street, blessant très légèrement deux passants. L'engin se trouvait dans une poubelle. Son explosion a provoqué des dégâts pen importants.

L'attentat n'a pas été revendiqué, mais, selon Scotland Yard, ses autours seraient les responsables de l'attentat commis neuf jours plus tôt devant le magasin Harrods et qui a fait six morts et quatre-vingt-dix blessés. Selon le commandant Hucklesby, « c'est au manufacement qui signifie que le groupe avertissement qui signifie que le groupe qui place les bombes est encore il. ».

SELON RADIO-CONAKRY

Un deuxième séisme en trois jours aurait eu lieu en Guinée

Selon des informations diffusées par Radio-Conakru captées à Dakar, 22 décembre.

Il fant toutefois s'interroger sur la tère montagneux de la région affecviolence de ce denxième tremblement de terre : le réseau du Centre sismologique euro-méditerranéen de Strasbourg n'a rien enregistré aux environs de l'heure indiquée par Radio-Conakry, alors que le séisme du 22 décembre de magnitude 6,3 avait déclenché les alarmes. Quatre jours après la secousse du 22 décembre, on a décompté 300 morts, 200 disparus, 150 blessés et des milliers de sans-abri.

Des secouristes français bénévoles appartenant à l'Action d'urgence internationale (A.U.I.) est partie ce 26 décembre pour la Guinée, une deuxième équipe d'AU.I. pourrait suivre la première le 28 décembre. Deux avions, malien et marocain, transportant du personnel médical des secouristes, des médicaments et des vivres sont arrivés le 25 décembre à Conakry, la capitale guinéenne. L'acheminement des secours est rendu très difficile par le manvais état des pistes et le caractée par les secousses.

Deux sismologues de l'Office de recherches scientifique et technique outre-mer (Orstom) et un de l'Institut de physique du globe de Paris installeront en Guinée; dès que possible, un réseau temporaire de six ou huit sismographes portatifs dans les environs de l'épicentre du séisme du 22 décembre. Ainsi pourront-ils étudier les repliques qui suivent toujours une secousse importante, et peut-être comprendre ce tremblement de terre totalement inattendu et encore inexpliqué.

* Action d'urgence internationale (A.U.L.), 10, rue Félix Ziem, 75018 Paris, C.C.P. 688-700 T Paris.

 Le Secours populaire français reçoit les dons pour les sinistrés de la Guinée à son adresse : 9, rue Froissart, 75003 Paris (C.C.P. 654-37 H Paris. Préciser : « Guinée »).

LE BRÉSIL A MENÉ A BIEN **LA RENÉGOCIATION** DE SA DETTE EXTÉRIEURE **POUR 1984**

Sac-Paulo (A.F.P.). - Le ministre brésilien des finances, M. Ernane Galveas, a affirmé dimanche 25 décembre que le Brésil avait mené à bien la renégociation de sa dette extérieure venant à échéance en 1984 et allait renégocier l'an prochain les tranches 1985 et 1986.

Dans un entretien exclusif accordé au quotidien *O Estado,* de Sao-Paulo, M. Galveas a ajouté qu'il n'est pas possible de réaliser une renégociation globale de l'ensemble de la dette du pays, estimée à 95 milliards de dollars, ou même de mener une négociation de gouvernement à gouvernement.

Le ministre a, en outre, estimé que - le Brésil n'a pas d'autre alternative que de payer sa dette extérieure en augmentant le solde bénéficiaire de sa balance commerciale ou de cesser de rembourser ses créanciers », et « le Brésil veut payer sa dette ».

Selon le ministre, le Brésil parviendra, dans un délai de trois ou quatre ans, à réduire sa dépendance financière et pétrolière vis-à-vis de l'extérieur, et « disposera, de ce fait, d'une plus grande indépendance dans la conduite de sa politique extérieure ».

L'oreille coupée

mente. Pour un enlèvement, de nos jours, il faut compter environ 20 millions de francs. En Italie. où cette industrie florissante a adopté des méthodes de gestion ultra-moderne, le prix varie selon qu'on paye cash ou à tempéra-1983, une bonne quarantaine de sans toscans, au début de personnes sont encore placées sous séquestre par leurs ravisseurs. Et elles y resteront jusqu'à ce que soient payées toutes les traites, souvent échelonnées sur des mois, voire des années, de la

Les conditions de la détention sont évidemment très différentes selon les latitudes et les circonetances. Ca va de la tente dressée en appartement ou sous hanger, avec seau hygiénique, chauffage individuel, plats cuisinés, façon Heinecken, au simple pacage dans le froid, la pluie, le vent, avec transhumance nocturne et rappel au bon souvenir du client par le dépôt dans une poubelle d'un doigt ou d'une oraille style

tions qu'on reconnaît la marque des bandits serdes, les Barbares, comme on les appelle à Rome. Ils compent en effet aux portes de la ville, frustres, igneres, mal dégrossis, ils sont arrivés de leur ile natale avec leurs brebis et leurs moutons sur les talons des pay-'exode rural. Et ils sont restés plantés là. Aucun rapport avec la Mafia, la drogue, le crime organisé. Non, eux retrouvent d'instinct le vieille tradition de l'abigesto, le voi de bétail. A deux ou quatre pattes.

Ce qui frappe dans ce fait divers, c'est ca précisément, c'est le formidable contraste entre deux mondes qui se côtoient de part et d'autre d'une grille de villa. Ici la sauvagerie et la brutalité, là le luxe et la beauté. De quoi dégoûter nos milliardaires du look guenilles, peaux de bêtes lacérées et pauvres objets de ménage montés en super-bijoux. Bref de la misère.

CLAUDE SARRAUTE.

FACE A LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

Les armateurs français ne s'estiment pas assez aidés par l'Etat

Les échanges maritimes mondiaux ont diminué de 7,5 % en 1982. En trois ans, le recul atteint ainsi 17 %. Pour la première fois depuis les années 30, le nombre et le tonnage des bateaux en service tend, depuis quelques mois, à diminuer. Plus significatif encore, le tonnage désarmé a dépassé pour la première fois 100 millions de tounes de port en lourd (soit 15 % de la flotte en service), ce qui n'empêche pas la surcapacité de demeurer considérable : 175 millions de tonnes pour les pétroliers (sur une flotte de 292 millions de tonnes), 45 millions de tonnes pour les transporteurs de marchandises sèches en vrac (charbon, grains...).

La flotte française subit, comme les autres, cette crise. Mais s'y ajoutent pour elle un certain nombre de « points préoccupants » qu'a évoqués, le 21 décembre, M. Georges Thebault, président du Comité central des armateurs de France (C.C.A.F.), en présentant le bilan amuel de ce secteur. Ces préoccupations sont au nombre de sept : l'augmentation des charges salariales (+ 10,8 % en 1983), qui rend la compétition difficile pour le pavillon français; les mouvements de grève, notamment à propos des retraites, qui mettent les entreprises · en situation d'otages » ; l'accumulation des conflits socianx dans les ports, préjudiciables à l'armement français: les « obstacles bureaucratiques », qui freinent notamment la rationalisation de l'exploitation des navires; les risques de l'application de la loi d'orientation des transports intérieurs au pré et au postacheminement terrestre des marchandises les « problèmes dramatiques » de la construction navale, qui ont tendance à « occulter les problèmes propres à l'armement »; enfin, l'environnement international, qui intensifie les « agressions commerciales plus ou moins déloyales ».

Moins de freins bureaucratiques

Les armateurs se déclarent aussi décus de l'attitude des pouvoirs publics à leur égard. Le budget pour 1984 réserve 2 milliards de francs pour l'aide aux chantiers navals. mais seulement 199 millions pour les régimes favorisant les investissements de l'armement. Quant au TXº Plan, il ne fait pas la moindre référence au transport maritime. Il est pourtant, selon M. Thebault, un domaine où l'aide des pouvoirs publics serait bienvenue : l'allégement des charges des entreprises. Les armateurs réclament aussi le relâchement des « freins bureaucratiques » qui pèsent sur eux, la possibilité d'acheter ou de vendre les navires neufs ou d'occasion dont ils estiment avoir besoin - y compris sur les marchés étrangers, - car, tout en comprenant la situation dramatique des chantiers navais français, ils estiment qu'-il n'est pas possible de leur sacrifier les armements ». Pour

 La guerre du Golfe. – L'Irak a menacé, samedi 24 décembre, i'Iran d' - attaquer les objectifs qu'il choistra à l'intérieur du territoire tranien si Téhéran s'obstine à bombarder des objectifs civils irakiens .. Scion Bagdad, les Iraniens ont bombardé samedi la ville frontière de Khaniqin. D'autre part, d'après l'agence iranienne Irna, des missiles irakiens à longue portée ont touché, dimanche, la ville de Majid-Soleiman, au sud du pays, tuant dix-huit personnes et en blessant quatrevingt-douze autres. - (A.F.P.,

le C.C.A.F. le cas, par exemple, de la récente commande de quatre bateaux à des chantiers yougoslaves par la société navale Chargeurs-Delmas-Vieijeux est parfaitement clair: «Si la licence d'importation est refusée à Delmas-Vieljeux, ce serait la démonstration qu'un armateur français ne peut pas mener ses à Londres de 1934 à 1940, date à laactivités à armes égales avec la

Enfin, ils demandent un consensus des diverses parties intéressées - pouvoirs publics, personnels, armateurs - sur la définition de « stratégies d'avenir ». « Nous serons plus que jamais confrontés à une concurrence très vive qui nous contraindra à un degré de compétitivité égal, sinon supérieur aux autres, pour assurer notre avenir. 2 averti M. Thebault. Celui-ci ne peut être garanti que si les décisions qu'elles touchent aux investissements ou à l'amélioration de la productivité - sont proposées, décidées et mises en œuvre par tous. »

Concorde « cannibale »

Trois des sept supersoniques Concorde utilisés par Air France servent, en réalité, de stock de pièces de rechange pour les appareils chargés d'assurer l ligne Paris-New-York. La compagnie nationale affirme avoir pris cette décision de « cannibaliser », ou de déshabiller, les Concorde en prélevant les pièces détachées nécessaires dans un souci d'optimiser le gestion de la flotte.

Dans l'industrie aéronautique, il est fréquent, lorsqu'un avion n'est plus produit en série comme c'est le cas de Concorde, de prendre sur des avions de réserve les pièces manquantes au bon service régulier du reste de la flotte. Air France a estimé qu'il était plus économique de prétever des pièces sur des exemplaires non utilisés que d'en commander de nouvelles, en raison de leur coût à l'unité, prohibitif pulsqu'elles sont faites sur

Deux des Concorde ainsi déshabiliés sont actuellement à la direction du matériel de la compagnie et le troisième dans un hangar de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Après avoir enregistré en 1982 un déficit de 117,4 millions de francs (dont 105 pris en charge par l'Etat), Concorde, qui n'assure plus qu'un vol quotidien entre Paris et New-York et des vois à la demande (charters), devrait dégager en 1983 un très léger bénéfice d'exploitation. Le gouvernement français a annoncé, en août, la continuation en 1984 de l'exploitation de l'avion.

ANCIEN COUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE ET PRÉSIDENT DE PARIBAS

M. EMMANUEL MONICK EST MORT Une illustre figure de l'establishment

Avec M. Emmanuel Monick disparaît l'une des figures connues de establishment financier de l'immédiat après-guerre. Né en 1893 an Mans, M. Monick avait suivi la « voie royale » qui conduit le plus souvent aux destinées les plus hantes de la banque française.

Licencié ès lettres et en droit, diplômé de l'École libre des sciences politiques, il entre, en 1920, à l'inspection des finances, où il suivra une carrière classique : activités diverses au ministère des finances, rue de Rivoli, attaché financier à l'ambassade de France à Washington (1930-1934), puis à l'ambassade de France quelle il est nommé secrétaire géné. ral du gouvernement français au Maroc. Secrétaire général aux finances en 1944, il est gouverneur de la Banque de France de 1945 à 1949, puis gouverneur honoraire

En Corse

LES OCCUPANTS **DU DOMAINE SAINT-PIERRE** ONT ÉVACUÉ LES LIEUX

(De notre correspondant.) Bastia. - Les occupants du domaine Saint-Pierre, près d'Aléria (Haute-Corse), appartenant a M∞ Nouvion, veuve d'un rapatrié d'Algérie, ont évacué les lieux dans

la nuit du dimanche 25 au lundi 26 décembre, après qu'un escadron de gendarmes mobiles eut pris position autour de la ferme. Jeudi 22 décembre, un jugement du tribunal de grande instance de Bastia avait ordonné l'expulsion des pre miers occupants, membres de la F.D.S.E.A. de Haute-Corse, qui quittaient le domaine pour être immédiatement remplacés par d'autres militants agricoles.

La confédération du RECOURS réagit avec « stupeur » à cette nouvelle occupation, estimant que «l'autorité de l'Etat est une nouvelle fois bafouée en Corse.. Le RECOURS a mis en garde le gouvernement «contre les graves conséquences politiques que cette situation risque d'entraîner chez l'ensemble des rapatriés d'Afrique du Nord, totalement solidaires de leurs compatriotes menacés en Corse». C'est pour prévenir d'autres occupations de domaines annoncées par M. Ange Poli, président de la F.D.S.E.A. de Haute-Corse, que les pouvoirs publics ont décidé de réagir fermement à cette nouvelle occupation.

vous êtes intéressé par l'ordinateur personnel

vous informe

en vente en klosque

et chez les distributeurs agrée.

Paris et des Pays-Bas, qu'il préside de 1949 à 1962. Ce sera la période de la «reconstruction» de cet établissement, que la guerre avait laissé exsangue et qui amorce une remontée rapide sous l'impulsion de son directeur général, M. Jean Reyre. Plein d'initiatives hardies et d'intnitions fulgurantes, ce dernier piétine sans ménagement beaucoup d'intérêts, donnant à sa banque une réputation parfois mitigée.

après son entrée à la Banque de

En 1966, président d'honneur et administrateur de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, M. Monick contribue, avec son successeur. M. Henri Deroy, à faire nommer vice-président de la compagnie M. Jacques de Fouchier, crésteur et animateur de la Compagnie bancaire, pour redorer le blason de la banque un pen terni.

En 1968, lorsqu'un conflit grave éclate entre M. Reyre, qui, sans l'autorisation de son conseil d'administration, avait emprunté de l'argent en Suisse pour lui permettre de disputer à la Compagnie financière le contrôle du C.I.C., et M. de Fouchier, il prend le parti de ce dernier, également homme de l'establishment, et le fait nommer président avec un peu d'avance.

M* YVES JOUFFA **VA PRÉSIDER** LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

M. Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme, a annoncé, courant décembre, au comité central de la Ligue qu'il ne demanderait pas le renouvellement de son mandat à l'issue du prochain congrès national, qui aura lieu à Marseille les 17 et 18 mars 1984. Sur sa proposition, le comité central a décidé, à l'unanimité, de désigner comme premier vice-président Mº Yves Jouffa, avocat à la cour de Paris. Me Jouffa devrait succéder en mars à M. Noguères, qui succéda lui-même, en 1975, à M. Daniel

 Le prochain lancement de la navette spatiale Challenger, qui devait avoir lieu le 30 janvier 1984, a été repoussé au 3 février. Selon un porte-parole de la NASA, ce report a été décidé pour tenter de déterminer les causes des défaillances des générateurs auxiliaires, indispensables pour manœuvrer la navette lors de la rentrée dans l'atmosphère. -(A.F.P.).

Y ACTO DELLE LATKEILLE **SOLDES ANNUELS** à tous nos rayons

62 rue St André-des-Arts 6º Tel: 329.44.10 PARKING ATTEMANT A NOS MAGASINS.

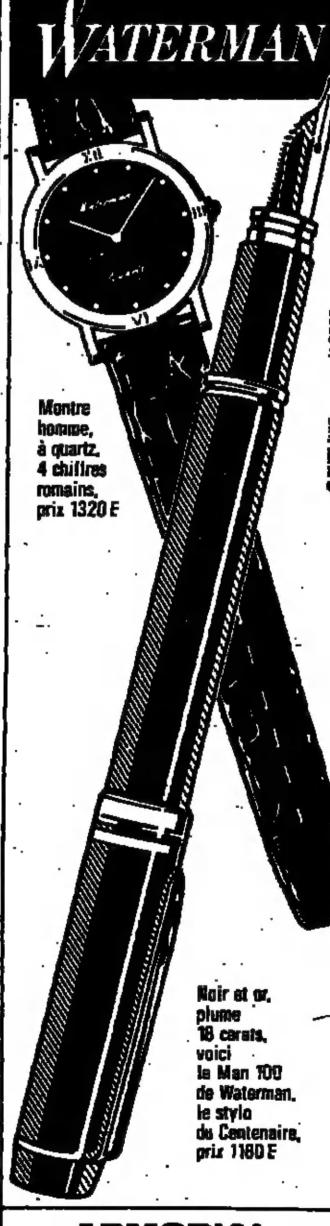
M- ANNA BULGARI **ET SON FILS** ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

Enlevés le 19 novembre dernier, M. Anna Bulgari, copropriétaire de la grande josillerie romaine Bulgari, et son fils Georgio ont été libérés, le 24 décembre, près de leur villa des environs de Rome. « Compte tenu de ce qu'ils ont subi, ils se sentent relativement bien », a déclaré la fille de M™ Bulgari. Georgio Bulgari doit être opéré d'ici quelques jours, un chirurgien va essayer de greffer l'oreille que les ravisseurs lui avaient coupée pour accélérer le versement de la rançon.

Selon la radio nationale italienne. une rançon de 20 millions de francs aurait été versée, en dépit de l'opposition de la magistrature romaine, qui avait ordonné le séquestre des biens de la famille. Les recherches de la police n'ont donné, pour l'instant, aucun résultat.

--

Le numéro du « Monde » daté 25-26 décembre 1983 a été tiré à 432 024 exemplaires



ARMORIAL 98. FAUBOURG ST-HONORE (PLACE BEAUVAU) - 80 28. AVENUE VICTOR-HUGO - 16° PALAIS DES CONGRÈS PORTE MAILLOT - 17º